



RÉGION AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES

ÉVALUATION EX ANTE DES INSTRUMENTS FINANCIERS 2014 – 2020 **EN POITOU-CHARENTES**

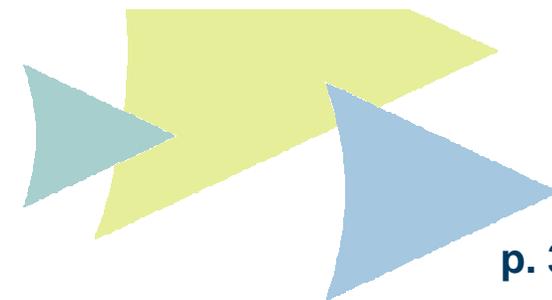
Rapport de mission

Janvier 2016

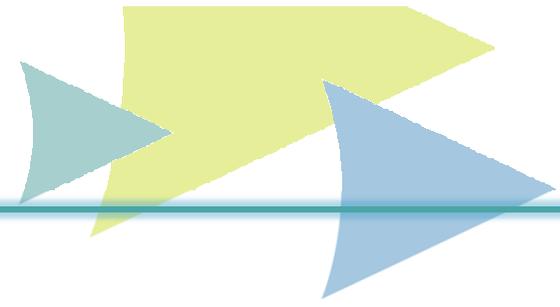
M. Orsini, G. Morsch Katalyse

G. Coatanroch, M. Lacave Technopolis

Sommaire



▶	INTRODUCTION	p. 3
▶	1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES	p. 6
▶	1.1 Eléments clés sur le tissu économique	p. 7
▶	1.2 Stratégies et politiques régionales	p. 16
▶	2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT	p. 25
▶	2.1 Volet "Innovation et entreprises"	p. 26
▶	2.2 Volet "Efficacité énergétique / ENR et biodiversité"	p. 76
▶	3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"	p. 100
▶	3.1 Cartographie de l'offre et tableaux de synthèse	p. 105
▶	3.2 Perception des acteurs et bilan de l'offre de financement en Poitou-Charentes	p. 118
▶	4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	p. 125
▶	4.1 Bilan des carences et défaillances	p. 126
▶	4.2 Stratégie d'investissement et recommandations	p. 137
▶	ANNEXES	p. 155
▶	A.1 Lexique et définitions	p. 156
▶	A.2 Sources et contacts	p. 161
▶	A.3 Données complémentaires	p. 171



▶ INTRODUCTION

- ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES
- ▶ 2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT
- ▶ 3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"
- ▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT
- ▶ ANNEXES

Evaluation ex ante : principes généraux et conduite des opérations en Poitou-Charentes



► Le principe des évaluations ex ante des instruments financiers

- 2 % du FEDER 2007-2013 sur des instruments financiers (IF) en Europe et en France (source DG REGIO)
- Une volonté de la Commission Européenne d'en décupler l'utilisation sur 2014-2020 (10 à 15 %) sur l'ensemble des fonds FEDER, FSE, FEADER, FEAMP
 - Financement des TPE/PME et innovation, y compris entreprises agricoles
 - Efficacité énergétique et ENR
 - Infrastructures environnementales...etc.
- Un certain nombre de changements ont été introduits pour la période 2014-2020, afin d'assurer le développement de ces outils (article 37 – Instruments financiers) :
 - Les instruments financiers peuvent donc être utilisés pour tous les objectifs thématiques couverts par les PO et pour tous les fonds
 - Les instruments financiers peuvent être combinés avec des subventions, des bonifications d'intérêts et des contributions aux primes de garantie

► Les instruments financiers doivent être conçus sur la base d'une évaluation ex ante

- Différentes options offertes aux autorités de gestion (création, abondement, instruments européens clés en main...)

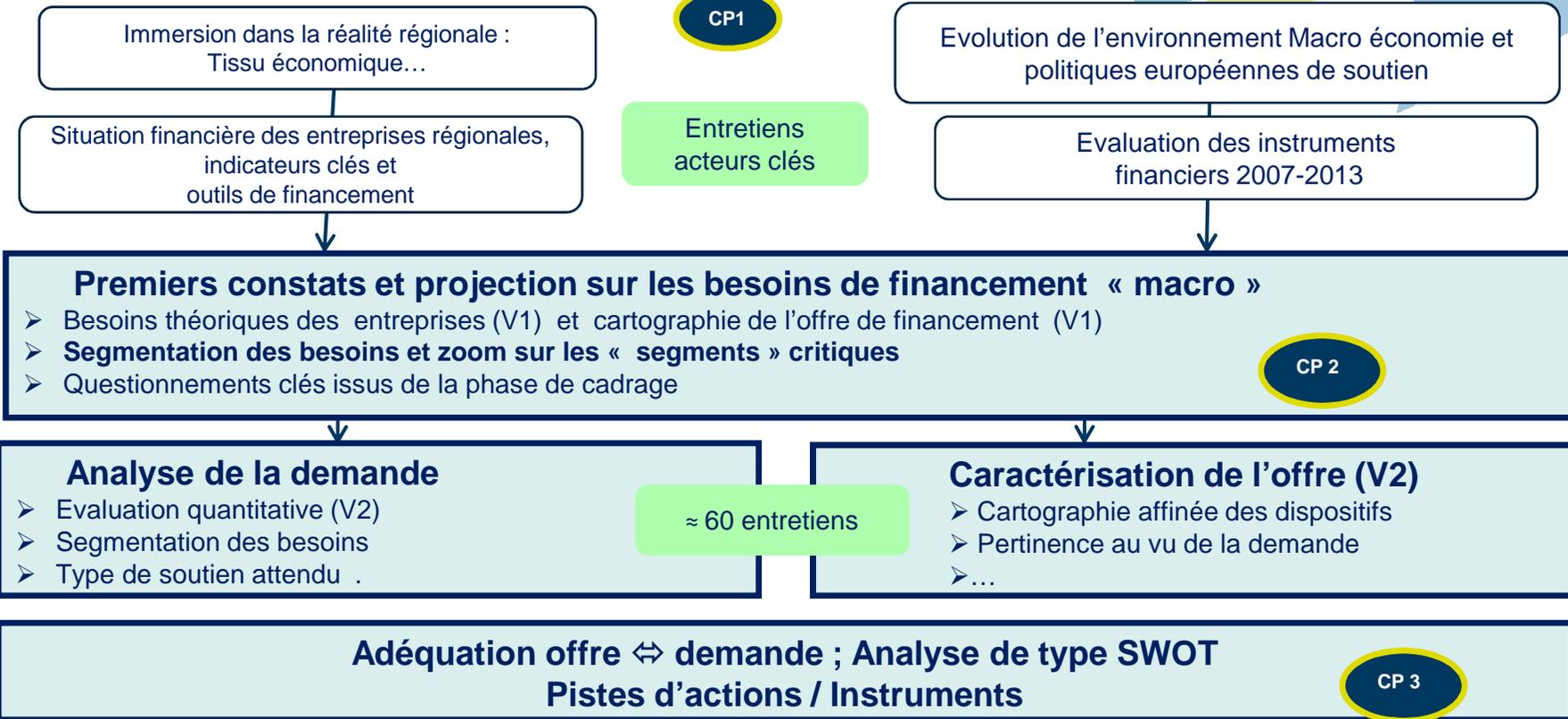
► En Poitou-Charentes, plusieurs sous-thématiques sont intégrées dans le périmètre

- Thématique Innovation et R&D
- Thématique Numérique
- Thématique Développement économique
- Thématique Efficacité énergétique
- Thématique Biodiversité
- Thématique Agriculture....

Méthodologie de l'intervention

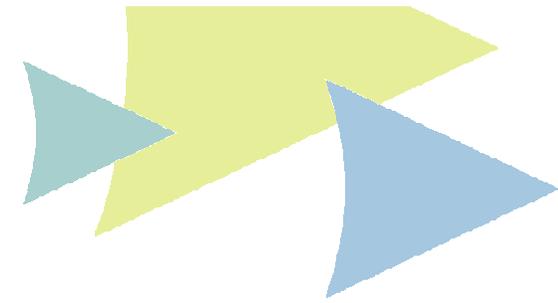
Introduction

PHASE 1 : Diagnostic des besoins de financement et opportunités



PHASE 2 : Stratégie d'investissement





▶ INTRODUCTION

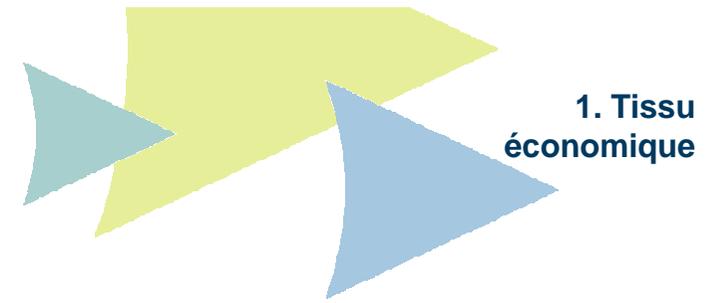
▶ **1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES**

▶ 2 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT

▶ 3 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

▶ ANNEXES



▶ 1.1 Éléments clés sur le tissu économique

Présentation générale du tissu économique régional

1. Tissu économique

► Un espace ouvert sur le monde et intégré au territoire national

► L'importance du littoral dynamisant l'économie régionale

- L'espace côtier, vecteur de nombreuses activités : agriculture/aquaculture, industrie, commerce, tourisme...
- La Rochelle : 6^{ème} port de commerce national et 1^{er} port de plaisance européen
- 2 autres ports de commerce régionaux desservant la façade atlantique : Rochefort, Tonnav-Charente

► Des infrastructures de transports favorisant les connexions avec l'extérieur

- Un maillage autoroutier permettant de relier rapidement Paris et les grandes métropoles de l'Ouest de la France (Nantes, Bordeaux)
- Le TGV reliant les 4 préfectures départementales à la capitale ; Un territoire de mieux en mieux desservi par le train (LGV Tours Bordeaux en cours de construction)
- 3 aéroports (La Rochelle-Ile de Ré, Poitiers-Biard, Angoulême-Cognac)

► Plusieurs filières économiques d'excellence sur le territoire régional

► Une agriculture puissante et diversifiée

- 1^{ère} région caprine nationale, 1^{ère} région ostréicole, 2^e région céréalière...

► La 2^{ème} région française dans le domaine de l'ESS (en terme de taux d'emploi par les entreprises du secteur)

- Plus de 72 000 emplois dans 7 000 établissements
- Le développement de nombreuses SCOP dans les services, dans l'industrie et le BTP
- Le bastion historique des mutuelles et sociétés d'assurance (sur Niort notamment)

► Un secteur tertiaire bien représenté, dopé par le dynamisme de la filière du tourisme

- Ex : La Charente Maritime, 2^e destination touristique parmi les départements français

► La présence de grands donneurs d'ordres industriels sur le territoire (Alstom, Schneider...)

► D'autres filières industrielles majeures pour le tissu économique régional

- Les industries agroalimentaires (ex : cognac)
- La filière bois, emballages
- La construction nautique (sur la Rochelle notamment)
- Les Eco-activités

► L'international et l'innovation : deux axes clés de la SRDEII

► Des résultats encore mitigés...

- Seulement 1,5 % des exportations françaises en 2013
- 16^{ème} région française pour les dépôts de brevets (187 en 2012)

► ... Mais des atouts indéniables

- Un écosystème de l'innovation structuré (présence de clusters, Universités, CRITT, structures de transferts technologiques...)
- Des filières régionales qui s'exportent (cognac, nautisme...)

CHIFFRES-CLÉS DE LA REGION POITOU-CHARENTES

Sources : données INSEE et CCI Poitou-Charentes
(Repères économiques 2014)

TERRITOIRE :

- ✓ 25 809 km² soit 4 % de l'espace national (12^{ème} région métropolitaine)
- ✓ 1 464 communes dont 12 de plus de 10 000 habitants
- ✓ 46.5 Mds € de PIB soit 2.2 % du PIB français

DÉMOGRAPHIE :

- ✓ 1 796 434 habitants soit 2.7 % de la population française (2014) (15^{ème} région métropolitaine)
- ✓ Densité : 69 habitants au km² (2012) (moyenne nationale de 115)
- ✓ 49 % de la population entre 20 et 59 ans

EMPLOI / REVENU :

- ✓ Taux de chômage de 9.6 % (10 % en France métropolitaine) (T1 2015)
- ✓ Revenu fiscal moyen de 22 992 € (25 093 € en France)

Sources : recherches bibliographiques

Typologie de l'emploi en Poitou-Charentes

► **610 000 emplois salariés en Poitou-Charentes au 31 décembre 2013 et environ 394 300 emplois salariés privés au premier trimestre 2015**

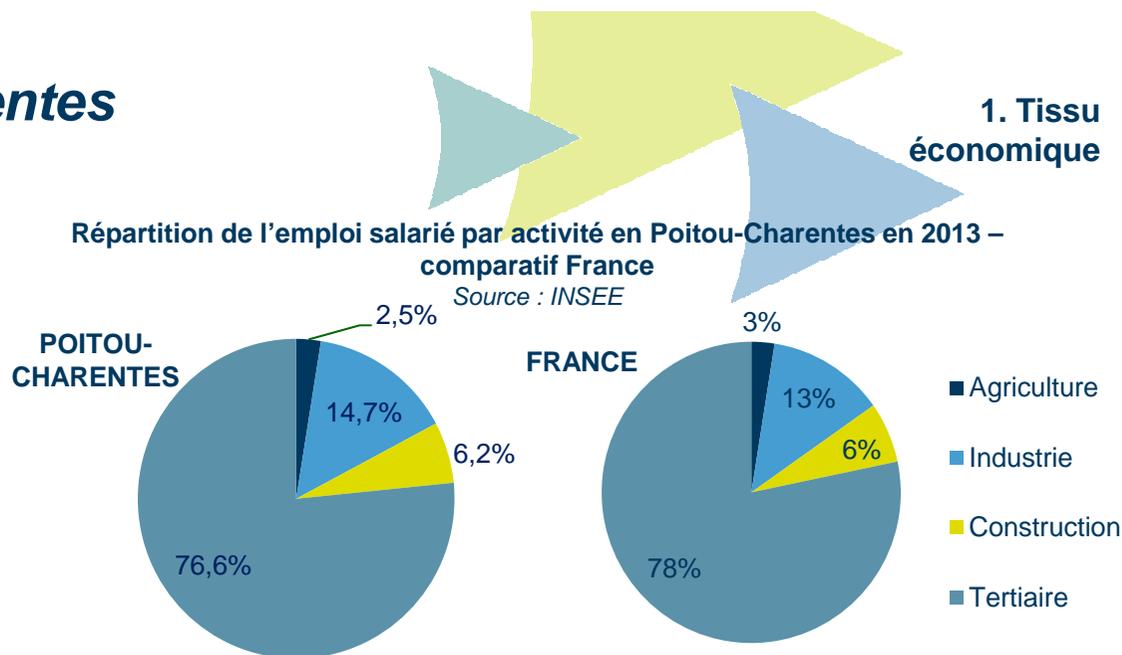
- Stagnation du nombre d'emplois salariés entre 2009 et 2013 (+ 0,1 %)
- Pic en 2012 avec près de 408 800 emplois salariés privés
- Taux importants du nombre d'emplois non salariés : 11,9% en Poitou-Charentes contre 9,4% en France
 - 25% d'emplois non-salariés dans l'agriculture
 - 13% d'emplois non salariés dans la construction
 - Importance des activités artisanales dans la région

► **Une répartition des emplois qui confirme l'importance de l'agriculture et de l'industrie en Poitou-Charentes**

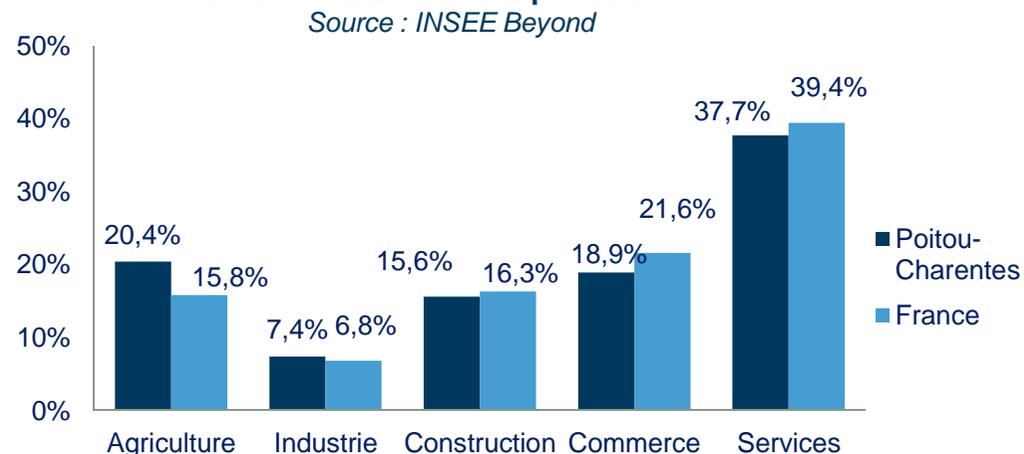
- 5,8 % de l'emploi en Poitou-Charentes dans le secteur primaire contre 2 % en France
- 13,9 % de l'emploi en Poitou-Charentes dans l'industrie contre 12,9 % en France

► **Des caractéristiques propres à la région**

- **Surreprésentation de certains secteurs**
 - **L'Emploi sociale et solidaire (ESS)** : 13,1 % des emplois salariés de la région contre 10,3 % en France
 - **Industrie Agroalimentaire** : 4,2 % des emplois salariés privés contre 2,5 % en France
- **Sous représentation de l'emploi dans les services et dans certains secteurs industriels**
 - Autres services (édition, communication, commerces...)
 - Métallurgie (1,5 %), transports (1,7 %), énergie (2,1 %)

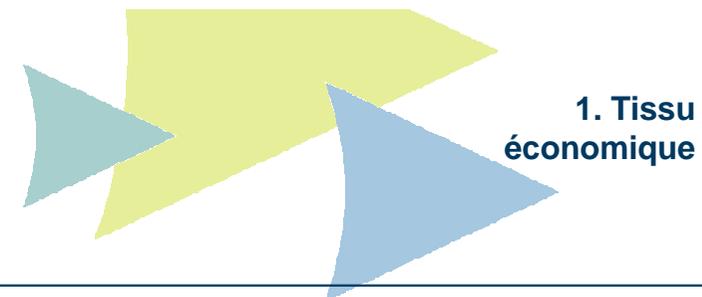


Répartition sectorielle des entreprises en Poitou-Charentes en 2013 – comparatif France
Source : INSEE Beyond



Sources : INSEE, Acooss, CRMA-Poitou-Charentes, CCI - Poitou-Charentes

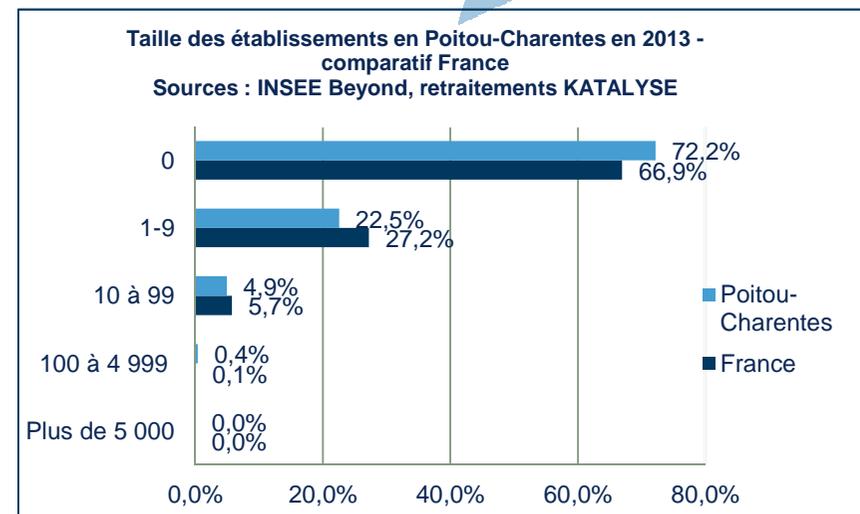
Typologie des établissements en Poitou-Charentes



- ▶ 191 318 établissements recensés en 2013 en Poitou-Charentes (source : INSEE Beyond)

▶ Un tissu dense de TPE et de PME soutenu par les ETI

- ▶ 88 276 TPE (< 10 salariés), 94.7 % des entreprises picto-charentaises soit 2 % des TPE françaises
- ▶ 4 942 PME (hors micro-entreprise), 3,8 % des Établissements soit 3 % des PME françaises
- ▶ Un nombre d'ETI (< 5000 salariés) assez faible
 - ▶ 92 ETI (2 % des ETI françaises)
 - ▶ 17^{ème} rang au sein des régions françaises



Sources : INSEE

▶ La présence contrastée des grandes entreprises en Poitou-Charentes

- ▶ 172 grandes entreprises implantées dans la région
- ▶ Un salarié sur quatre travaillant dans une grande entreprise...
- ▶ ... mais aucun siège social de multinationales
- ▶ 16^{ème} région française en nombre de sièges sociaux d'entreprises de 100 salariés et plus

▶ Un renouvellement dynamique du tissu d'entreprises picto-charentaises (source : INSEE)

- ▶ 11 931 créations d'entreprises en 2014 dont 58 % d'auto-entrepreneurs (538 185 en France dont 51 % d'auto-entrepreneurs)
 - ▶ Taux de création 2013 : 6.2 % (12,4 % en France)
- ▶ 1 648 défaillances d'entreprises en 2013 soit 1 % des défaillances en France



Cf. page suivante

Zoom sur la création-reprise d'entreprises & défaillance d'entreprises

► Une ralentissement de création d'entreprises

- 11 931 créations en 2014 dont 58 % d'auto-entrepreneurs (538 185 en France dont 51 % d'auto-entrepreneurs)
- Taux de création 2014 : 12,8 % (14 % en France)
- Une chute de 15 % de la création d'entreprises en 2011 (surtout chez les auto-entrepreneurs)

► Profil des créations d'entreprises

- Les activités de service (hors commerce et transports) comptent pour un peu moins de la moitié des créations d'entreprises

► Une hausse récente des défaillances d'entreprises

- Un retour des défaillances en 2013 au niveau de celles de 2009...
- ... malgré la forte baisse (8 %) enregistrée en 2010
- Des défaillances suivant les mêmes variations que la courbe nationale
- 1 648 défaillances d'entreprises en 2013 (contre 675 défaillances en Limousin et 3 413 en Aquitaine) soit 2,6 % des défaillances en France (respectivement 1.1% pour le Limousin et 5,5 % pour l'Aquitaine)
- Taux de défaillance d'entreprises 2013 : 1,63 % (contre 1.51% en Limousin et 1,6% en Aquitaine)

► Typologies des défaillances d'entreprises

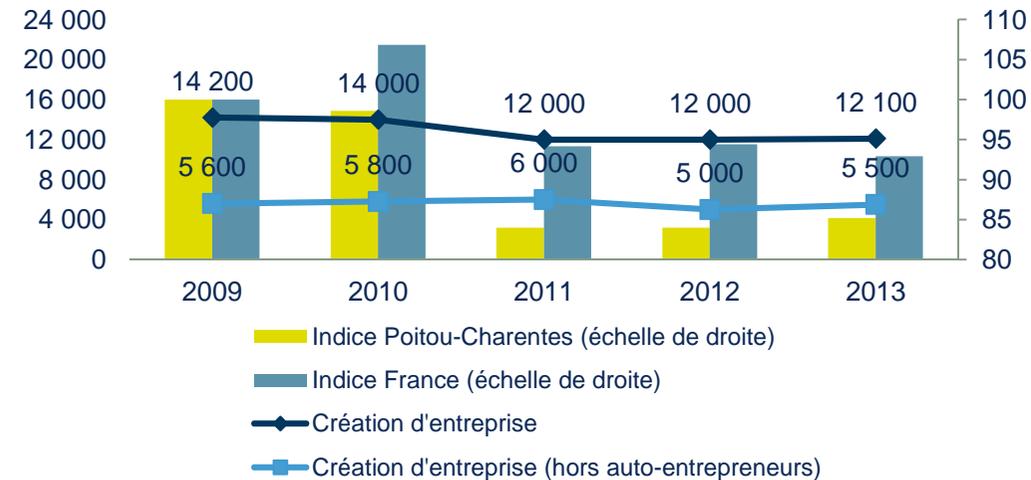
- Des défaillances concentrées dans 3 secteurs : Commerce, Hébergement et Restauration (41 %), Construction (22 %), Services aux entreprises (17 %)

► Globalement une situation plutôt bonne en Poitou-Charentes grâce à un solde largement positif de nouvelles entreprises

1. Tissu économique

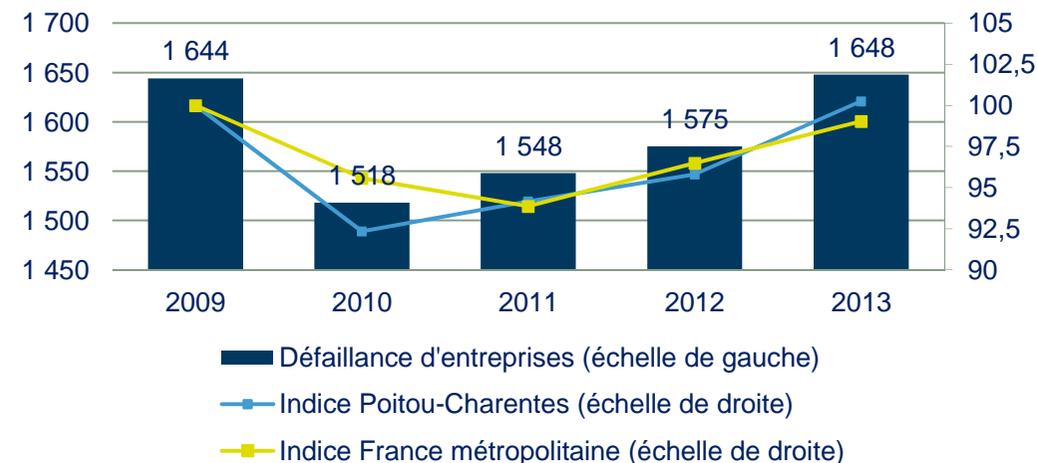
Evolution de la création d'entreprise entre 2009 et 2013 en Poitou-Charentes

Source : données INSEE, retraitements KATALYSE



Evolution de la défaillance d'entreprises entre 2009 et 2013 en Poitou-Charentes - base 100 - Comparatif France

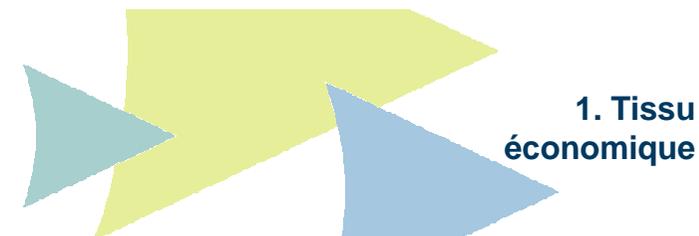
Source : données INSEE, retraitements KATALYSE



Sources : INSEE

Innovation et international

Indicateurs clés pour la région Poitou-Charentes



1. Tissu économique

► Un classement mitigé sur le volet innovation

► Un niveau d'innovation souvent inférieur à la moyenne nationale

- Une très faible intensité de la recherche rapportée au PIB : 0,9 % contre 2,2 % en France
- Des coopérations plus rares avec les universités et les organismes de recherche publics qu'au niveau national (38 % contre 45 %)
- 19^{ème} rang national tant en terme d'effectifs qu'en termes de dépenses R&D...
- ... mais 57 % de PME innovantes sur la période 2008-2010 contre 55 % en métropole
- 20 % des PME de la région ont bénéficié d'un soutien financier à l'innovation contre 14 % à l'échelle nationale

► Particularités de l'innovation régionale

- Concentration de l'innovation sur les procédés (27 % des PME contre 25 % au niveau national) au détriment de la R&D (57 % des dépenses en innovation contre 62 % à l'échelle nationale)
- Centralisation des aides de l'OSEO sur les secteurs IAA (11%) et emballage (10%), fortement innovants
- Une recherche publique faiblement intégrée dans les réseaux nationaux et internationaux

► Les filières d'innovation

- 4 filières principales : TIC, IAA, Emballage et Textile / Habillement
- 4 filières en émergence : Eco-activités (dont EMR), ESS, Smart Grids, Silver Economy

► Une économie insuffisamment tournée vers l'international

► Indicateurs illustratifs

- 17^{ème} rang national pour les ventes à l'étranger avec 12,9 Mds € d'échanges commerciaux (2014)
- Le Poitou-Charentes ne tire pas les exportations françaises vers le haut : 1,7 % des exportations françaises en 2014 alors qu'elle participe à hauteur de 2,2 % du PIB national
- Mais des exportations moins concentrées vers l'UE par rapport à la moyenne nationale (52% contre 68%)

► Concentration des exportations entre quelques secteurs spécifiques

- Les Vins et spiritueux, représentant 24% des exportations, portées par l'exportation de 96 % de la production de Cognac
- 12 % des exportations issues des produits de culture et de l'élevage
- 8 % des exportations provenant du secteur du matériel électrique

► Une inflexion favorable ces dernières années

► Lancement de l'Agence Régionale de l'Innovation (ARI) en 2014

- Accompagnement des PME dans leur démarche innovante via l'outil « Prim'innov »
- Des dispositifs adaptés aux besoins des entrepreneurs innovants comme « Incub'Innov »

Entreprises innovantes

- Proportion de PME innovantes supérieure à la moyenne nationale sur 2008-2010 (57 % contre 55% d'après CIS)
- Taux d'innovation des entreprises exportatrices supérieur à celles n'exportant pas (81 % contre 57 %)

Structures d'appui à l'innovation

- Un technopôle majeur : Technopôle du Futuroscope (1^{ère} zone de technologie avancée de France)
- 147 entreprises aidés par OSEO Innovation en 2011
- 15,6 M€ financés par OSEO Innovation en 2011
- 47% de création d'entreprises issues de l'incubateur entre 2000 et 2009
- Mise en place de l'ARI en 2014 : 7 nouveaux projets incubés en 2014
- 7 CRITT dans la région
- Création en 2013 d'Alter'Incub, l'incubateur des entreprises de l'ESS

Adoption du Plan Régional d'Internationalisation des Entreprises (PRIE) en 2013 :

2 axes stratégiques :

- Favoriser les investissements sur le territoire régional
- Encourager le développement des entreprises déjà présentes en région

Leviers d'actions du PRIE :

- Outils : RH (VIE, stages), financement et garanties, mise en réseau ...
- Accompagnement : recherche de partenaires ...
- Information : intranet collaboratif, rencontres ...

Sources : ARI, ORCI, CCI Poitou-Charentes

Forces / faiblesses de l'économie régionale

1. Tissu économique

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">• La diversité du tissu économique avec des filières clés génératrices de valeur ajoutée, dont certaines bénéficiant de structures de recherche reconnues et très actives• Des relais de croissance avec en particulier les TIC et les éco-activités• Quelques créations d'entreprises innovantes, portées par l'incubateur régional...• La structuration de clusters / grappes d'entreprises sur la quasi-totalité des filières clés• Des entreprises connectées avec des pôles hors région	<ul style="list-style-type: none">• Une DIRD faible de 0,9 % du PIB, classant la région au 19^{ème} rang national• Une part très faible de la DIRD privée (fortement liée à la prédominance des TPE / PME dans le tissu économique)• La forte présence des industries de basse et de moyenne technologie• Un retard sur le développement à l'international (hors IAA) et la participation aux projets européens• Un faible nombre d'entreprises à fort potentiel identifié• Un manque de sièges sociaux d'entreprises et un éloignement des grands décideurs• ...mais au global un très faible niveau du taux de création d'entreprises• Une faible attractivité, peu d'investissements directs étrangers (moins de 1 % des implantations étrangères en France)• L'absence de pôle de compétitivité et des dimensions marché & innovation à renforcer dans les clusters existants

Sources : S 3 / retraitement et complément Katalyse

Opportunités et menaces pour le tissu économique régional

1. Tissu économique



OPPORTUNITES

- La mise en place d'une stratégie de développement axée sur des filières d'avenir : transition énergétique
- La dynamique du secteur de l'ESS
- Quelques beaux projets au titre des investissements d'avenir

- L'offre de formation supérieure, la présence de deux Universités sur le territoire. Des laboratoires de recherche pointus

- Le projet de grande Région (attractivité, taille critique)

- Une densité importante d'acteurs du financement privé, des liens avec les opérateurs de financement nationaux via les FIP et autres outils régionaux
- La prise de position historique de la Région sur les outils de capital investissement

MENACES

- Une position périphérique par rapport aux autres métropoles françaises et européennes, l'absence de grandes métropoles en région
- La perte de centres de décision, le rachat de « belles » PME
- La problématique de transmission-reprise (en particulier sur les TPE)

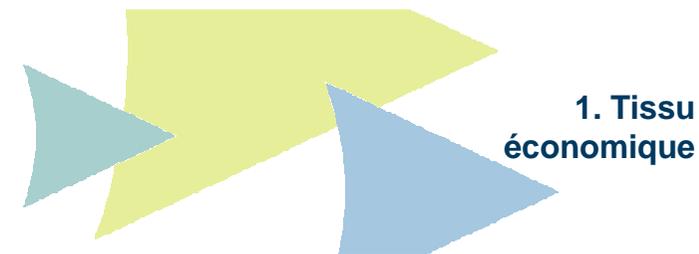
- Un manque relatif de densité, de pôles structurants dans le domaine de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

- Le projet de grande Région (risque de marginalisation)

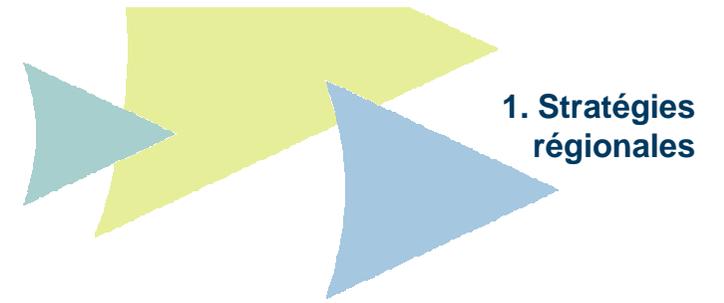
- Un accès plus difficile au financement privé (?) et la baisse de la marge de manœuvre des pouvoirs publics
- L'augmentation des besoins de financement de l'économie : entreprises en retournement, filières en restructuration, intensité capitaliste accrue sur certains secteurs (ex: agriculture, commerce)...

➔ Une mobilisation des instruments financiers européens sur 2007-2013 : PCI, Fonds de co-investissements...

Zoom sur l'objectif de réduction des émissions de carbone sur le territoire picto-charentais

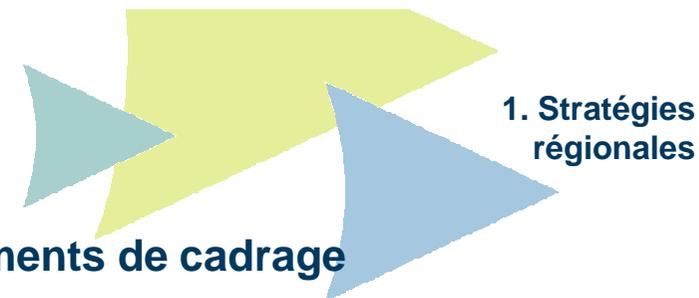


FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Une position de leader ou de challenger dans des domaines clés : bois-énergie, plan énergie solaire, éolien • Une dynamique de production des ENR soutenue par la mise en place d'outils innovants : fonds de résistance photovoltaïque, fonds régional d'excellence environnementale, fonds régional ENR • Une dynamique de soutien à la rénovation thermique dans le bâtiment (logement et bâtiments publics) • Des acteurs comptant des collectivités territoriales au tour de table parmi les acteurs importants du développement des ENR : SCIC, SEM... • Les financements de la BEI 	<ul style="list-style-type: none"> • Des modèles économiques rencontrant des difficultés, même au niveau national • L'émergence de difficultés sur l'acceptabilité des projets (méthanisation, éolien) • Des difficultés de financement de certains projets • Des exigences accrues sur la rentabilité des projets d'entreprises et des réglementations de plus en plus contraignantes en terme de financement public • La raréfaction des fonds disponibles de l'ANAH pour la rénovation thermique
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Des potentiels en production de biomasse et méthanisation offerts par le monde agricole • La création de la SEM ARTEE, qui doit participer à favoriser la « massification » de la rénovation thermique 	<ul style="list-style-type: none"> • La faible acceptabilité par la population



▶ 1.2 Stratégies et politiques régionales

Stratégies régionales : introduction



- ▶ **Une stratégie régionale explicitée au travers de plusieurs documents de cadrage**
 - ▶ S3 (Stratégie de Spécialisation Intelligente)
 - ▶ PO FEDER FSE Poitou-Charentes 2014-2020
 - ▶ Rapport d'activités 2013-2014 de l'Établissement Public Foncier de Poitou-Charentes
 - ▶ Schéma Régional Climat Air Energie Poitou-Charentes
 - ▶ Schéma Régional de Développement Economique, Ecologique, Social et Solidaire 2011-2015
 - ▶ Programme de Développement Rural Poitou-Charentes...

- ▶ **Un historique en matière de développement et d'instruments financiers**
 - ▶ De nombreux fonds et systèmes de garantie aujourd'hui en place sur le territoire
 - ▶ La Région partie prenante dans plusieurs outils/ fonds d'investissements en région
 - ▶ Un investissement historique sur le capital investissement (assorti de participations très minoritaires dans des FIP et fonds de capital développement)
 - ▶ Un des premiers fonds de co-investissement montés en régions
 - ▶ La mobilisation des fonds européens sur les instruments financiers sur le PO 2007-2013 : deux outils abondés
 - ▶ Fonds de co-investissement
 - ▶ PCI
 - ▶ Des relations partenariales de longue date avec Bprifrance: FRI, Fonds de garantie

- ▶ **Une première projection des financement de l'Europe sur les instruments financiers**
 - ▶ 42 M€ mobilisables a priori sur les instruments financiers dans la maquette du PO FEDER 2014-2020
 - ▶ Plusieurs grandes thématiques envisagées pour recevoir des fonds européens (cf. page 23)

S3 / stratégie de spécialisation intelligente

Eléments clés



- ▶ **Un exercice obligé en préparation des programmes opérationnels**
 - ▶ Un document visant à prioriser les ressources sur un nombre limité de domaines d'activités sur lesquels Poitou-Charentes possède un avantage comparatif à l'échelle internationale
 - ▶ Une condition ex ante pour l'attribution des fonds européens sur la période 2014-2020
 - ▶ De grands objectifs stratégiques affichés au sein du document, actions transversales
 - ▶ Développement de la culture de l'innovation dans les entreprises
 - ▶ Développement de l'innovation sociale et du capital humain
 - ▶ Utilisation des technologies de l'information et communication au service de l'innovation

- ▶ **5 domaines de spécialisation, DAS, retenus en Poitou-Charentes (+ 1 secteur en émergence)**
 - ▶ Santé, environnement, qualité alimentaire
 - ▶ Chimie Verte, ressources durables
 - ▶ Bâtiment durable, énergies
 - ▶ Transports performants : réduction de l'empreinte environnementale
 - ▶ Numérique éducatif et industrie culturelle

DAS émergent : Silver Economy

- ▶ **Implications sur la mise en place d'instruments financiers**
 - ▶ Privilégier un ciblage "sectoriel » parmi les domaines de spécialité de la S3 pour asseoir davantage ses pôles de compétences
 - ▶ Des outils financiers déjà existant, dont il conviendra d'optimiser l'action sur le territoire (ciblage des projets, dimensionnement des fonds...)
 - ▶ ...mais aussi accompagner la mutation de certaines filières traditionnelles:
 - ▶ Sur des besoins classiques liés à la croissance de ces secteurs
 - ▶ Sur l'innovation

SRDEESS et stratégie de développement économique régionale : éléments clés



► Une politique régionale très offensive sur plusieurs thématiques, avec des investissements publics importants

- Transition énergétique et croissance verte
- Entrepreneuriat
- Economie sociale et solidaire
- Des filières d'excellence =>
 - Un lien évident avec les thématiques S3 (page précédente)

Filières d'excellence

- Eco-industries (chimie verte, carbone renouvelable, filière bois, éco-matériaux, éco-construction, éco-réhabilitation, énergies renouvelables, qualité de l'eau)
- Transports, mobilité durable et mécatronique, filière nautique
- Image et économie numérique
- Industries agroalimentaires
- Tourisme
- Economie créative, culture et patrimoine

► Des priorités stratégiques que l'on retrouve dans le SRDESS 2011-2015

- « Le pacte avec les PME et la compétitivité du territoire »
- « Le pacte pour l'emploi des jeune »
- « La priorité au capital humain »
- « Le financement de l'innovation sous toutes ses formes »
- « La montée en puissance des filières d'excellence et le soutien à l'économie de proximité »

► Implications sur la mise en place d'instruments financiers

- Une grande ouverture a priori sur les instruments financiers qui pourraient être construits
- La capacité d'intervention sur des entreprises de toutes tailles et secteurs, des modèles économiques et problématiques de financement très différents

Politique agricole

► Un document stratégique référent, des investissements conséquents

- Programme de Développement Rural Poitou-Charentes
- 6 M€ d'Autorisations d'Engagement concernant l'agriculture

► PDR Poitou-Charentes : points clés

► Poursuite des actions qui facilite l'installation de jeunes agriculteurs et la transmission des exploitations

- Par le biais de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA)
 - ◆ Favoriser le domaine de l'élevage
 - ◆ Cibler en priorité les jeunes non issus du milieu agricole ou s'installant en dehors du cadre familial
- A travers le soutien issu du Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales (PIDIL)
- Grâce à la mise en place d'un dispositif soutenant les agriculteurs en difficulté en contrepartie d'actions collectives locales à vocation environnementale
- Via un soutien renouvelé aux groupements d'employeurs agricoles pour l'emploi des jeunes

► Volonté de soutenir des activités agricoles durables

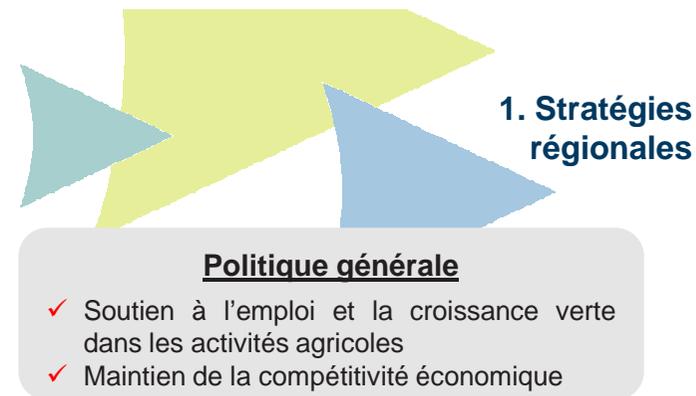
- Encourager l'innovation
 - ◆ Soutenir les démarches agricoles innovantes aux côtés de nouveaux outils : l'ARI (Agence Régionale pour l'Innovation) et le PEI (Partenariat Européen pour l'Innovation)
- Priorisation de l'agriculture biologique et de l'agriculture durable
 - ◆ Objectif de 5% de surface agricole utile spécialisée dans l'agriculture biologique (conformément au plan « Ambition Bio 2017 »)
- Stratégies locales de développement forestier

► Désir de développer de la valeur ajoutée en promouvant la qualité et le lien au territoire

- Labellisation des produits
 - ◆ Mise en place de labels d'origine et de qualité comme « Signé Poitou-Charentes »
- Promotion des circuits-courts et des regroupements de petits producteurs
- Création d'un plan de compétitivité dans l'élevage
 - ◆ Réajustement du Contrat Régional d'Exploitation
- Soutien en faveur d'un faveur de la diversification agricole

► Implication sur la mise en place d'instruments financiers

- L'objectif de développer des instruments financiers sur des secteurs traditionnellement soutenus via des subventions ?
- Une approche ciblée de l'utilisation des instruments financiers dans l'agriculture
 - Des instruments financiers plutôt positionnés sur l'agriculture biologique, verte et l'installation des jeunes ?



Transition énergétique et développement des EnR

Les ambitions régionales



► Plusieurs documents stratégiques référents

- Schéma régional Climat Air Energie (SRCAE) approuvé le 17/06/2013
- Etat des lieux du développement des énergies renouvelables en Poitou-Charentes 2014
- L'excellence environnementale pour la croissance verte en Poitou-Charentes, bilan des actions depuis 2004
- Schéma régional éolien terrestre, Plan énergie solaire régional etc...
- La méthanisation en Poitou-Charentes : état des lieux et potentialités (2014)

► Points clefs de ces documents : un triptyque

- **Maîtrise de la demande (sobriété et efficacité) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES)**
 - Réduction des consommations d'énergies de 20 % à l'horizon 2020 et de 38 % à l'horizon 2050, tous secteurs confondus
 - Réduction de 20% (objectif européen et national) à 30 % des émissions de GES à horizon 2020 et de 75% (facteur 4) à 80 % à horizon 2050
- **Le développement d'énergie renouvelable, avec un triplement a minima de la part des énergies renouvelables dans la consommation régionale d'énergie finale d'ici 2020 (entre 26 et 30%)**
 - Bois-énergie
 - Méthanisation
 - Agro-carburants
 - Solaire photovoltaïque et thermique
 - Eolien
 - EMR (notamment, houlomotrice et éolien offshore)

► Implications sur la mise en place d'instruments financiers

- Intervenir sur l'ensemble du diptyque, à la fois pour améliorer l'efficacité énergétique et développer les ENR
- Accroître la capacité d'intervention sur le financement du développement de la filière ENR et la production d'énergies renouvelables
- Développer des modalités d'intervention et outils innovants pour porter cette filière
 - Constitution en cours du Fonds Régional d'Investissement dans les Energies Renouvelables, porté par la Région Aquitaine, pour intervenir en capital dans les sociétés de projets
 - La Région, membre fondateur de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif Poitou-Charentes Énergies Renouvelables et de la Société d'Economie Mixte ESTER depuis 2008

Politique régionale sur la question des instruments financiers : principes généraux



- ▶ **Un panel d'instruments financiers assez large aujourd'hui en Poitou-Charentes**
 - ▶ Capital investissement (cf. cartographie dans la partie 3 : offre de financement)
 - ▶ Prêts et avances remboursables
 - ▶ Outils de garantie....

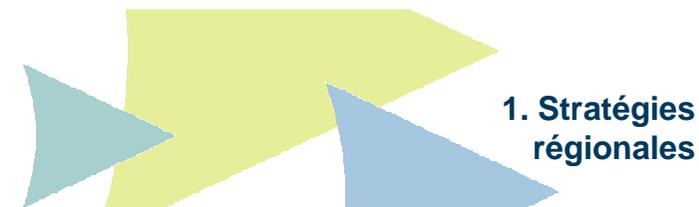
- ▶ **Des conventionnements sur de nombreux outils, une logique de partenariat avec la place financière**
 - ▶ Sur le financement de l'innovation sur le territoire avec le FRI monté avec Bpifrance
 - ▶ Sur les systèmes de garanties : Bpifrance, Siagi, France Active
 - ▶ Sur les outils de capital investissement : des participations minoritaires sur des fonds pilotés par des opérateurs nationaux (Nestadio, Sofimac, Galia...etc.)
 - ▶ La création d'un lieu d'échange et concertation sur les projets : l'Agence PME

- ▶ **Des montants importants provisionnés dans le cadre des PO, préfigurant le type d'instruments financiers envisageable :**
 - ▶ Financement de l'innovation
 - ▶ Financement des PME et TPE en développement (et stade création reprise)
 - ▶ Appui à l'entrepreneuriat et soutien à la création d'entreprise
 - ▶ Fonds au profit de la biodiversité
 - ▶ Financement de l'efficacité énergétique dans les logements (individuels et collectifs)

- ▶ **La prospective sur la stratégie et la gouvernance en termes d'instruments financiers**
 - ▶ Minimiser les carences sur le marché via une offre complète et complémentaire avec les intervenants privés (prorogation, maintien des instruments financiers existants)
 - ▶ Rechercher l'effet de levier maximal de l'intervention publique, un argument pour le développement des instruments financiers
 - ▶ Mobiliser les fonds européens sur les outils pertinents, adaptés et sécurisés
 - ▶ "Pertinents" : carence sur le marché
 - ▶ "Adaptés" : montant des enveloppes et/ou montant des investissements par dossier
 - ▶ "Sécurisés" : conformité avec les règles européennes – cf. inter-régionalité – et qualité du gestionnaire
 - ▶ Assurer un rôle de stratégie sur le territoire régional
 - ▶ Conforter les partenariats avec les acteurs historiques
 - ▶ Animer la communauté financière sur le territoire : en particulier sur la question du haut de bilan (continuation Agence PME) ...

Mobilisation des fonds européens sur les IF

Cadre général et maquette des PO



Une maquette de FEDER de 42M€ mobilisables en IF sur plusieurs priorités d'intervention

▶ Axe 1 - 1b innovation

- ▶ 4 M€ en capital risque
- ▶ 1 M€ en prêts
- ▶ 1 M€ en garantie
- ▶ Total de 6 M€ de FEDER – taux de cofinancement de ?%

▶ Axe 2 – 2 a aménagement numérique

- ▶ 5 M€ en capital risque
- ▶ 5 M € en prêts
- ▶ 5 M€ en garantie
- ▶ Total de 15 M€ de FEDER - taux de cofinancement de ?%

▶ Axe 3 – 3d sur les secteurs de la S3

- ▶ 12 M€ en capital risque
- ▶ 1 M€ en prêts
- ▶ 2 M€ en garantie
- ▶ Total de 15 M€ de FEDER - taux de cofinancement de ?%

Sujet mis en attente (cf. réunion de lancement de la mission)
Besoin de clarification des initiatives lancées au niveau des territoires et d'arbitrages politiques

▶ Axe 4 – 4a (filiales ENR), 4b (réduction des consommations énergétiques), 4e (infrastructures multimodales)

- ▶ 2 M€ en capital risque
- ▶ 1 M€ en prêts
- ▶ 1 M€ en garantie
- ▶ Total de 4 M€ de FEDER - taux de cofinancement de ?%

Thématique en cours de traitement

▶ Axe 5 – biodiversité

- ▶ 2 M€ en capital risque
- ▶ Total de 2 M€ de FEDER - taux de cofinancement de ?%

Mobilisation des fonds européens sur les IF

Cadre général et maquette des PO

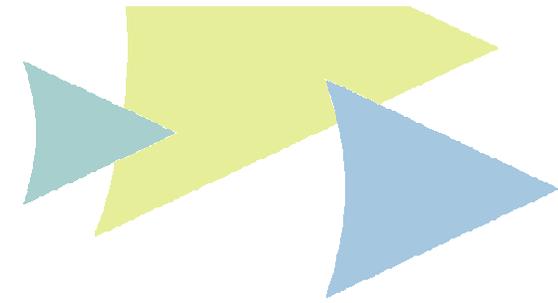


► Des exigences, un cadre général

- **De soutien à la réalisation des objectifs des documents stratégiques du territoire, de la S3 et du PO**
 - Influence sur les secteurs prioritaires à soutenir: qualité alimentaire, chimie verte, environnement et santé, matériaux avancés, écomobilité, bâtiment durable, numérique éducatif et industrie culturelle
 - Mais aussi le soutien aux filières identifiées comme émergentes: ENR, smart grids et silver economy
- **De concentration (sur un nombre de fonds restreints)**
 - Pas plus de 4 instruments recommandés pour le volume de FEDER disponible, ce qui demande de faire des arbitrages
- **D'additionnalité (et non de substitution, ni au public, ni au privé)**
 - Le FEDER doit intervenir en complément, pour jouer un effet levier sur les interventions régionales
- **D'effet levier sur le privé**
- **De choix d'un intermédiaire financier solide**
 - Clef de voute du succès de l'instrument qui sera abondé

► Conclusion sur le nombre d'instruments financiers pour le Poitou Charentes: une intervention sur 3 à 5 outils ?

- A confirmer en fonction de la densité de pistes (carences & défaillances) identifiées



▶ INTRODUCTION

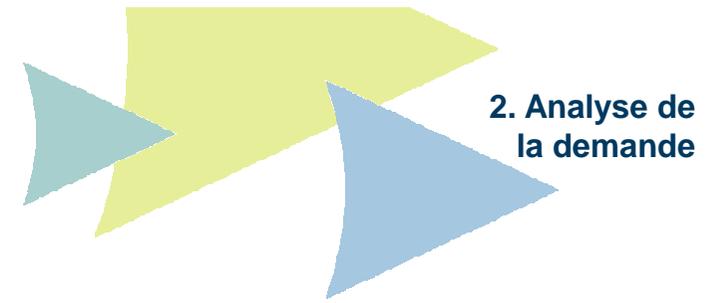
▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

▶ **2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT**

▶ 3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"

▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

▶ ANNEXES

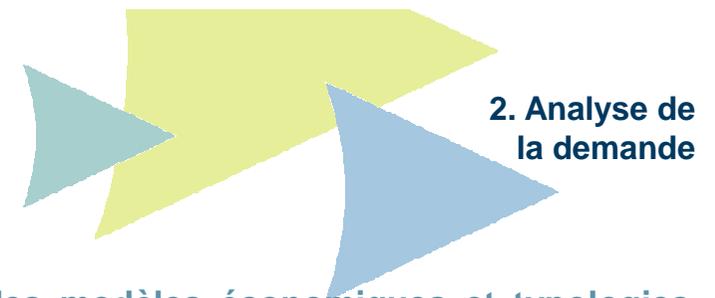


▶ **2.1 Volet « entreprises et innovation »**

▶ 2.2 Volet « Efficacité énergétique / ENR et biodiversité »

Volet entreprises et innovation

Introduction sur l'analyse de la demande



► Une analyse de la demande "segmentée" et multidimensionnelle

- La définition en amont de segments de la demande correspondant à des modèles économiques et typologies d'entreprises spécifiques, au croisement des méthodologies développées par Technopolis et Katalyse et des attendus du cahier des charges de l'évaluation ex ante conduite en région Poitou-Charentes
- Une analyse de la demande
 - Qualitative : nature des besoins de financement, type d'outil et montant fréquemment rencontré
 - Quantitative : appréciation du besoin global de financement pour chaque segment
- Des premiers constats sur les prétendues carences et défaillances de marché, les enjeux en termes de financement
 - En anticipation de la partie 4 de synthèse qui présente de manière plus détaillée l'adéquation "offre ↔ demande" de financement de l'entreprise, la volonté de pointer d'ores et déjà des configurations de financement réputées problématiques

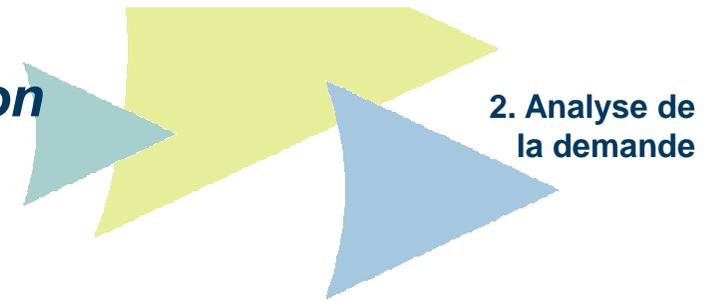
► Une organisation du chapitre en trois temps

- Le rappel des méthodes et de la segmentation utilisées
- Une présentation « standardisée » de chaque segment
 - Rappel des chiffres clés sur le segment de la demande
 - Précision sur les caractéristiques du segment (sous-domaine, typologie d'entreprise rencontrée, localisation des établissements....)
 - Synthèse des modèles économiques et des enjeux en termes de financement
- Bilan et synthèse de la demande en abordant notamment la question de la perception des acteurs sur les outils de financement de l'entreprise en Poitou-Charentes

► Des niveaux d'avancement légèrement différents selon les segments de la demande

- Des segments avec une vision déjà claire des instruments financiers pouvant permettre de faciliter la croissance et la création d'emploi
- Des sujets, certes bien cernés en termes de carences potentielles, mais encore "exploratoires" sur la question des instruments financiers susceptibles d'être proposés
- Rappel : hiérarchisation des pistes d'instruments financiers et premières propositions de positionnement des fonds européens détaillées en partie 4 permettant d'éclairer la décision politique

Méthodologie d'approche et d'évaluation : introduction



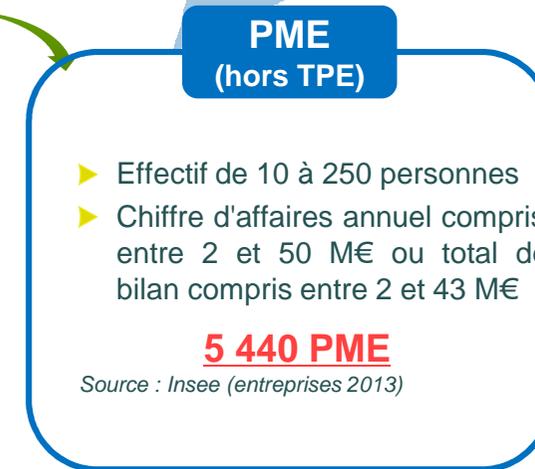
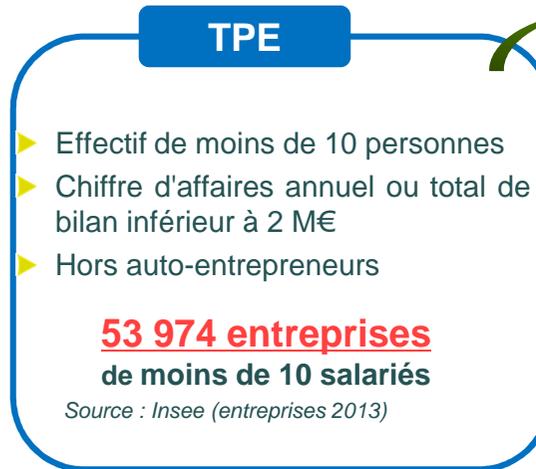
- ▶ Une analyse focalisée sur plusieurs "segments" de marché
- ▶ Les critères de segmentation utilisés pour identifier les segments aux besoins d'investissement majeurs
 - ▶ Critères principaux
 - ▶ C1 : Taille de l'entreprise : Porteur de projet / TPE (< 9 salariés) / PME (10 à 250 salariés)
 - ▶ C2 : Situation financière, cycle de vie de l'entreprise : amorçage / création - développement – transmission - redéploiement
 - ▶ Critères secondaires
 - ▶ C3 : Typologie du besoin d'investissement : innovation / investissement / BFR
 - ▶ C4 : Approche sectorielle : tous secteurs / zoom ESS...
- ▶ L'intérêt d'estimer dans les grandes masses les volumes en jeu sur les instruments financiers
 - ▶ Une démarche conduite sur plusieurs régions en France permettant une mise en perspective des résultats
 - ▶ Une approche quantitative permettant de tester des premières hypothèses auprès des différents acteurs interviewés
 - ▶ Des sources génériques et outils spécifiques développés par Katalyse
 - ▶ INSEE
 - ▶ DIANE
 - ▶ Base PME +
- ▶ Des grandes masses ensuite challengées et mises en perspective avec nos remontées « terrain », des méthodologies de calcul adaptées pour être au plus proche des spécificités territoriales

Des méthodologies de calcul explicitées dans la suite du document

Les critères principaux et secondaires de segmentation

2. Analyse de la demande

C1 : taille de l'entreprise



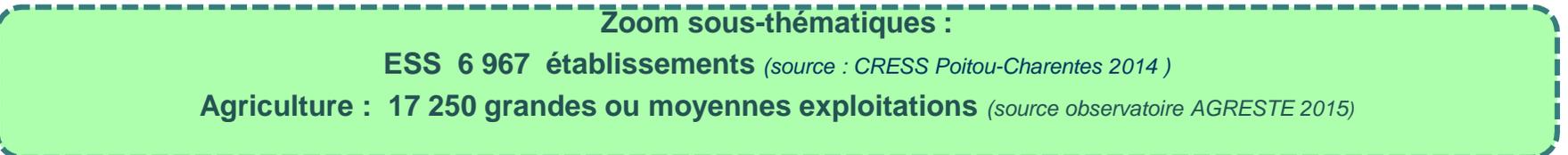
C2 : situation financière, cycle de vie



C3 : besoin d'investissement



C4 : approche sectorielle



Détail des grands secteurs d'activités concernés par l'analyse

2. Analyse de la demande

Code NAF	ACTIVITES	SECTEUR
01	Culture et production animale, chasse et services annexes	Agriculture (dont bois)
02	Sylviculture et exploitation forestière	
03	Pêche et aquaculture	
05	Extraction de houille et de lignite	Énergie
06	Extraction d'hydrocarbures	
07	Extraction de minerais métalliques	
08	Autres industries extractives	
09	Services de soutien aux industries extractives	
19	Cokéfaction et raffinage	
35	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	
36	Captage, traitement et distribution d'eau	
37	Collecte et traitement des eaux usées	
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	
39	Dépollution et autres services de gestion des déchets	Industrie agroalimentaire
10	Industries alimentaires	
11	Fabrication de boissons	
12	Fabrication de produits à base de tabac	Industrie textile
13	Fabrication de textiles	
14	Industrie de l'habillement	
15	Industrie du cuir et de la chaussure	Industrie papier et bois
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	
17	Industrie du papier et du carton	
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	Industrie chimique et matériaux
20	Industrie chimique	
21	Industrie pharmaceutique	
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Métallurgie
23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	
24	Métallurgie	
25	Fabrication de produits métalliques, sauf machines et équipements	Industrie des transports
29	Industrie automobile	
30	Fabrication d'autres matériels de transport	
26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Électronique
27	Fabrication d'équipements électriques	
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
31	Fabrication de meubles	Autres industries
32	Autres industries manufacturières	
33	Réparation et installation de machines et d'équipements	
41	Construction de bâtiments	Construction
42	Génie civil	
43	Travaux de construction spécialisés	
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Commerce de détail / hébergement / restauration
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	
55	Hébergement	
56	Restauration	

Code NAF	ACTIVITES	SECTEUR
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Transport / logistique / commerce de gros
49	Transports terrestres et transport par conduites	
50	Transports par eau	
51	Transports aériens	
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	
53	Activités de poste et de courrier	
58	Édition	
59	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	
60	Programmation et diffusion	Autres services
61	Télécommunications	
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques	
63	Services d'information	
69	Activités juridiques et comptables	
70	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	
71	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	
72	Recherche-développement scientifique	
73	Publicité et études de marché	
74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	
75	Activités vétérinaires	
77	Activités de location et location-bail	
78	Activités liées à l'emploi	
79	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation...	
80	Enquêtes et sécurité	
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	
82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	
90	Activités créatives, artistiques et de spectacle	
91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	
92	Organisation de jeux de hasard et d'argent	
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	
94	Activités des organisations associatives	
95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	
96	Autres services personnels	
97	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	
98	Activités indifférenciées des ménages (producteurs de biens et services pour usage propre)	
99	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	Administration / enseignement / action sociale
84	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	
85	Enseignement	
86	Activités pour la santé humaine	
87	Hébergement médico-social et social	
88	Action sociale sans hébergement	

Les activités suivantes sont écartées :

- Activités financières et d'assurance (NAF 64, 65, 66)
- Activités immobilières (NAF 68)
- Activités administratives et d'enseignement (NAF 84, 85, 86, 87, 88)

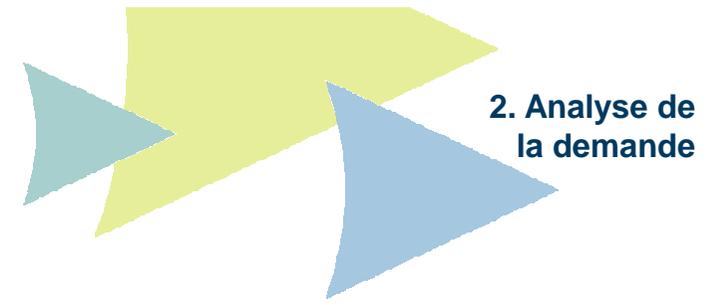
6 segments majeurs identifiés par l'analyse de la demande



- ▶ Dans la suite du document, nous détaillons les 6 segments sur lesquels des besoins majeurs en termes d'investissement ont été identifiés
 - ▶ Segment 1 : la TPE traditionnelle (en développement)
 - ▶ Segment 2 : la jeune entreprise innovante
 - ▶ Segment 3 : la PME en croissance
 - ▶ Segment 4 : la PME en redéploiement
 - ▶ Segment 5 : l'entreprise ESS en difficulté structurelle
 - ▶ Segment 6 : Les exploitations agricoles
 - ▶ *Nota : la question de l'efficacité énergétique es traitée à part, volet 2.2*
- ▶ Le positionnement des différents segments selon le secteur, profil et niveau de maturité des entreprises

=> approche à ce stade bibliographique cf. annexe 2

Secteur		TPE (dont artisanat)	PME Industrie	PME Tertiaire	Agriculture	ESS
Cycle de vie	Innovant	Segment 2				
	Non innovant					
Amorçage & création	Investissement	Segment 1	Segment 3		Segment 5	
	B.F.R.					Segment 6
	Innovation					
Transmission					Segment 5	
Redéploiement			Segment 4			



► **2.1.1 « Segment » 1 : Création d'entreprises et TPE (non innovantes)**

Création d'entreprises et TPE : synthèse

► La création d'entreprise qui s'essouffle sur le territoire régional

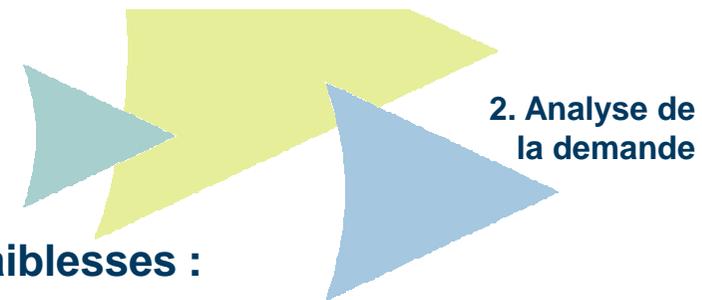
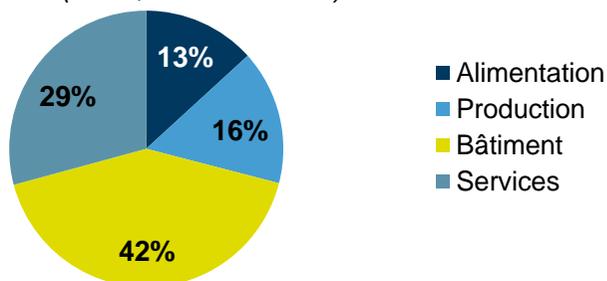
- 11 936 créations d'entreprise en 2014 en Poitou-Charentes; - 1,6 % de création par rapport à 2013
- La Charente Maritime, seul département à connaître une évolution positive du nombre de créations entre 2013 et 2014 (+1,1 %)
- Une évolution picto-charentaise en contradiction avec la tendance nationale (+ 2 % de créations en France entre 2013 et 2014)

► Un tissu artisanal dense en région

- 34 215 entreprises artisanales en Poitou-Charentes, représentant plus de 61 000 emplois
- Un tissu composé à 95 % de TPE et à 55 % d'entreprises individuelles

Répartition des entreprises artisanales en Poitou-Charentes par secteur d'activité

(2014, source : CMA)



► Forces et faiblesses :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Des entreprises dynamisant le tissu local • Forte représentation des entreprises artisanales sur le secteur de l'alimentation (par rapport à la moyenne nationale) 	<ul style="list-style-type: none"> • Un solde annuel négatif de créations d'entreprises • Des entreprises générant peu d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie • Des difficultés d'accès aux financements de façon générale

► Enjeux :

- Le maintien d'un tissu artisanal dynamique sur les territoires (notamment en zone rurale)
- La redynamisation de la création d'entreprise en Poitou-Charentes via des dispositifs d'aides adaptés
- Le retour à une situation financière saine pour les TPE (accroissement des marges, réduction de l'endettement, ...)

Sources : CMA, APCE, entretiens Katalyse

Création d'entreprises : Projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Sous-segment création d'entreprises

Modèles éco.

- ▶ Des projets avec un plan de financement peu élevé (< 50 K€), sur des secteurs d'activités dans lesquels les chefs d'entreprises et leurs financeurs ont déjà de l'expérience
- ▶ La difficulté « culturelle » pour ces petites structures d'ouvrir leur capital à des investisseurs externes (le recours à la love money par ailleurs)
- ▶ Des indices de vigilance maintenue des banques sur le segment de la création...
 - ▶ ...malgré la mise en place d'un partenariat entre la FBF et France Active dans plusieurs régions (dont Poitou-Charentes) pour favoriser le développement du micro crédit

Enjeux de financement

- ▶ Des activités traditionnelles trouvant en général un ensemble d'offres packagées par les banques pour les soutenir par du prêt bancaire
- ▶ Souvent une problématique de niveau de fonds propres avec des attentes importantes des banques sur ce critère
- ▶ La présentation de garanties personnelles
- ▶ L'enjeu du maintien des dispositifs d'aides régionales à la création (subvention / AR)

TPE : Projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Sous-segment TPE

Modèles éco.

- ▶ Des réticences « culturelles » chez les chefs d'entreprises à ouvrir leur capital
- ▶ Des modèles économiques fragilisés par la conjoncture :
 - ▶ Faible trésorerie des TPE
 - ▶ Recours à l'endettement personnel du dirigeant
 - ▶ Réduction drastique des marges dans certains secteurs d'activité (ex : BTP)
- ▶ Un faible niveau de fonds propres et une connaissance limitée en matière d'analyse financière
- ▶ La croissance des projets de transmission dans les années à venir : un manque de préparation des cédants à la reprise de leur entreprise

Enjeux de financement

- ▶ Des carences / difficultés de financement constatées sur le territoire :
 - ▶ Des instruments (prêts / aides) existants en région mais pas toujours adaptés aux spécificités des TPE (ex : prêt d'honneur Deux-Sèvres Initiatives soumis à des conditions de maintien de l'emploi)
 - ▶ Le manque de dispositifs de financements propre à la problématique de reprise/transmission (impliquant généralement des besoins plus importants)
 - ▶ Un durcissement des conditions de prêts bancaires et une augmentation du coût des garanties compliquant le recours à l'endettement pour les TPE
 - ▶ La difficulté pour recourir à des capitaux-investisseurs (secteurs traditionnels, dégageant une faible rentabilité)
- ▶ Un enjeu principal : l'accès facilité à des fonds pour des investissements de faible montant (10 à 30 K€) → Création d'un Prêt d'honneur spécifique ?
- ▶ Un enjeu périphérique à la question du financement : la formation / l'accompagnement du dirigeant au montage d'un Business Plan pour lever des fonds, réaliser un projet d'investissement

Evaluation macro des besoins de financement des créations d'entreprises et TPE - Méthodologie

2. Analyse de la demande

Nombre de créations d'entreprise en Poitou-Charentes
(hors auto-entrepreneurs et innovation)

Montant moyens des fonds investis au démarrage d'une entreprise en 2010
(source : INSEE et SINE)

Segmentation des créations en fonctions des fonds investis

Création d'entreprises artisanales

Autres créations d'entreprises

Hypothèse : 2 € de fonds propres pour 1 € d'endettement

Besoins liés création d'entreprises artisanales
(endettement et apports personnels)

Hypothèse :
Artisanat = 100% apport personnel
(y compris prêts d'honneur)

Besoins liés « autres créations d'entreprises »
(endettement et fonds propres)

Hypothèse :
Autres créations : 80% apport personnel, 20% capital risque

Nombre de TPE en Poitou-Charentes
(hors auto-entrepreneurs et dont créations)

TPE de 0 salarié

TPE de 1 à 9 salariés

Source : INSEE Poitou-Charentes 2013

Besoins en financement

Besoins en financement

Besoins de financement total

Banques

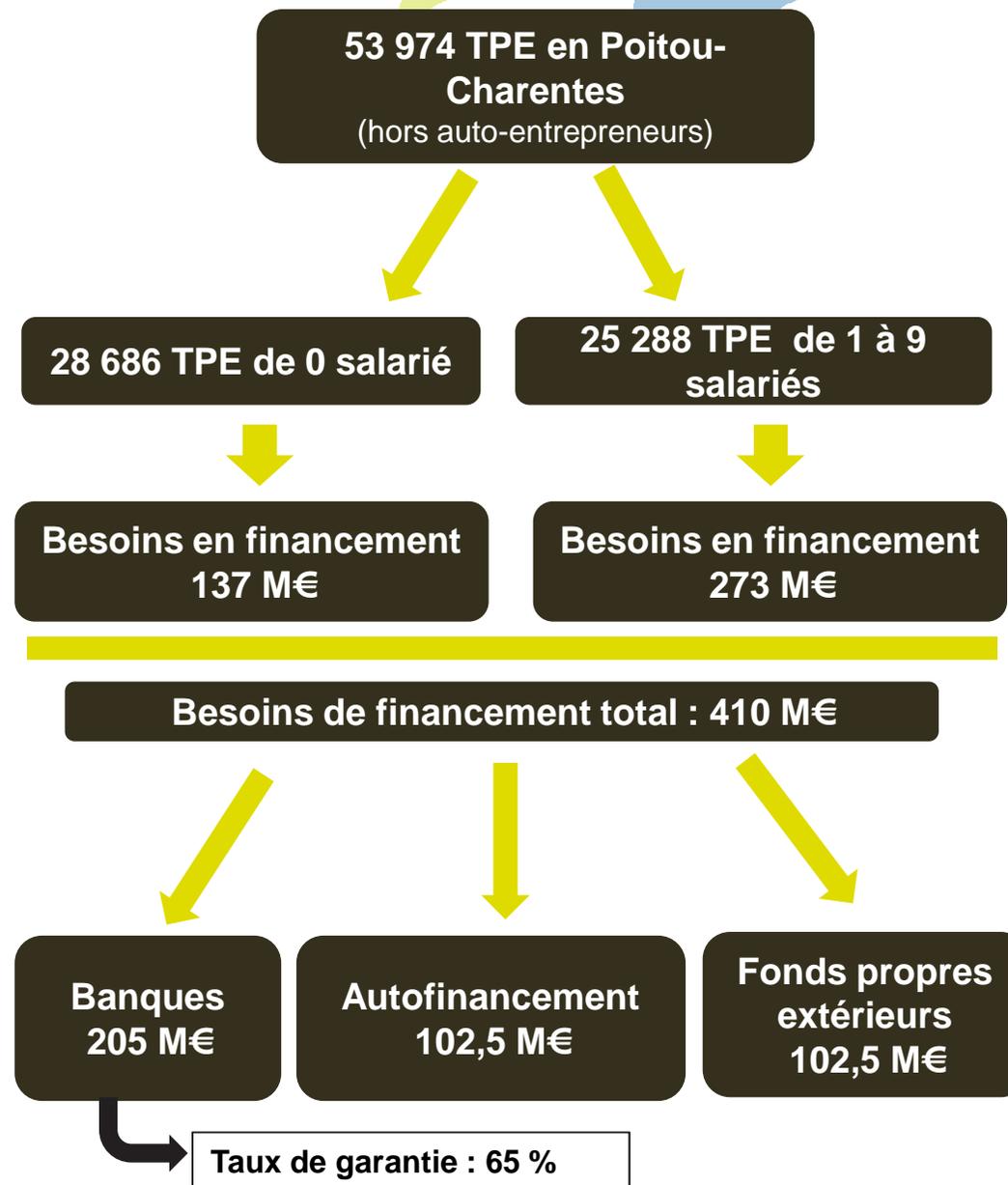
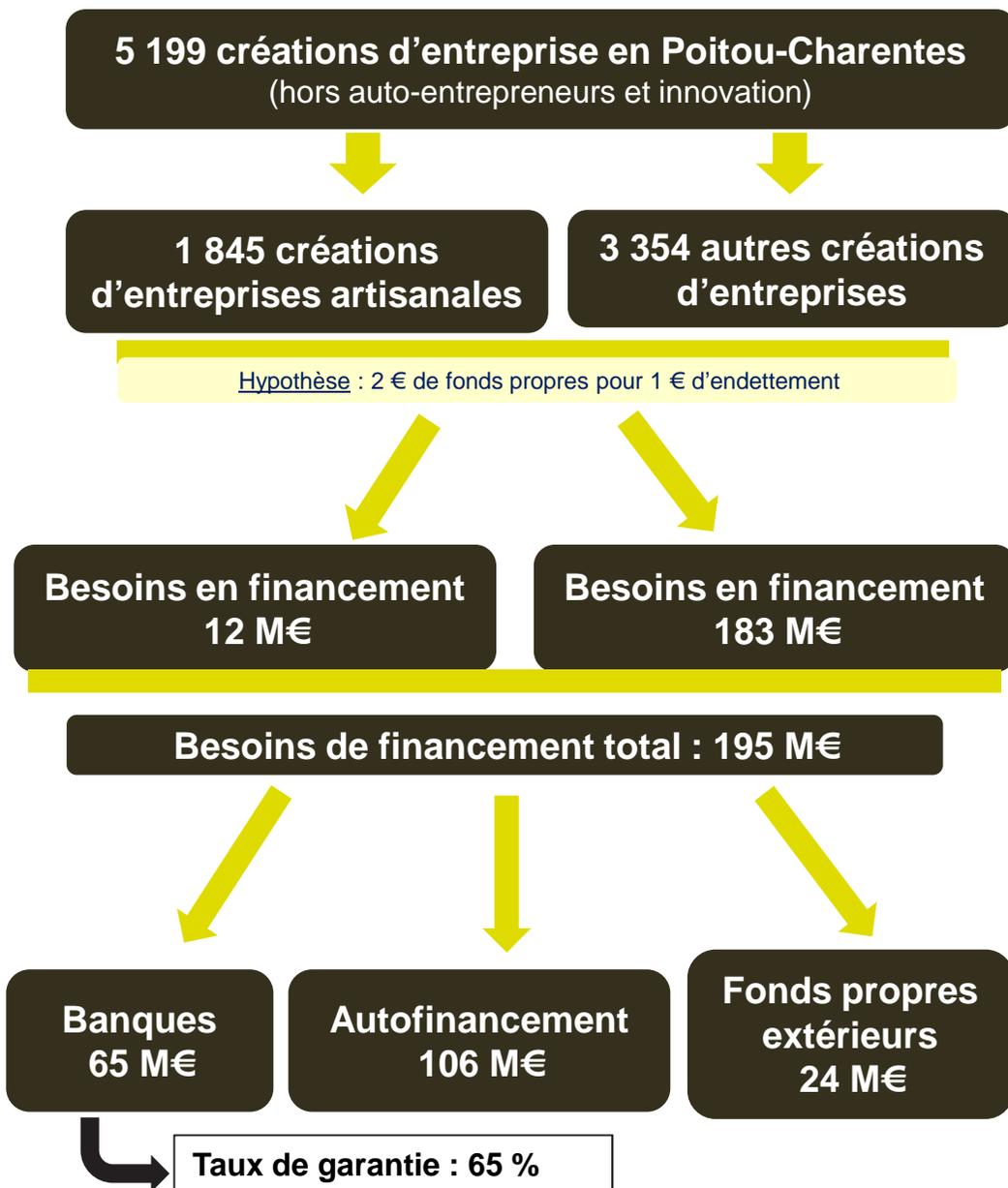
Autofinancement

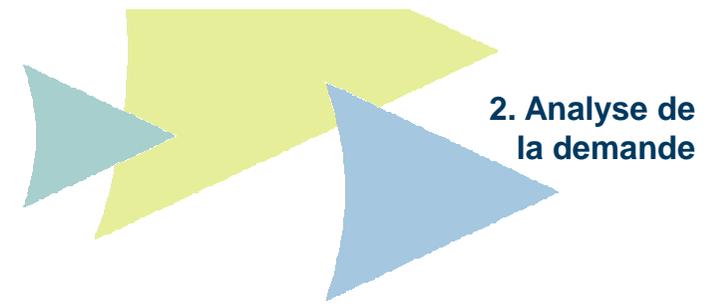
Fonds propres extérieurs

Hypothèses :
Banques : 50 %
Autofinancement : 25 %
Fonds propres extérieurs : 25 %

Evaluation macro des besoins de financement des créations d'entreprises et TPE – Premiers résultats

2. Analyse de la demande





► **2.1.2 « Segment » 2 : Création et premières années entreprises innovantes**

Entreprises innovantes : synthèse

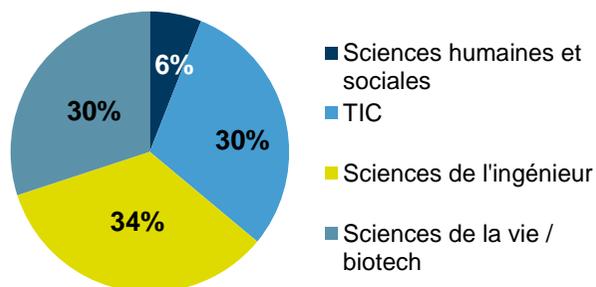
2. Analyse de la demande

Des projets soutenus par les différents outils d'accompagnement et de financement régionaux

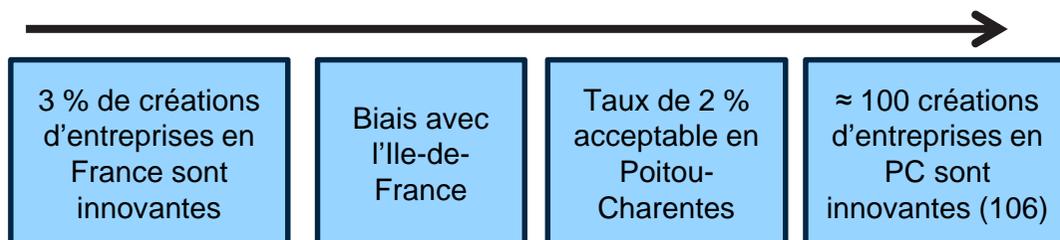
- ▶ Volumétrie pour 2014 (source ARI) : 7 nouveaux projets incubés, et 14 projets en cours d'accompagnement
 - ▶ L'ARI, principale structure d'accompagnement des projets innovants en région
- ▶ Sans doute un nombre équivalent de projets à potentiel accompagnés hors ARI (agglomérations, clusters, CEI...)

Plusieurs secteurs d'activités, fer de lance de l'innovation en région

Répartition sectorielle des projets incubés par l'ARI depuis 2010
(source: ARI)



Une approche plus globale de la création d'entreprises innovantes possible



Forces et faiblesses (détails et compléments diapos suivantes)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La bonne coopération entre les acteurs de l'écosystème de la création d'entreprises innovantes • Des relations avec les fonds d'investissements hors région • Des outils spécifiques très utiles et au bilan globalement positif • Une action offensive sur le secteur de la croissance verte 	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de relais sur les territoires • La capacité financière limitée des BA en région • D'autres secteurs moins bien couverts, tant sur la question du financement que sur le volet ingénierie

Enjeux

- ▶ Soutenir une phase d'amorçage souvent longue
- ▶ Rendre plus facile l'accès à des tickets moyens (< 400 K€) nécessaires au développement de la technologie
- ▶ Renforcer l'accompagnement des start-ups
- ▶ Accompagner le dirigeant dans la recherche de fonds
- ▶ Renforcer les compétences dans le secteur du numérique

(Jeunes) Entreprises innovantes : projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Modèles éco.

- ▶ La recherche de partenaires financiers « complets »
 - ▶ En capacité d'apporter un soutien financier mais aussi une expertise technique, dans leur secteur d'activités
- ▶ Des comportements assez distincts dans la recherche de financements
 - ▶ Certains porteurs de projet recherchant avant tout à ne pas être dilués dans l'ouverture au capital
 - ▶ La priorité avant tout à lever rapidement le maximum de fonds
 - ▶ Le souhait de trouver de partenaires « patients »
- ▶ Des entreprises ayant besoin d'accéder rapidement au financement
 - ▶ Des dispositifs souvent considérés comme trop longs avant le déblocage des fonds
 - ▶ Une fluidité nécessaire pour répondre aux besoins immédiats et éviter le risque de liquidation
- ▶ Des besoins généralement sous-dimensionnés au démarrage

Rappel : des évolutions récentes

- ▶ Une structuration en cours de nouveaux investisseurs
 - ▶ La montée en puissance de Synergence (réseau de Business Angels)
 - ▶ Le développement (encore balbutiant) des plateformes de crowdfunding (ex : jadopteunprojet.com)
- ▶ Un nouveau dynamisme au niveau du fonds de co-investissement

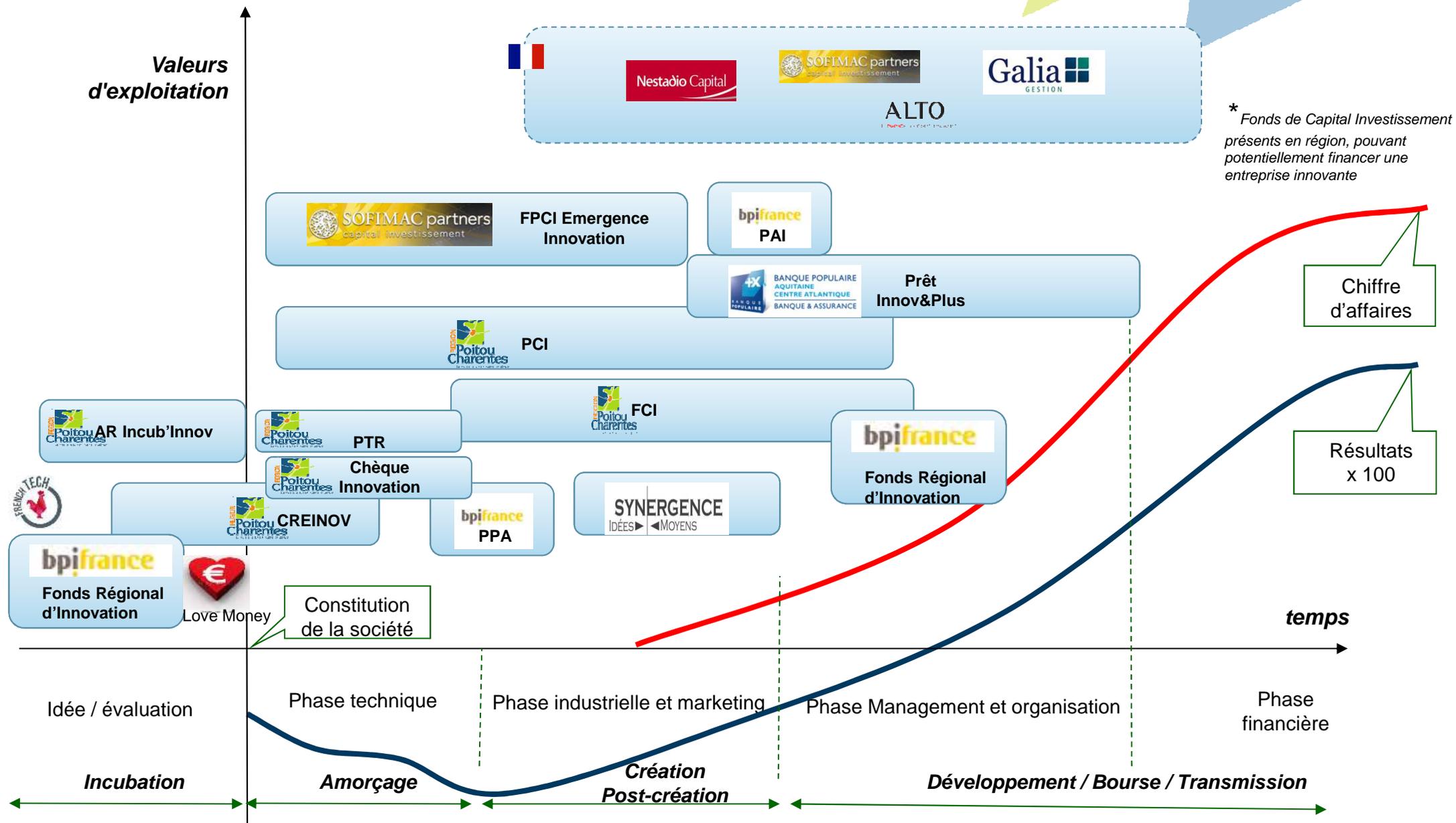
Enjeux de financement

- ▶ Des besoins de financement assez élevés (entre 200 K€ et 1,5 M€) avant même d'avoir réalisé du chiffre d'affaires pour soutenir le développement R&D et le lancement de la commercialisation, générant 2 difficultés majeures :
 - ▶ Des indicateurs financiers qui ne remplissent pas les grilles de lecture des financeurs traditionnels (ex. les services professionnels des acteurs bancaires demandant la réalisation d'un minimum de CA)
 - ▶ Des montants à lever souvent supérieurs aux capacités de financement des acteurs de l'amorçage (BA...)
- ▶ Des entreprises confrontées à des tours de table assez longs, la difficulté en général à réunir les montants nécessaires en une seule fois
- ▶ La difficulté pour les entrepreneurs à identifier les acteurs en mesure de les financer
 - ▶ Du fait des repositionnements récents d'un bon nombre de financeurs du capital risque (qui se sont désengagés de l'amorçage / création)
 - ▶ Du fait de la frilosité des banques en tant que premier interlocuteur sur ce type de projet (des acteurs bancaires pas assez armés pour appréhender les projets très innovants)
- ▶ L'intérêt des prêts participatifs accompagnant les levées de fonds mis en place ces dernières années par bpifrance
- ▶ Pour les projets plus modestes mobilisant le système de prêts d'honneurs (PH...), beaucoup moins de difficultés rencontrées par la suite
 - ▶ La reconnaissance par les banques des expertises des différents acteurs de l'accompagnement et du financement de l'innovation

Cartographie des instruments financiers

Principaux outils régionaux de soutien aux entreprises innovantes

2. Analyse de la demande



* Fonds de Capital Investissement présents en région, pouvant potentiellement financer une entreprise innovante

Synoptique du financement de la jeune entreprise innovante

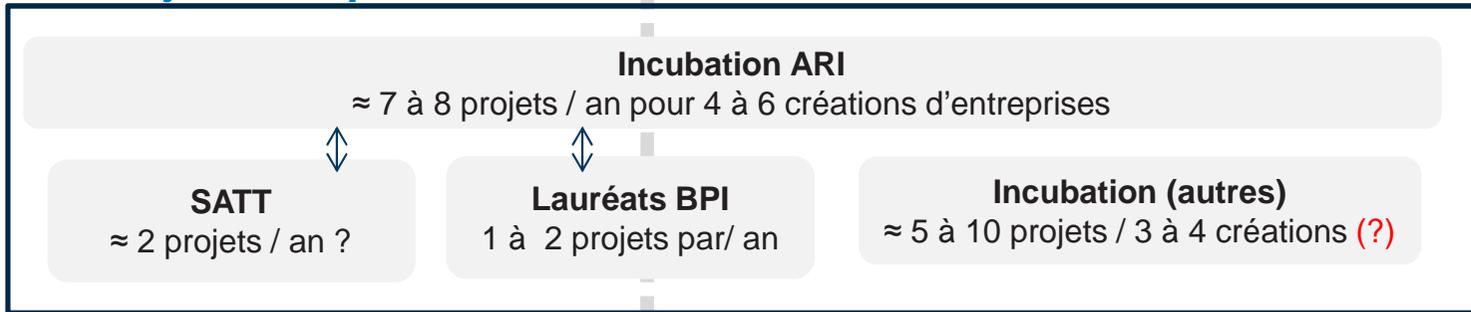
Différenciation selon le potentiel du projet

2. Analyse de la demande

AMORCAGE

Projet à fort potentiel

Projet à potentiel



✓ Une 15^{aine} de projets par an
 ✓ 8 à 10 créations d'entreprise

← Subvention/AR BPI

← Subvention/AR Région
 (Chèque innovation, Creinov...)

← PPA / BPI
 ≈ 4 à 5 dossiers / an
 (?)

← PAI / BPI
 ≈ 2 à 4 dossiers / an (?)

PCI
 3 à 5 entreprises /an

Fonds d'amorçage nationaux

Sofimac
 0,5 à 1 projet /an

Crowdfunding
 (?)

Réseaux de BA
 3-4 projets /an

FCI
 2 à 4 entreprises / an

CREATION

Fonds CR nationaux

Réseau Entreprendre : 1 à 2 projets / an (?)
Initiative France : 2 à 5 projets /an (?)

Banques

Financement de la (Jeune) Entreprise Innovante

Bilan détaillé

2. Analyse de la demande

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La coopération entre les acteurs de l'accompagnement de la création d'entreprises innovantes • Des relations entre les acteurs du financement, l'agence PME • Des relations avec les fonds d'investissements hors région • Des outils spécifiques très utiles et au bilan globalement positif : PCI, Fonds de co-investissement • Une action offensive, des prises de risques sur le secteur de la croissance verte 	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de relais sur les territoires (démarches technopolitaines très embryonnaires) • Un flux de projet, deal flow en baisse sur les dernières années • Le faible nombre de projet à très fort potentiel (cf. concours Bpifrance) • L'absence de véritable accélérateur privé en région • Le temps d'accès aux financements, le timing pour conclure les levées de fonds • La capacité financière des BA en région, le niveau d'appétence au risque. • L'amorçage sur des petits tickets (< 150 k€) • <i>Quels moyens d'intervention à l'avenir ?</i> • D'autres secteurs moins bien couverts tant sur la question du financement que sur le volet ingénierie

Des évolutions à prendre en considération

- La croissance attendue du nombre de projets innovants (montée en puissance de la SATT, actions des pouvoirs publics)
- La Grande Région
- La révolution numérique, l'augmentation des créations d'entreprises dans le secteur Digital

Evaluation macro des besoins de financement des créations et premières années entreprises innovantes – Méthodologie

2. Analyse de la demande

2% des créations sont des entreprises innovantes

Nombre de créations d'entreprises innovantes en Poitou-Charentes

Baisse du nombre de levée de fonds depuis 2011 en Poitou-Charentes
Estimation ici des besoins à horizon 2018 après une phase de relance

Nombre d'entreprises innovantes ayant besoin d'une levée de fonds

Nombre d'entreprises innovantes ne passant pas par une levée de fonds

3 types de levées de fonds ;

Tickets à 400/600/1000k€

Taux d'attrition de 100%, 33% et 17%

Besoins en financement liés aux trois types de levées de fonds

Besoins liés création d'entreprises innovantes (sans levée de fonds)

Hypothèse : 2 € de fonds propres pour 1 € d'endettement

Hypothèse : 100% capital risque

Capital Amorçage et Risque

Fonds propres

Endettement

Taux de garantie : 65 %

Autofinancement

Hypothèse :
Entreprises innovantes :
50% apport personnel,
50% capital création

Capital Création

Evaluation macro des besoins de financement des créations et premières années entreprises innovantes – Méthodologie

2. Analyse de la demande

2% des créations sont des entreprises innovantes

106 créations d'entreprises innovantes en Poitou-Charentes

Baisse du nombre de levée de fonds depuis 2011 en Poitou-Charentes
Estimation ici des besoins à horizon 2018 après une phase de relance

20% entreprises innovantes en situation réelle de levée de fonds

80% entreprises innovantes dans une autre situation

3 types de levées de fonds ;

Tickets à 400/600/1000k€

Taux d'attrition de 100%, 33% et 17%

Besoins en financement liés aux trois types de levées de fonds
16 M€

Besoins liés création d'entreprises innovantes (sans levée de fonds)
12,6 M€

Hypothèse : 2 € de fonds propres pour 1 € d'endettement

Fonds propres
8,4 M€

Endettement
4,2 M€

Taux de garantie : 65 %

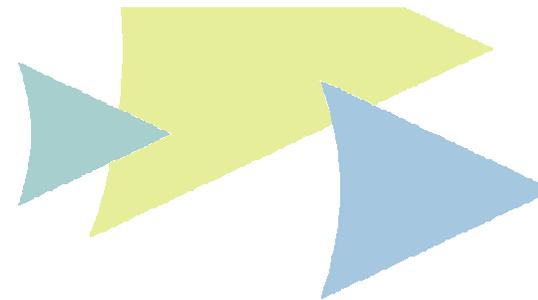
Hypothèse : 100% capital amorçage

Capital Amorçage et Risque
16 M€

Autofinancement
4,2 M€

Hypothèse :
Entreprises innovantes :
50% apport personnel,
50% capital risque

Capital Création
4,2 M€



▶ 2.1.3 « Segment » 3 : PME de croissance

Critères retenus pour dénombrer les PME de croissance

2. Analyse de la demande

- ▶ Ces critères ont été définis par Bpirance et Katalyse afin d'assurer l'homogénéité statistique d'une série d'études en partenariat avec les Régions portant sur les besoins en fonds propres des PME.
- ▶ Sont considérées comme « PME de croissance » dans ce document toutes les PME répondant :
 - ▶ Soit à des critères croisés portant sur l'âge de l'entreprise, un seuil et un plafond de chiffre d'affaires et un rythme de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires (>10% par an pendant 5 ans)
 - ▶ Soit à des critères croisés portant sur l'âge de l'entreprise, un seuil et un plafond d'effectifs et un rythme de croissance annuel moyen des effectifs (>10% par an pendant 5 ans)

Age de l'entreprise	Valeur plancher (2013, en k€ de CA HT)	Valeur plafond (1 ^{ère} année d'observation)	Période observée	Taux de croissance du CA (en termes réels*)
5 ans ou plus	800	200 M€ CA HT	5 dernières années	> 46 % en 4 ans (soit > 10 % / an)
Moins de 5 ans	700	200 M€ CA HT	4 dernières années	> 40 % en 3 ans (soit > 12 % / an)
Moins de 4 ans	600	200 M€ CA HT	3 dernières années	> 32 % en 2 ans (soit > 15 % / an)
Moins de 3 ans	500	200 M€ CA HT	2 dernières années	> 20 % en 1 an

OU

Age de l'entreprise	Valeur plancher (effectif moyen 2013)	Valeur plafond (1 ^{ère} année d'observation)	Période observée	Taux de croissance des effectifs
5 ans ou plus	8 personnes	Effectif ≤ 249	5 dernières années	> 46 % en 4 ans (soit > 10 % / an)
Moins de 5 ans	7 personnes	Effectif ≤ 249	4 dernières années	> 40 % en 3 ans (soit > 12 % / an)
Moins de 4 ans	6 personnes	Effectif ≤ 249	3 dernières années	> 32 % en 2 ans (soit > 15 % / an)
Moins de 3 ans	5 personnes	Effectif ≤ 249	2 dernières années	> 20 % en 1 an

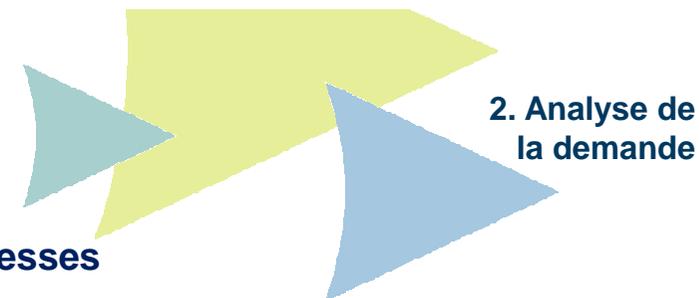
*Remarques : le dénombrement s'effectue dans la base « PME + » propriété de Bpirance, coréalisée avec Katalyse.
- Les entreprises filiales de groupes ont été exclues (CA de la tête de groupe >= 200 M€)*

*Croissance hors inflation

PME de croissance : synthèse générale

Données clés sur les PME de croissance en Poitou-Charentes

- ▶ **607 PME de croissance répondant aux critères retenus**
 - ▶ Soit 2,4 % des PME de croissance en France (24 921 PME répondant aux critères retenus)
 - ▶ 361 PME ayant un besoin de financement après retraitements des PME retenus avec les critères suivants :
 - ▶ Variation du BFR sur 5 ans
 - ▶ Variation des immobilisations brutes sur 5 ans
 - ▶ Besoin en recapitalisation (Dettes – Capitaux propres)
 - ▶ **Des PME de croissance principalement concentrées en Charente Maritime (tropisme de la métropole rochelaise), équitablement réparties entre les autres départements**
 - ▶ 39 % d'entre elles ont le siège de leur activité en Charente Maritime soit 236 PME
 - ▶ 130 PME de croissance dans la Vienne, 127 en Charente, 114 dans les Deux-Sèvres
 - ▶ **En majorité des petites PME ayant moins de 20 salariés**
 - ▶ Petites PME (< 20 salariés) : 235 PME soit 48 % du total*
 - ▶ PME de taille moyenne (< 50 salariés) : 183 PME soit 38 % du total*
 - ▶ PME de taille intermédiaire (< 100 salariés) : 44 PME soit 9 % du total*
 - ▶ Grosses PME (< 250 salariés) : 25 PME soit 5 % du total*
- * Sur 487 PME mentionnant leur effectif
- ▶ **3 filières stratégiques (définition du Conseil National de l'Industrie) bien représentées en Poitou-Charentes : les IAA, les Industries de biens de consommation, la Chimie et Matériaux**
 - ▶ Les TIC représentant 2 % des PME de croissance
 - ▶ Un nombre important de PME de croissance hors filière stratégique (commerce, construction, hébergement / restauration...)



Forces / faiblesses

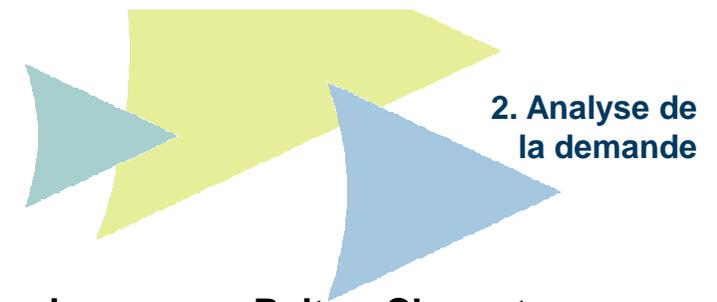
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La secteur IAA bien représenté dans les PME de croissance • La Chimie et Matériaux dans une moindre mesure 	<ul style="list-style-type: none"> • Des entreprises positionnées dans des filières en tension (IAA, Industries...) et la dépendance à des décisions prises hors de la Région • Un nombre restreint de PME de croissance dans les TIC et les éco-industries • Des PME de « trop » petites tailles

Enjeux

- ▶ Bonifier les projets pour séduire davantage les investisseurs
- ▶ Financer la croissance de PME de petite taille, au CA et capital vraisemblablement inférieurs aux « critères » classiques des investisseurs (ticket d'intervention < 300 k€)
- ▶ Rendre lisible l'offre de financement à destination des PME de croissance

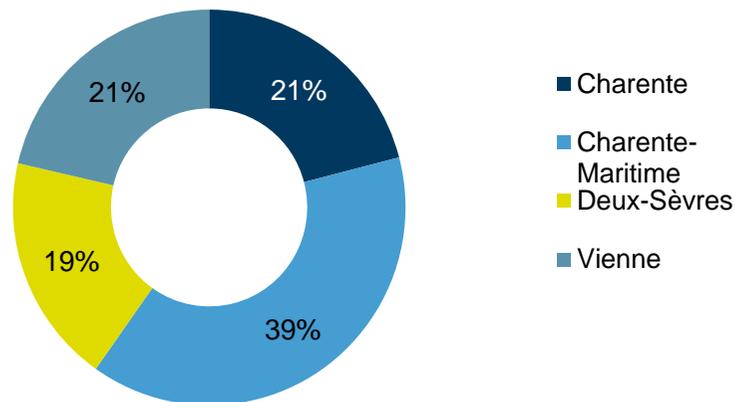
PME de croissance

Répartition sectorielle et géographique

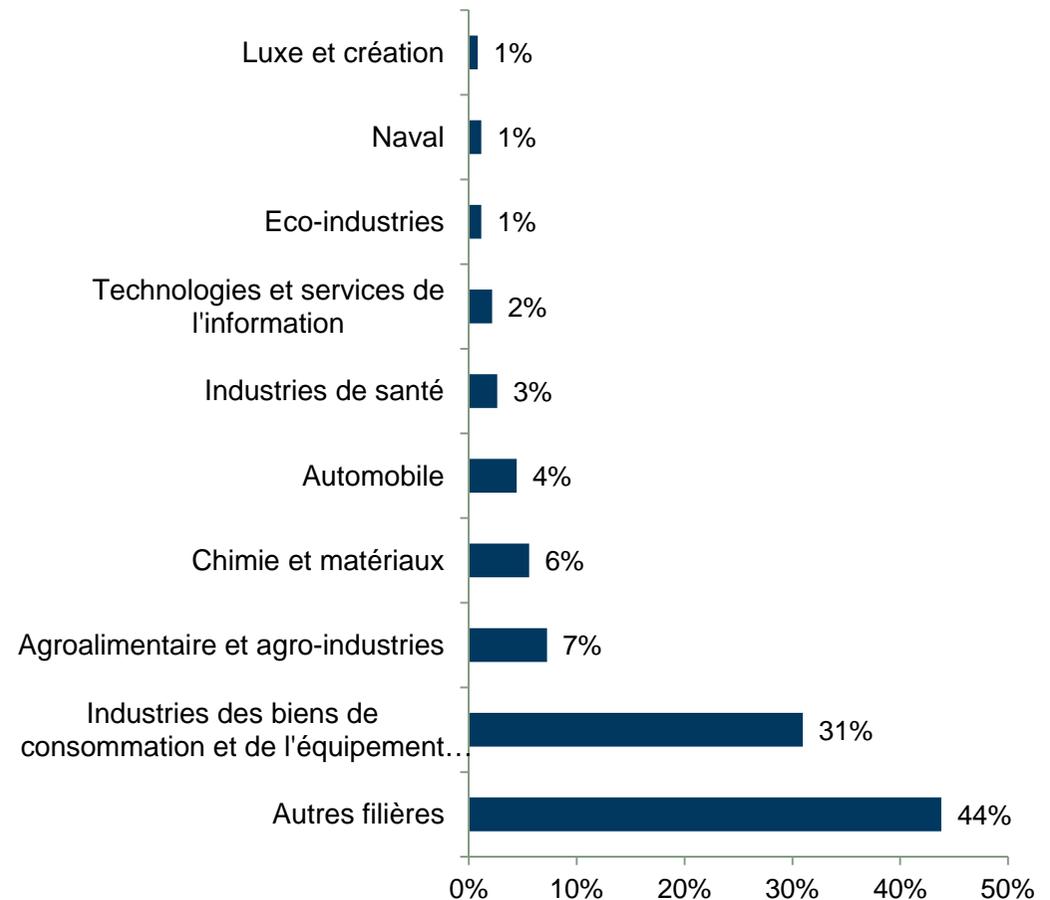


2. Analyse de la demande

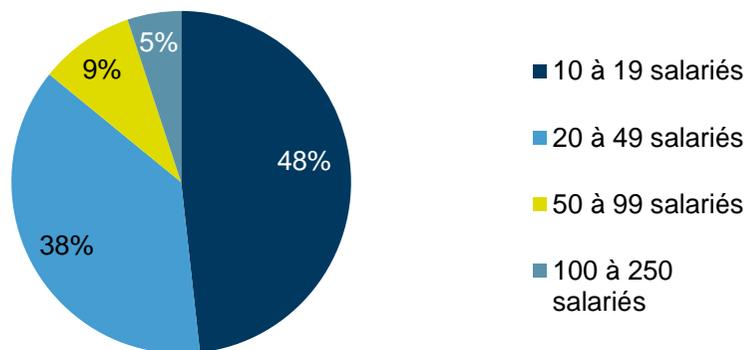
PME de croissance en Poitou-Charentes : répartition par département (607 PME)
 Source : PME+, DIANE, retraitement Katalyse



PME de croissance en Poitou-Charentes : Répartition par filière stratégique (607 PME de croissance)
 Source : PME+, DIANE, retraitement Katalyse



PME de croissance en Poitou-Charentes : répartition par tranche d'effectifs (sur 487 PME indiquant leur effectif)
 Source : PME+, DIANE, retraitement Katalyse



PME de croissance : projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Modèles éco.

- ▶ Dans l'ensemble, les entreprises consomment leurs fonds propres sans exprimer de besoin « d'argent frais » :
 - ▶ Autofinancement des projets privilégié, notamment pour les entreprises matures qui ont un niveau de fonds propres élevé
 - ▶ Modération de la croissance : beaucoup de PME souhaitent rester au dessous du seuil de 50 salariés
- ▶ La volonté de garder le contrôle sur le capital de l'entreprise
 - ▶ En particulier pour les entreprises ayant une technologie en cours de développement à fort potentiel
 - ▶ Un recours majoritaire à l'emprunt bancaire
- ▶ En tout état de cause, volonté majoritaire des entreprises de chercher des fonds d'abord auprès des actionnaires historiques ou de la famille, avant d'aller chercher des fonds à l'extérieur

Enjeux de financement

- ▶ Les besoins en fonds propres les plus urgents et les plus fréquents sont ceux induits par l'accroissement du BFR
 - ▶ Difficulté récurrente à financer ce poste par de l'endettement bancaire...
 - ▶ ...notamment en l'absence de garantie
- ▶ Le financement de la croissance externe induit des besoins moins fréquents mais plus importants en montant :
 - ▶ Utilisation de montage financier et juridique type LBO
 - ▶ Besoins qui touchent les « belles PME » et les pépites en développement
 - ▶ Souhait de trouver une expertise métier au-delà d'une solution de financement
- ▶ D'autres besoins, moins fréquents, mais non moins importants :
 - ▶ Investissements matériels, lorsque la capacité d'endettement - réelle ou « psychologique » - de l'entreprise est saturée.
 - ▶ Financement de la R&D, marques, dév. international
- ▶ La difficulté pour financer son internationalisation
 - ▶ Des fonds levés inférieurs aux montants demandés (des besoins de 300- 500 K€)
 - ▶ Un chiffre d'affaires réalisé en France trop faible pour satisfaire les investisseurs

Nature des besoins en fonds propres des PME en développement

Constats nationaux et régionaux

2. Analyse de la demande

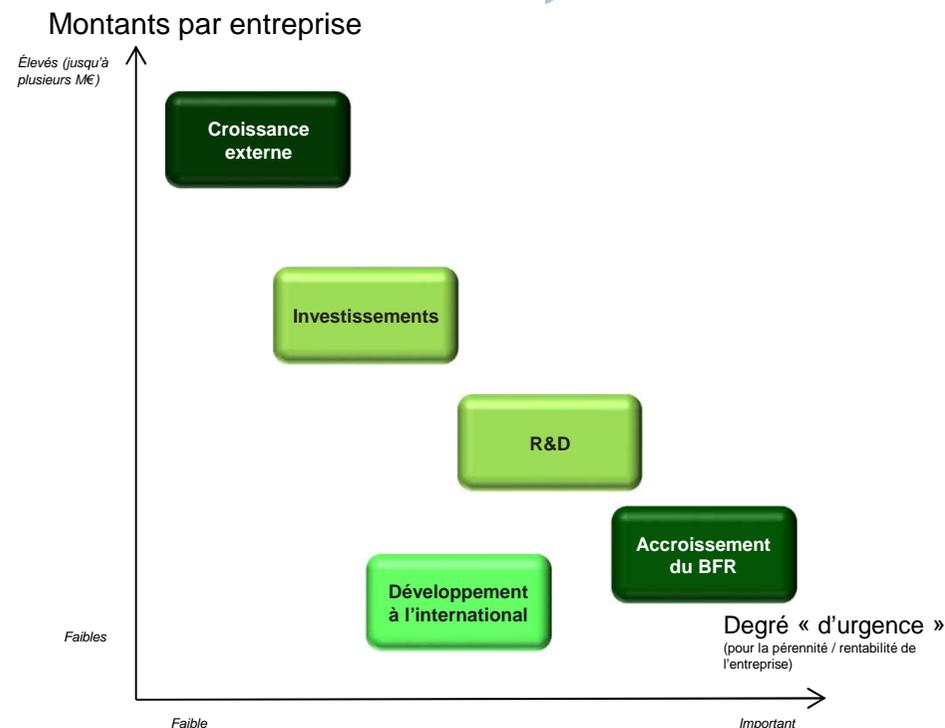
- ▶ Majoritairement, les entreprises consomment leurs fonds propres sans exprimer de besoin « d'argent frais » :
 - ▶ Autofinancement des projets privilégié, notamment pour les entreprises matures qui ont un niveau de fonds propres élevé
 - ▶ Modération de la croissance : beaucoup de PME souhaitent rester au dessous du seuil de 50 salariés

- ▶ Les besoins en fonds propres les plus urgents et les plus fréquents sont ceux induits par l'accroissement du BFR
 - ▶ Difficulté récurrente à financer ce poste par de l'endettement bancaire..
 - ▶ ...notamment en l'absence de garantie

- ▶ Le financement de la croissance externe induit des besoins moins fréquents mais plus importants en montant :
 - ▶ Utilisation de montage financier et juridique de type LBO
 - ▶ Besoins qui touchent les « belles PME » et les pépites en développement
 - ▶ Souhait de trouver une expertise métier au-delà d'une solution de financement

- ▶ D'autres besoins, moins fréquents, mais non moins importants :
 - ▶ Investissements matériels, lorsque la capacité d'endettement - réelle ou « psychologique » - de l'entreprise est saturée.
 - ▶ Financement de la R&D

- ▶ En tout état de cause, volonté majoritaire des entreprises de chercher des fonds d'abord auprès des actionnaires historiques ou de la famille, avant d'aller chercher des fonds à l'extérieur



Légende :

Fréquence du besoin parmi les entreprises interrogées



Evaluation macro des besoins de financement des PME en développement – méthodologie

2. Analyse de la demande

Calcul du CA des PME
(hors agriculture, ESS, redéploiement et entre 10 et 250 sal.)
à horizon 5 ans

Hypothèse : maintien de la surperformance des PME de croissance régionales et prise en compte des prévisions de croissance de la filière pour les 5 prochaines années (source : Oxford Economics) + neutralisation des entreprises ayant un besoin de financement négatif + plafonnement du rythme de croissance (x 6 sur 5 ans)

Besoins en financement

Variation du BFR et des immobilisations brutes à horizon 5 ans

Recapitalisation des entreprises sous-capitalisées

Hypothèse : stabilité dans le temps des ratios BFR / CA et immobilisations / CA

Hypothèse : 1€ de fonds propres pour 1€ d'endettement

Ressources

Variation de la CAF disponible à horizon 5 ans

Capacité d'endettement

Hypothèse : stabilité dans le temps du ratio CAF / CA, CAF disponible = CAF hors distribution de dividendes

Hypothèse : saturation de la capacité d'endettement à un niveau de 75 % des fonds propres en moyenne

Besoins à financer

Hypothèse : 20 % des besoins en fonds propres couverts par les actionnaires familiaux et la Love Money familiale

Hypothèse : 1€ de fonds propres pour 1€ d'endettement

Endettement

Fonds propres

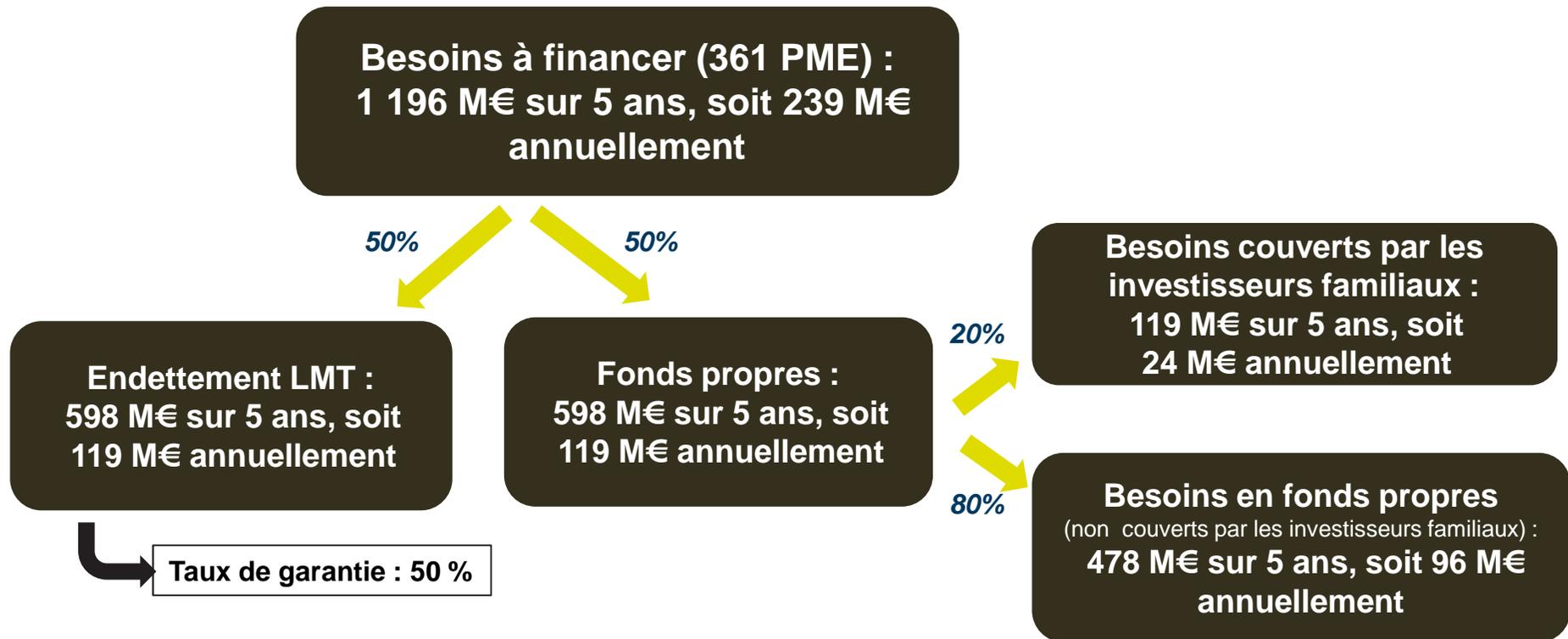
Investisseurs familiaux
(actionnaires actuels et environnement proche)

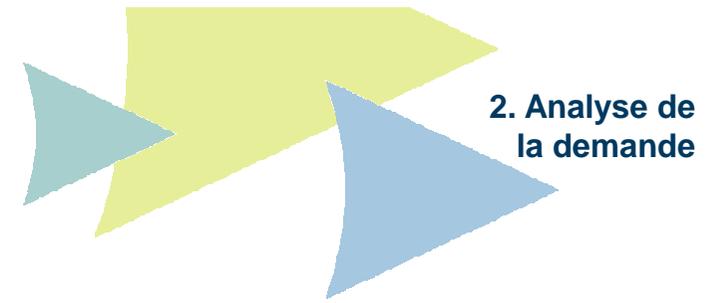
Besoins en fonds propres
(non couverts par les investisseurs familiaux)

Evaluation macro des besoins de financement des PME en développement

Premiers résultats

2. Analyse de la demande





▶ **2.1.4 « Segment » 4 : PME en redéploiement**

Périmètre de définition des entreprises en redéploiement



- ▶ **Entreprises connaissant des difficultés conjoncturelles de trésorerie (tensions liées à la hausse du BFR et / ou structure financière déséquilibrée), en dépit d'une situation structurelle saine (activité stable ou en développement et rentabilité positive pendant au moins une année sur les trois dernières années – définition compatible avec celle de la Commission Européenne)**

- ▶ **Extraction des entreprises en redéploiement dans la base de données Diane**

- ▶ **Périmètre retenu (périmètre identique à l'extraction des PME via la base PME+)**
 - ▶ **Siège social situé en région Poitou-Charentes**
 - ▶ **Effectif salarié compris entre 10 et 250 salariés**

- ▶ **Critères retenus pour dénombrer les entreprises en redéploiement :**
 - ▶ **TCAM du CA > ou égal à 0 sur les 3 dernières années**
 - ▶ **TCAM du BFR > ou égal à 0 sur les 3 dernières années**
 - ▶ **TCAM du BFR > TCAM CA sur les 3 dernières années**
 - ▶ **Résultat avant impôts > 0 sur au moins 1 des 3 dernières années**
 - ▶ **Ratio (fonds propres/dettes) < 1 sur la dernière année**

- ▶ **En présence de ces 5 critères, l'entreprise est supposée « en zone de risque » (ou « en redéploiement »). En fonction de l'évolution de son chiffre d'affaires, et de l'historique de ses résultats, elle sera considérée comme « redéployable », ou non.**

PME en redéploiement : synthèse

Données clés sur les PME en redéploiement

- ▶ 526 PME répondant aux critères de définition d'une PME en redéploiement
- ▶ Répartition relativement équilibrée des PME en redéploiement picto-charentaises entre les départements
 - ▶ 178 PME en Charente-Maritime (34%)
 - ▶ 134 PME dans les Deux-Sèvres (25%)
 - ▶ 113 PME installées dans la Vienne (21%)
 - ▶ 101 PME en Charente (19%)
- ▶ Principalement des PME de petite taille (< 50 salariés)
 - ▶ Petites PME (de 10 à 19 salariés) : 102 PME soit 36 % du total*
 - ▶ PME de taille moyenne (< 50 salariés) : 105 PME soit 37 % du total*
 - ▶ PME de taille intermédiaire (< 100 salariés) : 41 PME soit 14 % du total*
 - ▶ Grosses PME (< 250 salariés) : 36 PME soit 13 % du total*

* Sur 284 PME mentionnant leur effectif

Ventilation des PME en redéploiement picto-charentaises par secteur

- ▶ 63 % des PME en redéploiement concentrées dans 3 secteurs
 - ▶ Commerce de détail (26 %)
 - ▶ Logistique et transports (23 %)
 - ▶ Construction (14 %)
- ▶ Peu de PME en redéploiement dans l'industrie et l'agriculture
 - ▶ 102 PME en redéploiement (soit 19% du total) ...
 - ▶ ...Dont 25 PME pour le seul secteur des IAA

Forces / faiblesses

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La présence d'un fonds de redéploiement interrégional, avec une bonne connaissance du territoire (Sofimac Partners) • La capacité très ponctuelle des acteurs du capital développement à se positionner sur des dossiers de retournement 	<ul style="list-style-type: none"> • Un tissu principal de PME de « très » petite taille (intérêt des investisseurs ?) • Des secteurs clés de l'économie régionale fragilisés (ex: nautisme) • Des secteurs en redéploiement ou l'intervention en IF est moins évidente (commerce, services, ...) • L'éloignement géographique avec les principaux fonds de redéploiements (localisés en IDF) • La part importante de PME en redéploiement en Poitou-Charentes (vs. autres régions)

Enjeux

- ▶ Faire face à une part importante de PME concernée en région (vs. d'autres territoires), avec la diversité des secteurs d'activités touchés
- ▶ Maintenir des activités et des emplois...
- ▶ Résoudre la difficulté d'accès au crédit bancaire / au financement en fonds propres en raison d'indicateurs économiques et financiers fragiles

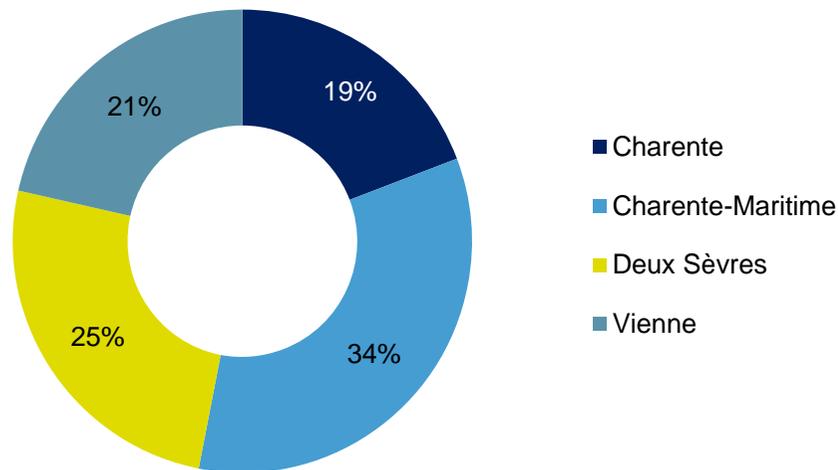
PME en redéploiement

Localisation et répartition sectorielle

PME en redéploiement picto-charentaises par département –

526 PME

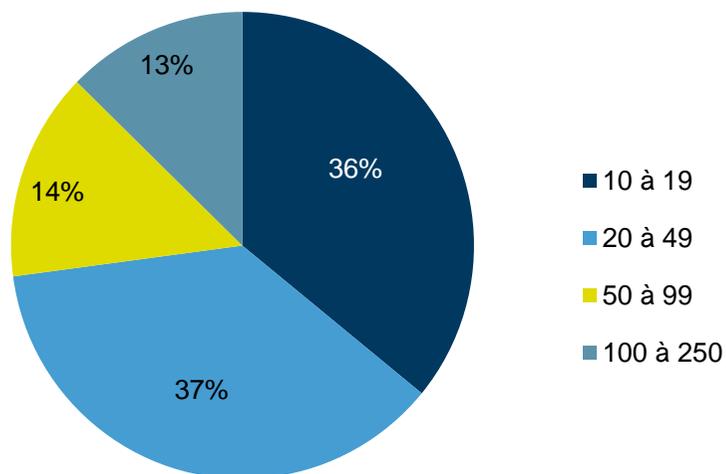
Source : DIANE



PME en redéploiement picto-charentaises selon l'effectif salariés

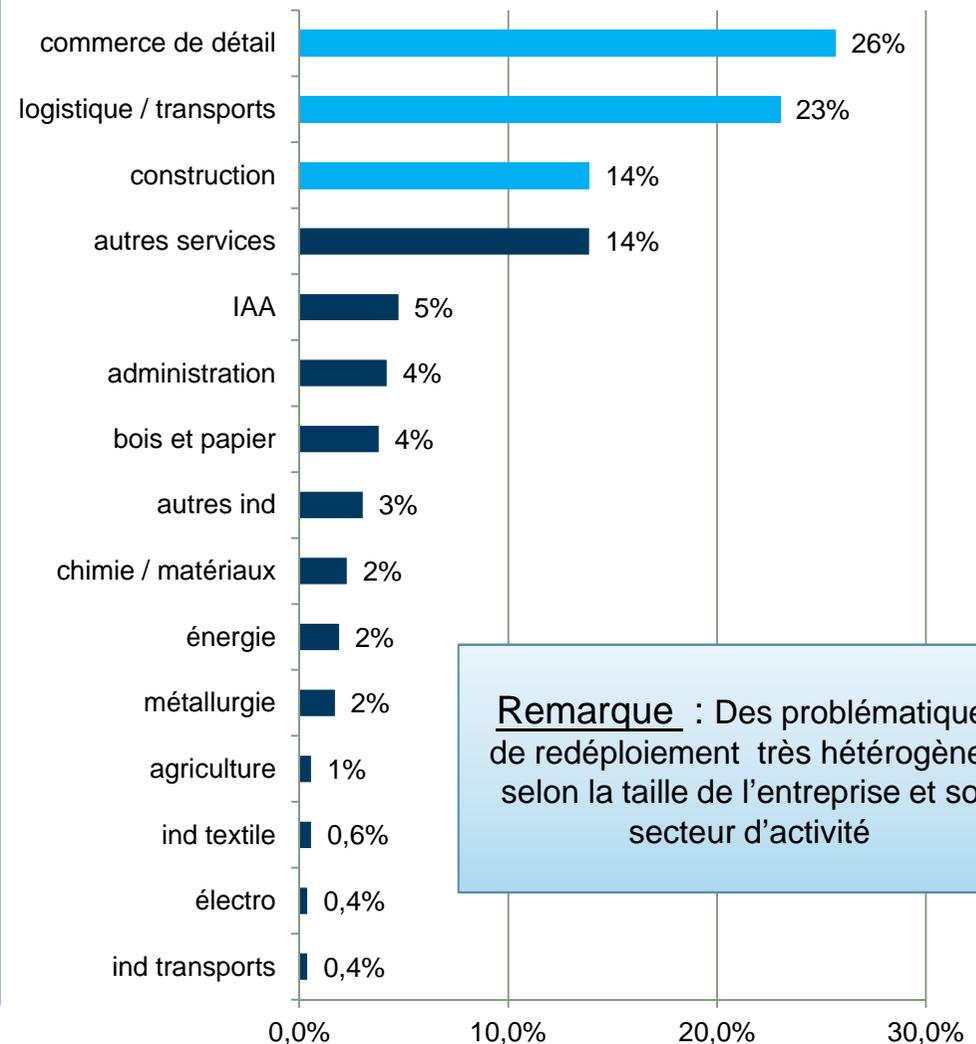
(sur 284 PME indiquant leur effectif)

Source : DIANE



PME en redéploiement picto-charentaises selon le secteur d'activité - 526 PME

Source : DIANE



Remarque : Des problématiques de redéploiement très hétérogènes, selon la taille de l'entreprise et son secteur d'activité

PME en redéploiement : Projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Modèles éco.

- ▶ **Des entreprises en difficulté suite aux effets néfastes d'une conjoncture peu favorable**
 - ▶ Une contraction de l'activité économique dans un contexte de faible croissance
 - ▶ La défaillance d'un client / d'une clientèle ou d'un fournisseur
- ▶ **Le besoin d'un accompagnement spécifique allant au delà du soutien purement financier**
 - ▶ Une expertise technique dans les solutions de redressement de l'entreprise (financières et organisationnelles)
 - ▶ Un accompagnement humain important et le questionnement sur le dirigeant et sa capacité à mener à bien le redéploiement
 - ▶ NB : l'accompagnement pouvant même aller jusqu'au soutien « psychologique » du dirigeant (ex : cellule de soutien mise en place au sein du Tribunal de Commerce de Saintes)
- ▶ **Des entreprises plutôt dans des secteurs d'activités traditionnels ou sur des marchés structurellement caractérisés par une forte cyclicité**
 - ▶ Cas de la filière du Nautisme, bien présente en région

Enjeux de financement

- ▶ **Une situation conjoncturelle rendant très délicate le recours à des solutions de financement auprès des acteurs classiques**
 - ▶ Des potentiels financeurs analysant les projections financières de l'entreprise avec la mise en perspective des exercices précédents
 - ▶ Des problèmes au moment de la valorisation de l'entreprise
 - ▶ Dans certains cas, une très faible visibilité sur le moment de la reprise réelle du marché
- ▶ **Une prise de risque jugée trop importante pour les acteurs bancaires** (y compris en cas de garanties disponibles)
- ▶ **Un intérêt très limité des investisseurs classiques pour ce type de dossier**
 - ▶ Un objectif avant tout de rentabilité des opérations...
 - ▶ ...VS une utilité économique et sociale de maintien des activités et des emplois
- ▶ **2 types de besoins, selon la situation de l'entreprise :**
 - ▶ Des entreprises aux fonds propres limités exprimant leur besoin en termes de trésorerie → Un besoin limité en fonds propres (entre 50 et 100 K€)
 - ▶ Des entreprises nécessitant le recours à des investissements importants pour retrouver la croissance → Un besoin de 1 à 3 M€ selon les projets

Evaluation macro des besoins de financement des PME en redéploiement

– Méthodologie

2. Analyse de la demande

Définition du redéploiement :

- 1) Croissance du CA sur les 3 dernières années
- 2) Croissance du BFR > Croissance du CA sur 3 ans
- 3) RCAI > 0 sur au moins une des trois dernières années
- 4) Ratio fonds propres/dettes compris entre 0 et 1 en année N

PME picto-charentaises (≥ 10 sal.) en redéploiement

Besoins de recapitalisation

Besoins prévisionnels induits par la croissance

Hypothèse : ratio fonds propres / dettes ramené à 1

50%

50%

Hypothèse : Effet de levier sur capacité d'endettement de 2 pour 1

Apports en fonds propres

Endettement bancaire LMT (*)
(financement des investissements)

Variation de la CAF prévisionnelle
(financement de la croissance du BFR)

20%

80%

Actionnariat historique
(dirigeant, famille...)

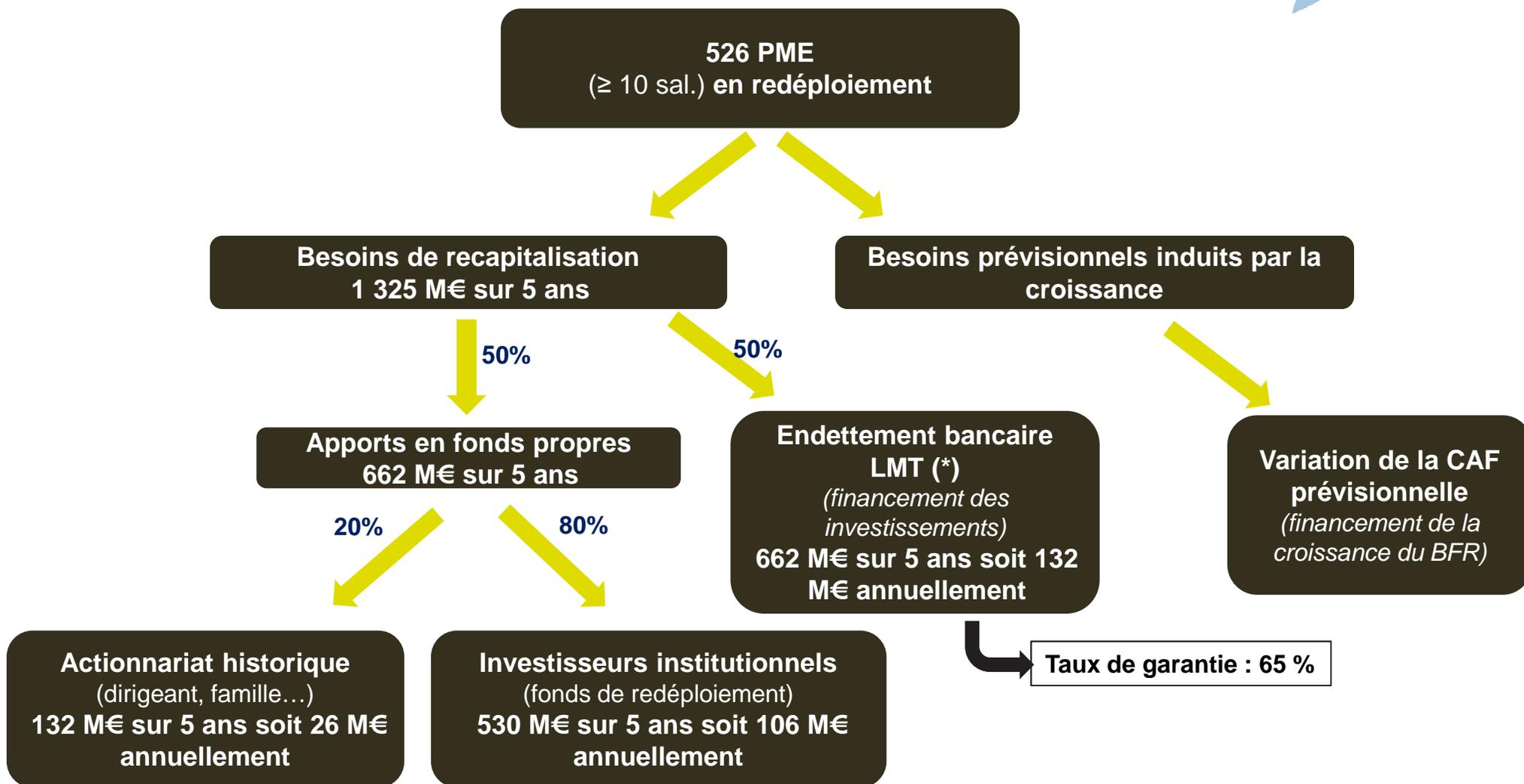
Investisseurs institutionnels
(fonds de redéploiement)

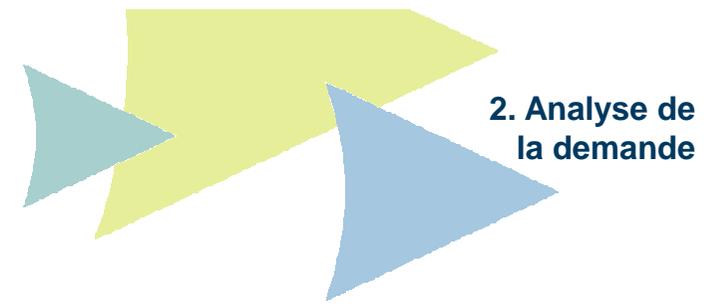
(*) : besoin des entreprises en financement bancaire LMT susceptible de donner lieu à une demande de garantie par le banquier

Evaluation macro des besoins de financement des PME en redéploiement

Premières estimations

2. Analyse de la demande





▶ 2.1.5 Segment 5 : Secteur de l'ESS

Secteur de l'ESS : synthèse

► Un secteur économiquement important à l'échelle régionale

- 6 967 établissements employant 71 833 personnes soit 13 % de l'emploi salarié régional
 - Des emplois principalement concentrés autour de 4 grandes villes : Niort (12 867 salariés), Poitiers (8 334 salariés), La Rochelle (6 463 salariés) et Angoulême (6 167 salariés)
 - Une moindre présence de l'ESS, en volume, dans les zones rurales
 - Une part relative dans l'emploi total plus forte qu'au niveau national (10,3 %)
- Une masse salariale représentant 1,9 milliards d'euros

► Des établissements majoritairement sous forme associative

- Les associations regroupant 2/3 des emplois
- Une présence historiquement importante des coopératives (20 % de l'emploi) et des mutuelles (13 %)
- Une faible représentation des fondations (1 %)

► De nombreux secteurs d'activités représentés avec quelques tendances départementales

- Des emplois principalement concentrés dans l'action sociale (cf. page suivante)
- L'importance des activités financières et d'assurances dans les Deux-Sèvres (63 % des emplois et plus de la moitié des établissements de l'ESS dans ce département)

2. Analyse de la demande

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Un secteur économique important et diversifié• Un secteur en croissance de 6 % sur les établissements et de 5,1 % en termes d'emploi entre 2008 et 2012	<ul style="list-style-type: none">• Des fortes lacunes en compétences managériales et financières chez les dirigeants• Un secteur peu attractif en raison des niveaux de rémunération par rapport au privé• Une forte dépendance aux financements publics

► Enjeux de la filière / du secteur

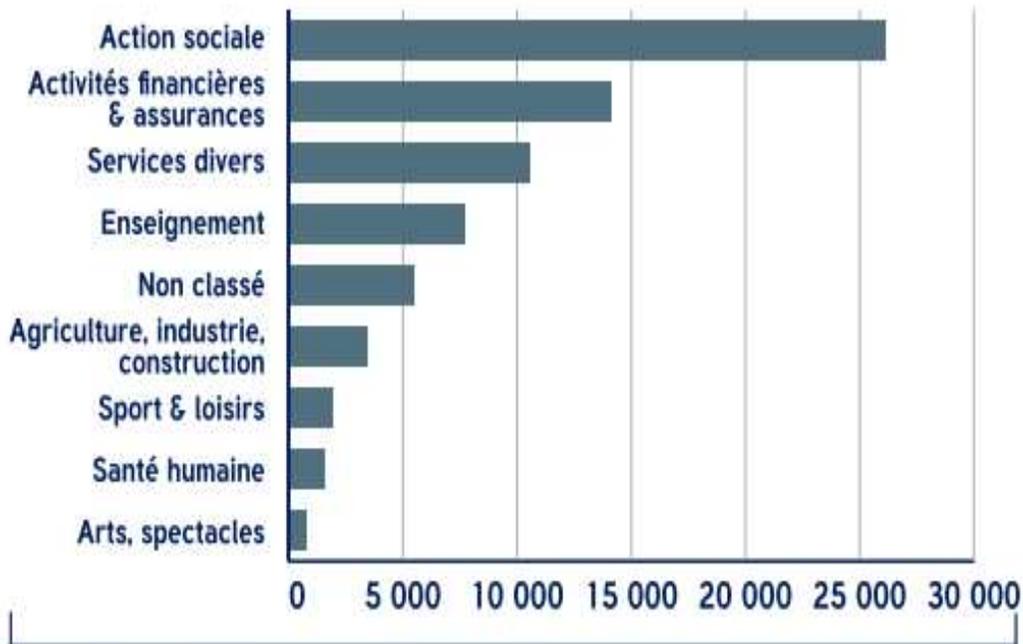
- Assurer le renouvellement de plus de 20 000 départs en retraite dans les 10 ans à venir
- Améliorer la visibilité de l'ESS auprès des jeunes
- Pérenniser les structures de l'ESS en développant le recours à des financements stables et durables
- Développer une expertise autour des particularités de l'ESS (à destination des établissements et des collectivités)
- Monter en compétences des dirigeants de l'ESS par le biais de formations adaptées dans des domaines comme le management, les finances...

Sources : Panorama de l'ESS en Poitou-Charentes – 2013, CRESS

Secteur de l'ESS

Détail sur les métiers et activités

- ▶ **Emplois : une présence de l'ESS dans tous les secteurs économiques**
 - ▶ Des emplois concentrés à plus de 50 % dans l'action sociale et les activités financières et assurances
 - ▶ Action sociale : hébergement médico-social avec 9 530 salariés
 - ▶ Activités financières & assurances : tropisme considérable des Deux-Sèvres pour ce secteur avec presque 8 000 emplois

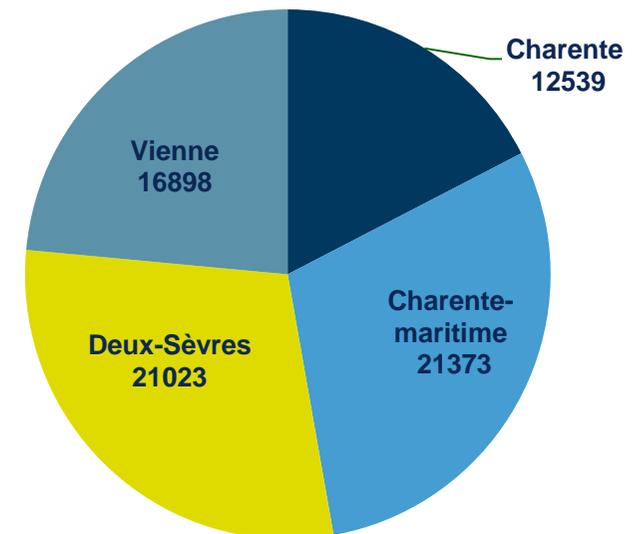


Source : INSEE CLAP 2011 - Traitement ORESS Poitou-Charentes
 Champ : Postes au 31/12 (hors intérimaires et postes annexes)
 Les non-classés représentent des employeurs associatifs ne disposant pas de code d'activité spécifique (9499Z).



- ▶ **Une centralisation géographique des activités de l'ESS entre la Charente-Maritime et les Deux-Sèvres**
 - ▶ Une polarisation des emplois et des établissements dans les zones urbaines
 - ▶ 12 867 salariés de l'ESS localisé dans la communauté d'agglomération de Niort, soit 18% du total des salariés de la région
 - ▶ 672 Etablissements dans la seule communauté d'agglomération de Poitiers, soit 10% du nombre d'établissement total de la région
 - ▶ Niort, poumon économique de l'ESS dans la région
 - ▶ 380 M€ de salaire brut distribués, soit 20% du total de la région
 - ▶ Un taux de 88,3% de CDI parmi les salariés de l'ESS (15 points de plus que dans les autres départements)

Répartition géographique des salariés de l'ESS en Poitou-Charentes



Secteur ESS : projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

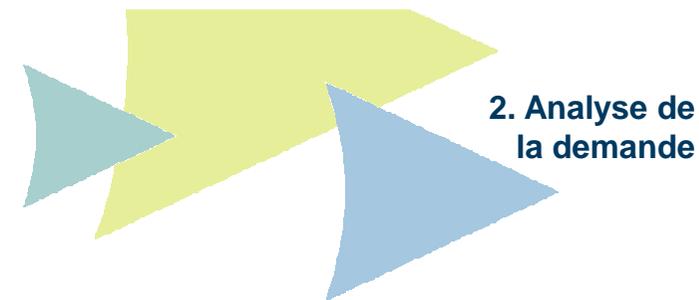
Modèles éco.

- ▶ Un secteur caractérisé par une grande diversité des profils des structures – mais une caractéristique largement répandue : une forte dépendance aux fonds publics (en particulier pour les sociétés avec un objectif social), ce qui peut poser des problèmes en période de restriction budgétaire.
 - ▶ La perception de risque élevé par les investisseurs
 - ▶ Des besoins en trésorerie pour faire face à des difficultés considérées comme passagères
- ▶ Des difficultés structurelles d'accès aux financements bancaires pour certaines activités, en particulier dans les cas d'insertion par l'activité économique (temps de remboursement plus long).
- ▶ Des besoins liés à la création et à l'innovation (risques), comme pour les entreprises « traditionnelles » - avec une difficulté particulière d'appréhension de l'innovation sociale par les acteurs classiques du financement
- ▶ Des structures faisant face à des difficultés conjoncturelles fortes:
 - ▶ Des modèles économiques mis en difficulté par les conséquences de la crise
 - ▶ Des besoins en trésorerie pour faire face à des difficultés considérées comme passagères

Enjeux de financement

- ▶ Un nombre important de dispositifs existants en région :
 - ▶ Avec des cibles d'intervention diverses (territoires, types d'entreprises, besoins de financement, etc.) ;
 - ▶ En théorie, l'accès possible aussi aux dispositifs « classiques » dédiés aux PME (innovation, développement, etc.) – Dans la pratique très délicat
- ▶ Des besoins spécifiques :
 - ▶ Le renforcement des fonds propres pour les créateurs et aussi pour un grand nombre de structures fragilisées sur le plan financier suite à la crise
 - ▶ La garantie des fonds empruntés pour les bénéficiaires d'un accompagnement pour l'insertion par l'activité économique – avec une demande croissante.
- ▶ Des enjeux « hors financement » importants :
 - ▶ Articulation entre les différents dispositifs pour avoir un effet de levier plus important sur le développement économique local
 - ▶ Besoins importants d'accompagnement, pour des publics parfois moins familiers des problématiques financières. Travail sur les modèles économiques

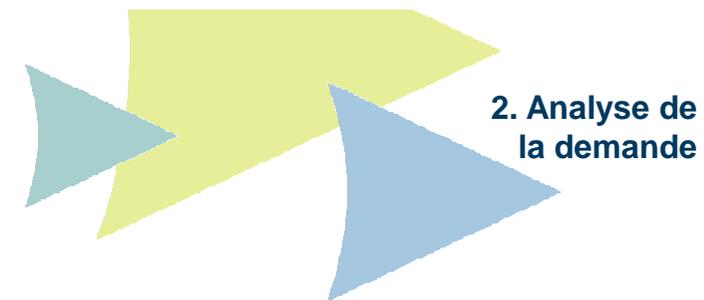
Secteur ESS : premières pistes d'outils



Outil	Cibles	Objectifs	Justifications
Garantie	Structures en création (public : insertion)	Favoriser l'accès au financement bancaire	<ul style="list-style-type: none"> • Outil existant mais dont les fonds s'épuisent rapidement aujourd'hui à cause d'un recours en hausse à la dette car tendance à la baisse des fonds publics disponibles • Complémentaire d'autres outils promus par le CR • Frilosité des partenaires bancaires
(Avance Remboursable ou) Subvention	Structures poursuivant un projet d'innovation sociale	Participer à diminuer le risque pris par la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Des difficultés d'appréhension de l'innovation sociale par les structures « classiques » • Le besoin de favoriser la diversification des sources de revenus, en trouvant des relais aux financements publics directs
PH (SCOP)	Porteurs de projets ayant des difficultés d'accès au financement bancaire	Favoriser l'insertion par l'activité économique	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance à la baisse des fonds nationaux disponibles pour les prêts d'honneur à la création (Nacre) • Difficultés du public cible à accéder aux crédits bancaires classiques • Complémentaire de l'offre de garantie proposée par IPCA

Secteur ESS : premières pistes d'outils

Mise en perspective Avantages / inconvénients des outils



Outil	Avantages	Inconvénients
Garantie	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif qui existe depuis plusieurs années, qui est connu des prescripteurs et des acteurs bancaires • Effet de levier important et coût faible 	
(Avance Remboursable ou) Subvention	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif ciblant un type d'innovation en particulier, permettant de garantir la compréhension des spécificités de l'innovation sociale • Dispositif qui doit permettre de « dérisquer » les premières phases de l'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Les AR ne sont pas considérées comme un IF par les services de la Commission européenne • Effet revolving faible • Aides qui peuvent faire « doublon » par rapport aux dispositifs existants et qui ciblent l'ensemble des entreprises (ESS ou non)
PH (SCOP)	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif permettant de compléter les dispositifs nationaux existants (Nacre) • Effet de levier sur les prêts bancaires • Effet revolving 	

Evaluation macro des besoins de financement de l'ESS – méthodologie

2. Analyse de la demande

Calcul de la production des entreprises picto-charentaises de l'ESS à horizon 5 ans

Source : Observatoire CRESS Poitou-Charentes
Hypothèse : rémunération brute chargée = 70% du total production

Besoins en financement

Variation du BFR à horizon 5 ans

Investissements à horizon 5 ans

Ressources

Capacité d'autofinancement

Hypothèses :
BFR = 5 mois de production annuelle
Croissance de l'activité estimée à 1% / an à 5 ans

Hypothèse :
investissements = 15% de la croissance de la production

Hypothèse : mode de financement des investissements:
1/3 autofinancement, 1/3 financement bancaire, 1/3 fonds propres (via opérateurs spécialisés)

Besoins à financer

Hypothèse : mode de financement du BFR :
1/3 autofinancement, 1/3 financement bancaire, 1/3 fonds propres (via opérateurs spécialisés)

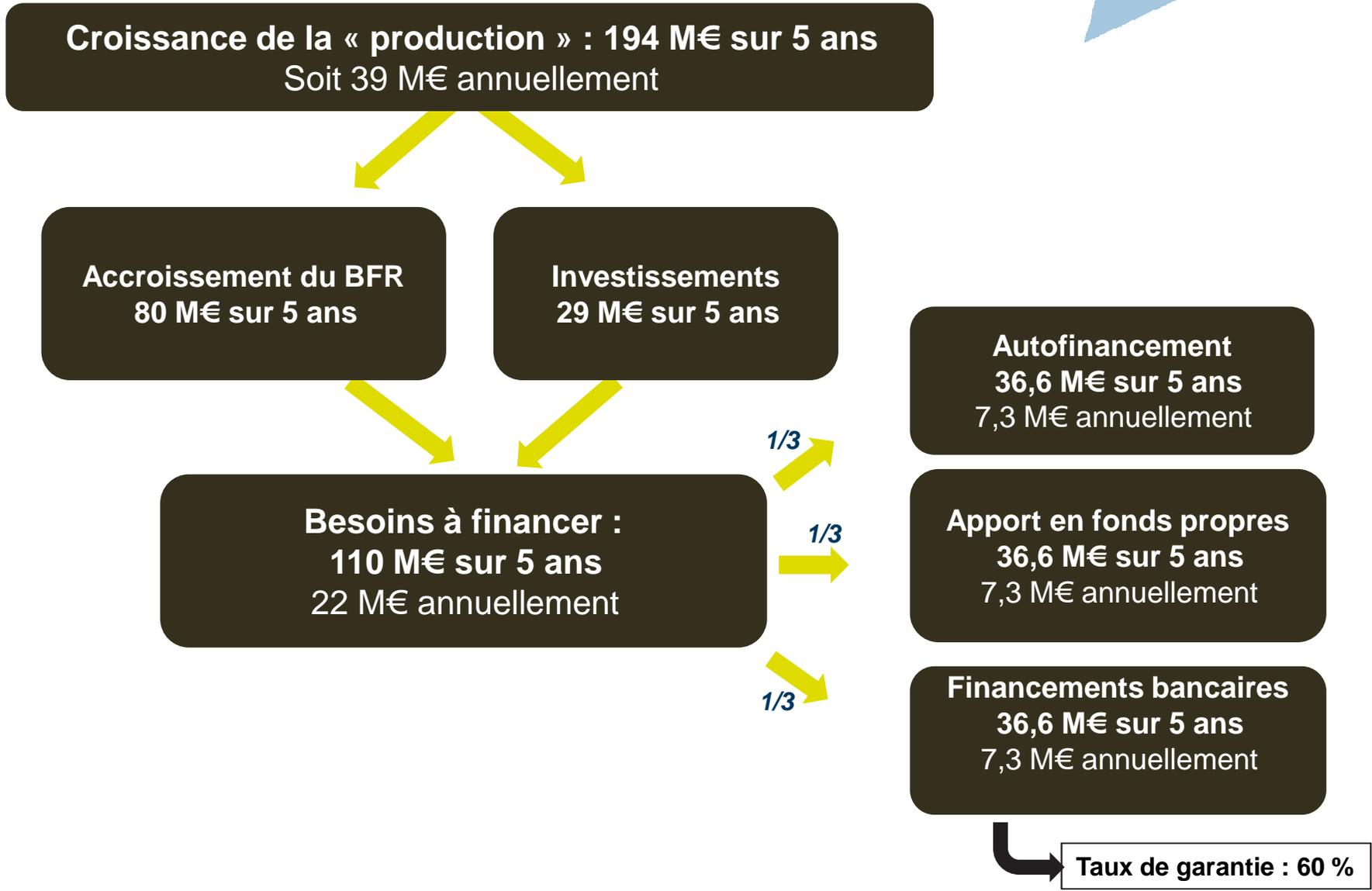
Endettement

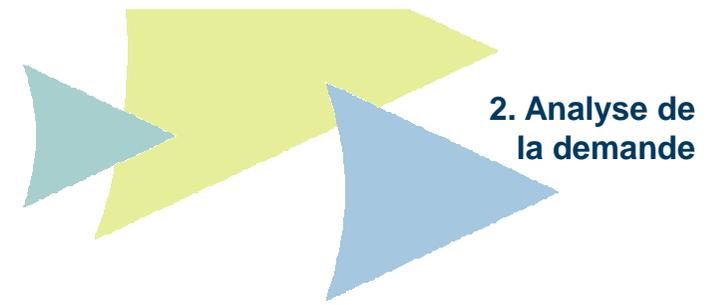
Fonds propres

Autofinancement

Evaluation macro des besoins de financement de l'ESS – résultats

2. Analyse de la demande





▶ 2.1.6 Synthèse et approche qualitative

Du chiffrage des besoins à la demande exprimée par les entreprises : synthèse des enjeux

2. Analyse de la demande

► Création entreprises traditionnelles

- Globalement peu de besoin / manque exprimé par les créateurs d'entreprises traditionnelles
- Parfois une problématique de fonds propres, qui risque peut-être de s'amplifier avec la disparition du PCE de BPI (prêt d'honneur + concours bancaires)

► TPE

- Maintenir un tissu artisanal dynamique sur le territoire (notamment en zone rurale) en facilitant l'accès aux financements pour des investissements de faibles montants (< 30 K€)
- Accompagner / former les dirigeants de TPE dans les démarches de recherche de financement (montage BP...)
- Faciliter les transmissions d'entreprises, en accompagnant le cédant, et en développant des solutions de financement adaptées au repreneur

► PME en redéploiement

- Développer les solutions de financement en Fonds Propres pour les PME en redéploiement (2 cas de figures : besoin < 100 K€ ou besoin > 1 M€)
- Accompagner les entreprises au-delà des aspects financiers : accompagnement humain du dirigeant, expertise technique et financière...

► PME en développement

- Bonifier les projets pour séduire davantage les investisseurs
- Financer la croissance de PME de petite taille, au CA et capital vraisemblablement inférieurs aux « critères » classiques des investisseurs (ticket d'intervention < 500 k€) : accroissement du BFR, internationalisation, R&D, investissements matériels
- Rendre lisible l'offre de financement disponible ; faciliter les démarches administratives pour l'accès au financement

► Entreprises innovantes

- Clarifier / rendre lisible l'offre de financement disponible pour les projets innovants et renforcer la coordination entre les acteurs du financement
- Rendre plus facile l'accès à des tickets petits et moyens (< 400 K€) nécessaires au développement de la technologie
- Renforcer l'accompagnement des start-ups et accompagner le dirigeant dans la recherche de fonds
- Renforcer les compétences dans le secteur du numérique
- Soutenir une phase d'amorçage souvent longue

► ESS

- Pérenniser les structures de l'ESS en développant le recours à des financements stables et durables :
 - Renforcement des fonds propres pour les créateurs et pour les structures fragilisées
 - Garantie des fonds empruntés pour les bénéficiaires d'un accompagnement pour l'insertion par l'activité économique
- Faire monter en compétences des dirigeants de l'ESS par le biais de formations adaptées dans des domaines comme le management, les finances
- Articuler les différents dispositifs de soutien à l'ESS existant pour générer un effet levier plus important sur le développement économique local

Du chiffrage des besoins à la demande exprimée par les entreprises : consolidation

2. Analyse de la demande

Segment	Volumétrie	Fonds propres et assimilés			Dette LMT et garantie			
		Besoin annuel estimé (M€)	Taux de transformation (vision dirigeant)	Demande prévisionnelle annuelle	Besoin annuel estimé (M€)	Taux de recours à la garantie	Taux de garantie	Montant annuel garantie mobilisée (M€)
PME en développement	361	96	10%	9,6	119	50%	50%	29,8
PME en redéploiement	526	106	20%	21.2	132	100%	65%	85.8
Création entreprises innovantes								
- avec besoins importants en fonds propres	21	16	30%	4,8	0	100%	65%	0
- avec besoins limités	85	4,2	10%	0,4	4,2	100%	65%	2,8
Création	5 199	24	10%	2,4	65	100%	65%	42,3
TPE	53 974	102,5	20%	20.5	205	100%	65%	133.2
SOUS TOTAL		348,7		58,9	525,2			293,9
Agriculture	17 250	-	20%	-	200	33%	60%	39.6
ESS	6 967	36,6	10%	3,7	36,6	33%	60%	7,3
TOTAL		385,3		62,6	761,8			340,8

Le total de la demande en capital investissement représente un montant d'environ 63 M€ / an, auquel il convient d'ajouter la demande en garantie bancaire (340 M€ / an).

Ces demandes peuvent être couvertes par l'offre publique comme privée.

Perception de l'offre de financement régionale par la demande

2. Analyse de la demande

Avantages

- ▶ De nombreux outils financiers accessibles pour les phases de création et de développement
- ▶ Une perception positive de l'accompagnement fait par les structures de développement économiques, pour les entreprises ayant bénéficié de ce type d'appui
- ▶ Les dispositifs de prêts d'honneur permettant un meilleur accès au crédit bancaire
- ▶ Les dispositifs de subvention du CR, venant compléter l'offre de financement existante sur d'autres thématiques (formation, export...)
- ▶ Des business angels impliqués dans le tissu économique local (...mais peu de risque)
- ▶ Des instruments financiers spécifiques déployés dans les secteurs de l'ESS et de la croissance verte

Limites

- ▶ Une offre difficile à déchiffrer par les dirigeants
 - ▶ La contrepartie d'une offre étoffée
- ▶ Le manque de réactivité de l'Agence PME et des instruments financiers régionaux dans certaines situations où l'entreprise est en quête de financement rapide (retournement, amorçage)
- ▶ Un montage technique jugé compliqué et contraignant par les chefs d'entreprises
 - ▶ L'obligation de remplir un dossier différent..
 - ▶ Le besoin d'appui pour réaliser un BP
- ▶ La difficulté des chefs d'entreprises pour réussir une levée de fonds (une fois la négociation entamée)
- ▶ Le manque de garantie pour les secteurs traditionnels de l'économie
- ▶ Un resserrement du crédit bancaire provoquée par l'environnement juridique et économique
- ▶ La difficulté d'accéder à des financements pour les entreprises en retournement
- ▶ Un cout élevée des dispositifs existants (capital investissement, offre BPI) pour les PME dans des secteurs d'activités traditionnels
- ▶ La difficulté des entreprises au statut de coopérative, à trouver des solutions de financement auprès des acteurs traditionnels

Perception de l'offre de financement régionale par les gestionnaires d'instruments financiers

2. Analyse de la demande

Forces

- ▶ Une bonne couverture globale du marché du capital-investissement picto-charentais
- ▶ Un positionnement pertinent des outils existants (ticket, cibles), complémentaire avec les autres intervenants du marché (banques...)
- ▶ Une région disposant d'outils exemplaires pour d'autres territoires (ESS...)
- ▶ Une région dont les outils classiques fonctionnent bien (garantie Bpi)
- ▶ L'entente « cordiale » entre les acteurs financiers
- ▶ Le rôle du Conseil Régional sur la mise en réseau des acteurs de l'écosystème (via l'Agence PME notamment)

Faiblesses

- ▶ Une carence sur l'offre de financement pour du retournement
- ▶ Une tendance des acteurs à abandonner les phases les plus risquées de leurs interventions
 - ▶ Une phase d'amorçage désertée et une volumétrie probablement insuffisante sur les projets en amorçage / création en fonds propres et quasi-fonds propres
 - ▶ Un volet reprise/transmission insuffisamment couvert (en garantie notamment)
- ▶ Un positionnement parfois « flou » de certains dispositifs régionaux (ex : PCE → acteur du haut de bilan, proposant par ailleurs des prêts participatifs)
- ▶ La taille limitée des outils existants, dans la perspective du passage à la grande Région
- ▶ Un accompagnement amont limité des start-ups sur les problématiques de levées de fonds
 - ▶ L'absence d'intermédiaire financier pour accompagner les entreprises dans les levées de fonds
- ▶ Un rôle de coordination perfectible entre prescripteurs et gestionnaires de fonds
 - ▶ Notamment pour augmenter le deal flow des fonds positionnés sur de l'amorçage

Freins et motivations du recours au capital investissement :

Constats généraux

2. Analyse de la demande

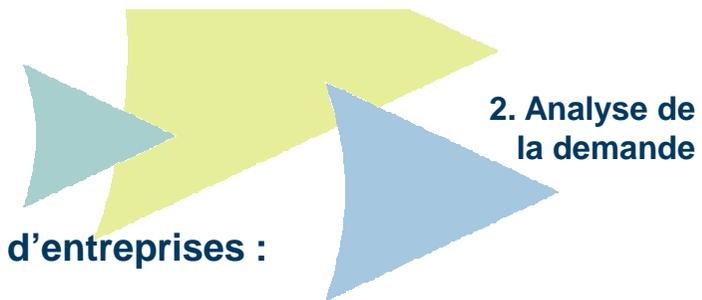
Freins

- ▶ **Volonté des dirigeants de conserver leur autonomie**
 - ▶ Peur d'une ingérence des fonds dans la gestion de l'entreprise
 - ▶ Inquiétude sur la question de la sortie du capital investisseur → volonté de pouvoir choisir librement le repreneur
 - ▶ Peur de la lourdeur induite par l'entrée du fonds : reporting, mise en place d'un conseil d'administration...
- ▶ **Désaccord avec les fonds sur les modalités d'investissement (valorisation, durée, intérêt)**
- ▶ **Dilution du contrôle problématique** (notamment pour les entreprises familiales) **avec parfois l'obligation de céder la société à moyen terme**
- ▶ **Existence de nombreux outils alternatifs, pour financer le développement des entreprises**
 - ▶ **Priorité à l'autofinancement** (faible culture du dividende), puis dans un 2ème temps au crédit bancaire et/ou sollicitation des actionnaires de l'entreprise
 - ▶ Recours au capital investissement **UNIQUEMENT** en « dernier recours »
- ▶ **Lourdeur** (avant et pendant l'opération) **et coût** (frais de dossier, dividendes annuels et surtout rémunération à la sortie) **considérés comme importants, notamment par rapport aux solutions traditionnelles** (crédit bancaire)

Motivations

- ▶ **Renforcer la structure financière pour financer le BFR** (induit par la croissance, le lancement d'un nouveau produit et une situation de retournement) → **toujours difficile à financer en dehors des fonds propres**
- ▶ **Mettre en œuvre / accélérer le développement de l'entreprise : financement d'acquisition, nouveaux produits et technologies ...**
- ▶ **Rassurer les banques** → effet de levier sur les financements (notamment publics et/ou bancaires) **a fortiori pour les entreprises en création**
- ▶ **Bénéficier d'un apport d'expertise** (bonnes pratiques en matière de gestion)
- ▶ **Trouver une solution de sortie / valoriser son entreprise** (départ progressif, sortie d'actionnaires et recomposition de capital...)

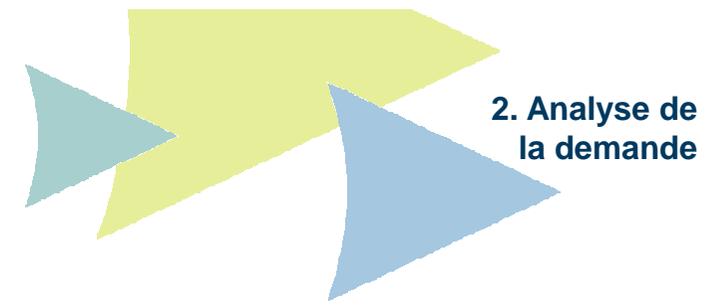
Image des fonds de capital investissement auprès des dirigeants de PME



- ▶ **Fonds (et leur fonctionnement) globalement méconnus par les dirigeants d'entreprises :**
 - ▶ Peu de sollicitations en direct des dirigeants par les fonds d'investissement
 - ▶ Connaissance partielle des outils de renfort des fonds propres
 - ▶ Faible présence de conseils spécialisés sur le territoire (peu de travail de « débroussaillage »)
- ▶ **Des fonds attirés par « l'appât du gain » → les bons dossiers n'ont pas de problème pour trouver du financement**
 - ▶ Réalisation d'opérations considérées comme faciles (entreprises rentables et sur des marchés porteurs)
 - ▶ Des critères d'investissement écartant les entreprises en réorganisation / redynamisation...
 - ▶ Fonds « gourmands » (et donc solution onéreuse), demandant un rendement annuel de l'ordre de 15 %
 - ▶ « Profitant » de l'entreprise, alors qu'ils ne la font pas vivre → apport limité aux ressources financières et incluant rarement de nouveaux marchés et une expertise marché
- ▶ **Une image plus favorable des fonds publics par rapport aux fonds privés**
 - ▶ Sentiment d'une plus grande patience, flexibilité (notamment dans l'analyse des dossiers et les critères d'investissement)
 - ▶ Par ailleurs, présence locale des investisseurs publics, ce qui n'est pas toujours le cas des investisseurs privés
- ▶ **Solution (i.e. le fonds d'investissement) à n'envisager qu'en dernier recours**
- ▶ **Faible intérêt supposé de la part des structures de capital investissement pour :**
 - ▶ Les entreprises aux métiers ou profils d'entreprise « atypiques »
 - ▶ L'investissement sur les « petits tickets »
 - ▶ Les entreprises en phase de « redéploiement »

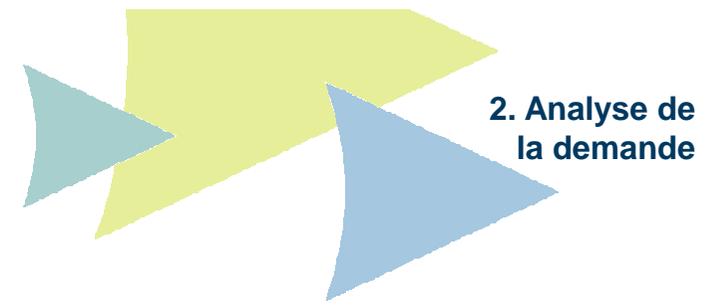
→ **Seulement 10% des besoins potentiels en capital investissement donneront sans doute lieu à une demande exprimée (1 dirigeant sur 10)**

Alternatives privilégiées par les autres dirigeants : financement bancaire ... ou non croissance



▶ **2.1 Volet « Entreprises et innovation »**

▶ **2.2 Volet « Efficacité énergétique / ENR et biodiversité »**



▶ 2.2.1 Segment ENR

Secteur ENR : synthèse

2. Analyse de la demande

L'excellence environnementale, marque régionale

- 1^{ère} région d'Europe pour le Plan Energie Solaire, avec 400 M€ (50% BEI), un modèle repris par d'autres régions et création du fonds de Résistance Photovoltaïque
- Fonds régional ENR : 200M€ pour garantir 50% sur un prêt d'un montant maximum de 5M€

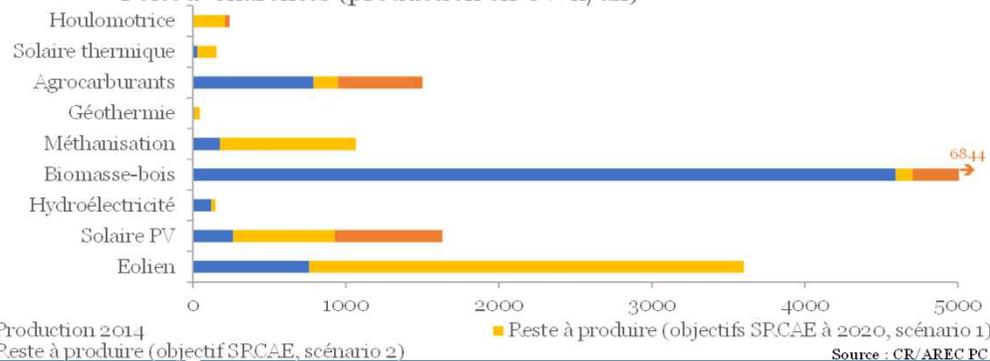
870 entreprises qualifiées Qualit'ENR, 1^{ère} région française

- Existence de plusieurs partenariats publics/privés pour le développement des ENR : SCIC PCER, SEM ESTER, SEM SERGIES

Un secteur des ENR à continuer de développer

- Une production en hausse à 7 448 GWh en 2013, soit 13,6% de la consommation finale, avec hausse de la part d'électricité d'origine ENR (10%)
- Des objectifs de développement pour couvrir entre 26 et 30% de la consommation énergétique finale en 2020 (11 595 GWh et 13 320 GWh)

Etat de lieux du développement des énergies renouvelables en Poitou-Charentes (production en GWh/an)



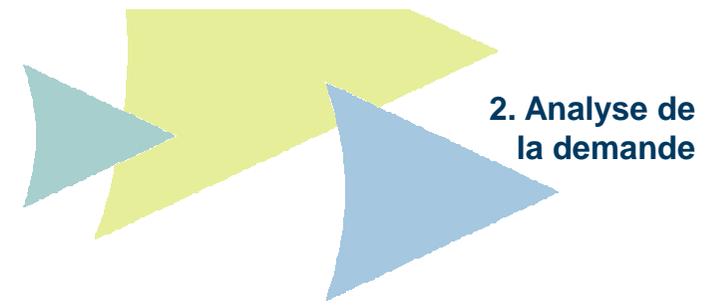
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Abondance de biomasse Abondance d'autres ressources favorables à la production d'ENR : PV, bois, hydraulique, EMR... Tissu industriel important Volumétrie du nombre de parcs éoliens autorisés et du nombre d'unités de méthanisation en développement 	<ul style="list-style-type: none"> Des différences de maturité technologiques entre les filières En région, des ENR au potentiel déjà exploité (biomasse) ou plus limité (géothermie, hydraulique) Des modèles économiques rencontrant des difficultés, même au niveau national (ex. : méthanisation) Sur certains projets, émergence de difficultés sur l'acceptabilité sociétale Conflit d'usages, problématique de sécurisation des ressources (durée)

Enjeux de la filière / du secteur

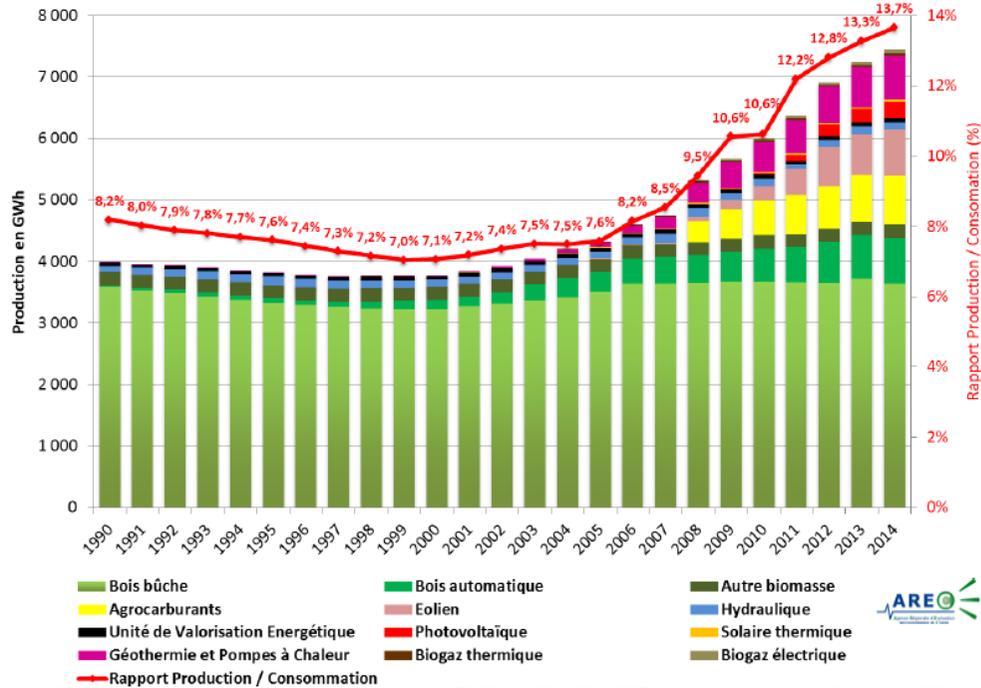
- Développer des modèles économiques robustes**
 - Incertitudes sur le maintien des subventions, les tarifs d'achats (type, montant et durée) et donc la rentabilité des projets
 - Sécurisation de l'approvisionnement pour la méthanisation
- Financer, mais aussi accompagner, la nécessaire accélération du développement des énergies renouvelables afin d'atteindre les objectifs**
 - Assistance technique
 - Réduction des délais administratifs
 - Renforcement de l'acceptabilité sociétale des projets
- Accompagner et consolider la structuration des différentes filières régionales**
 - En termes de puissance installée, 13% des objectifs atteints en méthanisation, 18% en éolien, 14% pour le PV...

Secteur ENR

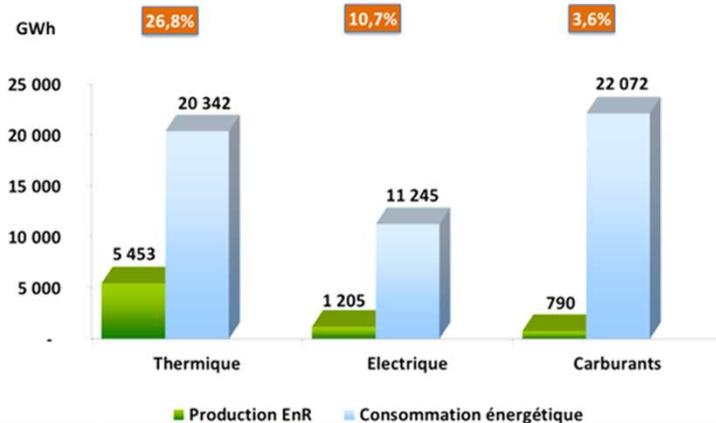
Précisions sur le potentiel et le mix énergétique



Évolution de la production énergétique d'origine renouvelable (en GWh) par filière

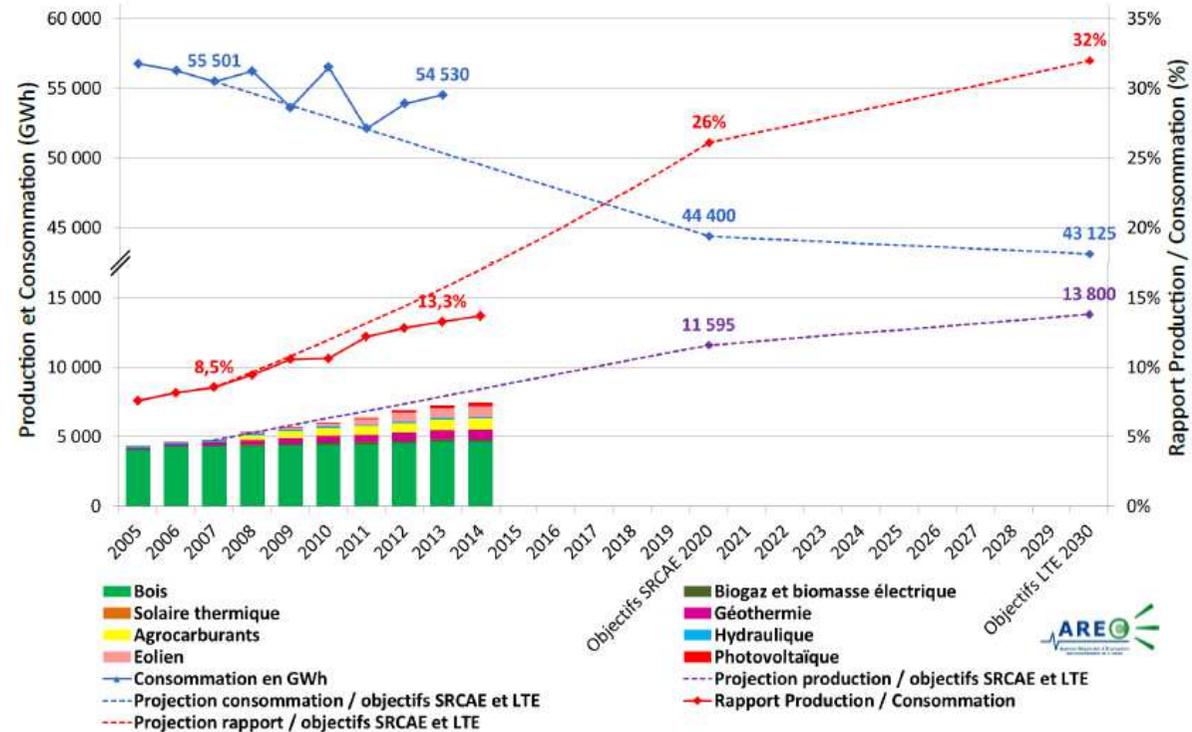


Comparaison de la production énergétique d'origine renouvelable en 2014 avec la consommation énergétique régionale 2013** par usage (en GWh)



Source : AREC Poitou-Charentes 2015

Projection de la production énergétique d'origine renouvelable (en GWh), de la consommation énergétique (en GWh) et du rapport production / consommation



Secteur ENR

Précisions sur les entreprises du secteur

2. Analyse de la demande

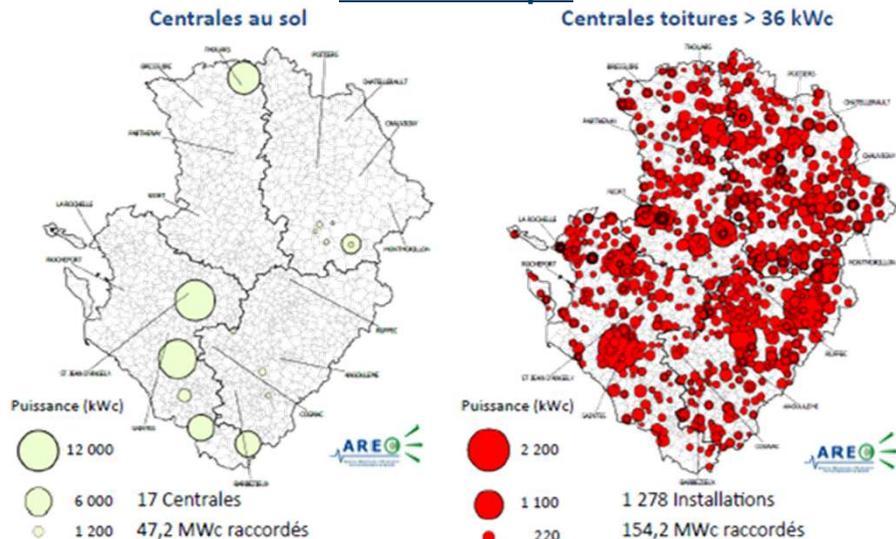
- ▶ **Un nombre d'entreprises qualifiées qui repart à la hausse**
 - ▶ Suite au retournement du marché solaire (PV et thermique), notamment en résidentiel, le nombre d'entreprises qualifiées Qualit'ENR en région a baissé. On constate néanmoins que ce nombre repart à la hausse, porté notamment par les filières bois-énergie et pompe à chaleur
- ▶ **Des entreprises pourvoyeuses d'emplois locaux : l'AREC PC a estimé le volume d'activités (en ETP) pour les filières éolienne et photovoltaïque, représentant le volume d'activité que les installations raccordées ont généré pendant la (ou les) année(s) précédente(s)**
 - ▶ Photovoltaïque : estimation à 1 250 ETP en 2014, dont environ 480 ETP locaux
 - ▶ Eolien : estimation à 680 ETP en 2014, dont environ 50% d'emplois locaux
- ▶ **Le Pôle des Eco-industries, regroupant 1100 structures (15-20 000 emplois) de l'industrie, de la recherche et de la formation, un acteur régional important pour l'animation de la filière des ENR**
- ▶ **Une répartition relativement homogène des installations sur le territoire**

Evolution du nombre d'entreprises qualifiées Qualit'Enr en Poitou-Charentes

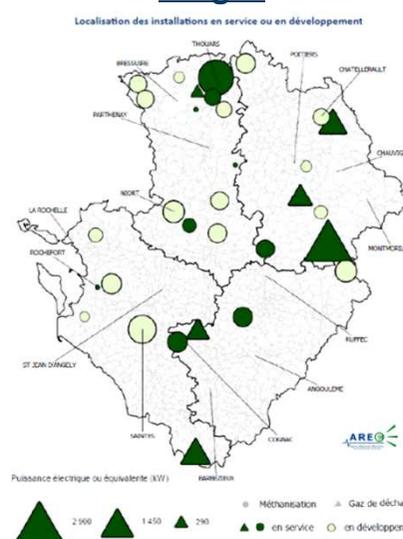


Source : Qualit'EnR. Les données 2015 présentent le nombre d'entreprises qualifiées au premier semestre.

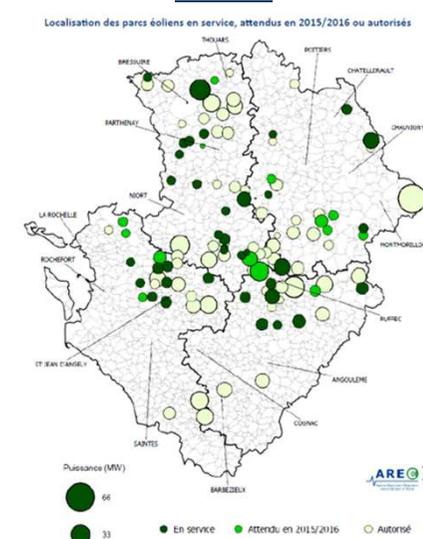
Photovoltaïque



Biogaz



Eolien



Projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Modèles éco.

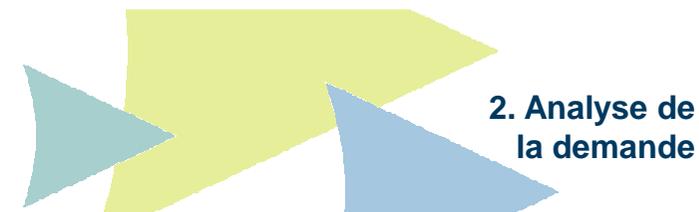
- ▶ Des modèles économiques pour l'essentiel basés sur une obligation d'achat
- ▶ Une réalisation des projets principalement via du recours à la dette au travers de sociétés de projet dédiées, avec parfois un recours nécessaire à des subventions pour boucler les projets et garantir un TRI acceptable
 - ▶ ~20% de FP en éolien et PV
 - ▶ ~20% de FP en méthanisation + ~20% de subventions
- ▶ Globalement, une rentabilité en baisse, mais encore acceptable de par la baisse des taux d'intérêt
 - ▶ Meilleurs projets déjà réalisés
 - ▶ Des interrogations sur les impacts de la remontée prévue des taux d'intérêt sur la réalisation des projets

Problématiques de financement

- ▶ Crainte de certains acteurs sur l'accès au financement dans une optique de massification
 - ▶ Certains acteurs, notamment supportés par les collectivités (ex. : SEM), n'ont pas de difficultés d'accès au financement aujourd'hui, mais craignent que les banques ne puissent suivre l'accélération du nombre de projets
- ▶ Fragilité des projets de méthanisation
 - ▶ La nécessité pour les projets de bénéficier de subventions, assimilées par les partenaires bancaires à des fonds propres
 - ▶ Des projets qui ont néanmoins du mal à sortir, avec une frilosité des établissements bancaires
- ▶ Afin de garantir la rentabilité des projets et limiter le recours à la dette, la nécessité d'augmenter les fonds propres
 - ▶ Pour de la croissance externe
 - ▶ Pour des sociétés de projet, avec un engagement de long-terme. Décorellation souhaitée entre rentabilité du développeur et des autres actionnaires, car prise de risque du développeur
 - ▶ Une entrée au capital de partenaires publics qui pourrait favoriser l'acceptabilité sociétale des projets. A nuancer du fait du nombre de structures ayant déjà les pouvoirs publics au tour de table

Secteur ENR

Premières pistes d'outils

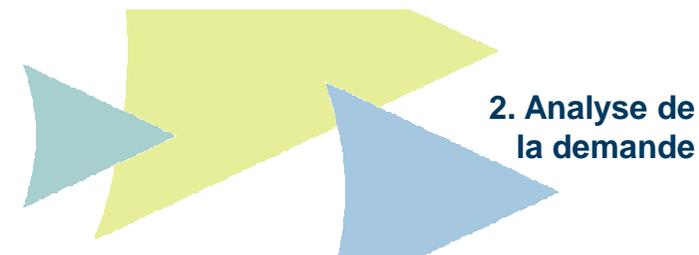


2. Analyse de la demande

Outil	Cibles	Objectifs	Justifications
Subventions (ou AR avec différé de remboursement)	<ul style="list-style-type: none"> Projets de méthanisation Projets PV de petite puissance Petit hydro 	<ul style="list-style-type: none"> Permettre l'accès au financement bancaire 	<ul style="list-style-type: none"> Projets prioritaires pour la région Frilosité des partenaires bancaires Faible surface financière de certains acteurs (agriculteurs) Remboursement sur la durée de l'obligation d'achat (donc différé remboursement AR)
Garantie	<ul style="list-style-type: none"> Projets de méthanisation (investissement + couverture du risque sur premières années d'exploitation) 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès au financement bancaire et le financement de la dette Continuer à développer des partenariats avec les acteurs bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> Frilosité des partenaires bancaires Pour certains acteurs, conditions plus avantageuses que celles des partenaires du fonds régional ENR
Prise de participation (FP ou QFP)	<ul style="list-style-type: none"> Sociétés de projet (tout type ENR dont méthanisation) 	<ul style="list-style-type: none"> Permettre la réalisation des projets Rassurer les financeurs (Sécuriser une enveloppe à taux fixe dès le lancement de l'AAP, et non pas au moment du dossier) (Permettre la participation de citoyens → crowdfunding ?) 	<ul style="list-style-type: none"> Faible risque de faillite des collectivités Progression de l'opposition des riverains, notamment aux gros projets Visibilité réduite de l'évolution des marchés Réalisation de projets « moins bons », avec la prise en compte d'autres critères (rentabilité plus faible, environnemental)

Secteur ENR

Premières pistes d'outils / mise en perspective



Outil	Avantages	Inconvénients
Subventions (ou AR avec différé de remboursement)	<ul style="list-style-type: none"> Facilité de mise en œuvre Effet revolving (pour les AR) 	<ul style="list-style-type: none"> Faible effet de levier Coût important
Garantie	<ul style="list-style-type: none"> Effet de levier important Coût faible Facilité de mise en œuvre (possibilité d'appel direct et transparent par les partenaires bancaires) 	
Prise de participation (FP ou QFP)	<ul style="list-style-type: none"> Effet levier (confiance des investisseurs) Accompagnement dans la durée Effet revolving : récupération d'une partie des fonds 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre plus difficile : sélection des projets Complexité du <i>reporting</i> pour un fonds à cheval sur 3 régions, mobilisant potentiellement 3 enveloppes FEDER

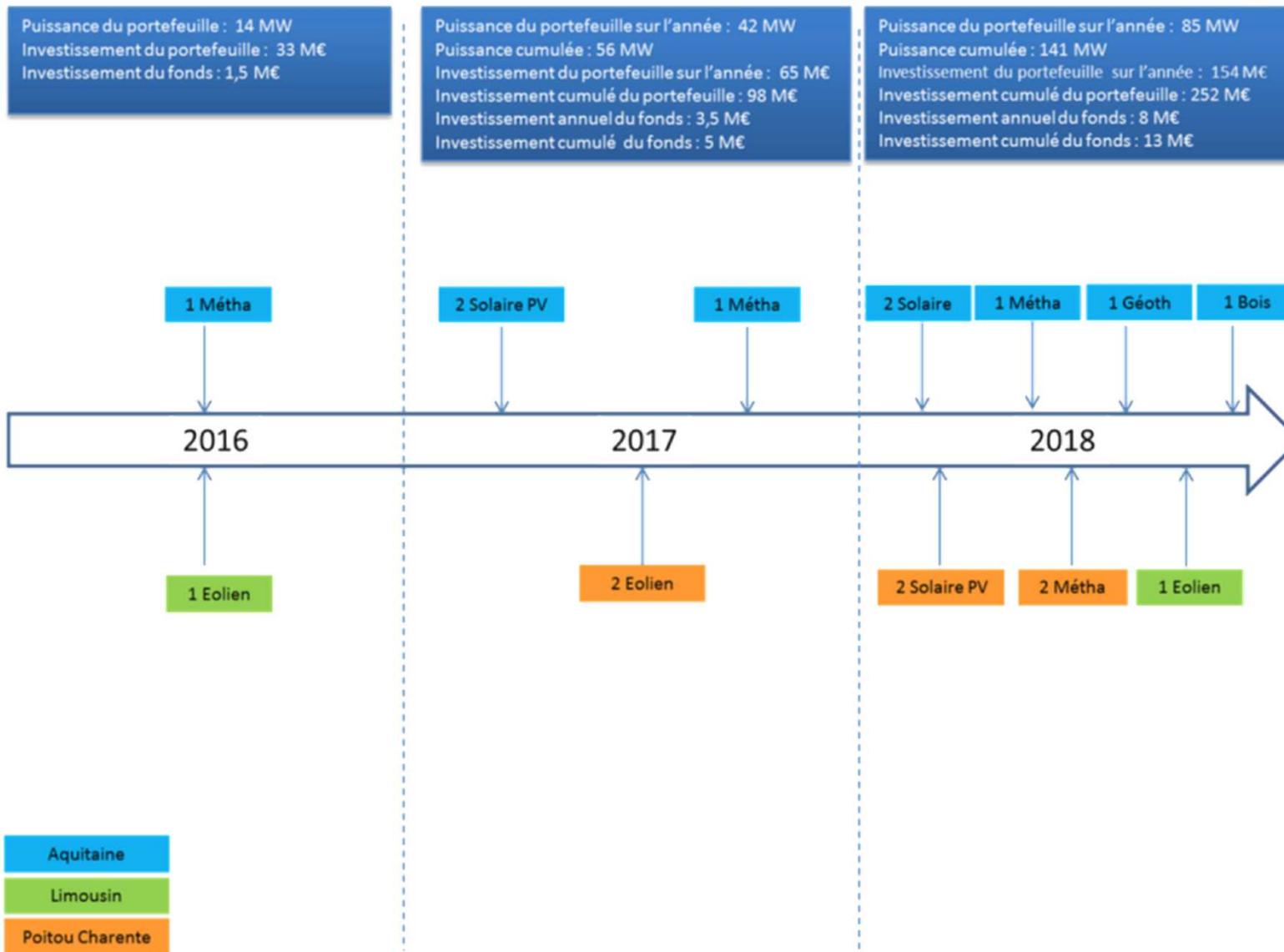
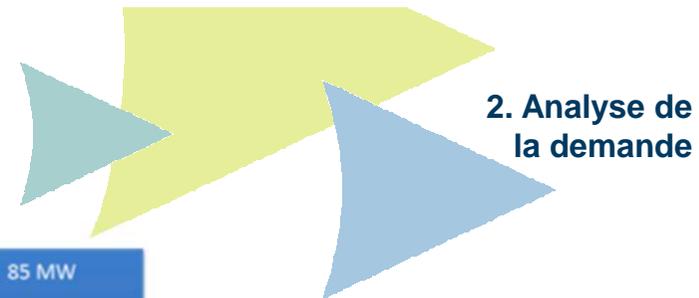
Combinaison possible complémentaire :

- Subventions : petits projets / première étapes
- FP : projets structurants du territoire

Rappel : une politique régionale offensive de soutien aux EnR avec la création d'outils de financement « innovants » tels que la SAEML ESTER, la SCIC PCER, la SAEML ARTÉE... etc.

Secteur ENR

Méthode d'évaluations des besoins

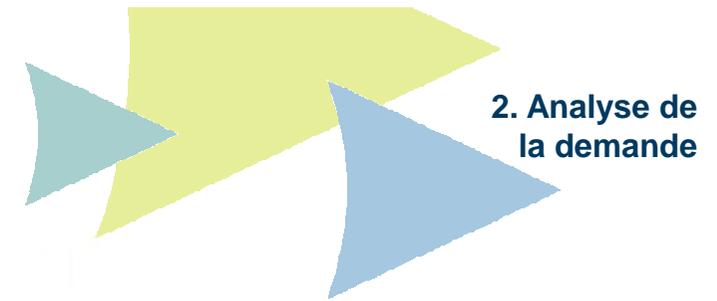


- ▶ Projets retenus pour le dimensionnement du fonds ENR en cours d'élaboration par la Région Aquitaine
- ▶ 6 projets sur le territoire picto-charentais

Source: Etat des lieux des filières de production d'énergie renouvelable en Aquitaine (2015) BURGEAP, CR Aquitaine

Secteur ENR

Méthode d'évaluations des besoins

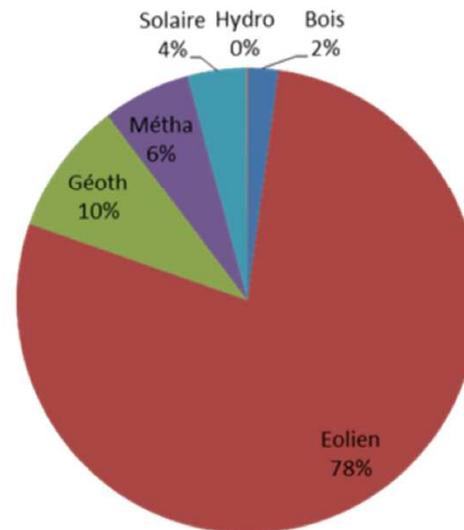


Puissance du pipeline de projets post-2018 : 829 MW
 Puissance du pipeline de projets cumulé : 970 MW
 Montant d'investissement du pipeline de projets post-2018 : 1 263 M€
 Horizon moyen de la prospective : 5 ans

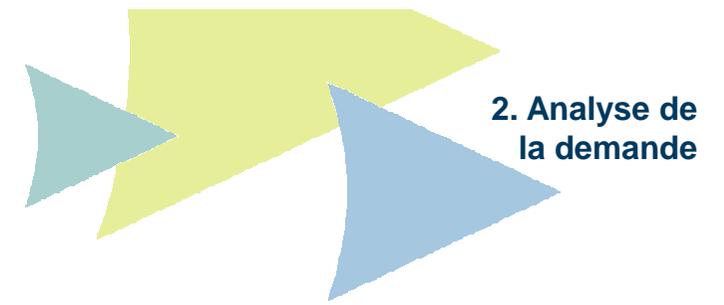
	Nombre de projets	Puissance (en MW)	Montant d'investissement (en M€)
Bois	3	22	27
Eolien	42	696	987
Géoth	3	78	118
Métha	10	11	78
Solaire	4	22	52
Hydro	2	0,3	1
TOTAUX	64	829	1263

- ▶ Projets retenus pour le dimensionnement du fonds ENR en cours d'élaboration par la Région Aquitaine
 - ▶ 6 projets sur le territoire picto-charentais

Montants d'investissements par filière (en M€)



Source: Etat des lieux des filières de production d'énergie renouvelable en Aquitaine (2015) BURGEAP, CR Aquitaine



▶ 2.2.2 Ségment de l'efficacité énergétique dans les logements

Efficacité énergétique dans les bâtiments : synthèse

2. Analyse de la demande

► Une région plus particulièrement exposée à la précarité énergétique :

- 15 % des ménages dépensent plus de 10 % de leur revenu disponibles pour la facture énergétique de leur logement – contre 13 % en moyenne au niveau national
- Environ 180 000 propriétaires occupants répondants aux critères d'éligibilité des aides de l'Anah

► Un parc de logements sociaux aux performances énergétiques relativement faibles, mais une forte mobilisation pour la rénovation :

- 41 % du parc social présentent une consommation énergétique supérieure à 230 kWh/m²/an, contre 27 % au niveau national
- 33 000 logements sociaux ont bénéficié de travaux de réhabilitation entre 2008 et 2015 (Aruh).

► Des freins forts à la massification :

- Un besoin de financements forts, avec des outils dédiés
- Un défaut d'accompagnement des propriétaires privés
- Une filière locale et des compétences à organiser et développ

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Une dynamique d'appui à la rénovation amorcée en région, en particulier pour ce qui est des logements sociaux	<ul style="list-style-type: none">• Des difficultés pour accélérer la rénovation énergétique dans le bâtiment privé, malgré une intervention importante des pouvoirs publics (en particulier le CR)• Des besoins très importants, dans le secteur privé comme pour le logement social

► Enjeux du secteur :

- Volonté des acteurs publics, en lien avec les enjeux régionaux et nationaux, de parvenir à une « massification » des travaux visant à la rénovation énergétique des bâtiments, en s'appuyant sur des dispositifs innovants
- Favoriser l'accompagnement des bénéficiaires privés et des artisans du secteur, pour lever les freins à la rénovation
- Continuer à améliorer les performances des bâtiments, avec le financement de l'innovation et des bâtiments démonstrateurs.

Sources : entretiens CDC, Aruh et SEM ARTEE

Effacité énergétique : projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

2. Analyse de la demande

Modèles éco.

► Sur le logement privé :

- Malgré les divers dispositifs publics existants (nationaux, régionaux, locaux), le reste à payer par les propriétaires est souvent important – et mal pris en charge par les acteurs bancaires « classiques »
- Des fonds nationaux pour les plus précaires (Anah) dont les capacités d'intervention sont de plus en plus limitées.

► Sur le logement social :

- Un modèle économique basé sur des investissements à très long terme, ce qui implique l'intervention d'investisseurs « patients » (CDC, collectivités territoriales, etc.) ;
- Le besoin d'accéder à des fonds « gratuits » (subvention) pour assurer un niveau d'investissement suffisant
- Des dispositifs de « bonus », basé sur l'accès à des prêts bonifiés pour des travaux visant à une réduction plus importante de la consommation énergétique finale du bâtiment

Enjeux de financement

► Sur la rénovation des logements privés :

- Il s'agit de favoriser la « massification » des travaux d'économie d'énergie et la réalisation d'opérations plus conséquentes – grâce à des instruments financiers dédiés permettant de baisser le coût des travaux pour les particuliers
- Un autre enjeu est de permettre aux ménages propriétaires les plus précaires de réaliser aussi des travaux pour la rénovation thermique

► Sur la rénovation des logements sociaux :

- La poursuite des travaux de rénovation passera par la disponibilité des fonds (publics), car ce sont ces fonds publics qui permettent d'obtenir des prêts et des investissements en fonds propres

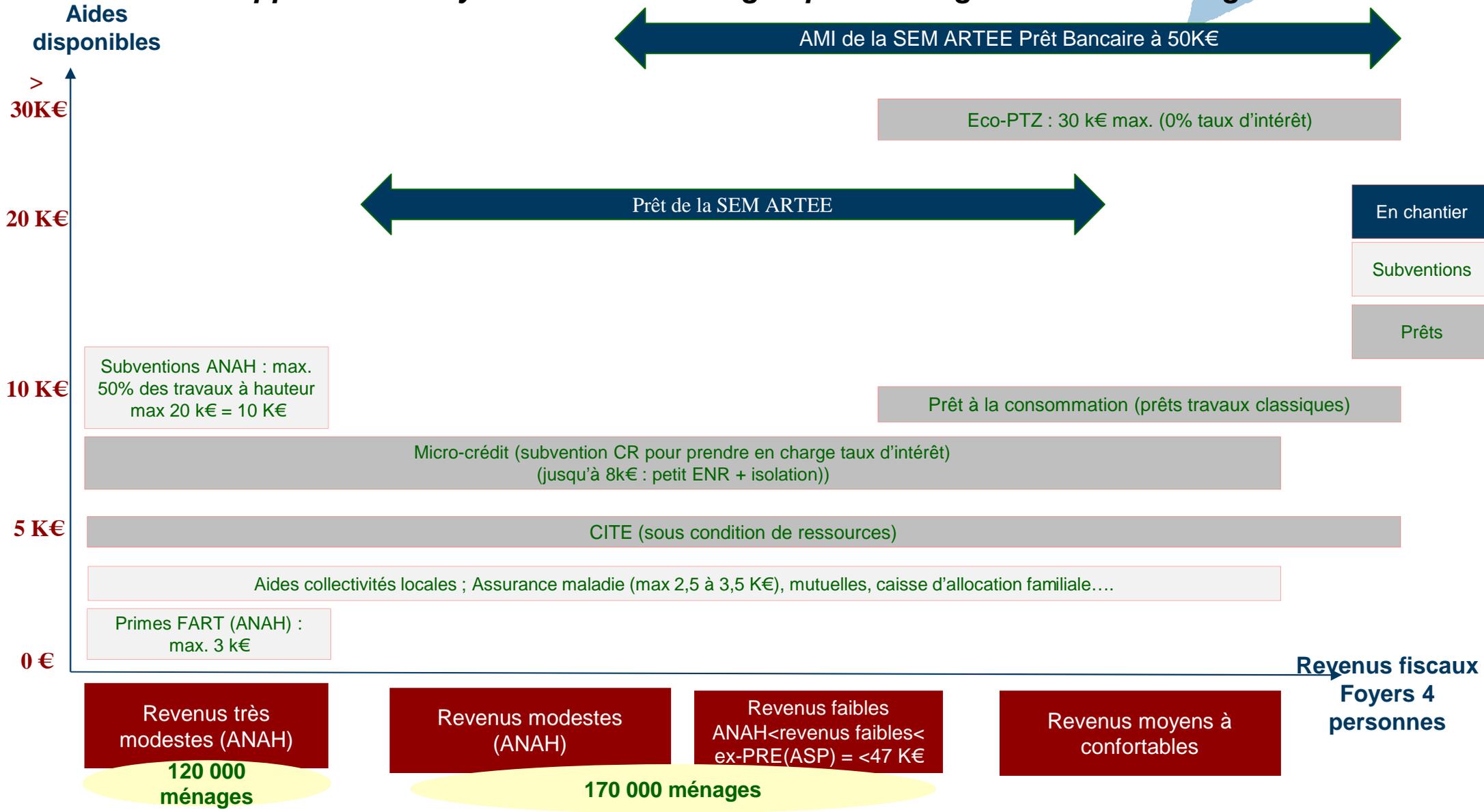
► Des enjeux « hors financement » importants :

- Accompagnement des propriétaires privés, depuis le diagnostic jusqu'à la fin des travaux et même pour l'adaptation à l'habitat rénové pour que les résultats soient effectifs.
- Une massification qui doit favoriser la structuration et le renforcement des acteurs locaux de la rénovation.

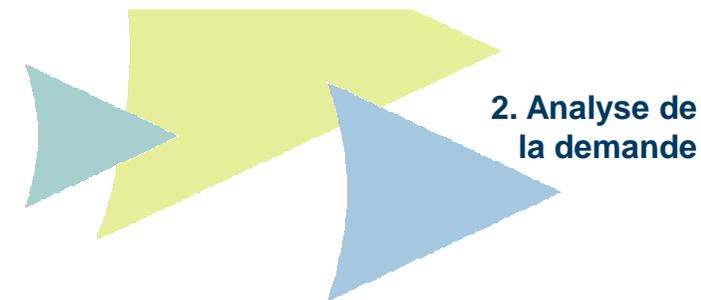
L'offre de financement

2. Analyse de la demande

Rappel : cout moyen rénovation énergétique d'un logement : 25 K€ / logement



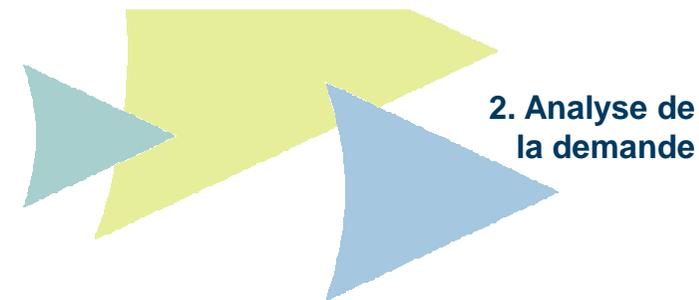
Efficacité énergétique : premières pistes d'outils



Outil	Cibles	Objectifs	Justifications
Garantie des prêts accordés dans le cadre de l'activité de la SEM ARTEE	Ménages modestes – travaux rénovation énergétique	Favoriser les travaux de rénovation énergétique (en particulier les travaux plus importants)	<ul style="list-style-type: none"> • Frilosité des partenaires bancaires • Outil qui doit permettre d'élargir le public capable de réaliser les travaux, dans un objectif de « massification » • Outil couplé avec un suivi particulier, permettant d'assurer un gain effectif sur les dépenses d'énergie suite aux travaux
Garantie d'un micro crédit habitat	Ménages modestes propriétaires de leur logement – travaux rénovation énergétique	Réduire au maximum le reste à payer direct pour les ménages les plus modestes et favoriser le passage à l'acte pour des travaux de rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Complémentaire des aides mobilisables par le public cible (ménages aux plus faibles revenus) • Faibles montants à mobiliser <i>via</i> Feder / CR • Outil couplé avec un suivi particulier, permettant de réduire fortement le risque de défaillance

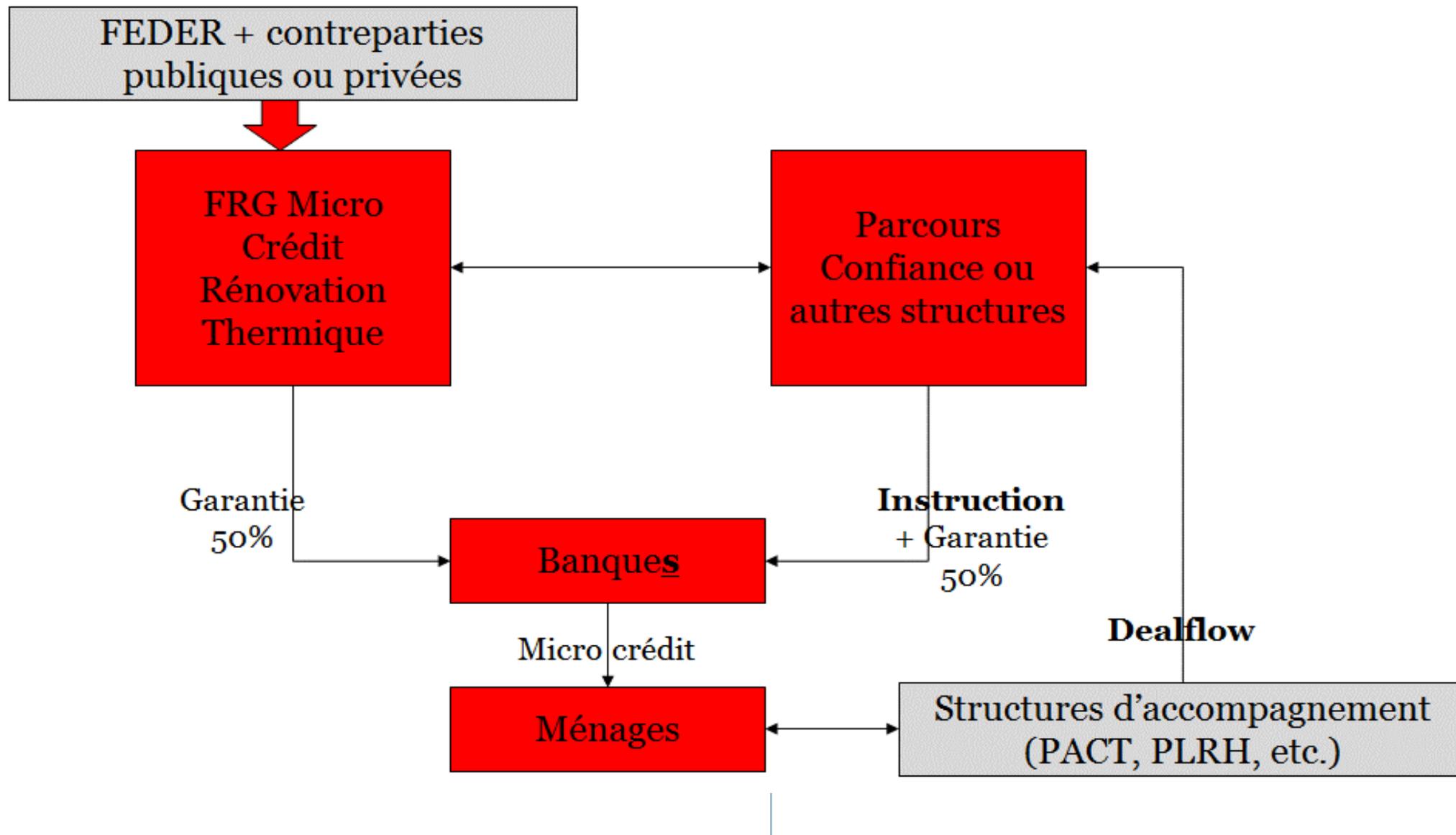
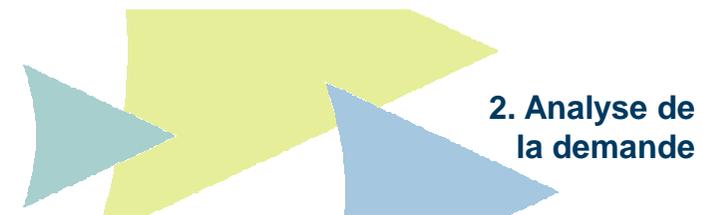
Efficacité énergétique : premières pistes

Mise en perspective

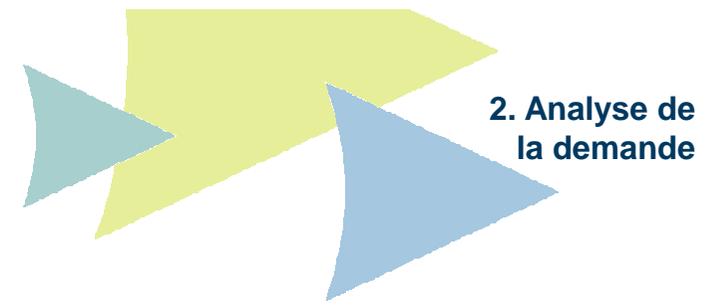


Outil	Avantages	Inconvénients
Garantie des prêts accordés dans le cadre de l'activité de la SEM ARTEE	<ul style="list-style-type: none"> • la SEM ARTEE propose aux bénéficiaires un accompagnement tout au long du projet, garantissant les résultats (moins de risque pour le prêteur et les bénéficiaires) • Faible coût et fort effet de levier • Dispositif qui peut permettre aux prêteurs d'accélérer la mise en œuvre du dispositif 	
Garantie d'un micro crédit habitat	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif qui a fait ses preuves dans d'autres régions (PdL, Bretagne) • Accompagnement qui permet de limiter les défaillances • Faible coût et fort effet de levier 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'expérience en Poitou-Charentes sur la mobilisation du dispositif micro-crédit pour la rénovation • Potentielles difficultés pour convaincre des partenaires bancaires de participer

Première piste – Fonds de garantie micro crédit Rénovation thermique (ex: Bretagne)

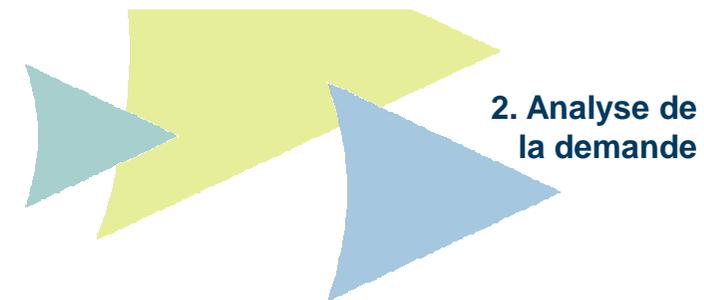


Source : Technopolis

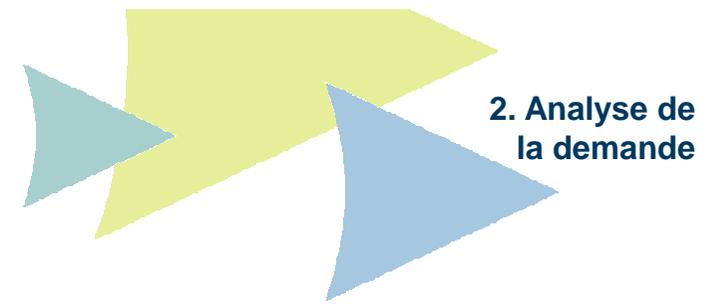


▶ 2.2.3 Synthèse Evaluation de la demande : efficacité énergétique et EnR

Synthèse « Rénovation du bâti, ENR et efficacité énergétique dans l'industrie »

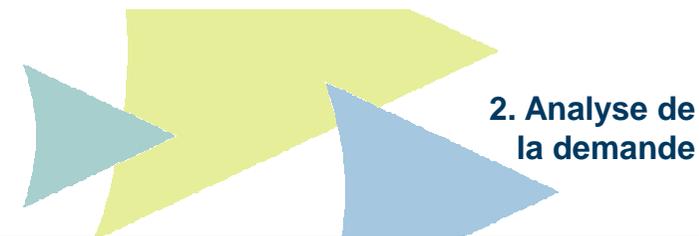


Segment	Volumétrie sur la période (M€)	Fonds propres et assimilés			Dette LMT et garantie			
		Besoin annuel estimé (M€)	Taux de transformation (vision dirigeant)	Demande prévisionnelle annuelle	Besoin annuel estimé (M€)	Taux de recours à la garantie	Taux de garantie	Montant annuel garantie mobilisée (M€)
Efficacité énergétique dans le bâti privé	1000				200	30%	50%	6 M€
SOUS TOTAL	1000				460			234
ENR	330	3,6	100%	3,6M€	62,4 M€	50%	50%	17,4
TOTAL	330	121		23,6	581			277,6



▶ 2.2.4 Ségment / sous-thématique Biodiversité

Biodiversité : synthèse



- ▶ **Une région plus particulièrement exposée**
 - ▶ Une biodiversité remarquable sur terre et en mer : un des derniers bastions national et européen pour certaines espèces menacées
 - ▶ Préservation des espèces d'intérêt communautaire (près de 43 % du total France métropolitaine pour 6 % de la surface Natura)
 - ▶ Fortes pressions : artificialisation des sols supérieure au rythme national ; fortes interactions entre les écosystèmes et l'activité agricole ; 13 % du territoire au sein du réseau Natura 2000
 - ▶ Perte de fonctionnalité des écosystèmes : dégradation importante des milieux (pollution liée aux activités agricoles, monoculture intensive souvent irriguée, urbanisation...)
- ▶ **Un coût important difficilement rentabilisé et monétarisé, qui nécessite un financement quasi uniquement public**
 - ▶ Subventions (quasi 100 % pour le CREN)
 - ▶ Existence également de mesures compensatoires (grands travaux, ex. LGV, déviations...)
- ▶ **Des montages financiers « précaires »**
 - ▶ Frais financiers supportés par la Safer pris en charge par la Région pour l'achat de terre (coût financier du portage)
 - ▶ Partenariat de la Safer avec le Crédit Agricole pour l'installation des jeunes agriculteurs

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Rôle central du CREN (réunit l'ensemble des acteurs, un conseil scientifique et technique) et de la Safer (acteurs agricoles, collectivités territoriales), convention entre le CREN (achat du foncier pour la biodiversité) et la SAFER (maîtriser l'inflation sur le foncier, aider les jeunes agriculteurs à s'installer) 	<ul style="list-style-type: none"> • Une région particulièrement exposée • Les antagonismes entre les enjeux de la biodiversité et les enjeux de l'agriculture, de l'urbanisme... • Un coût important de la biodiversité qui impose une intervention publique forte • Structure juridique du CREN • Concurrence entre les conservatoires naturels et CDC Biodiversité (qui n'intervient pas en Poitou-Charentes)

- ▶ **Enjeux du secteur :**
 - ▶ Conserver les milieux et des espèces
 - ▶ Restaurer et/ou créer des réservoirs de biodiversité, des corridors écologiques
 - ▶ Connaître le potentiel
 - ▶ Former – informer
 - ▶ Soutenir l'ingénierie de projet
 - ▶ Intégrer la biodiversité dans les plans d'action
 - ▶ gestion/acquisition foncière – maîtrise d'usage
 - ▶ Faire travailler ensemble les acteurs

Sources : entretiens Conseil régional, CREN, Safer, PO Feder

Efficacité énergétique : projection sur les modèles économiques et enjeux en termes de financement

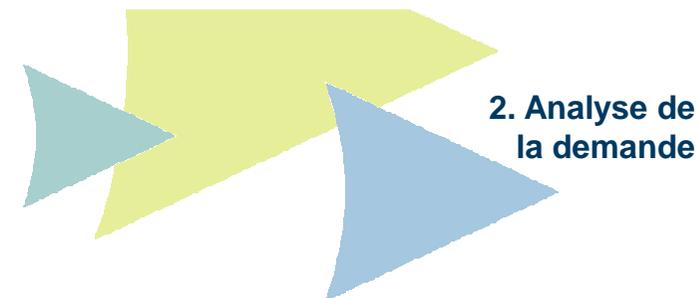
2. Analyse de la demande

Modèles éco.

- ▶ Achat du foncier pour la préservation de la biodiversité (CREN propriétaire de foncier à risque pour la biodiversité)
- ▶ Achat du foncier et revente à des agriculteurs ou à d'autres populations (Safer) : exemple de la Région Poitou-Charentes qui prend en charge le coût financier du portage pour favoriser le renouvellement de la population agricole
- ▶ Question de la TVA payée par la Safer quand stockage des terres entre l'achat et la vente = généraliser la substitution = mettre en place des outils fiscaux et juridiques pour des acquisitions « vertueuses » sur le territoire

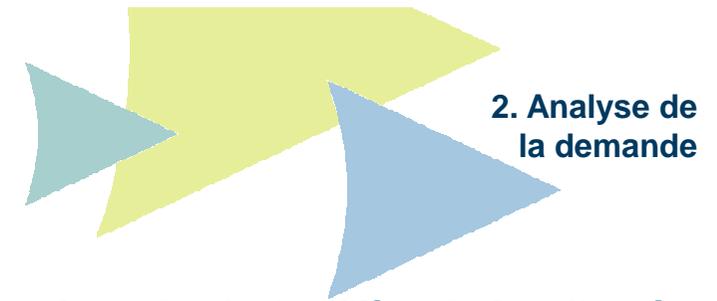
Enjeux de financement

- ▶ Sur la maîtrise du foncier :
 - ▶ Prise de risque financier lourde pour la préemption visant à limiter l'inflation du prix des terres
 - ▶ Intervenir avec une garantie en cas de difficultés liées à un contentieux sur les dossiers
 - ▶ Sécuriser l'intervention de la Safer en cas de préemption (aspect juridique et fiscal)
 - ▶ Permettre des installations d'agriculteurs pour des productions respectueuses de l'environnement
 - ▶ Acquérir du foncier dans des zones à forts enjeux patrimoniaux



Outil	Cibles	Objectifs	Justifications
<p>Fond d'acquisition foncière</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculteurs • Autres populations s'installant en milieu rural et utilisant des bâtiments/terres agricoles (artisans, agro-tourisme, autres) • Collectivités territoriales <p><u>Opérateurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • CREN pour la biodiversité • SAFER 	<ul style="list-style-type: none"> • Soulager les candidats à l'installation du foncier • Réguler le prix des terres agricoles • Orienter l'installation vers des activités préservant la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Le système existant n'est pas sécurisé sur le plan législatif et financier • Le nombre de financeurs ayant des règles différentes alourdit la gestion pour les opérateurs (CREN, SAFER) qui voient les subventions diminuer • Un passage en subvention quasi obligatoire pour une activité à caractère non économique ou non économiquement rentable => subvention FEDER

De la Biodiversité ...au sujet Reboisement/ Boisement en Poitou-Charentes



► Contexte

- Des problématiques soulevées, lors plusieurs réunions entre professionnels de la filière bois, d'accès sécurisé à la ressource notamment pour des usages industriels
 - Insuffisances à l'instant « t » des volumes de matières premières disponibles
 - Absence de garantie sur la pérennité de la ressource
- L'effet de levier supposé de la mise en place d'un instrument financier pour inciter les opérateurs à investir, replanter certaines essences

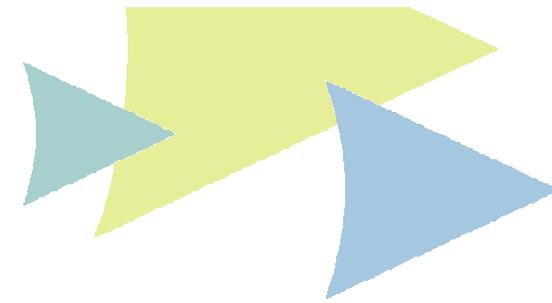
► Un besoin plus urgent, des acteurs disposés à travailler sur l'ingénierie d'un instrument financier dédié sur l'essence peuplier

- Une première étude en 2014 ayant confirmé le caractère incitatif d'un co-investissement public
- De nouveaux ateliers de travail programmés sur fin 2015/2016

► L'intérêt à ce stade

- De mettre en évidence l'éventuelle carence / défaillance sur le marché du financement
- De construire une ébauche de fiche d'instrument financier spécifique
 - A finaliser courant 2016 pour la création, si opportun, d'un instrument financier en deuxième partie de la programmation 2014-2020

Cf. présentation synthétique de l'outil et précision sur le besoin en partie 4 du présent document



- ▶ INTRODUCTION

- ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

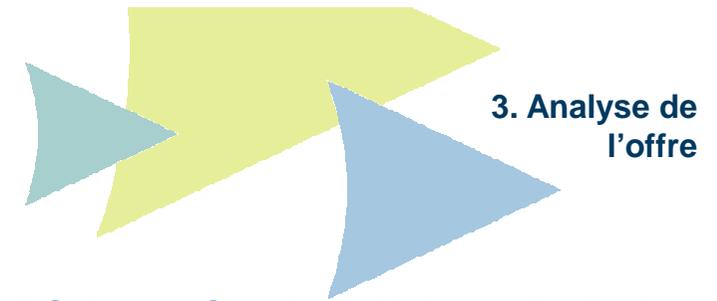
- ▶ 2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- ▶ **3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"**

- ▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

- ▶ ANNEXES

Introduction sur l'analyse de l'offre de financement



► Un panorama des acteurs et des outils de financement

- Des tableaux de synthèse sur l'offre de financement abondée par la Région : récapitulatif des principales caractéristiques des produits répertoriés dans le cadre de la présente étude
- Une présentation sous forme de cartographie afin d'identifier visuellement les inadéquations ou carences sur le marché. Plusieurs critères mis en perspective
 - Cycle de vie des projets des entreprises
 - Montant des enveloppes et tickets
 - Type de financement : fonds propres, quasi-fonds propres, prêts, garantie....etc.
 - Secteurs d'activité concernés (fonds généralistes ou instruments dédié à un secteur particulier)

► Un bilan des dispositifs d'ingénierie financière intégrant les retours d'entretiens avec les acteurs de l'écosystème et les entreprises

- Une analyse détaillée par instrument pour les principaux produits sur le marché bénéficiant d'une dotation de la Région (Cf. annexe A3.2)
- L'évaluation de la couverture des besoins par type d'outils
-

► Un chapitre spécifique sur les instruments financiers soutenus dans le cadre de la programmation 2007-2013

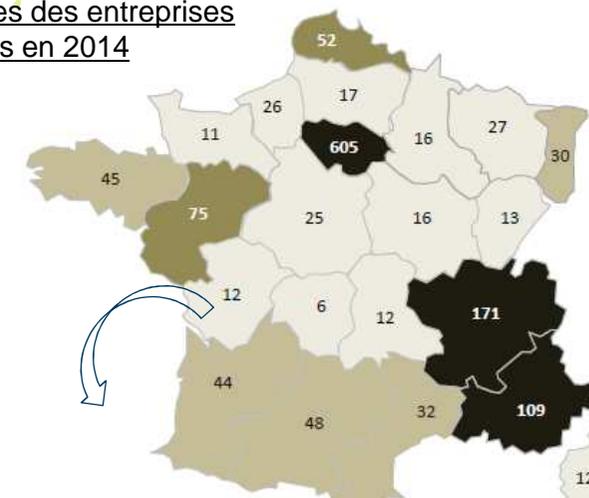
- Fonds de co-investissement 
- Poitou-Charentes Innovation 

Indicateurs-clés du capital investissement en France

3. Analyse de l'offre

- ▶ **1 648 entreprises soutenues en 2014 (+6 % vs. 2013)**
 - ▶ Année 2014 au dessus de la moyenne de long terme 2006-2013 (1 560 entreprises)
 - ▶ PME et TPE représentant près de 75 % des entreprises soutenues
 - ▶ 90 % des entreprises soutenues sont françaises
- ▶ **8,7 Mds € investis en 2014 (+ 35 % vs. 2013)**
 - ▶ Des montants restant néanmoins en deçà des montants d'avant crise (moyenne annuelle 2005-2008 : 10,2 Mds € d'investissement)
 - ▶ 47 % de réinvestissement (en montant)
- ▶ **Investissement selon les cycles de vie de l'entreprise**
 - ▶ **Capital-innovation (création et amorçage) :**
 - ▶ 626 M€ investis dans 438 entreprises
 - ▶ 7,5% des montants
 - ▶ **Capital développement :**
 - ▶ 2 608 M€ investis dans 923 entreprises
 - ▶ 30% des montants
 - ▶ **Capital transmission :**
 - ▶ 5 452 M€ investis dans 272 entreprises
 - ▶ 62% des montants
 - ▶ **Capital retournement :**
 - ▶ 41 M€ investis dans 15 entreprises
 - ▶ 0,5% des montants
- ▶ **Les tickets inférieurs à 5 M€ représentent 84 % des entreprises soutenues**
 - ▶ Dont, 53 % d'opérations inférieures à 1 M€

Répartition régionales des entreprises françaises soutenues en 2014
(source : AFIC)



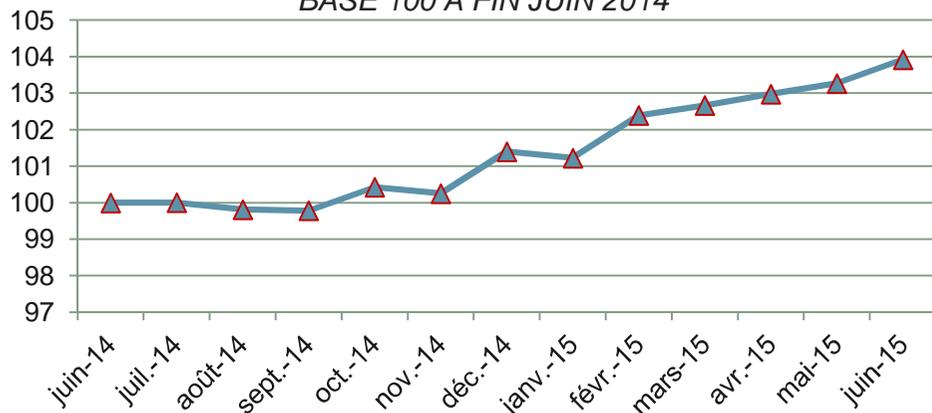
Zoom sur la région Poitou-Charentes

- **12 nouvelles entreprises soutenues en 2014, soit moins de 1 % du total national**
 - 66 M€ de montant investis en 2014 sur le territoire régional
- **94 entreprises en portefeuille en région (2013)**
 - Capital-innovation : 7 entreprises
 - Capital-développement : 65 entreprises
 - Capital-transmission : 22 entreprises
- **Une croissance positive des effectifs et des CA des entreprises en portefeuille entre 2012 et 2013**
 - Effectifs : + 487 salariés
 - CA : + 172 M€ cumulés

Indicateurs-clés de l'accès au crédit

France

EVOLUTION DES ENCOURS DE CRÉDITS MOBILISÉS PAR LES ENTREPRISES EN FRANCE
BASE 100 À FIN JUIN 2014

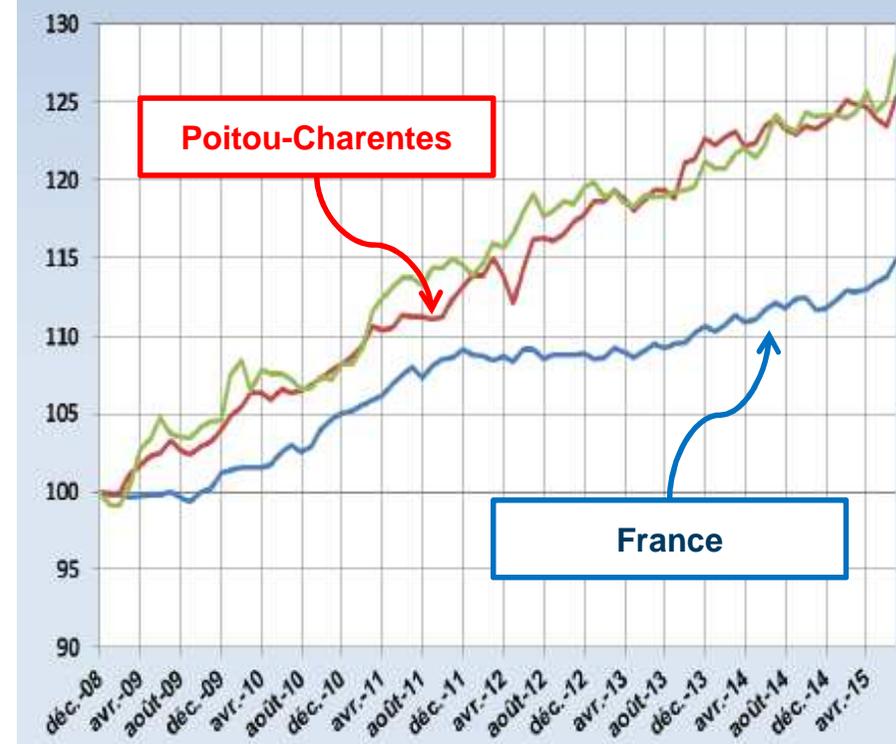


- ▶ Une croissance des crédits aux entreprises soutenue par la politique accommodante de la banque centrale
 - ▶ Croissance annuelle à fin juin 2015 de l'encours des crédits mobilisés de +3% en France
 - ▶ Taux d'intérêt historiquement bas
- ▶ L'encours de crédit aux entreprises à fin juin 2015
 - ▶ Encours des crédits à l'investissement : 588 milliards (+3 % sur un an)
 - ▶ Encours des crédits de trésorerie : 188 milliards (+7 % sur un an)
- ▶ Suite à la crise financière, renforcement de la réglementation (Bâle III et Solvency II) qui contraint les banques à diminuer leur prise de risque

3. Analyse de l'offre

Poitou Charentes

Crédits mobilisés et mobilisables



- ▶ Une bonne résistance de la Région sur la période de crise (indice basse 100 au 31/12/2008)
- ▶ Un redémarrage moins marquée sur 2013/2015
- ▶ Des disparités selon les département (cf. annexe 2)

Sources: Banque de France, baromètre CGPME/KPMG

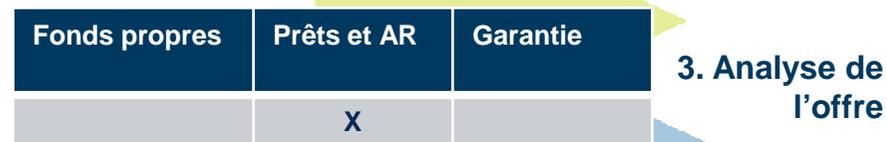
Etablissements bancaires

Présentation générale

- ▶ 15 entreprises bancaires réparties sur le Poitou-Charentes
- ▶ 835 agences bancaires
- ▶ 6 500 salariés
- ▶ 39,4 milliards de dépôts en 2015
- ▶ 38,9 milliards de crédits en 2015

Actions

- ▶ **Types d'interventions :**
 - ▶ Financement de la trésorerie via du découvert, des facilités de caisse et, plus rarement, des prêts de consolidation (globalement avec des garanties personnelles et/ou des organismes de garanties)
 - ▶ Financement des investissements, par endettement bancaire ou crédit bail
 - ▶ De manière sporadique, mobilisation de leurs structures internes d'investissement en fonds propres
- ▶ **Approche différentes des dossiers / de la demande**
 - ▶ TPE / Artisanat
 - ▶ PME
 - ▶ ESS (plus difficile)
 - ▶ Agriculture (plus difficile, sauf Crédit Agricole)

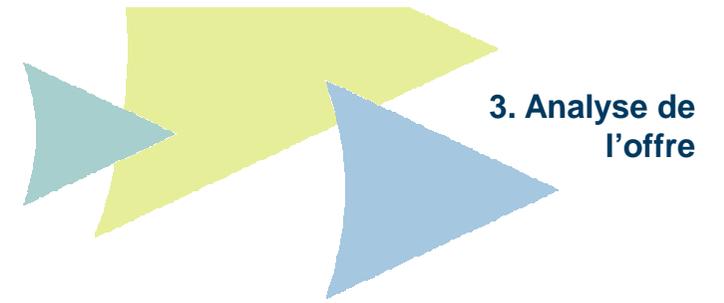


Montant en Md€	France à fin Juillet 2015	Poitou- Charentes À février 2015
Encours total (crédit aux entreprises)	862	15,2
<i>dont crédit aux PME</i>	385	NC
<i>dont crédit aux TPE</i>	237	NC
<i>dont crédit de trésorerie</i>	191	4
<i>dont crédit d'investissement</i>	591	11

Perspectives (tendances nationales)

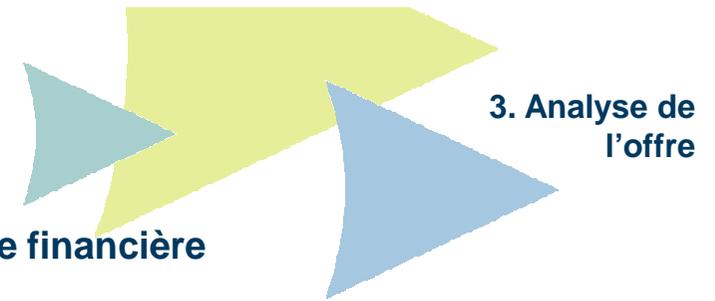
- ▶ **Un contexte favorable pour les PME**
 - ▶ Légère augmentation des crédits mobilisés pour les PME
 - ▶ Fin Juillet 2015 : +2,8% en France
 - ▶ Accès favorable au crédit : 90% de demandes de financement des investissements acceptées et 70% des crédits de trésorerie acceptés
 - ▶ Taux moyen des crédits nouveaux aux PME (1,86 %) inférieur à la moyenne européenne
- ▶ **Un marché plus compliqué pour les artisans et les TPE :**
 - ▶ Notamment pour les demandes < 25 K€
 - ▶ Raisons évoquées : insuffisance des fonds propres et manque de visibilité sur l'activité
 - ▶ Importance de l'affacturage dans ce contexte
 - ▶ Croissance des crédits mobilisés moins importante (vs PME)
 - ▶ Fin Juillet 2015 : +1,8% en France
 - ▶ Accès au crédit plus délicat : 84 % de demandes de financement des investissements acceptées et 64 % des crédits de trésorerie acceptés
- ▶ **Des difficultés à financer la création d'entreprise, malgré la mise en place d'un partenariat avec France Active dans plusieurs régions (dont Poitou-Charentes) pour favoriser le développement du micro crédit**

Sources : Entretiens KATALYSE + FFB + analyse documentaire



▶ 3.1 Cartographie de l'offre et tableaux de synthèse

Panorama des instruments financiers en Région Poitou-Charentes : introduction



- ▶ **Une intervention régionale via 9 (Hors garantie) instruments d'ingénierie financière**
 - ▶ Sur tout type d'outils : fonds propres, quasi fonds propres (PP...) et Garantie
 - ▶ Sur l'ensemble du cycle de vie de l'entreprise
 - ▶ Avec des tickets d'intervention très larges

- ▶ **Un activisme majeur du Conseil Régional pour le soutien à la création d'entreprise**
 - ▶ Différents dispositifs mis en place (Aides / AR) : Bourses Désir d'Entreprendre, CORDEE...
 - ▶ Un soutien ciblé à la création d'entreprises innovantes
 - ▶ Des initiatives d'accompagnement originales (ex : les « ateliers de la création »)

- ▶ **Une offre sophistiquée et exhaustive sur le papier dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire**
 - ▶ Capital investissement, prêt participatif, garantie
 - ▶ Des conventions avec les opérateurs classiques du secteur
 - ▶ L'existence d'un incubateur spécifique au secteur : Alter Incub

- ▶ **Une palette d'instruments qui s'est consolidée au fil des années**
 - ▶ Des outils éprouvés, de création relativement ancienne pour la plupart
 - ▶ Des partenariats et relations avec des acteurs nationaux du capital investissement (via le Fond de Co-Investissement, et l'historique des FIP mis en place sur le territoire)

- ▶ **Une cartographie d'apparence complète, qu'il convient pourtant de questionner dans le cadre de la présente évaluation**
 - ▶ **Du fait de l'ancienneté des outils**
 - ▶ Capacité restante d'intervention sur les outils existants (question du volume restant à investir) ?
 - ▶ Conformité aux nouvelles contraintes réglementaires ?
 - ▶ **Compte tenu des évolutions du tissu économique**
 - ▶ **Au regard du projet de fusion des régions**
 - ▶ Stratégie globale de développement économique des régions
 - ▶ Traitement des carences et défaillances à l'échelle "Locale" ou "Grande Région" ?
 - ▶ Transposition, élargissement du périmètre géographique pour des outils innovants et performants ?

Compléments en Annexes

Compléments en Annexes

Dispositifs d'intervention abondés par la Région Fonds propres

3. Analyse de
l'offre

Dispositif	Type d'outil	Dotation (M€)	Thèse d'investissement			Bilan 2014 en région		Bilan 2007-2013 en région	
			Cycle de vie	Entreprises et filières	Ticket moyen (K€)	Dossiers financés	Montants engagés (M€)	Dossiers financés	Montants engagés (M€)
Poitou-Charentes Expansion		15,3	Développement / Transmission	PME des secteurs de l'industrie	300	10	2,9	60	15
FIP Galia Poitou-Charentes 2008	FIP	1,4	Développement / Transmission	PME non-côtées	140	-	-	9	1,1
FIP Nestadio Croissance X	FIP	2,8	Capital-risque, Développement, Transmission	PME non-côtées	280	-	-	3	0,5
FIP Nestadio Croissance XII	FIP	0,95	Capital-risque, Développement, Transmission	PME non-côtées	95	-	-	1	0,1
FIP France Alto 7	FIP	2,1	Développement / Transmission	PME non-côtées	200	NC	NC	NC	NC
Poitou-Charentes Innovation		11,4	Amorçage / Démarrage / Développement	Start up/jeunes entreprises innovantes, dans le domaine de la croissance verte	200 à 500	3	1,7	23	5,1
Fonds de Co-Investissement Poitou-Charentes		7,5	Amorçage / Démarrage / Développement	PME porteuses de projets innovants	400	2	?	11	5
FPCI Emergence Innovation 1	FPCI	33,1	Amorçage	Jeunes entreprises innovantes	1 000	-	-	2	1,1
FPCI Opportunités Régions 2	FPCI	40 à 50	Retournement	PME en difficultés	1 500 (1er tour)	-	-		

Source : analyse documentaire et entretiens

Cartographies de l'offre de financement :

Précisions préalables

▶ Légendes des cartographies diapos 105-107-108-110 :

xxxxx Outil de financement intervenant en région

xxxxx Outils de financement intervenant en région spécifique à un secteur d'activité (ESS, ...)

[X] Nombre de prise de participation en région – période 2007-2013

 Outils de financement nationaux / non spécifiques à la région

 Outil abondé par des fonds régionaux

 Outil abondé par des fonds FEDER (2007-2013)

3. Analyse de l'offre

▶ Remarques générales:

▶ Par souci de clarté, ne figurent pas sur les cartographies...

▶ Les fonds/dispositifs actifs sur la période 2007-2013 mais pleinement investis en 2015 :

- ◆ Ex : FIP Nestadio Croissance X
- ◆ Ex : FIP France Alto 7
- ◆ Ex : FIP Galia Poitou-Charentes
- ◆ Ex : FIP Nestadio Croissance XII

▶ Les dispositifs de Subventions Régionales

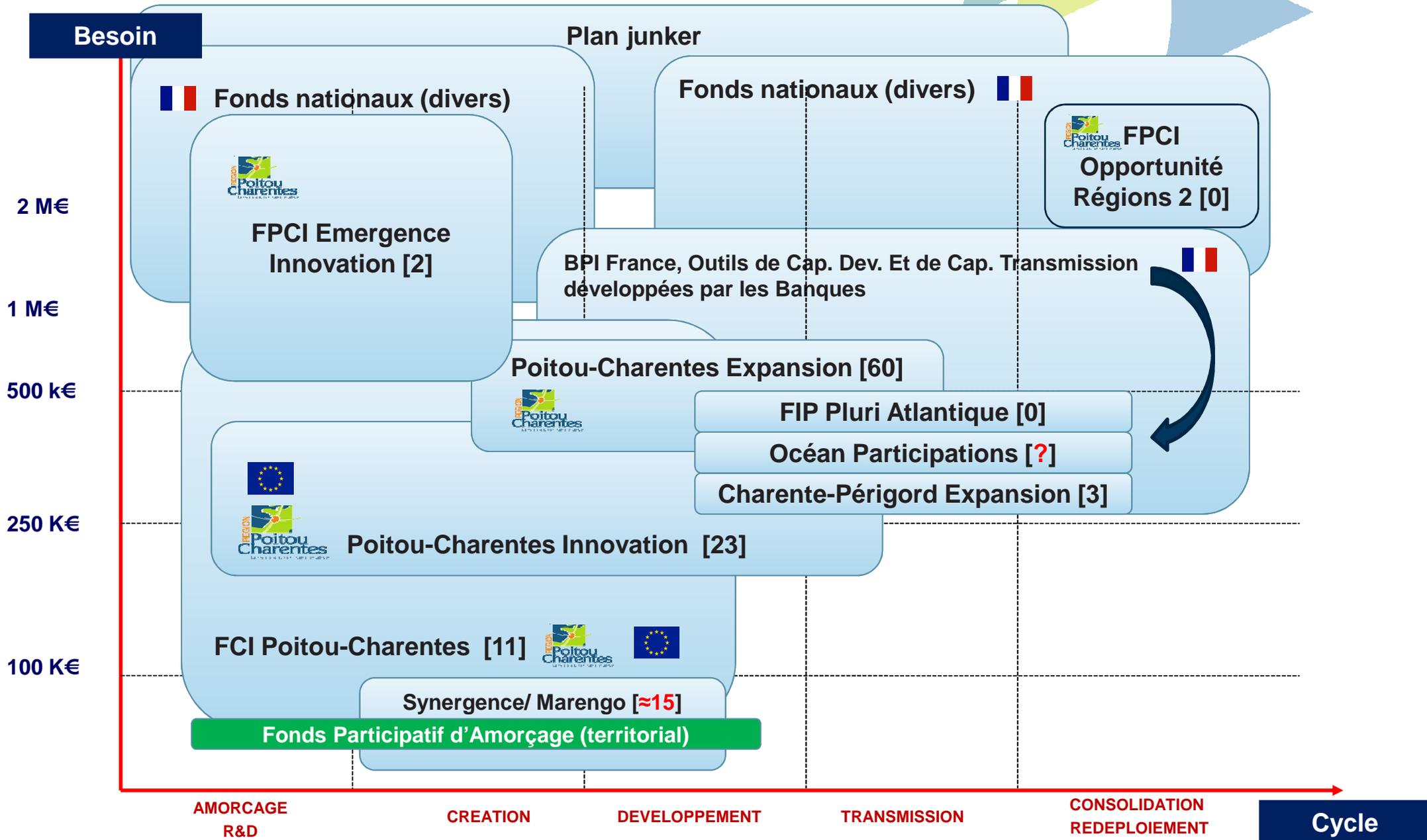
- ◆ Ex : le FREE (Fonds Régional d'Excellence Environnementale)

▶ Certains opérateurs avec une gamme d'intervention diversifiée sont logiquement mentionnés dans plusieurs cartographies

- ▶ Ex : Poitou-Charentes Expansion
- ▶ Ex : Poitou-Charentes Innovation
- ▶ Ex : Bprfrance

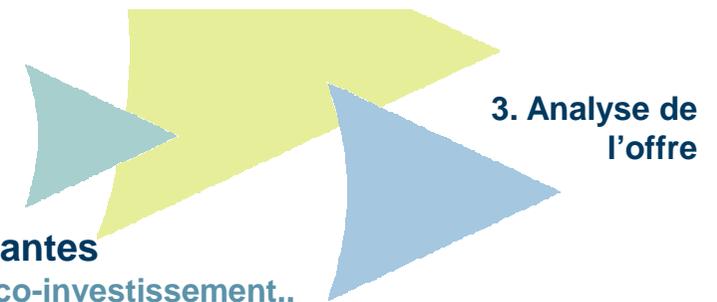
Cartographie de l'offre en fonds propres

3. Analyse de l'offre



Cartographie de l'offre en fonds propres

Précisions et commentaires

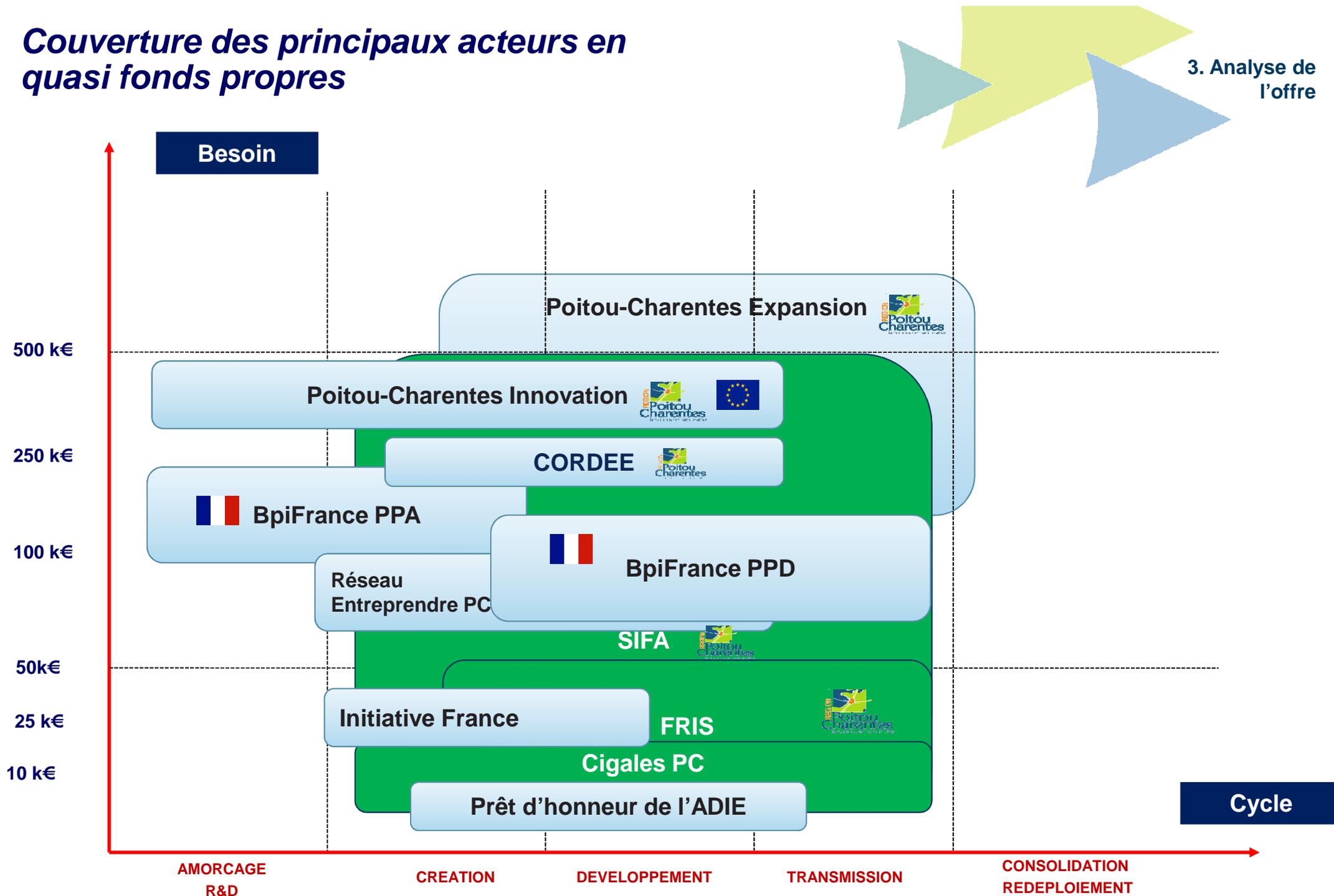


- ▶ **Des fragilités « latentes » sur l'amorçage et la création d'entreprise innovantes**
 - ▶ Des outils certes en place : réseau de BA, intervention de la SATT, PCI, fonds de co-investissement..
 - ▶ Des questionnements sur leur pérennité
 - ▶ PCI : réglementation poussant à se retrancher sur l'amorçageavec les impacts sur l'équilibre du fonds
 - ▶ Fonds de co-investissements : nouvelle augmentation de capital pour couvrir le marché sur la prochaine période
 - ▶ **Les moyens plutôt limités aujourd'hui des réseaux de BA en Poitou-Charentes (Synergie + SAS Marengos)**
 - ▶ Des tickets d'intervention ne dépassant que rarement les 100 k€
 - ▶ Un nombre d'opérations limité chaque année (ex : 4 opérations par an pour Synergie)

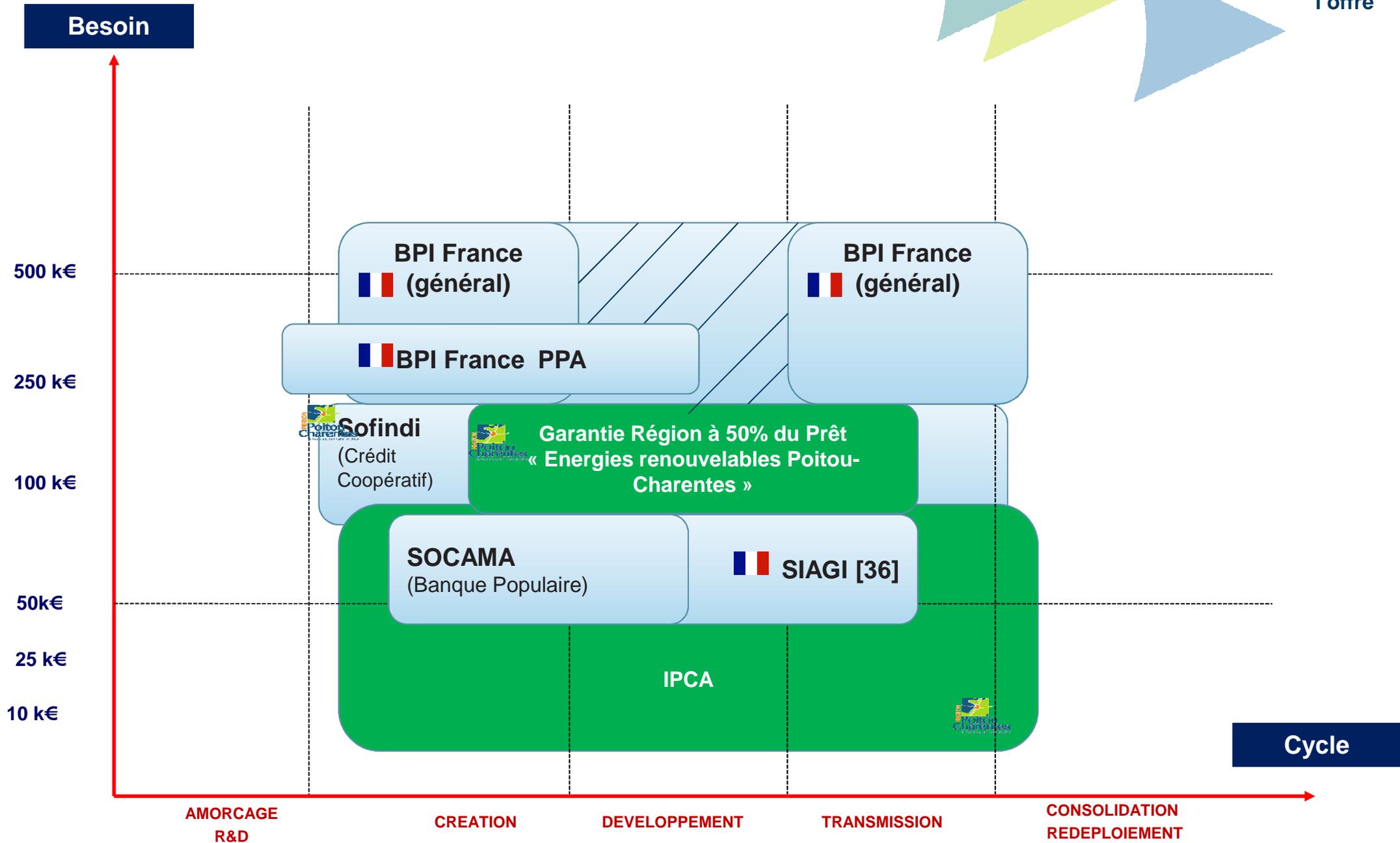
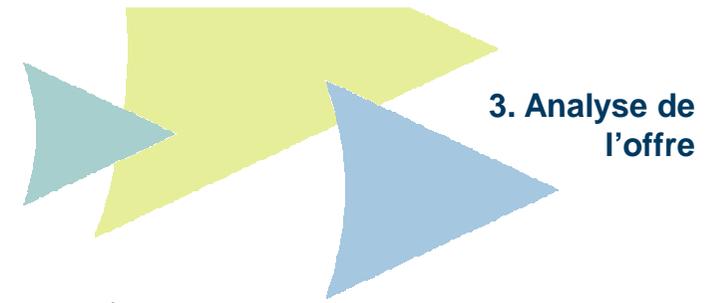
- ▶ **Un segment du capital investissement globalement bien couvert**
 - ▶ **Des interventions en Capital Développement, avec en général des tickets moyens (500 K€ à 1 M€), assurées par les entités spécifiques, émanation des banques**
 - ▶ Crédit Agricole (3 caisses régionales pour couvrir Poitou-Charentes), CM-CIC, EXPANSO, OCEAN Participations, BNP Développement, Ouest Croissance (Banque Populaire)
 - ▶ Des outils existants à l'échelle nationale, malgré quelques spécificités locales (ex : OCEAN Participation du Crédit Mutuel, Charente-Périgord Expansion du Crédit Agricole)
 - ▶ **Le positionnement de Bpifrance en co-investissement sur une large fourchette de ticket d'investissement**
 - ▶ **Des possibilités via des acteurs "périphériques" et une large palette de FIP / FPCI. Une connexion plutôt bonne avec les acteurs du capital investissement nationaux**
 - ▶ Ex : Galia, Nestadio , Sofimac Partners
 - ▶ Des opérateurs réalisant dans certains cas des investissements en région via d'autres véhicules que ceux spécifiquement dédiés au territoire pictocharentais
 - ▶ **D'autres opérateurs nationaux, intervenant très ponctuellement sur le territoire (ex :en amorçage → DEMETER, EMERTEC)**
 - ▶ **L'intervention également de fonds d'investissement des mutuelles, avec une logique d'investissement au niveau national (à confirmer)**

- ▶ **Des outils récents sur le volet consolidation/ redéploiement, mais ne couvrant que très partiellement la demande sur ce segments complexe à appréhender**
 - ▶ **Un dispositif du Crédit Mutuel 17 + 79 , une forme sophistiquée de leaseback**
 - ▶ **Le fonds interrégional Opportunités Régions 2 (Sofimac Partners) déployé en 2015, permettant de couvrir en partie le segment**
 - ▶ Des dossiers transmis, par nature complexes et risqués, aucune prise de participation réalisée à ce jour en Poitou-Charentes
 - ▶ **Des opérateurs nationaux, intervenant sur des tickets de grande envergure**

Couverture des principaux acteurs en quasi fonds propres

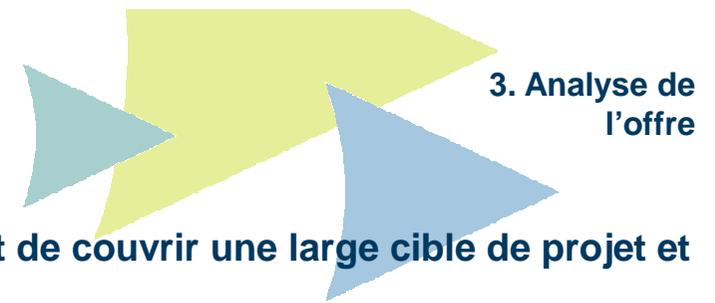


Couverture des principaux acteurs de la garantie



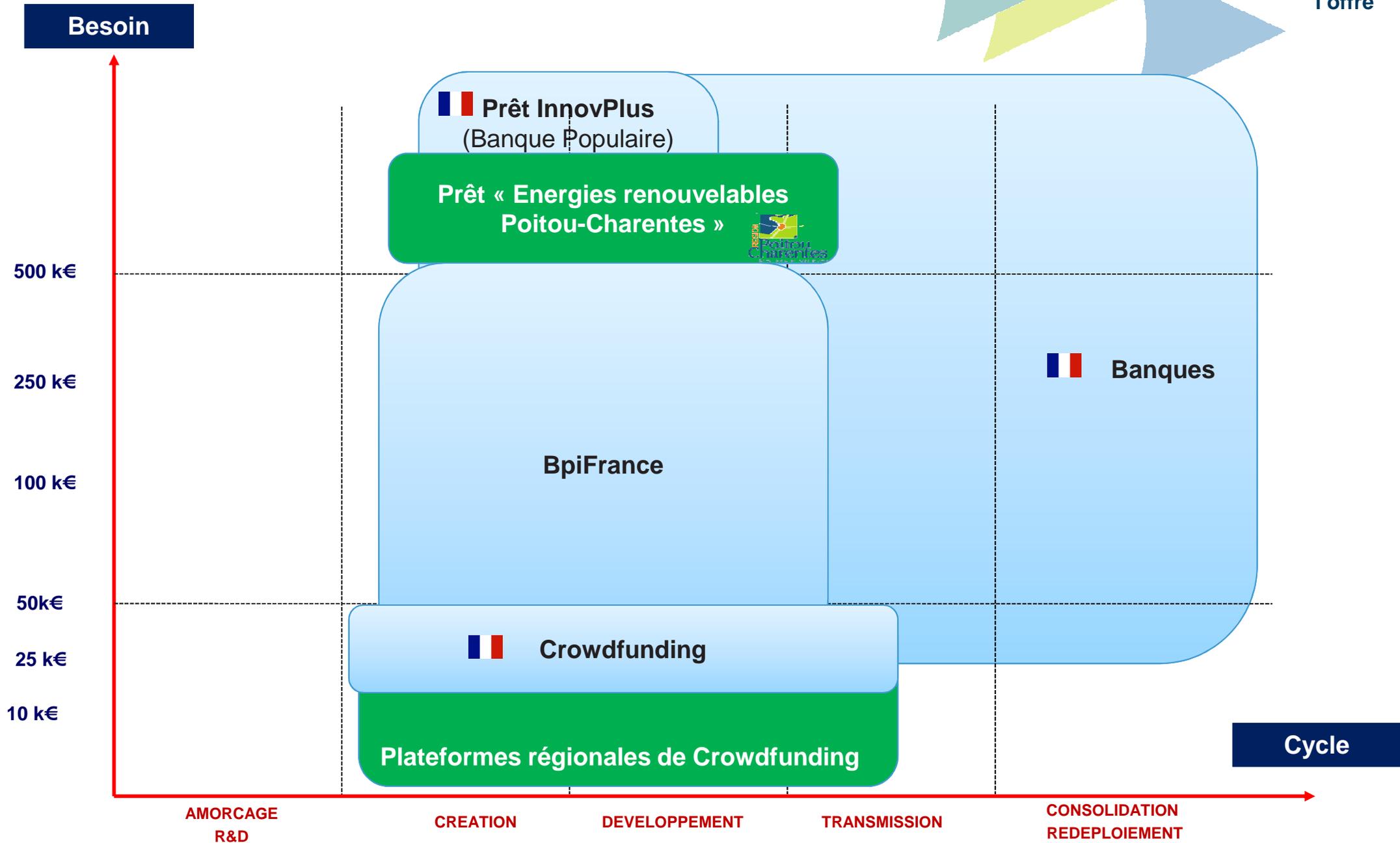
Offre en quasi fonds-propres et garanties

Précisions et commentaires



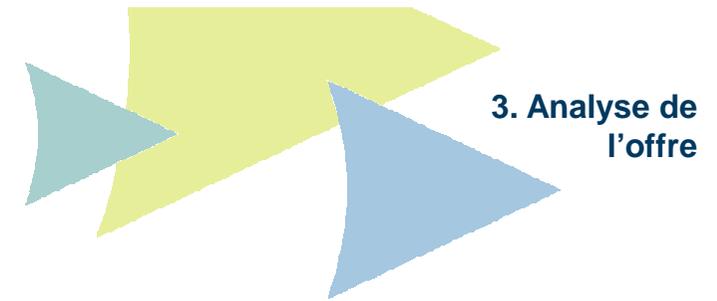
- ▶ **Un conventionnement de la Région avec plusieurs opérateurs permettant de couvrir une large cible de projet et de besoin en matière de garanties**
 - ▶ **SIAGI sur les TPE**
 - ▶ **Bpifrance sur les PME (et la création d'entreprises innovantes via le PPA)**
 - ▶ Avec la prise en charge de garantie sur les opérations importantes de capital développement / capital transmission pour les TPE et l'artisanat
 - ▶ La possibilité d'aller au-delà du plafond d'affichage inscrit dans la convention sur des cas bien particulier
 - ▶ **Garantie spécifique au profit des acteurs de l'ESS**
 - ▶ Des produits en lien avec les interventions en fonds propres du FRIS (garanties obligatoires)
 - ▶ **D'autres acteurs venant compléter l'offre de garanties en région**
 - ▶ La SOCAMA, outil destiné aux artisans/TPE, porté par la Banque Populaire
 - ▶ SOFINDI, intervenant exclusivement pour garantir des concours mis en place par le Crédit Coopératif au bénéfice des entreprises régionales (Garantie jusqu'à 50 % de prêts d'un montant maximum de 150 K€ accordées à des PME)
 - ▶ **En matière de quasi-fonds propres, la présence des acteurs classiques, notamment sur les prêts d'honneur**
 - ▶ Réseau France Initiative, Réseau Entreprendre ,...
 - ▶ Des fourchettes d'intervention comparables à ce que l'on observe au plan national
 - ▶ Des tickets variables cependant selon les plateformes départementales
 - ▶ **Des questionnement sur plusieurs outils, des points de fragilité sans doute**
 - ▶ Un réseau entreprendre en reconstruction
 - ▶ Un réseau Initiative France largement adossé et soutenu par les Conseils Départementaux
 - ▶ **Aujourd'hui des financements n'intervenant que marginalement sur le financement de projet innovants**
 - ▶ La mise en route progressive du fonds croissance d'Initiative France, qui va se déployer de manière hétérogène sur le territoire régional
 - ▶ **Des interventions mixtes des fonds d'investissements régionaux, notamment PCE et PCI qui disposent aujourd'hui d'une enveloppe pour accorder des prêts participatifs en complément des prises de participations au capital**
 - ▶ Obligations convertibles
 - ▶ Prêts Participatifs
 - ▶ Financement en Compte-Courant...
- ⇒ Non mentionnés sur la cartographie

Couverture des principaux acteurs en offre de prêt



Offre en prêt

Précisions et commentaires



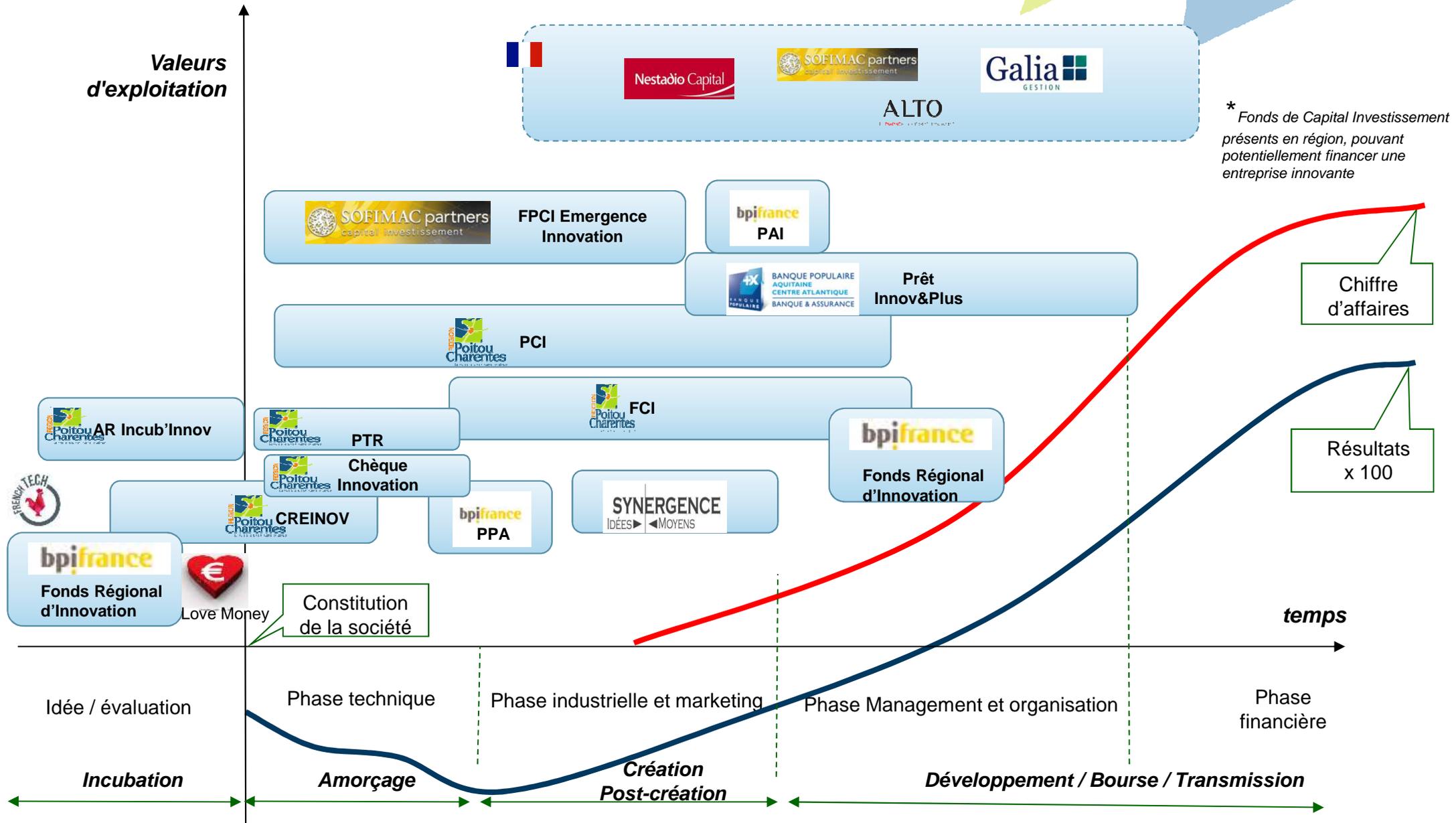
- ▶ **Une offre standard de prêts conforme au paysage français**
 - ▶ La gamme étoffée de BpiFrance
 - ▶ Les offres de prêts des acteurs de la place bancaire
 - ▶ Ensemble des réseaux classiques présents sur le territoire
 - ▶ InnovPlus : Un outil mis en place par la Banque Populaire, spécialement dédié aux entreprises innovantes
 - ▶ Des encours de prêts en augmentation sur les dernières années

- ▶ **Quelques outils spécifiques à Poitou-Charentes**
 - ▶ Prêt « Energies renouvelables Poitou-Charentes »
 - ▶ ...

- ▶ **La montée en puissance programmée du crowdfunding ici comme ailleurs**
 - ▶ Des opérateurs nationaux : UNILEND, WISEED, KISS KISS BANK BANK, ULULE
 - ▶ Des projets au sein de l'ADEFIP → la plateforme « jadopteunprojet.com »
 - ▶ Une plateforme créée en 2014, permettant de soutenir des projets régionaux uniquement sous forme de dons avec contrepartie
 - ▶ Tout type de projet économique éligible, mais une prédominance de projets sociaux, culturels, environnementaux
 - ▶ Pas de montant minimum/maximum
 - ▶ Des opérateurs régionaux du crowdfunding, dont certains spécialisés dans le financement de projets dans les énergies renouvelables
 - ▶ LUMO, start up rochelaise, créée en 2012, 5 personnes

Cartographie des instruments financiers

Principaux outils régionaux de soutien aux entreprises innovantes (rappel)

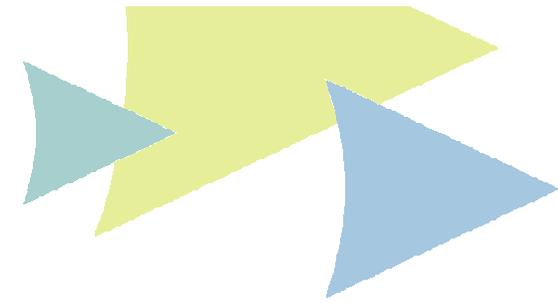


Financement des entreprises en Poitou-Charentes

Synthèse forces / faibles

3. Analyse de l'offre

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• La collaboration et concertation entre les acteurs grâce à l'Agence PME• La connexion théorique avec les acteurs du financement hors région• L'implication de la Région sur la thématique des instruments financiers : résultats, diversité de forme, cumul d'expérience...• La couverture en 2015, dans les grandes lignes, des besoins de financement de la start up• La structuration à l'inter-régional des BA (en cours)• La densité de l'offre de produits sur le segment capital développement• L'offre sur le volet garantie : utilité, efficacité, effet de levier. Diversité des secteurs touchés• Des secteurs, thématiques globalement bien accompagnés : ESS, Croissance verte• Des outils alternatifs : appel à projet de la Région, Prim'innov pour le financement de la recherche appliquée collaborative• Les dispositifs d'appui sur la création d'entreprise (exemple : BRDE)	<ul style="list-style-type: none">• Des interventions néanmoins modestes en nombre et en montant par les opérateurs nationaux (un marché moins visible, moins « riche » que sur d'autres territoires)• Le besoin de mise en cohérence homogénéisation des pratiques dans le cadre de la grande région• Quelques adaptations à prévoir sur les instruments de la précédente programmation• Des risques à moyen terme de « trou » dans la raquette, en particulier sur l'amorçage et le capital risque• Une puissance de feu pour l'instant limitée au niveau des BA• Une offre à renouveler ? Des produits potentiellement en fin de vie (FIP...)• Des besoins en retournement/ redéploiement difficiles à couvrir• Une offre plus limitée en garantie sur le segment des entreprises en développement• Une connexion plus difficile à la dynamique des pôles de compétitivité et aux financements liés

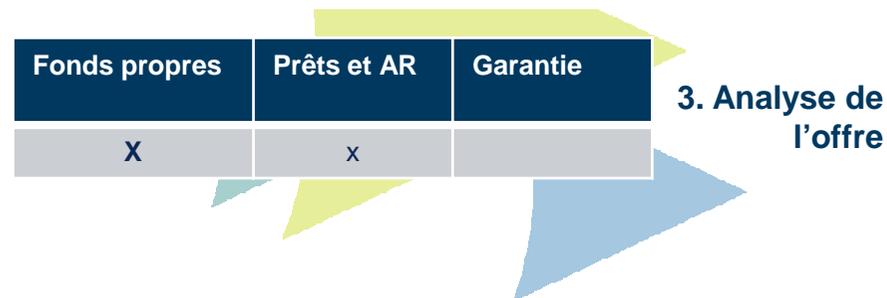


▶ 3.2 Analyse de l'offre : zoom sur les outils financés par l'UE sur 2007-2013

- ✓ **Poitou-Charentes Innovation**
- ✓ **Fonds de co-investissement**
- ✓ *Autres fonds présentés en annexes*

Poitou-Charentes Innovation

Présentation générale et indicateurs clés



Présentation générale

- ▶ **Création** : 1998, à l'initiative du Conseil Régional en tant que filiale de PCE
- ▶ **2009** : Evolution du fonds comme entité indépendante
- ▶ **Implantation** : Poitiers
- ▶ **Statut** : S.A.S
- ▶ **Dotations des fonds** : 11,4 M€
- ▶ **Sources de financement** : Conseil Régional (77,20 %) dont FEDER 2,25 M€, Bpifrance, Banques et assurance, pôle des éco-industries
- ▶ **Gouvernance** : Conseil d'Administration et Comité Technique

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : région Poitou-Charentes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 200 à 500 k€, en moyenne (de 150 à 200 k€ sur les premiers tours)
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions, OC, CCA, Prêts Participatifs
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Amorçage (≈ 25%) , démarrage (≈ 50%) et développement (≈ 25%)*
 - *pour les entreprises du portefeuille uniquement
 - ▶ Horizon de sortie 7 à 8 ans
- ▶ **Cible** : Jeune Entreprises Innovantes ou en création / Start Up
- ▶ **Secteur d'activités** : croissance verte
 - ▶ Nota : Peu ou pas d'investissement dans le secteur Digital
- ▶ **Deal flow annuel et investissement** :
 - ▶ 25 contacts → 12aine de dossiers étudiés → 5 à 6 opérations / an



Indicateurs clés (2009 - fin 2014)

- Nombre de dossiers analysés : 90
 - Nombre d'investissements (entreprises) : 26
 - Montant investis : ≈ 6,8 M€
 - Nombre de participations au 30/06/2015 : 21
 - Nombre de sorties réalisés : 0
 - Nombre de sinistres : 2
 - Disponibilité des fonds au 30/06/2015 : 4,58 M€
-
- Effet de levier financement privé (fonds propres)
 - Effet de levier financement privé (total y.c. dettes)
 - Emplois créés : 75
 - Autres indicateurs : brevet....

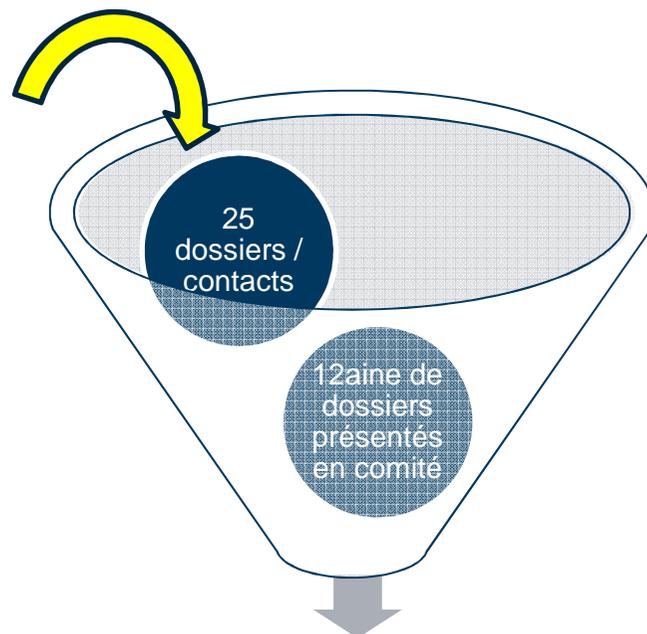
Equipe / fonctionnement

- ▶ **Equipe)** :
 - ▶ 1 Président du C.A. (dirigeant d'entreprise)
 - ▶ 3/5 de chargé d'affaires
 - ▶ Prestation de conseil assurée par la société de gestion Alto Invest : instruction des dossiers puis négociation des prises de participation
 - ▶ Appui sur un cabinet d'expertise comptable et avocat d'affaires
- ▶ **Budget de fonctionnement 2013-2014** : NC

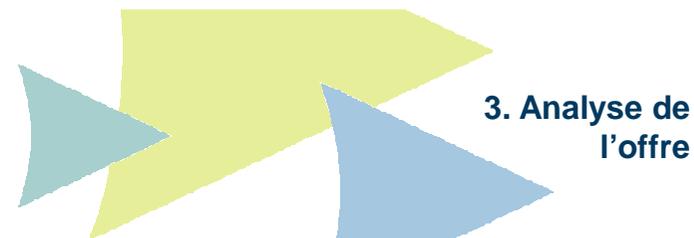
Poitou-Charentes Innovation

Détail du portefeuille et de l'activité du fonds

Deal Flow / an
Fonds PCI bien connu des opérateurs locaux et au-delà :
<ul style="list-style-type: none"> • Agence PME • Région et ARI • Bpifrance • Business Angels • SOFIMAC, Galia



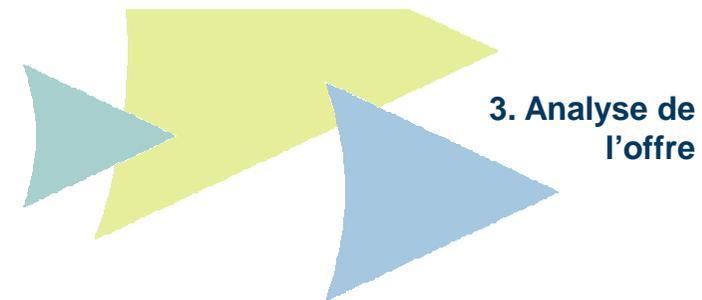
5 à 6 dossiers financés / an
 3 à 4 entreprises / an
 ≈1,25 à 2 M€



Répartition sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur de la croissance verte à 100 % • Acceptation assez large de la croissance verte, « développement durable »
Stade, type de levée de fonds
<ul style="list-style-type: none"> • Amorçage / Levée 1 : 75 % • Levée 2 ou 3 : 25 %

Défaillances / carence du marché ?
<ul style="list-style-type: none"> • 1 dossier / an, maxi hors thématique croissance verte?

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total	Tendance ?
Dossiers étudiés	-	-	3	9	14	24	14	62	Stable
Nbr investissements	-	-	1	3	3	3	13	23	Stable
Nbr nouvelles entreprises	-	-	1	1	2	1	10	15	En hausse
Montants engagés	-	-	100 K€	665 K€	1 200 K€	710 K€	2 450 K€	5 125 K€	En baisse



► Bilan de l'instrument financier

Points forts	Axes de progrès
<ul style="list-style-type: none"> • Un produit unique sur le territoire, présent en amorçage et capital risque • Un fonds a priori correctement doté sur 2007-2015 pour face aux besoins (sur le périmètre éligible) • La possibilité théorique d'intervenir en 2ème et 3ème levée • Des tickets cohérents avec les besoins constatés par les porteurs de projet sur ces phases amont • Des contacts permanents avec les acteurs du soutien à l'innovation : Bpifrance, BA, ARI, Région... • Un fonctionnement Comité Technique, CA, Ste Alto Invest rodé et efficace • Des « conseils » très en amont aux porteurs de projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Un positionnement - Amorçage / croissance verte / Poitou-Charentes – rendant difficile les équilibres financiers • Pas de possibilité d'intervention sur les autres thématiques (très peu de dossiers « visibles » au demeurant) • Des capacités d'intervention restreintes pour suivre les dossiers sur les deuxième et troisième tours • Une tenue des CA tous les mois parfois légèrement handicapante en phase de closing • Une forme de précarité financière et juridique



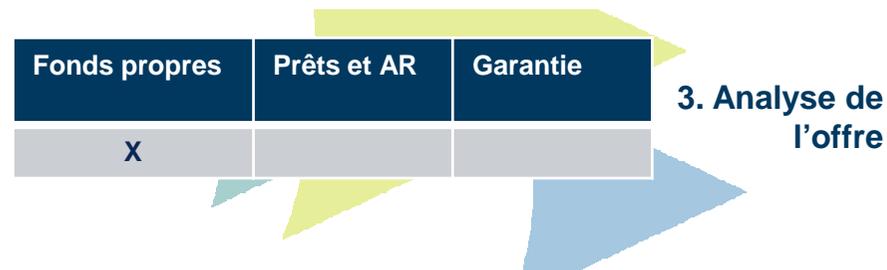
► Perspectives d'évolution

- Trouver des solutions post 2015 pour financer les projets
 - 1,5 M€ en capital risque (6 dossiers) ?
 - 0,5 M€ en amorçage (2 dossiers) ?
- Pérennisation de la capacité d'intervention de PCI
- Réflexion en cours dans le cadre de la fusion des Régions

Contraintes et évolutions
<p>Le fonds PCI doit répondre aux obligations des réglementations AIFM et N629/2007 et satisfaire les engagements de la programmation 2007-2013</p> <p>Les contraintes qui pèsent ainsi sur le fonds sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engager d'ici fin 2015 en théorie tous les fonds Feder • Recourir à partir du 01/01/2016 à une société de gestion • Limiter ses investissements à partir de 2016 sur le segment de l'amorçage

Fonds de co-investissement

Présentation générale et indicateurs clés



Présentation générale

- ▶ **Création** : 2010, à l'initiative de la Région Poitou-Charentes
- ▶ **Implantation** : intervention limitée à la Région
- ▶ **Statut** : SAS
- ▶ **Dotations des fonds** : 7,5 M€
- ▶ **Sources de financement** : Conseil Régional (100 %), dont dotation FEDER représentant 50% du montant
- ▶ **Gouvernance** : Comité technique et Comité d'engagement, C.A

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : 100 % Poitou-Charentes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 50 à 1 000 k€, 400 K€ en moyenne (première prises de participation plus élevées)
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions voire OC et prêts participatifs
- ▶ **Type d'intervention** : fonds de co-investissement
 - ▶ Amorçage, Capital Risque, Développement (moins de 50 salariés)
 - ▶ Pari passu avec les opérateurs privés
- ▶ **Cible** : tous secteurs, intérêt pour les greentechs 5 participations sur 11 (également Numérique)
- ▶ **Dans la pratique** : 70% industrie, 15% services à l'entreprise, 15% B to C
- ▶ **Deal flow annuel et investissement** :
 - ▶ 20 Dossiers / an 4 opérations / an
 - ▶ Vraisemblablement en augmentation importante sur 2015



Indicateurs clés

- Nombre de dossiers analysés : 40
- Montant investi : 5,206 M€
- Nombre d'investissements : 12 prises de participations
- Nombre de participations actives au 30/06/2015 : 8
- Nombre de sorties réalisés : 1
- Nombre de sinistres : 3
- Disponibilité du fonds au 30/06/2015 : 2,2 M€
- Effet de levier financement privé (fonds propres) > 1
- Effet de levier financement privé (total y.c. dettes) > 1
- Emplois créés : 100 emplois (y compris celles des LJ, sinon 60)
- Autres indicateurs : 12 brevets
- Développement sur des marchés internationaux : Moyen Orient, Bulgarie, Chine...etc.

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confiée** à Nestadio. Mandat sur 5 ans à partir de 2014
- ▶ **Equipe et personnes impliquées** :
 - ▶ 1 Président du C.A. + temps des chargés de mission de la Région
 - ▶ > 0,5 ETP de Directeur d'investissement
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC

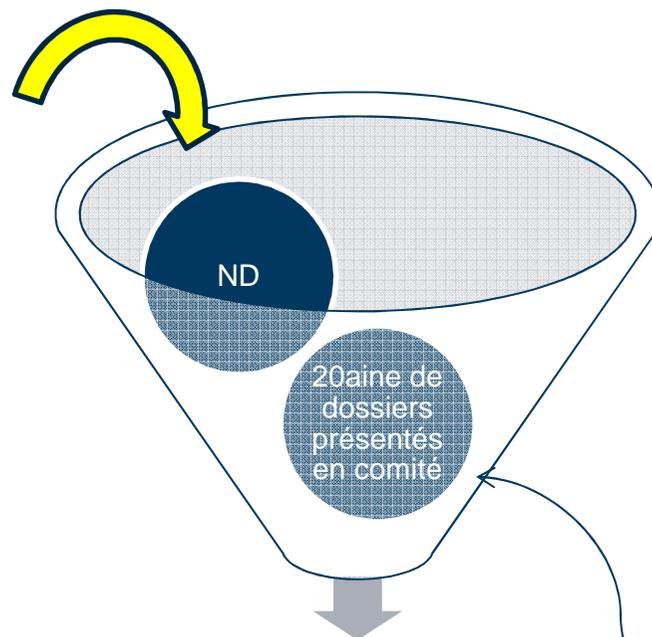
Fonds de co-investissement

Détail du portefeuille et de l'activité du fonds

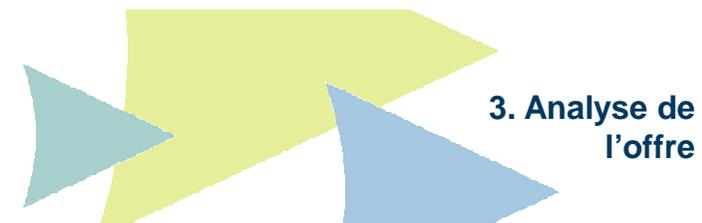
Deal Flow

- Grande majorité issue de Synergence (Business Angels)
- Co-investisseurs ponctuels : Emertec, CM-CIC, OTC, Banque Populaire, Sofimac, 50 Partners...

Nouveaux opérateurs susceptibles d'être labellisés par le fonds de co-investissement...



14 dossiers financés
12 entreprises
5,4 M€



Répartition sectorielle

- Ecotechnologies : 45%
- Numérique : 35 %
- Autres : 20 %

Stade type de levée de fonds

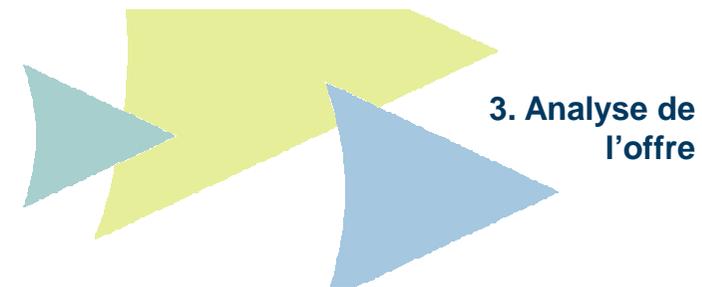
- Levée 1 (Amorçage) : 1
- Levée 2 (Risque) : 10
- Levée 3 (Développement) : 1

Augmentation du nombre de dossiers sur 2015, montée en puissance du gestionnaire NESTADIO

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tendance?
Dossiers étudiés								10	15
Dossiers réalisés					4	4	3	2	7
Montants engagés									

Fonds de co-investissement

Bilan et perspectives

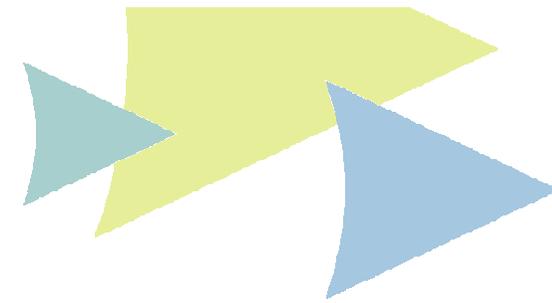


► Bilan de l'instrument financier

Points forts	Points faibles / Axes de progrès
<ul style="list-style-type: none"> • Un fonds a priori bien calibré en montant sur la période de programmation 2007/2013 • Un positionnement très utile pour dynamiser l'innovation : priorité au capital risque. Capacité à accompagner les BA dans leurs investissements • Des fourchettes d'intervention larges permettant une bonne réactivité, de l'opportunité sur les dossiers • La complémentarité avec les autres outils d'amorçage et capital risque : PCI, FPCI Emergence...etc. Notoriété et lisibilité grandissante sur la place financière (Agence PME) • Un fonctionnement (gestion technique et gouvernance) bien adapté, excellente coordination avec les services de la Région • Le conseil et l'appui à la professionnalisation des co-investisseurs (BA), l'effet label pour les projets soutenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Un portefeuille composé de jeunes entreprises positionnées sur des marchés émergents difficile à diversifier pour permettre de tendre vers un équilibre économique et financier. • Promotion de l'outil auprès d'investisseurs hors Région.... • Programmation suffisamment à l'avance des dates des Comités d'Engagement ?

► Retour d'expérience et proposition d'évolution

- ▶ **L'importance de conserver un tel outil sur le territoire**
 - ▶ Vrai effet de levier la création d'entreprises innovantes sur le territoire
 - ▶ Compensation de la capacité d'investissement "unitaire" assez modeste des BA
 - ▶ Capacité à attirer des investisseurs exogènes sur le territoire de Poitou-Charentes
- ▶ **Un calibrage sur la période [2015-2020 +] d'environ 10 M€ ? (dans l'hypothèse de création d'un fonds ex nihilo)**
 - ▶ Hypothèse d'investissement annuel : 5 premières levées à 200 k€ + 2 réinvestissements à hauteur de 150 k€ ?



- ▶ INTRODUCTION

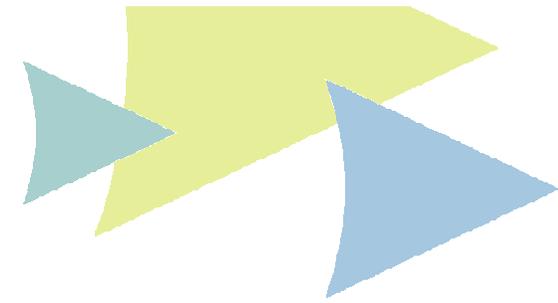
- ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

- ▶ 2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- ▶ 3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"

- ▶ **4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT**

- ▶ ANNEXES



▶ 4.1 Bilan des carences et défaillances

Synthèse et premières recommandations

Introduction



- ▶ **L'objectif de présenter une vision synoptique des carences et défaillances du marché**
 - ▶ Une analyse et visualisation par segments de marchés construite lors de la phase d'analyse de la demande
 - ▶ La représentation des carences et défaillances par type d'outils : fonds propres, quasi-fonds propres, garanties...etc.

- ▶ **La mise en perspective des différents instruments financiers pour répondre aux « dysfonctionnements » supposés du marché du financement des projets**
 - ▶ **L'appréciation des enjeux et impacts sous-jacents à la mise en place / prorogation d'instruments financiers**
 - ▶ Ampleur du "marché"
 - ▶ Effet de levier sur la création / le maintien d'emploi et la mobilisation de financements privés
 - ▶ **La cohérence avec les objectifs des fonds européens**
 - ▶ Conformité réglementaire et respect de l'esprit des politiques européennes
 - ▶ Assurance et solidité de l'instrument à l'étude

- ▶ **Une projection globale de ce que pourrait être la stratégie instruments financiers de la Région Poitou-Charentes (sujets naturellement approfondis dans le cadre de la phase 2)**
 - ▶ **La proposition de choix sur les instruments financiers soutenus par des fonds européens sur la programmation**
 - ▶ En lien avec les besoins
 - ▶ En cohérence avec les PO
 - ▶ **Les estimations des enveloppes financières en jeu**
 - ▶ **Des précisions, le cas échéant, sur les outils à l'étude**

Mise en perspective de l'offre de financement des entreprises en Poitou-Charentes

4. Synthèse



- ▶ **Des instruments à pérenniser dans l'esprit, car bien positionnés dans l'écosystème du financement**
 - ▶ Les interventions en amorçage et capital risque et plus généralement l'appui financier à l'innovation (Région / Bpifrance)
 - ▶ Fonds de co-investissement
 - ▶ Poitou-Charentes Innovation (PCI)
 - ▶ Les outils d'accompagnement du développement des entreprises
 - ▶ Poitou-Charentes Expansion (PCE)
 - ▶ Les systèmes de Garantie : FRG, France Active, SEM ARTEE, Garantie « jeune entreprise ESS », SIAGI
 - ▶ Les dispositifs permettant un renouvellement dynamique du tissu économique
 - ▶ Illustration : les dispositifs de prêts d'honneur
- ▶ **Certains instruments à ajuster dans leur stratégie d'investissement et leur fonctionnement**
 - ▶ Ouverture, évolution à la marge des thèses d'investissements
 - ▶ PCE : accélération de la rotation du portefeuille (nombre de ligne), augmentation du tickets maxi (cf. fiche en annexe) ?
 - ▶ PCI : diversification sectorielle, ouverture vers le numérique (cf. fiche en partie 3) ?
 - ▶ Fonds de Garantie Régional : capacité d'intervention élargie sur le stade de développement ?
 - ▶ Le calage par rapport aux nouvelles réglementations
 - ▶ La professionnalisation en cours des « fonds » (appui sur des sociétés de gestion...)
- ▶ **De nouveaux instruments à imaginer ?**
 - ▶ Des prêts d'honneur au stade développement (ESS, Tous secteurs/TPE...)
 - ▶ Des solutions nouvelles pour le segment redéploiement / retournement
 - ▶ Hors scope des possibilités d'interventions UE
 - ▶ Des outils spécifiques « sectoriels » : PH Artisan, Cap. Dev. pour secteurs « matures »...
 - ▶ De nouveaux instruments de financement de l'innovation (Prêt à Taux Zéro)
 - ▶ Augmentation des volumes financiers injectés dans les entreprises innovantes

Une volumétrie, des besoins à la hausse très probablement

Cartographie et complément en page suivante

Mise en avant des défaillances & carences de marché

→ Approche par la demande : Volet entreprises

4. Synthèse

Secteur		TPE (dont artisanat)	PME Industrie	PME Tertiaire	Agriculture	ESS
Cycle de vie						
Amorçage & création	Innovant			Segment 2		
	Non innovant					
Développement	Investissement				Segment 5	
	B.F.R.	Segment 1	Segment 3			Segment 6
	Innovation					
Transmission					Segment 5	
Redéploiement			Segment 4			

Légende



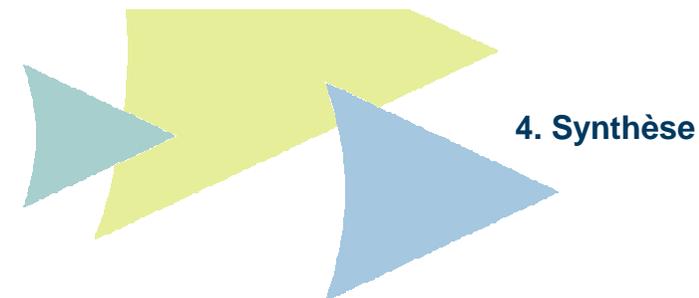
Complète carence de marché (pas d'acteur positionné sur le segment)

Besoins partiellement couverts (défaillances visibles)

Besoins (éventuels) quantitativement et qualitativement couverts (opérateurs publics et privés)

Approche macro-économique en Poitou-Charentes
Diagnostic des besoins réalisé à l'échelle Aquitaine

Mise en avant des défaillances & carences de marché
→ Approche par la demande : Volet efficacité énergétique et biodiversité



► **ENR :**

ENR	Solaire	Eolien	Méthanisation	Hydraulique
Cycle de vie				
Faisabilité				
Développement de projet				
Investissement				
Exploitation				

► **Efficacité énergétique :**

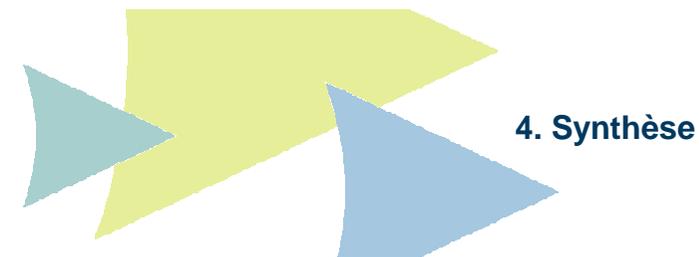
	Logement privé	Logement social	Bâtiments publics
Rénovation énergétique			

Légende

- Complète carence de marché (pas d'acteur positionné sur le segment)*
- Besoins partiellement couverts (défaillances visibles)*
- Besoins (éventuels) quantitativement et qualitativement couverts (opérateurs publics et privés)*

Identification des carences et défaillances du marché

Approche retenue : inventaire large...



+ croissance anticipée des demandes (ex. : massification du développement ENR)

► La volonté de se projeter à moyen / long terme :

- La mise en avant des risques de « gaps émergents » sur des outils efficaces
 - Exemple sur les fonds « financés » par la Région : PCE / PCI / Fonds de coinvestissement
 - Exemple des prêts d'honneur : menace de disparation des financeurs historiques
- La prise en compte des tensions possibles sur le financement bancaire menant selon toute vraisemblance à de nouveaux modèles de financement (% de fonds propres)

► La prise en compte du paysage financier et institutionnel (la fusion des régions....)

- Des carences et défaillances potentiellement marginales en Poitou-Charentes mais éventuellement adressables via des dispositifs spécifiques dans le cadre de la grande Région
- Des défaillances certes « faibles en volume de projet » mais absorbables via l'extension à la marge des stratégies d'investissement de certains opérateurs financiers
- L'intérêt, peut être, de saisir les opportunités d'outils sur étagère adaptés au contexte de mobilisation des fonds européens : exemple des produits Bpifrance "fédérissables" formatés en direction des régions

► Le parti pris à ce stade d'expression « brute » des carences et défaillances

- Des formulations de besoins parfois délicates à convertir en instrument financier assorti à un modèle économique crédible (exemple du très petit capital développement)
- Des carences susceptibles d'être en partie servies via un outil unique
 - Exemple : Fonds de croissance répondant conjointement à la problématique des artisans (cf. cartographie) à la question de la montée des fonds propres des TPE, et dans certains cas au dilemme du retournement...
- Des idées novatrices à approfondir

► Une première estimation des volumes financiers en jeu et/ou du nombre de projets concernés

- Des estimations de "marché" naturellement à challenger lors de la phase 2
 - En collectif lors des ateliers prévus à cet effet
 - Avec les porteurs des instruments financiers, gestionnaires en puissance
- Des évaluations sujettes à débat compte tenu des modèles économiques et hypothèses de portage non définies à ce jour
 - Exemple sur des fonds destiné à s'autoalimenter pour partie : PTZ, Prêts d'Honneur, Garanties (fonction du taux de casse, de l'effet de levier)
 - Exemple des interventions en capital adossées ou non à des instruments existants : création ex nihilo ou abondement marginal du fonds ?

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 1/4

4. Synthèse

Segment 1 : TPE

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ « PH Artisan » → pour le financement d'investissements de faible montant (< 30 k€) <ul style="list-style-type: none"> → 250 projets / an , 20 K€ par dossier 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Abondement PH (notamment sur transmission) → Le manque de dispositifs de financements dédiés à la problématique de reprise/transmission (impliquant généralement des besoins plus importants)
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accompagnement du dirigeant... <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans la recherche de financement (financement, aide au montage d'un BP...) ○ Dans les démarches de transmissions / reprise ... ✓ Un durcissement des conditions de prêts et une augmentation du coût des garanties compliquant le recours à l'endettement pour les TPE ✓ La difficulté pour recourir à des capitaux-investisseurs : secteurs traditionnels, dégageant une faible rentabilité 	

Segment 2 : Entreprises innovantes

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds d'Amorçage ticket < 150 k€ <ul style="list-style-type: none"> → 2 à 3 projets / an, 100 k€ par dossier ✓ Garantie BFR « jeune entreprise » (en post amorçage) <ul style="list-style-type: none"> → 3 à 4 dossiers par an / garantie prêt de 50 à 100 k€ ✓ Plateforme de Crowdfunding → à chiffrer 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds d'Amorçage (En cas de « disparition » de PCI) <ul style="list-style-type: none"> → 10 projets / an, 300 k€ par dossier ✓ Fonds de co-investissement <ul style="list-style-type: none"> → 7 projets / an, 400 k€ / projets ✓ Fonds Feder Innovation → A chiffrer
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer l'appui des porteurs de projet lors de la construction du business model ✓ Accompagner les start ups dans les levées de fonds ✓ Faciliter la coordination des acteurs de financement pour réduire la durée des tours de table ✓ <i>Nota / La tendance des acteurs à abandonner les phases les plus risquées de leurs interventions (amorçage)</i> 	

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 2/4

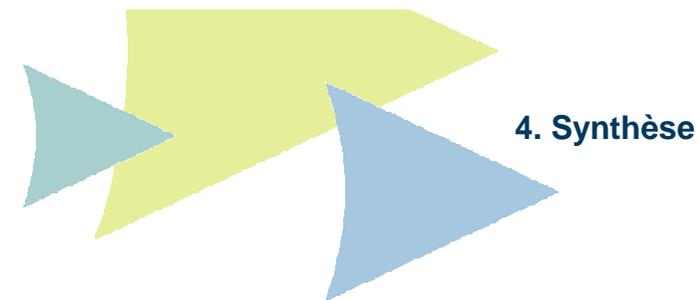
4. Synthèse

Segment 3 : Entreprises en Développement

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de capital développement « petits tickets » (< 400 k€) ** <ul style="list-style-type: none"> → 4-5 projets / an (hors champs PCE), 250 k€ par dossier → 12 projets / an (type PCE), 300 à 400 k€ ✓ Fonds de croissance (en cours de création) ** <ul style="list-style-type: none"> → 100 projets / an, 20 k€ par dossier ? 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de capital développement « secteurs matures » <ul style="list-style-type: none"> → Orientation sectorielle / exemple sur le secteur IAA : 1 à 3 projets / an, 800 k€ par dossier ✓ Garantie bonifiée Bpifrance pour les entreprises au stade développement, voire ouverture vers de nouveaux secteurs <ul style="list-style-type: none"> → A chiffrer
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rendre lisible l'offre de financement ✓ Faciliter les démarches administratives pour l'accès au financement 	

Segment 4 : Entreprises en redéploiement

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de retournement petits tickets (< 500 k€) <ul style="list-style-type: none"> → Plus de 10 dossiers / an montant moyen 500 k€ ✓ Prêt participatif pour SCOP <ul style="list-style-type: none"> → 1 dossier / an, 100 k€ ? 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de retournement grands tickets (> 1 M€) <ul style="list-style-type: none"> → 4 à 5 projets / an; 1,5 M€ par dossier
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Travailler sur la sensibilisation des chefs d'entreprise, réticents à l'idée d'ouvrir leur capital à des fonds opportunistes ✓ Accompagner les entreprises au-delà des aspects financiers (coaching du dirigeant, expertise technique et financière...) ✓ Renforcer le lien entre prescripteurs (banques, cabinets comptables), et fonds existants ✓ ** Petit capital développement souvent proche de la notion de redéploiement 	

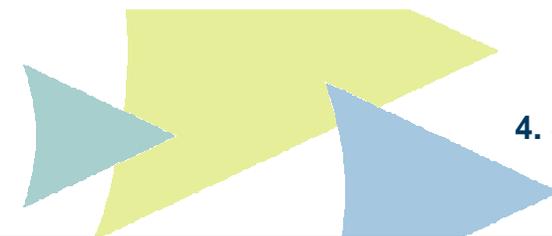


Segment 6 : ESS

Carences	Défaillances
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Garantie « jeunes entreprises ESS » → Des dispositifs garantie qui existent en région, mais dont les fonds ne permettent pas forcément de répondre à l'ensemble de la demande ✓ AR Entreprises ESS en difficulté → Un petit fonds d'avances remboursables pour les structures ayant des difficultés conjoncturelles a été constitué, mais il ne permet pas de répondre à la demande
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire monter en compétences les dirigeants de l'ESS par le biais de formations adaptées dans des domaines comme le management, les finances ✓ Assurer le renouvellement de plus de 20 000 départs en retraite dans les 10 ans à venir, notamment en améliorant la visibilité de l'ESS auprès des jeunes ✓ Articuler les différents dispositifs de soutien à l'ESS existant pour générer un effet levier plus important sur le développement économique local 	

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 4/4



4. Synthèse

Thématique : ENR

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malgré l'existence d'aides, le développement et l'investissement dans des projets de méthanisation est limité (subventions + abondement fonds de garantie ENR pour méthanisation + extension fonds de garantie) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AR Projet ENR → Les enjeux de production d'ENR selon le SRCAE demande une massification du développement de projets, et donc des fonds disponibles. Les aides pour le développement de projets sont insuffisantes au regard des enjeux (abondement Fonds ENR Aquitaine) ✓ Les incertitudes sur la méthanisation, et notamment des premières années d'exploitation, ne sont pas couvertes (extension fonds de garantie)
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Acceptabilité sociétale des projets ENR ✓ Temps d'instruction des dossiers ✓ Incertitude sur les obligations d'achats (passage à une surprime, discussion sur la durée d'obligation pour la méthanisation) 	

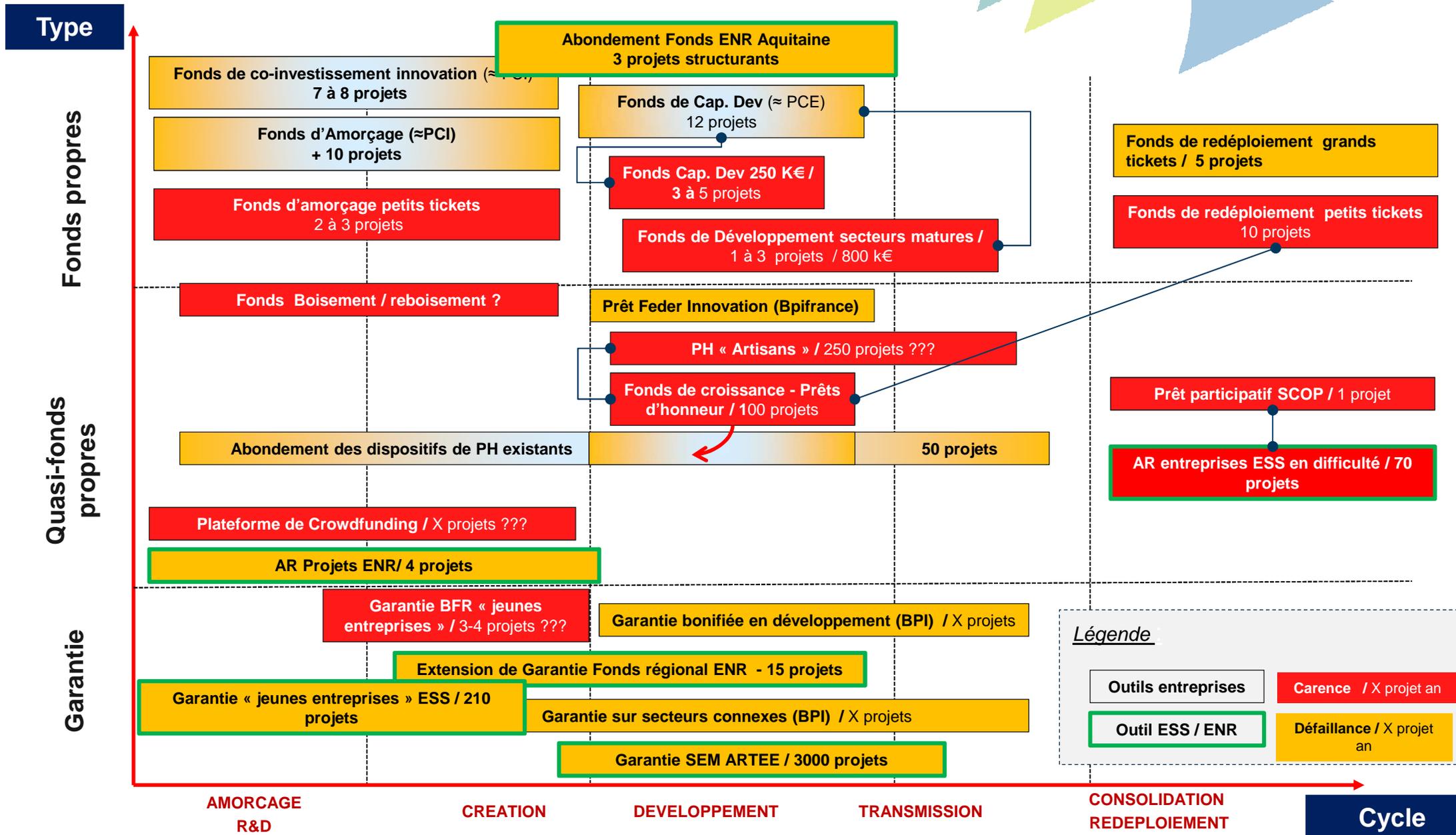
Thématique : efficacité énergétique des bâtiments

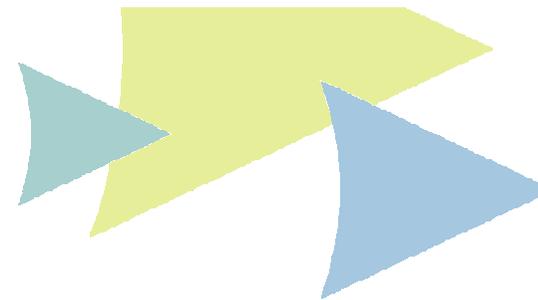
Carences	Défaillances
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Si des financements existent pour la rénovation énergétique, que ce soit pour le logement social (CDC, intervention des collectivités territoriales, prêts, etc.) ou pour le logement privé (PTZ, prêts bancaires, aides Anah, aides des collectivités territoriales, etc.), les besoins et les enjeux demandent une mobilisation plus massive des fonds : objectif de 10 000 logements / an contre 2 500 logements accompagnés en 2014. ✓ Une situation sous optimale concernant les ménages propriétaires de logement en catégorie D et inférieure (170 000) ayant des revenus modestes (> aux seuils ANAH) : ils n'ont pas/peu accès aux subventions ; ils ont des difficultés à accéder au crédit bancaire de type Eco-PTZ car ils ne présentent pas les conditions de solvabilités requises par les Banques, et dont la durée n'est pas adaptée à la durée d'amortissement des travaux ; les aides qu'ils reçoivent des collectivités, caisses de retraite sont largement insuffisantes pour couvrir les travaux, de fait le reste à payer demeure important pour réaliser des travaux de rénovation conséquents.
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Des interventions qui demandent un accompagnement fort par des tiers de confiance (comme par exemple la SEM ARTEE) ✓ Sur le logement social, des modèles économiques qui demandent la mobilisation de « fonds gratuits » 	

Cartographie des carences et défaillances de marché

Stade de développement X Nature des instruments

4. Synthèse





► 4.2 Stratégie d'investissement et recommandations

Stratégie d'investissement : introduction



- ▶ Une stratégie préfigurée terme de la phase 1, globalement validée lors de cette deuxième phase de mission
 - ▶ Des entretiens et ateliers de travail ayant par ailleurs permis :
 - ▶ D'affiner le diagnostic, l'identification des carences et insuffisances de marché
 - ▶ D'expliquer les conditions de mobilisation des fonds européens
 - ▶ De trouver un consensus sur les instruments financiers :
 - ▶ A abonder par des fonds européens
 - ▶ A conforter en prévision de besoins croissants
 - ▶ A réfléchir, creuser lors des prochains mois
 - ▶ Dans l'intervalle, des précisions et approfondissements également apportés sur :
 - ▶ La projection des besoins, le montant des carences et défaillances à couvrir sur la période d'analyse
 - ▶ Les possibilités de positionnement des futurs gestionnaires sur les outils envisagés
 - ▶ La Garantie en direction des TPE et les instruments mobilisables sur la thématique de l'efficacité énergétiques
- ▶ L'hypothèse de création/abondement de quatre instruments financiers à court terme
 - ▶ Formalisme conforme aux attendus de la Commission Européenne
- ▶ D'autres instruments financiers à approfondir, susceptibles d'être programmés par la suite
 - ▶ Des recommandations complémentaires

Cf. comptes-rendus d'ateliers,
documents spécifiques

Atelier « Innovation »

- ▶ **Offre de financement à conforter / créer**
 - ▶ Renforcement du fonds de co-investissement
 - ▶ Maintien d'une intervention en amorçage sur le territoire de « Poitou-Charentes », élargir à la marge les thématiques couvertes
 - ▶ Montée en puissance de l'offre BA sur le territoire: capacité d'investissement et professionnalisation sur des dossier « high tech »
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ Création d'un fonds d'amorçage spécifique (prêts d'honneurs ou autre format)
 - ▶ Fonds de prêts Innovation ?
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ Redynamiser le flux de porteurs de projets innovants, notamment en provenance du monde académique
 - ▶ Assister les entreprises dans leur parcours « levée de fonds : identification des financements, montage de projets...
 - ▶ Ajuster la gouvernance et le fonctionnement de PCI
 - ▶ Accompagner, favoriser l'intervention des banques en faveur des entreprises innovantes

Atelier « Financement PME et TPE »

- ▶ **Offre de financement à conforter/ créer**
 - ▶ Renforcement des fonds de garantie, notamment en direction des TPE
 - ▶ Dotation sur les Prêts d'Honneur création et reprise (demande croissante) et sur d'autres segments
 - ▶ Financement du petit capital développement / transmission. Intérêt des outils type PCE et assimilé
 - ▶ Fonds de redéploiement ?
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ Fonds de Garantie « TPE » (déplafonnement ?)
 - ▶ Fonds de co-investissement et/ou outil de capital développement « petits projets »
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ Organiser des rencontres périodiques des acteurs (échanges appréciés lors des ateliers)
 - ▶ Sensibiliser les chefs d'entreprises (capital développement et transmission)
 - ▶ Cartographier l'offre de garantie et capital investissement (pour les porteurs de projets comme pour les acteurs bancaires)

Synthèse des ateliers « EnR » et « EE »

→ cf. comptes-rendus détaillés

Atelier « EnR »

- ▶ **Offre de financement à conforter**
 - ▶ Garantie proposée par la Région sur des prêts ENR contractés par les banques
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ 2 possibilités :
 - ▶ Abondement du fonds ENR Grande Région via le FEDER pour des interventions en fonds propres et quasi fonds propres, en vue de s'assurer du financement de projets ENR d'envergure sur le territoire
 - ▶ Utilisation du FEDER sous forme de subventions pour financer des petits projets ENR, notamment de méthanisation, pour mailler le territoire
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ S'articuler avec les outils de crowdfunding en émergence
 - ▶ Agir sur les autres problématiques freinant la massification des projets ENR :
 - ▶ Temps de développement des projets
 - ▶ Acceptabilité sociétale des projets
 - ▶ Accompagnement technique des acteurs
 - ▶ Soutien à la structuration de filières régionales

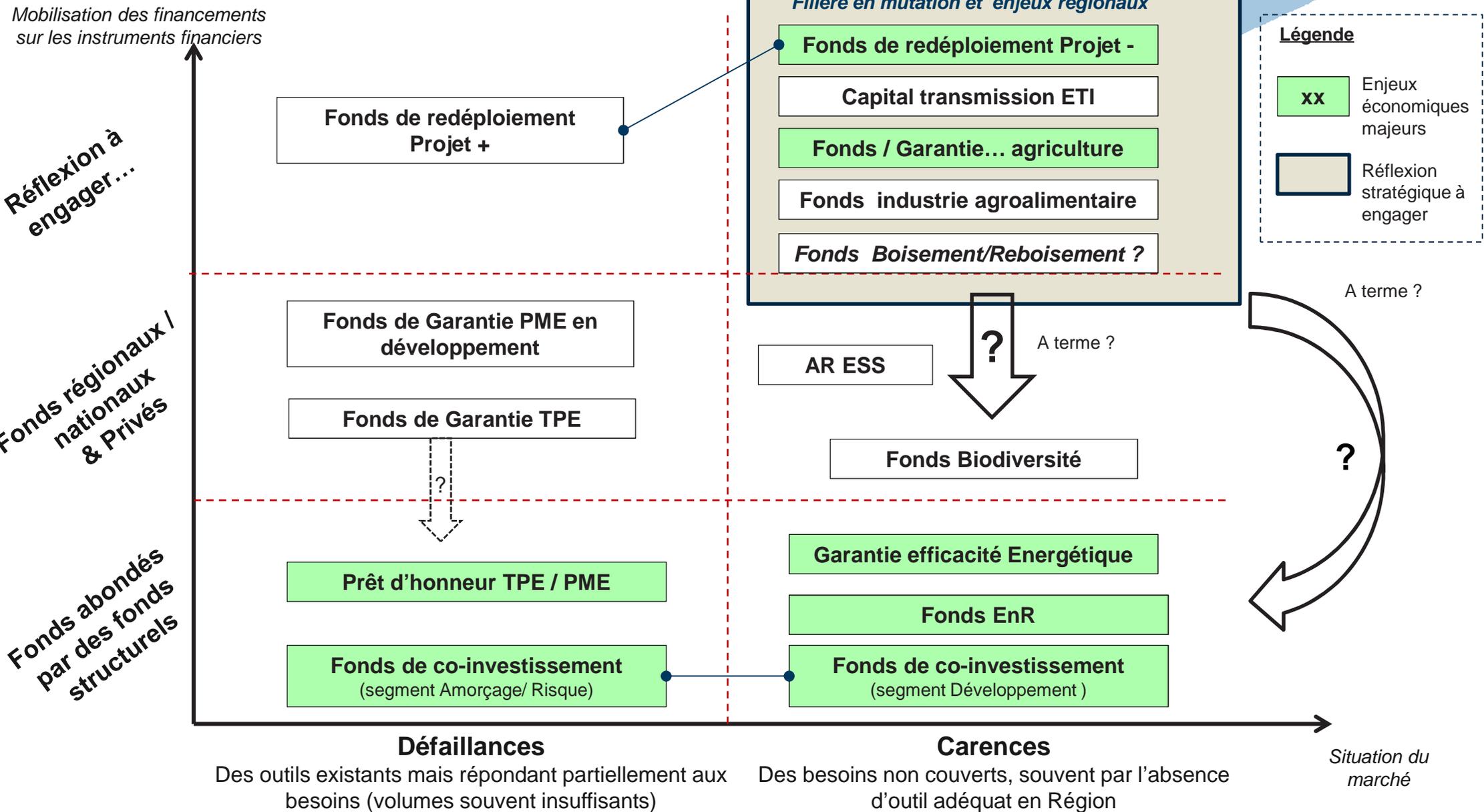
Atelier « Efficacité énergétique »

- ▶ **Offre de financement à conforter**
 - ▶ Prêt bancaire à la rénovation thermique octroyé par les banques (CIC, Crédit Mutuel) dans le cadre de l'AMI lancé par la SEM ARTEE
 - ▶ Ciblage : sur les ménages modestes les plus en besoin de financement important pour leurs travaux (approx. 20 à 25 k€ de prêt).
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ Mise en place d'un fonds de garantie des prêts bancaires long terme (12 à 20 ans) pour des travaux de rénovation thermique
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ Etendre le dispositif aux prêts de la SEM ARTEE, lorsque celle-ci sera société tiers d'investissement

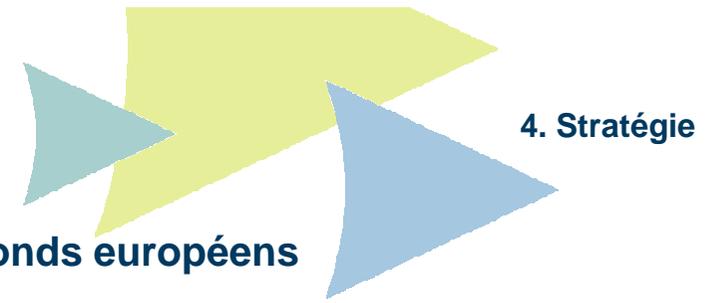
Instrument financiers et mobilisation de fonds européens

Stratégie proposée pour palier carences et défaillances

4. Stratégie



Stratégie de développement économique et Stratégie d'ingénierie financière globale



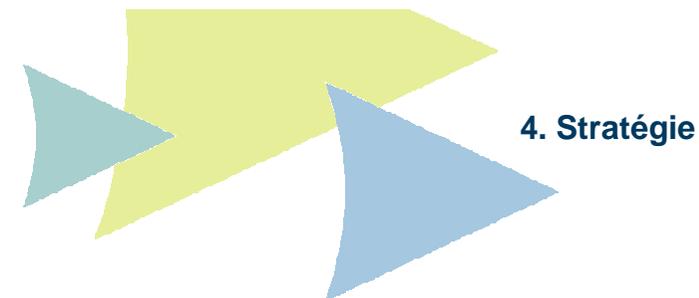
- ▶ **Quatre priorités régionales couvertes via les abondements par les fonds européens**
 - ▶ **Dynamiser l'innovation (FEDER)**
 - ▶ Cibler les entreprises innovantes et l'innovation en générale dans les entreprises
 - ◆ Notamment dans les domaines de spécialisation de la S3
 - ▶ Mettre en synergie les outils de financement de l'entreprise innovante, s'assurer de l'existence d'un parcours de financement complet
 - ▶ **Soutenir les PME « traditionnelles », moteur de croissance (FEDER)**
 - ▶ Renforcer les fonds propres des entreprises de croissance, en particulier les TPE/PME
 - ▶ Garantir l'accès au crédit bancaire, 1^{ère} source de leur financement
 - ▶ **Accélérer le développement des EnR**
 - ▶ Prendre des participations dans des sociétés de projets pour financer l'amorçage des EnR et le dérisquage financier des projets EnR
 - ▶ **Agir sur la rénovation thermique des bâtiments**
 - ▶ Contribuer à la massification de la RT : sécuriser les prêts bancaires à la RT des logements privés des foyers modestes, faire en sorte que la durée des prêts soit alignée avec la durée d'amortissement de travaux ambitieux permettant de réels gains énergétiques

- ▶ **L'intervention des fonds régionaux et nationaux sur des segments de marchés cruciaux en termes d'emplois pour Poitou-Charentes, mais moins propices (au 31/12/2015) à priori à l'abondement européen**
 - ▶ **Système de garantie**
 - ▶ **Accompagnement des structures de l'ESS en situation de retournement / difficulté**
 - ▶ ...

- ▶ **Des carences - mais hors régime d'intervention de l'Europe - à tenter de combler au fil des mois**
 - ▶ **Garantir le maintien des centres de décisions, des savoir-faire, des emplois des "PME" à fort potentiel**
 - ▶ Des cas particuliers à fort enjeux mais hors champs d'intervention de l'Europe ; exemple : Redéploiement...
 - ▶ **Accompagner les mutations des certaines filières phares du territoire**
 - ▶ Exemple : Industries Agroalimentaires (=> à traiter dans le cadre de la grande Région)

"Nouveaux" instruments financiers

Pistes retenues sur la programmation 2014-2020



► Quatre instruments envisagés au 31 décembre 2015

► 1) Fonds de co-investissement	12-14 M€ au global	(dont 6 M€ de FEDER)
► 2) Prêt d'honneur (abondement complémentaire)	8 M€ au global	(dont 4 M€ de FEDER)
► 3) Création fonds EnR Grande Région	4-6 M€ au global	(dont 2-3 M€ de FEDER)
► 4) Garantie Rénovation énergétique	4 M€ au global	(dont 2 M€ de FEDER)

Des montants et formats précis à arbitrer dans le cadre de la fusion des régions, du nouvel ensemble territorial



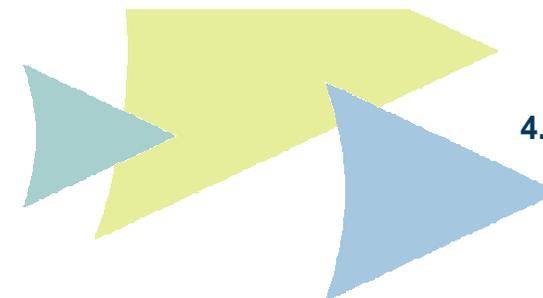
► Un bon équilibre a priori

- Une focalisation des fonds pour simplification de gestion
- Un positionnement sur des outils avec des gestionnaires potentiels « crédibles »
- Des instruments financiers "relativement faciles" à auditer dans l'hypothèse de contrôle de la Commission Européenne ou avec un opérateur de gestion solide
- Un montant global affecté en cohérence avec les sommes indiquées au sein des PO
- Une palette en synergie avec l'offre des acteurs du financement des entreprises (cf. débats des ateliers)

► Des sujets, carences / défaillances encore à traiter

Fonds de co-investissement

Précisions financières en annexe 3.4



4. Stratégie

Objectifs

- ▶ Comblant un chaînon manquant sur le développement de l'entreprise innovante, dans son parcours financier
 - ▶ Augmentation du montant des tickets investis dans un projet
 - ▶ Augmentation du nombre d'entreprises investies
- ▶ Participer à la clarification de l'offre de financement en région, stimuler l'investissement privé sur des segments encore délaissés
- ▶ Animer la communauté financière, travailler en étroite coopération avec les acteurs de la place, en additionnalité

Montant du fonds : 12 à 14 M€

- ▶ Financement à 100 % par des fonds publics : Fonds européens et Région par exemple, Plan Juncker
- ▶ Mobilisation du Feder à la hauteur optimale : 50 % / 6 à 7 M€ (à confirmer)
- ▶ Intervention en pari passu

Cible : entreprises innovantes tous secteurs

- ▶ Projets ayant intégré très en amont une stratégie de développement international
- ▶ Lien fort avec les thématiques de spécialisation intelligente de Poitou-Charentes

Cycle de vie des projets : trois profils visés au travers du fonds de co-investissement

- ▶ ❶ Segment 1 / Amorçage et capital risque => tickets : 100 à 250K€ jusqu'à 1 000 K€ en cumulé
- ▶ ❷ Segment 2 / Capital développement => tickets : 150 à 250K€
- ▶ ❸ Segment 3 / Capital Transmission => tickets : 150 à 300K€

Forme, niveau d'intervention et effet de levier attendu

- ▶ Niveau d'intervention modulable selon le stade du projet comme indiqué supra
- ▶ En complémentarité avec les outils actuels de capital investissement sur le territoire
- ▶ Intervention 50/50 avec les acteurs privés, dans les mêmes conditions
- ▶ Toute forme d'investissement : actions, obligations, comptes courants
- ▶ Montant total de la participation < 10 % du montant du fonds, règle prudentielle de base
- ▶ Effet levier du FEDER : 4 sur les fonds propres (8 si on tient compte de la levée de dette)

Caractéristiques / profils des co-investisseurs

- ▶ Labellisation par la société de gestion des co-investisseurs
- ▶ Acceptation a priori d'investisseurs de natures diverses : business angels, plateformes de crowdfunding (à confirmer) , fonds d'investissements, fonds entrepreneurs...etc.

Gestion et portage de l'outil : AMI renforcé à prévoir pour choisir le gestionnaire du fonds

- ▶ Gestion confiée à une société de gestion, préférentiellement agréée AMF
- ▶ Rémunération du gestionnaire en ligne avec les règles fixées par la Commission Européenne
 - ▶ Plafonnement des frais de gestion
 - ▶ Rémunération en partie au succès...

Intervention FEDER les segments 1 à 3
Sur le segment 3: sur le volet plan de développement de l'entreprise reprise



Traçage précis des participations :
géographique et profil de projet
(secteurs et cycle de vie)

Prêt d'Honneur / Synthèse

Précisions financières en annexe 3.4



4. Stratégie

► Objectifs :

- Renforcer les fonds propres des TPE en développement, portée par un projet innovant
- Augmenter le nombre d'entreprises financées par ce biais, en phase de développement comme sur les étapes de création-transmission
- Faire effet de levier auprès des banques de manière à injecter davantage de financements bancaires vers les TPE/PME innovantes du territoire

► Cibles d'entreprises et de projets

- Secteurs : tous secteurs avec une priorité sur l'industrie (petite) et les services à l'industries
- Profil de projets / entreprises prioritaires :
- Contexte d'intervention :
 - Entreprises en création avec des porteurs de projet ne disposant à l'instant « t » (fonds mobilisables) du niveau de ressources financières nécessaires
 - Entreprises en développement avec des projets ambitieux non finançables par de l'endettement bancaire au regard de situations bilancielle un peu déséquilibrées
 - Entreprises en transmission dans le cadre d'un projet de croissance : prêt au(x) repreneur(s)
- Intérêt marqué pour les entreprises relevant des thématiques de la S3 mais aussi d'innovations marketing/services sans contenu technologique très prégnant

► Tickets / formes d'intervention

- Prêts d'honneur à la personne (plusieurs porteurs de projets possible par entreprise)
- Montant compris entre 20k€ et 120k€
- Modulation des interventions selon les cibles :
 - Tickets de 120 k€ réservés sur le volet amorçage (répartis sur plusieurs têtes)
 - Prêts de 10 k€ en moyenne sur la création-reprise traditionnelle
 - Prêts de 20 à 30 k€ pour accompagner les TPE de croissance

Impact de l'intervention des fonds européens

- ✓ Augmentation des plafonds de prêts accordés
- ✓ Augmentation du nombre de dossier

► Montant / enveloppe financière

- Objectifs de financement : 80 à 90 prêts / an soit environ 60 entreprises/ an sur la période 2016-2022
 - Rappel en moyenne X emprunteurs par entreprise accompagnée
- Enveloppe prévisionnelle : 8 M€ (pour le financement de prêts complémentaires)
 - 8 M€ d'euros à horizon de 2022
 - Dont 4 M€ Fonds européens (FEDER)
- Déblocage en deux temps des montants prévus
- Effet de levier attendu sur le mobilisation de fonds privés :
 - A minima 1 € de prêts bancaires en phase de création pour 1 € de prêts
 - 1,5 € de prêts bancaires en phase de développement pour 1 € de prêts

Nombre de prêts en régime de croisière

- 25 prêts d'honneur création-reprises / an
- 50 prêts d'honneurs croissance / an
- 10 prêts d'honneurs d'amorçage / an

► Portage de l'outil

- Sélection sur appels d'offre des gestionnaires des prêts d'honneurs
- Plusieurs porteurs potentiels, entités en capacité d'instruire et gérer les fonds : Initiative France, Réseau Entreprendre...etc.
- Frais de gestion à apprécier au regard des projet accompagnés « assimilable à du petit capital développement »
 - Coût de montage/ instruction des dossiers important rapporté au montant investi
 - 10 % de coûts de fonctionnement ?

Garantie des prêts bancaires RT



4. Stratégie

► Objectifs :

- Accélérer la mise en place du dispositif proposé par la SEM ARTEE, en facilitant la participation des autres acteurs bancaires du territoire (autres que le CIC et Crédit Mutuel) au financement de la rénovation thermique du logement
- Accélérer la transition énergétique, en facilitant la prise de décision pour des travaux plus ambitieux, ayant des objectifs de réduction de consommation énergétique validés et accompagnés par la SEM ARTEE
- Cibler les ménages à revenus modestes et au-dessus des seuils de l'ANAH, ayant un accès limité aux subventions publiques et aux prêts bancaires « classiques », en leur proposant des prêts d'une durée adaptée

► Cibles d'investissement

- Les publics propriétaires occupants de maisons individuelles, dont les revenus sont situés au-dessus des seuls actuels de l'ANAH « très modestes » et en deçà des critères d'éligibilité de l'ex prime à la rénovation énergétique, soit environ 170 000 foyers picto-charentais
- Les travaux d'efficacité énergétique permettant d'atteindre un certain niveau d'économie de consommation énergétique du logement : un gain minimum de 60 KWh/m²/an est attendu
- Les prêts à la rénovation thermique des Banques partenaires et de la SEM ARTEE d'une durée minimale de 12 ans et maximale de 20 ans
- Les prêts d'un montant maximum de 30 K€.

► Tickets / formes d'intervention

- 50 % de quotité de garantie
- 33 % de provision de risque

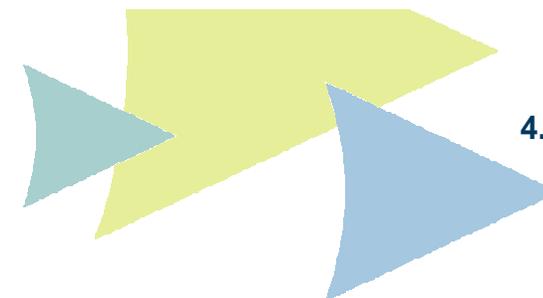
► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle : 4 M€
 - Dont 2 M€ Région Poitou-Charentes + autres
 - Dont 2 M€ FEDER.
- Période d'investissement 2016-2022 – 1400 prêts accompagnés soit 200 / an.

► Portage de l'outil

- Sélection sur appels d'offre

Fonds d'investissement EnR



4. Stratégie

► Objectifs :

- Faciliter le financement de l'amorçage des entreprises innovantes des EnR
- Permettre le dérisquage financier des projets du point de vue de l'industriel-investisseur en le délestant d'une partie du risque technologique et financier

► Cibles d'entreprises et de projets

- Sociétés de projets portant les actifs de production d'Energies Renouvelables créées par les acteurs des filières
- Filières: méthanisation, biomasse, bois énergie
- Stratégie globale du fonds :
 - Une stratégie d'investissement global du fonds commercialement saine
 - Une stratégie de diversification des risques
 - Une taille critique du fonds viable et disposant d'une portée territoriale efficiente du portefeuille
 - Un plan d'entreprise des cibles viable et rentable
 - Des stratégies de sortie claire et réaliste pour chaque cible

► Tickets / formes d'intervention

- Le fonds interviendra à hauteur minimum de 400 K€ chaque projet
- Le fonds apportera un appui en fonds propres dans les sociétés de projet selon les conditions suivantes : souscription de valeurs mobilières (par exemple actions, obligations et BSA)
- Conditions:
 - Investissements minoritaires en capital de 30% maximum du montant d'investissement des projets non couvert par la dette
 - Co-investissement avec d'autres investisseurs majoritaires publics ou privés dans la limite de 2/3 de part publique consolidée dans les cibles et également avec des acteurs du financement participatif (crowdfunding et financement citoyen)
 - Pas plus de 10 à 15% du montant total du fonds dans un seul projet (critères prudents)
 - Durée d'investissement standard : durée de vie de la ferme pilote (4-5 ans) ou investissement de la start-up (7 ans)?
 - Les interventions des souscripteurs du fonds EnR seront faites selon les critères de l'opérateur en économie de marché, c'est à dire en pari passu (mêmes conditions de rémunération, de risque et de subordination entre investisseurs, dans une simultanéité des interventions et à défaut selon une règle de valorisation des parts de la société préétablie)

► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle: 4-6 M€
 - Dont 2-3 Région Poitou-Charentes
 - Dont 2-3 Fonds européens (FEDER)
- Effet de levier attendu du FEDER sur la mobilisation de fonds privés : 4 sur les fonds propres (8 si on tient compte de la levée de dette)

► Portage de l'outil

- Gestion confiée à une société de gestion, préférentiellement agréée AMF
- Rémunération du gestionnaire en ligne avec les règles fixées par la CE

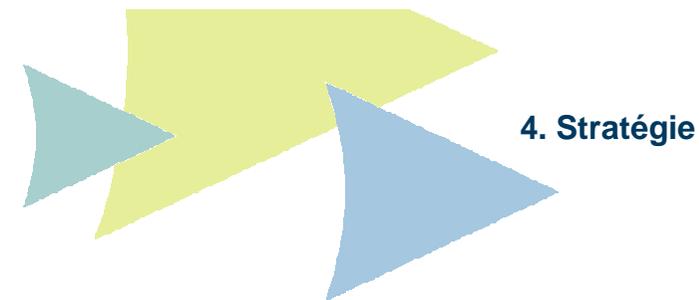
Traçage précis des participations : géographique et profil de projet (filière et type (amorçage/dérisquage))

Instrument financiers sur la programmation 2014-2020 : questionnements et points de vigilance (1/2)



- ▶ **La question de l'avenir des outils « spécifiques » au territoire (cf. présentation dans le document) dans le cadre des projets d'instruments financiers de la grande Région**
 - ▶ Plusieurs instruments faisant l'objet d'un soutien régional – Conseil Régional et/ou Fonds Européens 2007-2013 - bien appréciés des entreprises et financeurs purement privés
 - ▶ **Trois outils particulièrement concernés**
 - ▶ Poitou-Charentes Expansion
 - ▶ Fonds de co-investissement
 - ▶ Poitou-Charentes Innovation (cf. ci-dessous)
- ✓ Ajustement des fonctionnements et gouvernance des outils pour satisfaire la réglementation
 - ✓ Question de l'optimisation des participations existantes : besoin parfois de réinvestissement (2^{ème} tour ...)
-
- ▶ **Une problématique de l'amorçage partiellement réglée avec le panel des instruments financiers présentés plus en amont dans le document**
 - ▶ Un outil utile sur le territoire : Poitou-Charentes Innovation (cf. partie 2 du présent document)
 - ▶ **De nouveaux outils pour financer les premières années de l'entreprise innovante**
 - ▶ La possibilité dorénavant de mobiliser des prêts d'honneur sur le volet innovation
 - ▶ Des fonds sectoriels spécifiques qui verront sans doute le jour en Aquitaine, avec quelques investissements sur des phases d'amorçage
 - ▶ Une attention plus forte des investisseurs « aquitains » au sens région 2014 ?
 - ▶ **Des gaps subsistant dans l'hypothèse de « disparition » de PCI**
 - ▶ Rappel PCI en 2014/2015 : une 10^{aine} d'intervention en capital risque et amorçage
 - ▶ Une capacité d'intervention limitée sur les exercices à venir
 - ▶ Des Business Angels « Picto-charentais » qui ne sont pas aujourd'hui en situation de prendre le relais

Instrument financiers sur la programmation 2014-2020 : questionnements et points de vigilance (2/2)



Partenariat SIAGI – CR et intérêt d'un abondement Feder :

- ▶ **Aujourd'hui, le partenariat entre les instances régionales et la SIAGI est le suivant : la Région a ouvert une ligne de crédit, mobilisable par la SIAGI en cas de sinistre, pour les dossiers d'un fonds spécifique. Cette ligne s'élève aujourd'hui à 3,1 M€. Au rythme actuel (environ 40 dossiers par an), le fonds concerné par cette garantie sera liquidé fin 2018.**

- ▶ **La SIAGI considère que la demande existe :**
 - ▶ Pour plus de dossiers (environ 60-70 par an, soit 20-30 de plus qu'actuellement) ;
 - ▶ Pour des dossiers plus importants (avec un montant maximum de concours garantie de 150 000 € au lieu de 100 000 € actuellement). Cela permettrait par exemple de soutenir davantage de dossiers d'installations agricoles.

- ▶ **Un abondement Feder à un fonds de garantie (et non l'ouverture d'une ligne de crédit comme actuellement) serait une façon de couvrir cette demande.**

- ▶ **La SIAGI a déjà une expérience de la gestion Feder avec un fonds en Midi-Pyrénées. Ce fonds, doté d' 1M€ Feder, a permis de soutenir environ 300 dossiers entre 2010 et 2015.**

"Fonds" Financement du reboisement/boisement en Poitou-Charentes / fiche de synthèse



► Constats et Objectifs :

- De manière générale, l'intérêt multiple du reboisement : impact climat, développement de la ressource locale, biodiversité...etc.
- La création par le Conseil Régional d'une aide directe au boisement / reboisement aux côtés des industriels et de l'ensemble des acteurs de la filière (Expérimentation 2015 – 2016)
- En Poitou-Charentes, l'intérêt plus spécifique d'organiser la filière de production de peupliers à court terme afin d'approvisionner les industriels locaux avec la possibilité d'étendre la démarche à d'autres essences à moyen terme
- Des réunions de travail avec l'ensemble de la filière, une étude de faisabilité menée sur la création d'un outil de financement dédié :
 - La confirmation de la carence / défaillance en terme de financement, des projets à trop faible rentabilité, TRI pour intéresser les investisseurs en capital classiques
 - Des scénarios de création d'un instrument financier restant à consolider

Un projet en totale cohérence avec la stratégie de Transition Ecologique et Energétique

► Cibles d'entreprises et de projets

- Secteur : établissements en Poitou-Charentes intéressés par la problématique du peuplier, actifs dans la chaîne de valeur de la filière
 - Producteurs / fournisseurs : Exploitants forestiers (à titre individuel ou sous forme mutualisée)
 - Clients : Industriels consommateurs de bois peupliers, exemple des fabricants de panneaux
- Contexte d'intervention :
 - Gestion durable de la ressource
 - Production de bois de qualité

► Tickets / formes d'intervention

- Plusieurs modalités en réflexion à ce stade
 - Prêts, système de garantie
 - Prise de participation dans des sociétés ad-hoc
- Investissement dans la durée, modèle économique de long terme

► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle : à fixer en recherchant à optimiser l'effet de levier
 - A ce stade, l'objectif de la Région serait de contribuer à la reconstitution de 5000 ha de peupleraies pour un coût de revient par hectare de 6 000 € minimum (hors assurances, frais de gestion et rémunération du propriétaire), soit un besoin potentiel de 30 M€ sur 10 ans. Si 10% de ces besoins étaient financés via un instrument financier, en complément d'autres modalités d'interventions potentielles (subventions, etc.), l'instrument en question devrait alors disposer d'une capacité d'intervention d'environ 3 M€.
- Plusieurs opérateurs potentiellement impliqués dans l'instrument
 - La Région Poitou-Charentes et les fonds européens (FEADER)
 - La Caisse des Dépôts et Consignations via la Société Forestière de la Caisse des Dépôts
 - Les industriels de la transformation du bois...
- Déblocage des fonds au gré des besoins
- Effet de levier attendu sur la mobilisation de fonds privés :
 - Logique de co-investissement sans doute dans l'hypothèse d'une intervention en capital
 - Intervention à coté des banques dans le cas d'une offre en prêts

Une opération expérimentale en cours
Plusieurs modalités de soutien possibles
(cf. page suivante)

► Portage de l'outil

- Prématuré à ce stade pour définir l'instrument financier en détail et les conditions théoriques de portage
- Comme sur tous les instruments financiers, sélection du gestionnaire sur appel d'offres et/ou AML « renforcé »

"Fonds" Financement du reboisement/boisement en Poitou-Charentes / Précisions et commentaires



Données clés sur l'offre et la demande

Demande des industriels :

- Projets déclarés d'augmentation de leur production : de 132 000 m³ / an (2012) à 200 000 m³ estimés (2015)
- Volonté de substitution du bois d'okoumé importé pour des contreplaqués « tout peuplier »

Offre : le peuplier en Poitou-Charentes

- 16 000 hectares cultivés (incertitude : +/- 6 000 ha) en baisse sur les dernières années
- 4,3% de la surface boisée de la région produisant 46% de la récolte totale de bois d'œuvre

IF, Plusieurs modalités d'intervention envisageable : bénéficiaires, type d'instruments

REGROUPEMENT DE PROPRIETAIRES	FINANCEMENT	GESTION	COMMERCIALISATION	EXPLOITATION	ACHAT DES PRODUITS	OPTION
	Propriétaire isolé	Propriétaire (1)	Propriétaire (1)	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	?
	Propriétaire	(1) + gestionnaire	(1) + gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	Industriel
	Propriétaire adhérent à une coopérative	(1) + coop	(1) + coop	Coop	Industriels	Industriel
CRPF (animation)	Regroupement de propriétaires (GF, ASL, ASGF, ASA...)	Gérant (2)	Gérant (2)	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	?
CRPF (animation)	Regroupement de propriétaires (GF, ASL, ASGF, ASA...)	(2) + gestionnaire	(2) + gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	Industriel
?	OGEC (propriétaire adhérent à une coopérative)	Coopérative	Coopérative	Coopérative	Industriels	Industriel
CRPF (animation)	Industriel (via bail)	Industriel	Industriel	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	
CRPF (animation)	Industriel (via bail)	Gestionnaire (ou coop ?)	Gestionnaire / coop	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	
CRPF (animation)	Groupement d'industriels (via bail)	Gérant / gestionnaire	Gérant / gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	

APPLI DE LA REGION

Aide directe Via FONDS (prêts...) Aide directe (mise en place : regroupement, bail, gestion) Via FONDS (prêts...)

* l'exploitant peut être un industriel s'il réalise cette activité

Zoom sur l'expérimentation en cours

- Projet pilote, en partenariat avec un industriel régional du secteur, en cours de constitution
- Plantation d'une 100^{aine} d'hectares de peupliers visant à approvisionner les unités de la société
- Financement incluant l'industriel et un institutionnel dans un premier temps. Le besoin de financement pour ce premier pilote prévu sous la forme d'une SPV est évalué à 800 k€ (hors TVA, pour 100 ha de plantation).

Source : étude de faisabilité d'un véhicule d'investissement mutualisé innovant pour le financement des peupleraies en Poitou-Charentes 2014 (Région et Caisse des Dépôts Poitou-Charentes)

Des situations de marchés non optimales au sens « régional » du terme Quelle stratégie d'intervention pour les acteurs régionaux ?

▶ Le sujet des PME redéploiement ou retournement

- ▶ Complexe à appréhender...
- ▶ Politiquement délicat...
- ▶ ...néanmoins à fort enjeu en termes d'emplois
- ▶ Un outil interrégional théoriquement accessible
 - ▶ Bilan : pas d'investissement à ce jour sur le territoire
 - ▶ Réservé par ailleurs aux opérations de grande envergure



Benchmark et retour d'expérience avant d'étudier la mise en place d'un outil bien borné à trois ans ?
Poursuite de la réflexion ?

▶ Le maintien des ETI et entreprises structurantes de Poitou-Charentes

- ▶ Cas de figure défavorables à tenter de gérer au mieux pour le territoire
 - ▶ Etape de reprise transmission au sein de belles PME
 - ◆ Montant en jeu : 1 à 3 millions d'euros
 - ◆ Ex: rachat par une entreprise extérieure, perte de siège social
 - ▶ Financement de la croissance d'ETI majeures
 - ◆ Montant en jeu : plusieurs 10^{aine} de millions d'euros
 - ◆ Intervention des fonds nationaux ... puis vente de l'entreprise
- ▶ Solutions idéales et/ou envisageables
 - ▶ Anticipation et gestion préventive ?
 - ▶ Capacité de mobilisation de fonds « régionaux » au sens premier du terme ?
 - ▶ Rôle de Bpifrance ?



Réflexion capital transmission avec les acteurs de la place post mise en place du fonds de co-investissement ?
Anticipation et concertation sur les dossiers > 5 M€ ?

▶ La résolution à la marge de carences de marché

- ▶ Peu d'opérateurs en capital développement < 400 k€
 - ▶ Quelques dossiers pourraient dorénavant trouver solution via les outils envisagés
 - ▶ Exemple : fonds de co-investissement et prêts d'honneur
- ▶ La possibilité de monter les capacités d'intervention de certains outils
 - ▶ En volume : nombre de dossier ?
 - ▶ En montant des tickets ?



Opportunité pour PCE ?
Création d'un nouvel outil ?

▶ Des possibilités également offertes dans le cadre de la grande Région

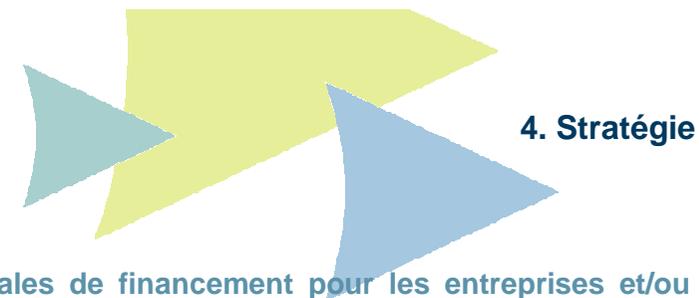
- ▶ Absence certes de taille critique en Poitou-Charentes
- ▶ un marché adressable au sein du nouvel ensemble



Réflexion sur Fonds IAA, Photoniqueetc.

Financement des entreprises en Poitou-Charentes

Zoom sur les actions à conduire hors IF (synthèse)



4. Stratégie

► De manière générale

- La continuation du rôle de l'Agence PME : partage et recherche de solutions optimales de financement pour les entreprises et/ou porteurs de projets
- La mise en place d'échanges périodiques (hors analyse / discussion de projets) avec les acteurs de la place financière
 - A l'image de l'intérêt des débats et discussions des ateliers de la phase 2 de la présente opération
 - Volet, action spécifique au sein des missions de l'agence PME
- La recherche d'efficacité et d'efficience dans la gestion terrain des instruments financiers dans le cadre de la grande Région
 - Des économies d'échelles évidentes sur des compétences très spécifiques et sur des missions de back office (instruction, reporting, gestion administrative des instruments financiers)
 - ...cependant, le maintien indispensable de la proximité terrain pour la détection et ingénierie de projet
 - ...en particulier sur le petit capital développement et pour l'accompagnement / conseil des startups

► Sur le segment Jeune Entreprises Innovantes

- La prospection de projets dans les laboratoires de recherche pour reconstituer le deal flow
- L'accompagnement plus intense des projets, type programme d'accélération
- Un maillage plus fin du territoire – à l'image des structures technopolitaines - sur le soutien à l'innovation

► Sur le segment TPE et PME « classique »

- Le travail de préparation des entreprises à la reprise-transmission : les projets bien préparés trouvent généralement du financement
- Des actions de sensibilisation des chefs d'entreprises sur :
 - La construction de business plans
 - L'ouverture du capital et les modèles du capital investissement
- La cartographie des offres de financement et conditions de mobilisation
 - Difficile à appréhender pour les entreprises
 - Systèmes de garanties (nombreuses opportunités) par ailleurs pas toujours bien maîtrisés dans les agences bancaires

► Sur le volet EnR

- Financement de petits projets ENR, notamment de méthanisation, pour mailler le territoire
- Continuer à abonder la garantie que propose la Région sur des prêts ENR contractés par les banques (dispositif existant)

► Sur la question de l'Efficacité Energétique

- Poursuivre l'accompagnement des ménages via l'offre de services proposée par la SEM ARTEE
- A terme, le refinancement de la SEM ARTEE (3 / 4 ans), une fois la première génération de prêts octroyés
- Micro-crédit habitat pour les ménages éligibles ANAH afin de couvrir le reste à payer

Déploiement des instruments financiers en Poitou-Charentes et contexte de fusion des Régions



► Rappel de deux éléments de contexte

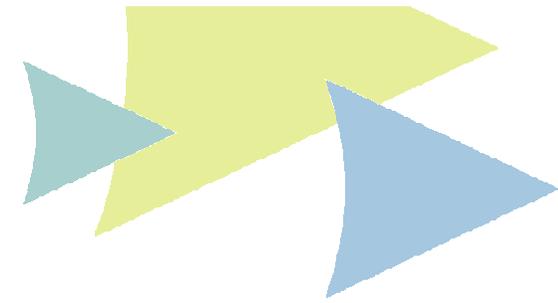
- L'utilisation des fonds européens des PO Poitou-Charentes 2014-2020 doit strictement correspondre à des investissements réalisés en Poitou-Charentes
- Les évaluation ex ante des trois régions fusionnées ayant fait ressortir des problématiques voisines :
 - La convergence des outils a été privilégiée avec la création d'instruments financiers rayonnant sur le nouveau territoire régional
 - ...en préservant des spécificités sur les thèses d'investissement pour bien coller à la carence ou défaillance de marché identifiée
 - ...en veillant à respecter les enveloppes affectées à chaque territoire des anciennes régions

► L'adaptation possible, à la marge, des thèses d'investissement des fonds ici présentés

- La gestion des instruments financiers sera vraisemblablement confiée à un opérateur unique pour les trois sous-ensembles régionaux, avec quelques menues variantes en terme de choix des cibles et conditions de mise en œuvre
 - Un travail encore à conduire de convergence des outils, des conditions d'application de chaque instrument financier
 - Des régulations sans doute à opérer avant de lancer la sélection des gestionnaires
- La création quasi-validée en région « Aquitaine » de fonds sectoriels avec lesquels devront se coordonner les fonds « génériques » notamment le fonds de co-investissement
 - Fonds agroalimentaire
 - Fonds photonique et matériaux avancés ...

► Format d'intervention et différents véhicules juridiques

- La Région Aquitaine envisage la création d'un fonds de fonds qui réunirait l'ensemble des participations de la Région en Capital Investissement
- Le fonds de fonds pourrait être amené à investir dans chaque instrument financier
- L'abondement des fonds européens pourrait par conséquent se réaliser
 - Soit en direct dans l'instrument financier
 - Soit via le fonds de fonds



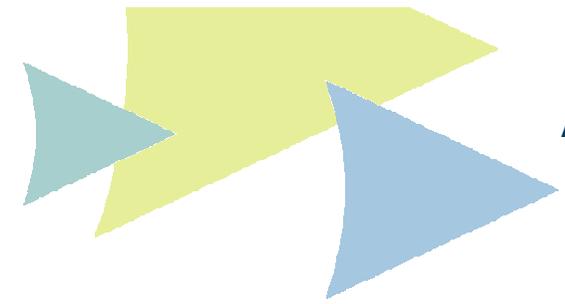
- ▶ INTRODUCTION

 - ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

 - ▶ 2 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT

 - ▶ 3 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

 - ▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT
- ▶ ANNEXES



▶ **A.1 Lexique et définitions**

Fonds propres et quasi fonds propres



Fonds propres	Capital social
	Comptes courants d'associés
	Résultat non distribué
Quasi Fonds propres	Obligations et titres participatifs
	Avances conditionnées
	Subventions d'investissement

► Utilité des fonds propres

- Indépendance vis-à-vis des banques et des fournisseurs
- Gage de solidité de l'entreprise (preuve que des personnes ont crû en la pérennité de l'entreprise)
- Stabilité et solidité financières
- Marge de manœuvre pour réaliser des investissements corporels et/ou incorporels

- **Remarque : dans ce document, le terme « fonds propres » désigne les fonds propres et les quasi fonds propres.**

Lexique des termes techniques employés (1/3)

Annexes



▶ Capital d'amorçage

- ▶ Financement fourni aux entreprises pour développer leurs produits ou services et lancer leur commercialisation. Les entreprises peuvent être en cours d'institution ou déjà existantes (mais < 8 ans), mais elles ne peuvent pas encore avoir commercialisé de produits ou de services

▶ Capital risque

- ▶ Le capital-risque fait référence aux investissements dans des entreprises non cotées en bourse par des sociétés de capital-risque qui, agissant comme mandantes, gèrent des fonds particuliers, institutionnels ou internes. En Europe, les principales phases de financement sont la phase de démarrage (qui englobe le capital initial et le capital d'amorçage) et la phase d'expansion. Le capital-risque renvoie donc à des fonds professionnels co-investis avec l'entrepreneur pour financer une entreprise en phase de démarrage (amorçage et départ) ou d'expansion. L'investisseur espère compenser le risque élevé qu'il prend par des retours sur investissement supérieurs à la moyenne

▶ Capitaux propres

- ▶ Capital représenté par les actions (ordinaires) d'une entreprise. Les caractéristiques typiques des capitaux propres sont un droit aux bénéfices réalisés par l'entreprise, un droit à une part proportionnelle des produits lors de la liquidation et la subordination aux créiteurs.

▶ Effet de levier

- ▶ Permet de mesurer l'effet de levier du financement octroyé sur le plan de financement total de l'entreprise ou plus spécifiquement par rapport à l'emprunt bancaire

▶ Efficacité

- ▶ Degré d'atteinte des objectifs

▶ Efficience

- ▶ Efficacité rapportée aux moyens engagés sur le dispositif (et comparativement à un dispositif « concurrent »)

▶ Emplois créés ou maintenus

- ▶ Critères de qualification d'un emploi maintenu (ou consolidé, ou soutenu) à préciser

▶ Entreprise défaillante

- ▶ Selon l'INSEE : « Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. »

▶ Entreprises en difficulté

- ▶ Il n'existe pas de définition communautaire de l'«entreprise en difficulté». Dans le cadre des «lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté», la Commission considère qu'une entreprise est en difficulté lorsqu'elle est incapable, avec ses propres ressources ou avec les fonds que sont prêts à lui apporter ses propriétaires/actionnaires ou ses créanciers, d'enrayer des pertes qui la conduisent, en l'absence d'une intervention extérieure des pouvoirs publics, vers une mort économique quasi certaine à court ou moyen terme.

Lexique des termes techniques employés (2/3)



▶ Fonds de fonds (ou fonds de participation)

- ▶ Un fonds de fonds ou fonds de participation est un portefeuille composé d'autres fonds (appelés généralement fonds sous-jacents). La gestion en est assurée par un opérateur qualifié d' « intermédiaire financier ». Un fonds de fonds peut comprendre uniquement des fonds de capital investissement ou bien peut être multiproduits.

▶ Garantie

- ▶ Une garantie est un acte par lequel un tiers appelé « garant » s'engage à payer la dette d'un emprunteur si ce dernier ne peut l'honorer lui-même. Le garant est en mesure de couvrir tout manquement ou défaut d'apurement de la dette par l'emprunteur dans les conditions stipulées dans l'accord passé entre le garant, le prêteur et/ou l'emprunteur.

▶ Gestionnaire de fonds

- ▶ La ou les personnes ou entités responsables de l'exécution de la stratégie d'investissement et de la gestion du portefeuille d'investissements associé au fonds à participation ou aux instruments de l'ingénierie financière (à savoir des fonds de capitaux propres, des fonds d'emprunt, des fonds de garanties) selon le cas visés à l'article 44 du règlement général conformément aux objectifs et dispositions définis dans l'accord de financement.

▶ Investissement en capitaux propres privés

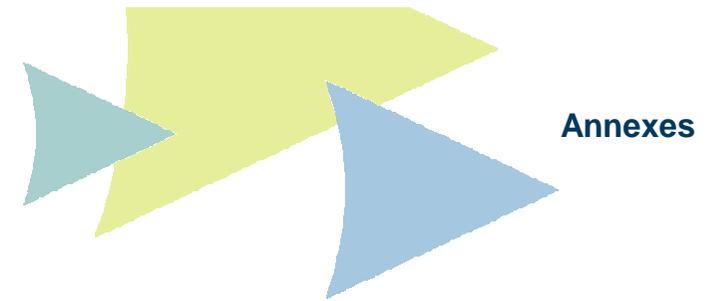
- ▶ Investissement dans les capitaux propres de sociétés non cotées en bourse. Fait référence à l'acquisition d'une participation aux capitaux propres (propriété) d'une entreprise (ou d'une entreprise en démarrage).

▶ Pertinence

- ▶ Degré de réponse du dispositif aux besoins de ses destinataires

▶ Prêt

- ▶ Un prêt est une sorte de dette. Dans un prêt, l'emprunteur reçoit initialement ou emprunte auprès du prêteur un montant appelé « principal » et est tenu de rembourser ou reverser ultérieurement un montant égal de fonds au prêteur. Les fonds sont généralement remboursés au moyen de versements réguliers ou de remboursements partiels; dans le cas d'une annuité, chaque tranche a un montant identique. Un prêt est généralement octroyé moyennant un coût appelé « intérêt sur la dette ».



► Subvention

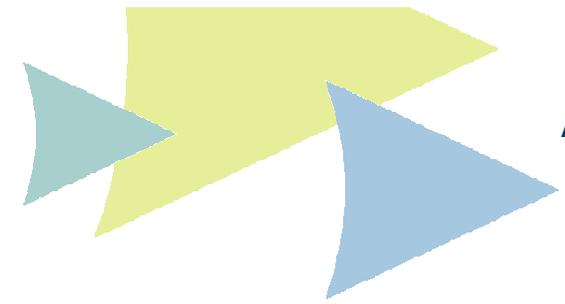
- Pour les besoins de la présente note d'orientation, une subvention présentera, de manière générale, les caractéristiques suivantes: une contribution est apportée soit à une action ou un projet exécuté par un donataire qui relève essentiellement du champ d'application des activités de ce dernier, soit directement au donataire parce que ses activités contribuent aux objectifs politiques du donateur, l'action ou le projet du donataire étant normalement dans l'intérêt du donateur; la demande de financement émane du donataire qui soumet une proposition de soutien pour les activités qu'il exécute ou prévoit d'exécuter; sa proposition présente les spécifications de l'action à exécuter qui peuvent se situer dans un cadre légal préétabli ou autre préalablement déterminé par le donateur; la propriété restera normalement acquise au donataire, bien que dans certains cas, il soit possible que la contribution financière soit reversée au donateur à la fin d'une action; la subvention ne finance pas forcément le coût total de l'action; la contribution financière du donateur ne doit pas tenir compte du produit ou du service rendu par le donataire au donateur; des conditions peuvent être annexées à la subvention accordée, mais il n'existe aucun lien direct et spécifique entre les obligations individuelles de part et d'autre (donateur et donataire), bien que le donateur ait le droit de surveiller l'exécution technique de l'action et l'usage qui est fait des fonds octroyés; la subvention ne doit pas avoir pour but ou pour effet de produire un bénéfice pour le donataire; le résultat d'une procédure d'octroi de subvention est un accord de subvention ou une décision de subvention.

► Taux de pénétration

- Degré de diffusion d'un dispositif au sein de la population cible de ses bénéficiaires potentiel (en % de la population cible)

► Taux de pérennité à trois ans

- Taux de survie des entreprises après 3 années complètes suivant l'octroi de l'aide



▶ **A.2 Sources et contacts**

Principales sources utilisées

Annexes

► Données Régionales / documents stratégiques

- S3 (Stratégie de Spécialisation Intelligente)
- PO FEDER FSE Poitou-Charentes 2014-2020
- Rapport d'activité 2013-2014 de l'Établissement Public Foncier de Poitou-Charentes
- Rapports d'activité 2013 et 2014 du CRESS Poitou-Charentes
- Schéma Régional Climat Air Energie Poitou-Charentes
- Schéma Régional de Développement Economique, Ecologique, Social et Solidaire 2011-2015
- Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013 par l'Agreste
- Programme de Développement Rural Poitou-Charentes...
- Publications « Sur Mesure » (Analyse et évaluation des politiques régionales)
- Guide des aides et des appels à projet (Portail web du Conseil Régional)
- Rapport d'activité 2014 du CRMA Poitou-Charentes

► Données statistiques

- Base de Données PME +
- INSEE
- Banque de France
- AFIC
- APCE
- Base de Données DIANE
- Acoss

► Etudes et sources diverses

- Site internet des entreprises et des acteurs du financement sollicités

Contacts phase 1 - Région Poitou-Charentes et partenaires institutionnels

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Bpifrance	M.	DIEYE	Mame	Directeur Régional Poitou-Charentes
Bpifrance	Mme	AUZANNEAU	Magalie	Responsable crédit
Caisse des Dépôts	M.	LAURENT	Christophe	Directeur régional
Région Poitou-Charentes	M.	AIMELAFILLE	Jacques	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	M.	ROBIN	Cédric	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	M.	GABARD	Matthieu	Agence Régionale de l'Innovation
Région Poitou-Charentes	Mme	SOURIAU	Aude	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	AMETTE	Katia	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	DION	Christine	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	LAMBERT	Karine	Directrice environnement

Contacts phase 1 - Ecosystème

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Fédération Bancaire Française	M.	BAILLY	Hubert	Président du Comité FFB Poitou-Charentes
CESER (ex-Directeur Régional Crédit Mutuel)	M.	BORDONNEAU	Louis	Vice Président de la Commission de Synthèse Finances et Plan
Initiative Vienne	Mme	BRETAUDEAU	Virginie	Directrice
Insertion Poitou-Charentes Active	Mme	FOUIN	Laurence	Directrice
Chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Poitou	M.	BANLIER	Jean-Michel	Président
ADEME	M.	MAURO	Jean-François	Directeur régional
AROSH	M.	MIGNOT	Romain	Directeur
SCIC Poitou-Charentes Energies Renouvelables	M.	BALLANDRAS	Marc	Directeur Général
ARTEE	M.	DIEUMEGARD	David	Directeur
DREAL	Mme	LOOTVOET		
CRER	M.	RENOUX	David	Directeur
CRER	M.	RENOUX	Denis	Directeur
CRES	M.	BORDERIE	Stephen	Directeur
CREN Poitou-Charentes	Mme	BUSSEROLLE	Patricia	Directrice
Banque de France	M.	BAVAY	François	Directeur Régional
SIAGI	M.	CHABANNE	Michel	Directeur de Région SIAGI Centre & Ouest
SAFER	M.	TUZELET	Philippe	Directeur Régional

Contacts phase 1 - Gestionnaires de fonds et partenaires bancaires

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Banque Tarneaud	Mme	SCHALK	Fabienne	Directrice
Crédit Agricole Charente-Périgord	M.	VAYSSIER	Thierry	Directeur Banque d'Affaire et Expertise Sociale
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes (siège)	M.	THEPOT	Jean-Philippe	Directeur Animation des marchés de proximité – Affaires spéciales (suivi de client entreprises en difficulté)
Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre-Ouest	M.	PERFETTINI	Pascale	Secrétariat Général
Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre-Ouest	M.	DAVID	Jacques	Directeur régional
CIC Ouest	M.	PIERRON	Didier	Directeur de Région
Poitou-Charentes Innovation	M.	MAZET	Joël	Président
Poitou-Charentes Innovation	M.	TESSON-RICHEZ	Jérôme	Chargé de mission / Direction des opérations
Poitou-Charentes Expansion	M.	MAZET	Joël	Président
Poitou-Charentes Expansion	M.	RABAULT	Pascal	Directeur
Nestadio Capital	Mme	GLANGETAS	Samya	Directrice d'investissement
Alto Invest	M.	HALLEY	Franck	Directeur Associé – Analyse & Systèmes
SAS Financière Marengo / SYNERGENCE	M.	DE LA FORTELLE	Xavier	Président
Galia	M.	JOUBERT	Christian	Président
Sofimac Partners (Retournement)	M.	BOUILLER	Jean-Pierre	Directeur des Participations, Associé
Sofimac Partners (Amorçage/Innovation)	M.	VUAGNAT	Philippe	Directeur Général
Sofimac Partners (Développement/Transmission)	Mme	TRABUCHET	Hélène	Directrice des Participations
Océans Participations	Mme	JACQUINET	Dominique	Directeur Général

Contacts phase 1 - Entreprises (1/2)

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
SERGIES	M.	JULIEN	Emmanuel	Président du Directoire
VERDESIS	M.	POURRET	Gaël	Responsable développement
Albioma-Méthanéo	M.	COSTES	Jean-Paul	Responsable des activités biométhanisation
SPN (Réseau d'entreprises)	Mme	HAREL	Lisa	Directrice
OCQUETEAU	M.	MONIER	Christian	Président
Salon Oxygen	Mme	PAILLOUX	Audrey	Gérante
NEXTALIM	M.	KLEINFINGER	Jean-François	Président
SAVANE VISION	M.	BRISSONNEAU	Xavier	Président
SANY COINVERS	M.	MORLAT	Vincent	Gérant
LYS PACKAGING	M.	MOUFFLET	Nicolas	Président
ANIMAUTE	M	TONDUSSON	Olivier	DG
VALBIOTIS	M.	PELTIER	Sébastien	Président

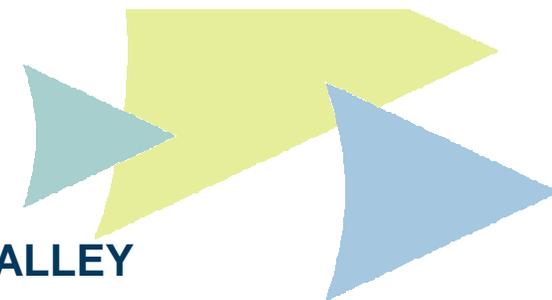
Contacts phase 1 - Entreprises (2/2)

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
LES JARDINS DE L'ORBRIE	M.	COLLET	Jacky	Gérant
MILLERET	M.	GALLARD	Georges	
RANNOU MÉTIVIER	M.	BERTRAND	Yann	Président
LIBNER	M.	LIBNER	François	Président
MECAFI	M.	ACCORSINI	Sylvain	Président
MTI ENGINEERING	M.	DABIN	Pascal	Dirigeant
COMEBO (Coopérative Métallurgique du Bocage Bressuirais)	M.	MATHIEU	Jérôme	Dirigeant
OUAT ENTERTAINMENT	Mme	DOUMIC	Frédérique	Présidente
CDB	M.	DEGRAND	Didier	Président
Etablissements Ferrand	M.	COLOMBET	Cyrille	
DEGORCE	M.	VAGOGNE	Marc	Dirigeant

Liste des participants aux ateliers de la phase 2

Atelier financement de la jeune entreprise innovante



Annexes

- ▶ Alto Invest :
- ▶ Bpifrance :
- ▶ CCI Poitou-Charentes :
- ▶ CCI de la Vienne :
- ▶ DREAL :
- ▶ Nestadio :
- ▶ Poitou charentes innovation (PCI) / ARI :
- ▶ Synergie :

M. Franck HALLEY
M. Sébastien GESBERT
M. Jérôme BESSEAU
Mme Louise AVERTY
Mme Mélanie RIDOUX
Mme Samya GLANGETAS
Mme Savéria DESERT
M. Bernard DECARROUX

- ▶ Région Aquitaine :
- ▶ Région Poitou-Charentes :
- ▶ Région Poitou-Charentes :

M. Denis BALMONT
M. Cédric ROBIN
M. Jacques AIMELAFILLE

- ▶ Technopolis :
- ▶ Katalyse :

M. Matthieu LACAVE
M. Gilles MORSCH

Liste des participants aux ateliers de la phase 2 Atelier financement de la PME / TPE

- ▶ Bpifrance :
- ▶ Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes :
- ▶ CCI Rochefort Saintonge :
- ▶ Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat :
- ▶ CIC Ouest :
- ▶ DREAL :
- ▶ Initiative Vienne :
- ▶ Insertion Poitou-Charentes Active (IPCA) :
- ▶ Nestadio :
- ▶ Offensive PME :
- ▶ SIAGI :
- ▶ Sofimac Partners :

- ▶ Région Limousin :
- ▶ Région Aquitaine :
- ▶ Région Poitou-Charentes :
- ▶ Région Poitou-Charentes :

- ▶ Technopolis :
- ▶ Katalyse :



Annexes

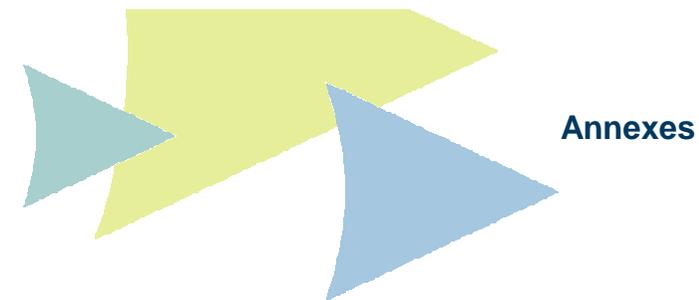
Mme Magalie AUZANNEAU
M. Jean-Philippe THEPOT
M. Stéphane SANNIER
Mme Maryline MARQUER
M. Franck DESCHODT
Mme Mélanie RIDOUX
Mme Virginie BRETAUDEAU
Mme Laurence FOUIN
Mme Samya GLANGETAS
M. Jean-Marie BERTON*
M. Michel CHABANNE
Mme Hélène TRABUCHET

M. Brahim GUETARNI
M. Denis BALMONT
M. Cédric ROBIN
M. Jacques AIMELAFILLE

M. Matthieu LACAVE
M. Gilles MORSCH

Liste des participants aux ateliers de la phase 2

Atelier EnR et Efficacité Energétique

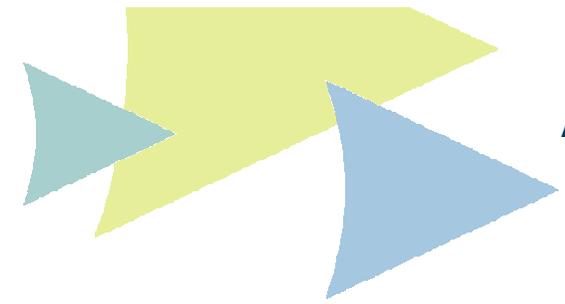


► Atelier Efficacité Energétique - Participants

- S. Pignoux (CCI 86)
- N. Lootvoet (DREAL)
- JC. Cinquabre (DREAL)
- D. Dieumegard (ARTEE)
- L. Felix (CDC)
- J. Aimelafille (Région Poitou-Charentes)
- C. Robin (Région Poitou-Charentes)
- M. Lacave (Technopolis)
- G. Coatanroch (Technopolis)

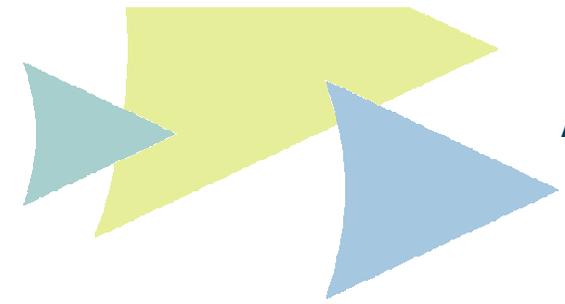
► Atelier ENR - Participants

- S. Pignoux (CCI 86),
- T. Nougues (Valorem / FEE)
- J. Aimelafille (Région Poitou-Charentes)
- C. Robin (Région Poitou-Charentes)
- M. Lacave (Technopolis)
- G. Coatanroch (Technopolis)
- G. Morsch (Katalyse)



▶ **A.3 Données complémentaires**

- A3.1 Volet « demande »
- A3.2 Volet « offre »



▶ **A.3.1 Volet « Entreprises et innovation » / Données complémentaires**

Secteur agricole : synthèse

Annexes

Chiffres-clés de la filière :

- ▶ Hétérogénéité des productions agricoles
- ▶ 23 000 exploitations agricoles en 2010 (7^{ème} rang des régions françaises)
- ▶ Plus de 31 000 équivalent temps plein travaillant dans les exploitations (10^{ème} rang des régions françaises pour l'emploi agricole)
- ▶ 74 hectares en moyenne par exploitation
- ▶ Valeur de la production régionale = 3,3 milliards€ en 2010

Prédominance de la production céréalière

- ▶ Productions céréalières (33 %)
- ▶ Secteur des vins = 17 % de la production agricole (porté par la production de Cognac)
- ▶ 16 % de Polyculture, de poly-élevage
- ▶ 31 % du cheptel d'espèce caprine en France en 2010
- ▶ Productions animales plus diverses avec un fort niveau d'élevage caprin :
 - ▶ Filière ovine et caprine : 9 %
 - ▶ Filière bovine : 8 %
 - ▶ Filière laitière : 4,5 %

Evolution du profil des exploitations (2010-2013)

- ▶ Phénomène de concentration => exploitations moins nombreuses (-9 % entre 2010-2013) avec des surfaces moyennes en augmentation (+ 6 ha par exploitation en moyenne)
- ▶ Concentration des terres : essor des exploitations de plus de 50 hectares avec un taux de 75 % de grandes et moyennes installations, soit 7 % supérieur à la moyenne nationale
- ▶ Chute du nombre d'exploitations individuelles et baisse de la main d'œuvre familiale => développement des exploitations sous forme sociétaire (essor des EARL : +9 % en 2013)

Main d'œuvre agricole

- ▶ Plus de 31 000 équivalent temps plein travaillant dans les exploitations
- ▶ Mais un salariat permanent qui vieillit avec un vieillissement des dirigeants d'exploitation
- ▶ D'ici 10 ans : 2 000 salariés à remplacer ; 4 500 chefs sans successeur
- ▶ Tendance générale à une légère hausse du nombre des installations en Poitou-Charentes grâce à un rebond de 23 % en 2013 dû aux subventions et aides de la Région

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une région à forte dominante agricole et rurale • Une filière agricole très importante pour l'économie régionale • Agriculture en soutien de la filière IAA • Des exploitations de plus grande taille → meilleure compétitivité... • Des filières fortes et de qualité : céréales (10 % de la production française), le cognac, l'élevage caprin... • Un fort potentiel sur le terrain de la croissance verte • Une aide régionale très présente à destination des jeunes agriculteurs et en faveur de l'innovation et de la compétitivité des installations agricoles (PDR Poitou-Charentes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources foncières- déprise agricole • Trop faible poids dans le commerce international notamment concernant les exportations à destination des BRIC • Revenus faibles des exploitations • Exploitations peu compétitives notamment dans le secteur de l'élevage(filière porcine) • « Vieillissement » des actifs et difficultés de transmission des exploitations • De nouveaux investissements à financer • Faible culture ingénierie financière

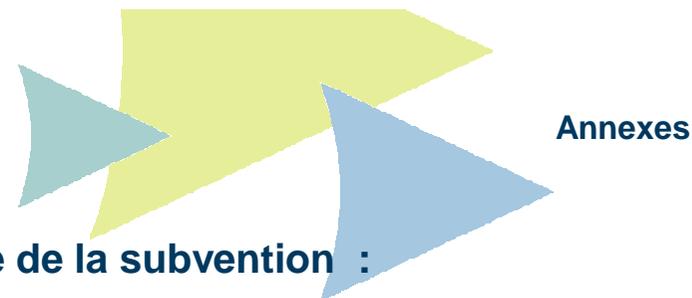
Enjeux du secteur

- ▶ Poursuivre le soutien à la dynamique d'installation en agriculture
- ▶ Maintenir l'aide à la transmission et à la reprise d'exploitations agricoles
- ▶ Faciliter le fonctionnement quotidien et la croissance des exploitations
- ▶ Soutenir la dynamique et le financement de l'installation en agriculture
- ▶ Sécuriser le foncier
- ▶ Répondre aux nouveaux enjeux : préservation des ressources, agro carburant, chimie verte

Sources : INSEE et CCI – Poitou-Charentes, Repères économiques 2014, Agreste 2013, données DIANE

Secteur agricole : constats génériques

- ▶ **Des dynamiques divergentes à l'intérieur des sous-secteurs agricoles :**
 - ▶ Liées aux orientations de la PAC
 - ▶ Baisse de la consommation de viande au niveau européen
 - ▶ Tendance à l'absorption des coopératives d'élevage par les coopératives céréalières
- ▶ **Volatilité des cours des matières premières :**
 - ▶ Plafonds a priori atteints (nourriture du bétail, transport etc.)
 - ▶ Intérêt pour les dispositifs (garanties de marges, prix, ou volumes mises en place par des caisses de sécurisation privées) d'assurance « sécurisation du marché », permettant une stabilisation des revenus de l'exploitant
- ▶ **Problème de la solvabilité des pays à l'export et/ou crise internationale (ex : Russie)**
- ▶ **Des difficultés de financement (BFR, investissements matériels)**
 - ▶ Notamment filière de l'élevage (porcin) face à la nécessité de modernisation de l'appareil productif et d'extension des cheptels
 - ▶ Agriculture bio



- ▶ **Forte culture de la subvention :**
 - ▶ Intensité capitaliste en hausse + restrictions sur les budgets publics → nécessaire développement de modes de financements alternatifs :
 - ▶ En particulier pour assurer le développement des plus grosses exploitations (notamment céréalières, viticoles, laitières)
 - ▶ Les « jeunes générations » ne souhaitant plus dépendre de leurs parents et de leur garantie
 - ▶ Pour assurer la reprise et les installations agricoles
- ▶ **Réserves vis-à-vis du capital investissement :**
 - ▶ **Culturelles : peur de perdre le contrôle**
 - ▶ Plus l'exploitation est petite, plus la volonté de rester indépendant est forte
 - ▶ Nota : réticence moins forte chez les jeunes agriculteurs
 - ▶ **Juridiques : complexité de mise en œuvre dans une coopérative**
- ▶ **Impact potentiel négatif (encore non mesuré) des nouvelles dispositions fiscales (suppression du droit de déduire les investissements d'exploitation des impôts de l'exploitant...)**

Secteur agricole

Méthodes d'évaluations des besoins

Annexes

17 250 exploitations agricoles moyennes à grandes

Source : Observatoire AGRESTE 2015
Hors viticulture

Hypothèse : les « petites exploitations » (< 200 K€ de CA) ne génèrent pas de besoin financier exprimé car elles investissent peu et ne sont pas « transmissibles »

Exploitation

Variation du BFR à horizon 5 ans

Investissements à horizon 5 ans

Hypothèse :
BFR = 8 mois de CA en moyenne
Variation du BFR 100% autofinancée

Hypothèse :
Investissements annuels = amortissements annuels
= 30 K€ en moyenne / an / exploitation

Installation / transmission

Installations HCF

Installations CF

Hypothèses :

356 installations par an
Budget moyen installation = 140 K€ HCF et 465 K€ CF (moyenne 400 K€)
20% d'installations HCF

Besoins à financer

Hypothèse : 95% du budget d'installation (hors foncier) donne lieu à amortissement (et est donc pris en compte dans le cycle d'exploitation chiffré par ailleurs)

Endettement

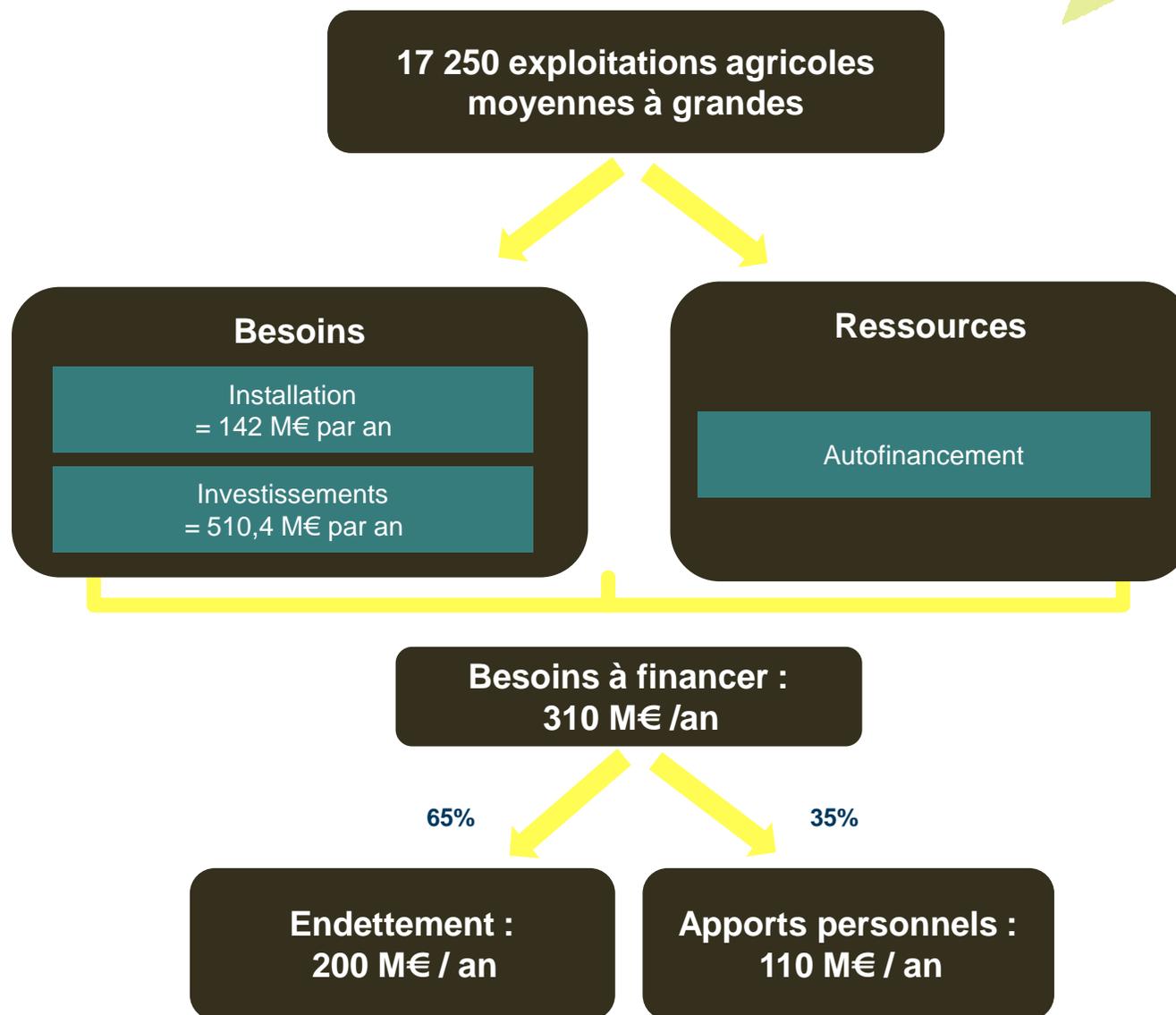
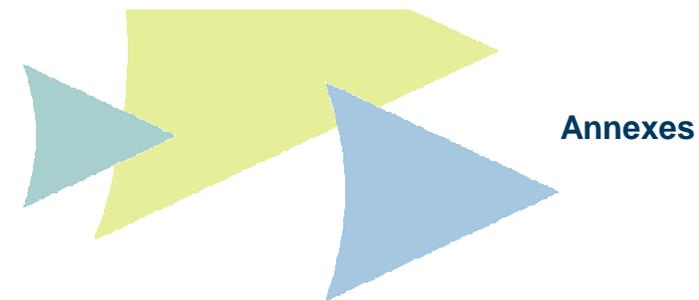
Fonds propres

Hypothèse :
2/3 des investissements d'exploitation sont autofinancés

Hypothèse : les installations CF sont financées par apports familiaux à hauteur de 80%, les installations HCF à hauteur de 50%
Le reste est financé par emprunt

Secteur agricole

Evaluation des besoins => résultats



Soutien régional à la création d'entreprises : Zoom sur le dispositif Bourses Désir d'Entreprendre

Annexes

► En 2013, la Région a accordé 1 419 Bourses Désir d'Entreprendre à des créateurs d'entreprise, pour un montant total de 6,1 M€

- Un dispositif comprenant 3 types d'aides :
 - ▶ BRDE : Bourse régionale « générique » destinée aux créateurs / repreneurs
 - ▶ BRDI : dispositif ciblant les créateurs / repreneurs de la filière « Image »
 - ▶ BRC : Bourse ciblant les entreprises sous statut SCOP

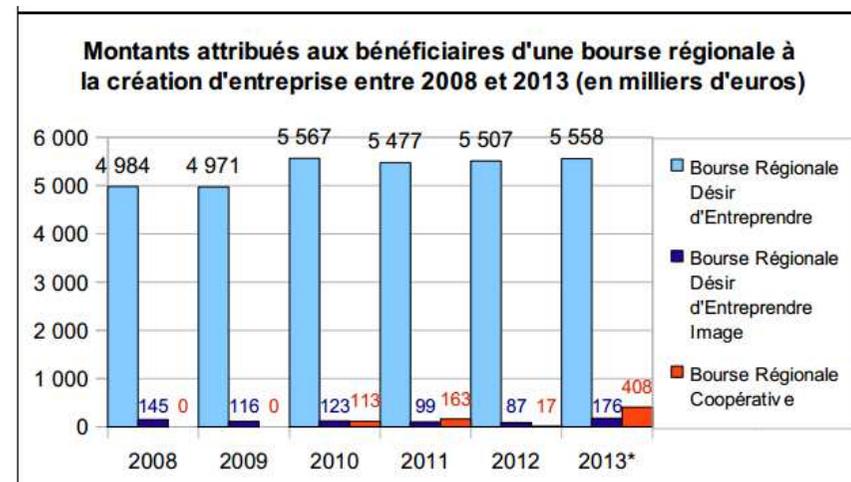
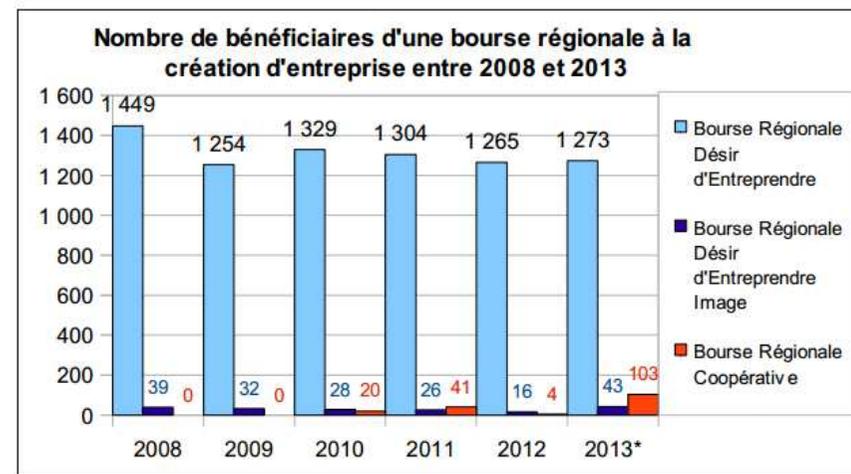
- Un soutien au créateur allant au-delà de l'aide financière :
 - ▶ Accompagnement individuel et collectif
 - ▶ Suivi post-crédation
 - ▶ Mise en réseau

- Une majorité de bourses accordées à des demandeurs d'emplois (67 % des bénéficiaires en 2013)

- Principaux secteurs bénéficiaires d'une BRDE :
 - ▶ Le Commerce (57 % des bénéficiaires en 2013) et les services aux particuliers (19 %)

► Remarque : d'autres dispositifs de soutien à création d'entreprise abondés, financés par la Région

- ▶ Chèque TIC
- ▶ PH pour l'entrepreneuriat féminin
- ▶ ...



* Chiffres définitifs

Source : Région Poitou-Charentes

Soutien régional à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

Annexes

▶ En 2013, la Région a soutenu près de 3 300 projets dans le domaine de l'ESS, pour un montant de 6,7 M€

▶ Une palette d'actions de soutien à la filière ESS autour de 3 axes, définies dans le SRDEESS 2011-2015 (cf. tableau ci-contre)

- ▶ La structuration de l'ESS (accompagnement, mise en réseau...)
- ▶ L'insertion par l'activité économique
- ▶ L'accompagnement du financement

▶ Un activisme notable dans le soutien aux SCOP, via différents dispositifs (cf. tableau ci-dessous)



Synthèse des actions régionales 2013 en faveur de l'ESS

	Projet soutenus	Montant (en euros)
Structuration de l'ESS	1 042	736 005
Dispositif Local d'Accompagnement (DLA)	37	60 000
Formation des bénévoles	1 000	192 555
Soutien aux têtes de réseau	5	483 450
Insertion par l'Activité Économique (hors clauses sociales)	1 271	3 531 855
SCOP	9	407 600
Accès au crédit professionnel	294	200 000
Emplois Tremplin	489	1 713 940
Groupements d'Employeurs (dont agricoles)	79	173 660
Couveuses d'entreprise	271	259 516
Chèque Sécurisation des projets Économiques Émergents	102	153 000
Chantiers d'insertion	27	624 139
Accompagnement du financement	979	2 464 457
Micro-projets associatifs	15	49 524
Fonds territoriaux	23	63 745
Micro-crédit Poitou-Charentes	941	2 351 188
Total	3 292	6 732 317

Chiffres clés du soutien régional aux entreprises coopératives en 2013 par type d'aide

	Nombre de projets	Nature de création			Nombre salariés		Montant de l'aide Région en €
		Création	Transformation	Développement	Associés salariés	Salariés	
Bourse Régionale Coopérative	9	5	4		103	37	407 600
Aides aux entreprises et aux filières	2			2		82	260 000
Fonds territoriaux	11			11		223	54 000
Convention Urscop/Région	5*		5			11	125 000**
TOTAL	27	5	9	13	103	353	846 600

*6 autres entreprises ont perçu la BRC et se trouvent donc déjà comptabilisées à ce titre

**montant total de l'aide régionale pour l'ensemble des actions mises en œuvre au titre du programme 2013

Source : Région Poitou-Charentes

Prévisions de croissance pour les 5 prochaines années par filière

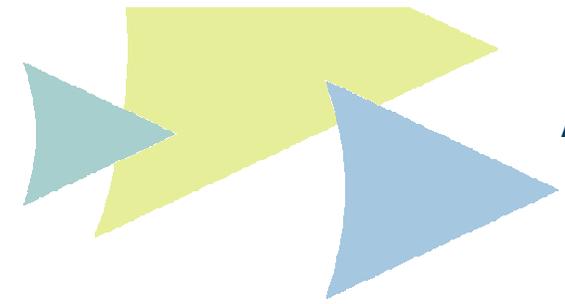
Précisions méthodologiques

Annexes

Filière	Prévisions Oxford TCAM (2014-2019)	CA (production) en Mds \$ (à prix constants de 2005)					
		Année N-4 (2009)	Année N-3 (2010)	Année N-2 (2011)	Année N-1 (2012)	Année N (2013)	Année N+5 (2018)
Aéronautique	3,63%	67,56	67,37	69,93	74,43	83,80	102,25
Agroalimentaire et agro-industries	0,75%	177,43	178,89	181,54	183,31	179,05	181,97
Automobile	2,96%	73,69	85,16	87,94	78,84	181,97	87,06
Chimie et matériaux	1,06%	266,02	288,81	295,72	277,77	276,07	290,67
Eco-industries	1,01%	182,75	188,34	187,21	189,25	188,44	196,32
Ferroviaire	2,19%	276,78	283,62	292,13	298,06	310,17	343,98
Hors filières	1,32%	3917,82	3997,00	4087,42	4074,89	4078,96	4320,42
Industries de santé	2,13%	46,23	46,18	44,18	46,67	46,53	50,46
Industries des biens de consommation et de l'équipement de la maison	1,42%	1232,87	1265,95	1299,68	1310,53	1307,15	1381,17
Luxe et création	-3,62%	21,79	22,14	21,80	21,64	21,60	18,65
Naval	0,91%	11,20	12,08	12,09	12,17	12,39	13,12
Technologies et services de l'information	2,37%	239,18	247,99	253,59	254,52	256,82	285,39

Hypothèse pour le "hors filières" : on suivra le rythme de production global France

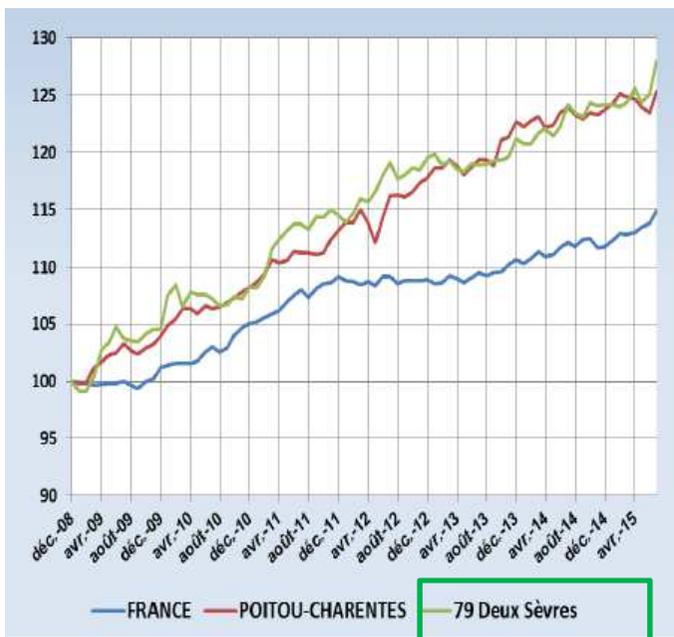
Source : Oxford Economics



► **A3.2 Analyse de l'offre : compléments et principaux instruments financiers**

Données Banques de Frances

Annexes



- Financement des entreprises -
Encours de crédit aux entreprises résidentes (hors entreprises individuelles) à fin juillet 2015

Crédits mobilisés et mobilisables



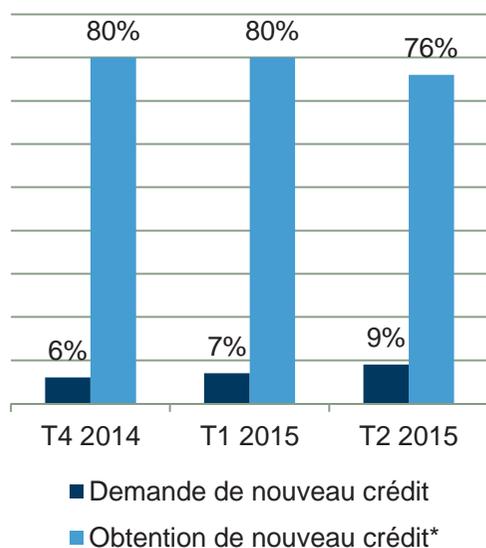
Financement des entreprises / Dettes : faible croissance de la demande de financement au niveau national

Annexes

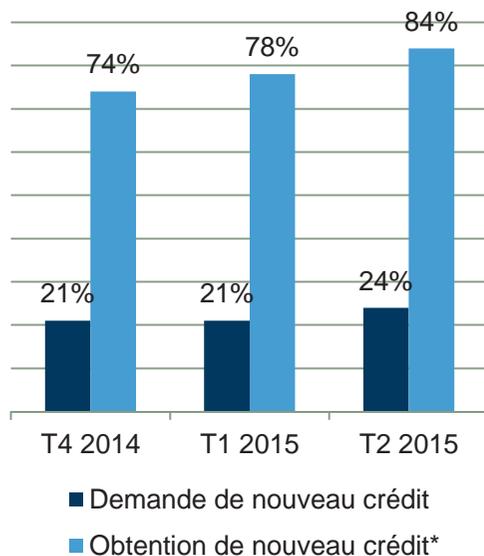
► Faible croissance de la demande de crédits professionnels (données France)

- La demande de nouveaux crédits de la part des PME (hors TPE) a augmenté très légèrement en 2014 par rapport à 2013
- La demande des crédits d'investissements est plutôt en hausse et celle des crédits de trésorerie stable

CRÉDIT DE TRÉSORERIE

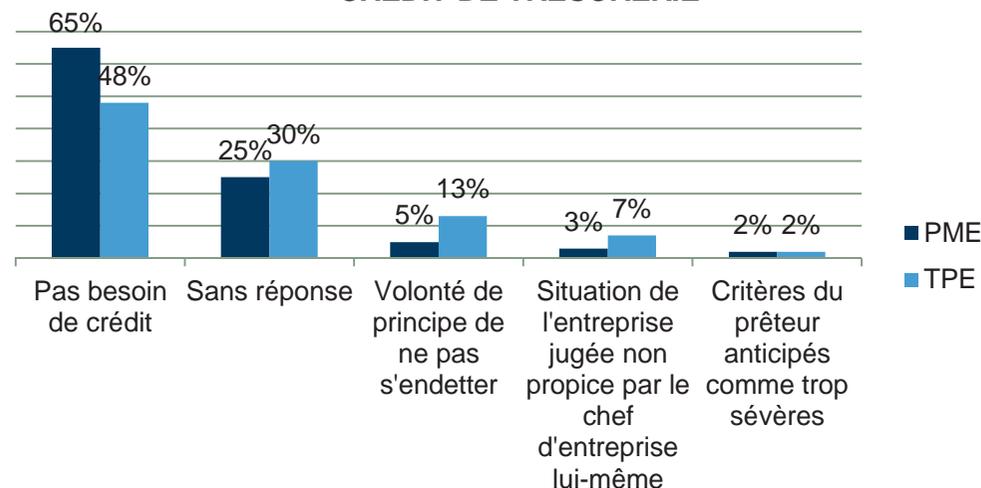


CRÉDIT D'INVESTISSEMENT

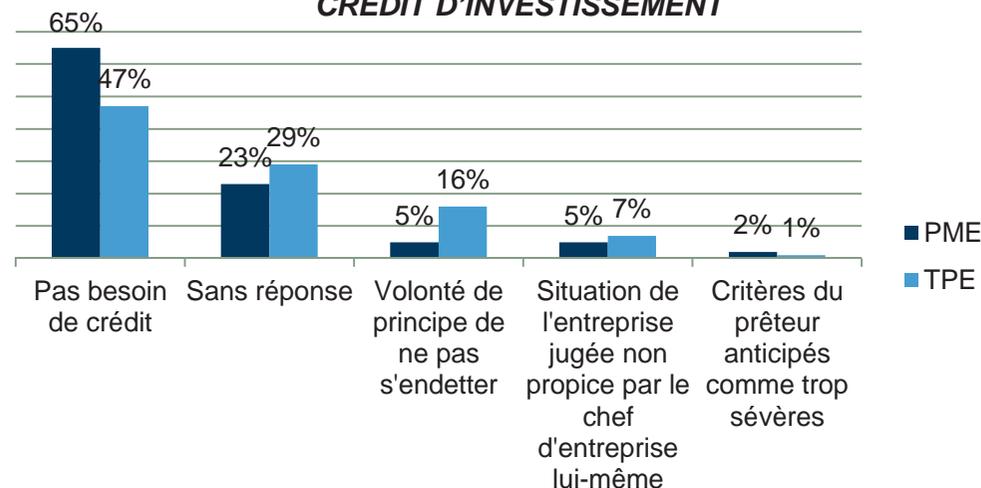


► Causes principales de l'absence de demande de crédit de la part des PME et TPE (données France)

CRÉDIT DE TRÉSORERIE



CRÉDIT D'INVESTISSEMENT



* : Crédit obtenu en totalité ou à plus de 75%

Poitou-Charentes Expansion Synthèse

Présentation générale

- ▶ **Création** : 1994 , à l'initiative du Conseil Régional
- ▶ **Implantation** : Poitiers et un chargé d'affaires basé à Niort
- ▶ **Statut** : S.A.S
- ▶ **Dotations des fonds** : 15,3 M€
- ▶ **Sources de financement** : Conseil Régional (34,2%), banquiers & assureurs, institutionnels et industriels
- ▶ **Gouvernance** : Comité technique et, C.A. et DG

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Poitou-Charentes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 200 à 600 k€, 300 k€ en moyenne (montée récente du ticket)
 - ▶ Toujours en minoritaire, inférieur à 33 %
 - ▶ Actions, OC, CCA et prêts participatifs (50% maxi)
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Développement (50 %), Transmission (50 %),
 - ▶ Nota bene : Développement parfois assimilable au redéploiement sur la cible de PME
- ▶ **Cible**
 - ▶ PME de croissance de 2 à 20 M€
 - ▶ Tous secteurs (industries et services à l'industrie) en priorisant les filières d'excellence de la région Poitou-Charentes
- ▶ **Deal flow annuel et investissement** :
 - ▶ 60 Dossiers / an => 12^{aine} /an en Comité d'engagement => 10^{aine} opérations / an



Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X	x	

Annexes

	Activités en région 2007-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
Fonds PCE	60 dossiers 15 M€	10 dossiers 2,9 M€	40 dossiers 40 M€

Equipe

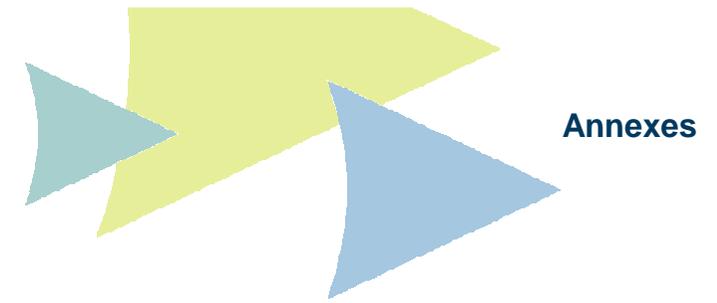
- ▶ **Equipe resserrée (2 salariés)** :
 - ▶ 1 directeur + 1 chargé d'affaires
 - ▶ Plus de personnel administratif depuis peu, chargé d'affaires sur La Rochelle non remplacé à ce jour
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC
- ▶ **Prestation de service assurée** par Poitou-Charentes Prestations filiale à 100 % de Poitou-Charentes Expansion

Portefeuille

- ▶ **Plus de 220 entreprises accompagnées depuis la création** :
 - ▶ 10 investissements en 2014 – 2,9 M€ - dont 6 nouvelles entreprises
 - ▶ 40 sinistres enregistrés depuis la création du fonds
- ▶ **Près de 70 participations actives** :
 - ▶ Renouvellement régulier des participations : 10aine de sortie par an
- ▶ **Perspectives** :
 - ▶ Trésorerie / fonds disponibles : 2 années d'investissement
 - ▶ Espérances raisonnables de rotation positive du portefeuille

Poitou-Charentes Expansion

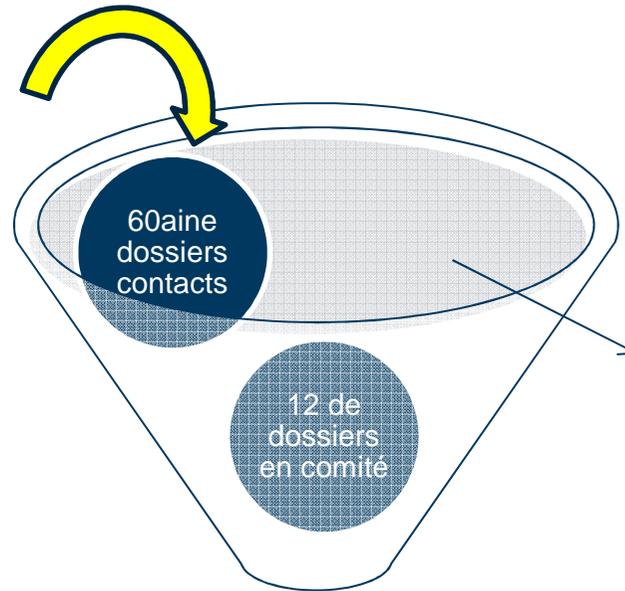
Deal Flow et vision de la demande



Deal Flow

60^aaine de dossiers / contacts

- 50 % par le réseau bancaire aussi bien les banques régionales mutualistes que les représentants des réseaux nationaux
- 50 % lié à la notoriété, connaissance de PCE et le réseau de prescripteurs de proximité de PCE (CCI, experts comptables...)



Entonnoir de décisions

- ✓ La volonté de ne présenter que les dossiers a priori recevables, intéressants en Comité d'Engagement ...
- ✓ ...effet très pénalisant d'un refus de financement par PCE (grande partie des acteurs bancaires dans le tour de table de PCE)

10 dossiers financés
≈3 M€ / an

Remarques sur la couverture du « marché » par PCE

- Sur la cible de capital développement /transmission de TPE/PME de l'économie productive, le produit semble bien calibré en terme d'offre d'intervention et de dotation globale
- Possibilité peut-être de capter un ou deux dossiers complémentaires si PCE retrouve son maillage de proximité du territoire (présence terrain un peu pénalisé ces deux dernières années avec un poste d'administratif en moins et pas de renouvellement du chargé d'affaires sur le dept. 17
- Impact de la démographie des entreprises (augmentation des transmissions/reprises) à prendre néanmoins en considération dans le chiffrage futur des besoins ?
- Véritable « outil de place » à la disposition de la communauté bancaire

Poitou-Charentes Expansion

Perception globale et recommandations générales



- ▶ **Vision des instruments financiers, carences du marché par le gestionnaire de fond**
 - ▶ **PCE : un outil efficace, bien positionné sur le marché travaillant en synergie avec les opérateurs de la place**
 - ▶ Rentabilité, rotation du portefeuille, impact sur le tissu économique compte tenu du nombre de participations
 - ▶ Très bonne coordination, complémentarité avec les acteurs de la place financière (banques et outils de capital investissement)
 - ▶ **Quelques limites néanmoins, axes de progrès envisageables pour PCE**
 - ▶ Prise de risque insuffisante ? (compte tenu de la vocation du fonds, de son rôle au service de l'économie)
 - ▶ Dorénavant moins de capacité d'intervention sur des petits tickets (auparavant subvention de la Région pour financer les coûts d'instruction et gestion sur les petits dossiers)
 - ▶ **Quid des capacités d'investissement d'ici 3 ans (malgré la rotation des participations) ?**
 - ▶ **Carences sur le marché :**
 - ▶ Offre en capital développement offre a priori suffisante sur le territoire... (à voir sur les petits tickets), des enjeux comme partout ailleurs sur les PME en retournement
 - ▶ Nota bene : Investissement progressif de BPI sur des dossiers plus petits : à partir de 300 k€ en capital développement

- ▶ **Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées**
 - ▶ **Réflexion possible sur le périmètre d'intervention**
 - ▶ S'autoriser à prendre des tickets un peu plus importants pour suivre le mouvement ascendant des capitaux investisseurs ?
 - ▶ S'ouvrir sur d'autres activités (secteurs d'activités éligibles ...) ; choix politique ?
 - ▶ **Positionnement sur le segment du retournement**
 - ▶ **Réflexion sur la pérennité de PCE dont l'utilité en Poitou-Charentes est démontrée**
 - ▶ A court terme, bénéficiaire d'une mutualisation de moyens au niveau de la grande région : GIE Aquiti ?
 - ▶ Renforcer encore davantage les équipes; en élargissant le rayon d'action (géographique et secteur d'activités)
 - ▶ **A moyen long terme : constituer un fonds plus important dans le cadre de la grande Région ...**

Nestadio / FIP Nestadio croissance X et XII

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X		

Annexes

Présentation générale Croissance X

- ▶ Création : 2010
- ▶ Statut / forme juridique : FIP
- ▶ Dotation du fonds : 2,8 M€
- ▶ Actionnariat : Particuliers, Conseil Régional (6,60 %)

Fin période d'investissement

Présentation générale Croissance XII

- ▶ Création : 2011
- ▶ Statut / forme juridique : FIP
- ▶ Dotation du fonds : 952 k€
- ▶ Actionnariat : Particuliers, Conseil Régional (10 %)

Fin période d'investissement

Thèse d'investissement et indicateurs clés

- ▶ **Champ géographique :** Poitou-Charentes, Bretagne, Aquitaine, Pays de la Loire
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ Inférieur à 280 k€ (soit < 10 % fonds)
 - ▶ Toujours en minoritaire, moins de 30 % du capital
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention**
 - ▶ Capital Risque, Développement, Transmission
 - ▶ PME non cotées
- ▶ **Cible :** tous secteurs
- ▶ **Dans la pratique :** 70% industrie, 30 % services à l'entreprise
 - ▶ 2/3 Start up
- ▶ **Investissement en Poitou-Charentes**
 - ▶ Com'Park 200 k€
 - ▶ Financement des Entreprises 100 k€
 - ▶ Solara 157 k€



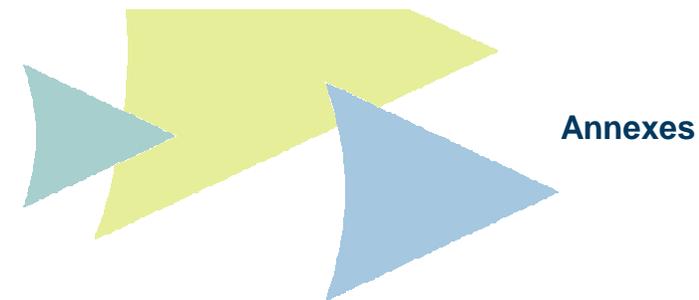
Thèse d'investissement et indicateurs clés

- ▶ **Champ géographique :** Poitou-Charentes, Bretagne, Aquitaine, Pays de la Loire
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ Inférieur à 95 k€ (soit < 10 % fonds)
 - ▶ Toujours en minoritaire, moins de 30 % du capital
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention**
 - ▶ Capital Risque, Développement, Transmission
 - ▶ PME non cotées
- ▶ **Cible :** tous secteurs
- ▶ **Dans la pratique :** 100 % services à l'entreprise
 - ▶ 100% Start up
- ▶ **Investissement en Poitou-Charentes**
 - ▶ Com'Park 80 k€



NESTADIO : investissements en Poitou-Charentes

Des participations au-delà des 2 FIP et du FCOI



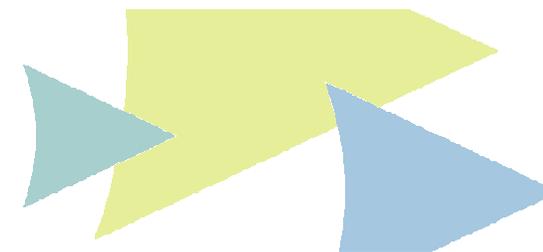
► Portefeuille des FIP Nestadio en Poitou-Charentes

- ▶ COM'PARK
- ▶ ECO & MOBILITE (NC VI)
- ▶ FINANCEMENT DES ENTREPRISES
- ▶ MARINE DEVELOPPEMENT (NC VI)
- ▶ OUAT ENTERTAINMENT (NC VI)
- ▶ SOFINDI (NC VI)
- ▶ VISVIVO
- ▶ SOLARA
- ▶ POLEO DEVELOPPEMENT (reprise de la société ADIC)
- ▶ LA NOUVELLE CHARENTAISE

Pour un montant total de 3,484 M€

Nestadio / FIP Nestadio croissance X et XII....

Perception globale et recommandations générales



Annexes

Bilan / appréciation par le gestionnaire des FIP croissance X et XII & Vision des IF en Région

- ▶ **Des outils indéniablement utiles pour financer la croissance des PME**
 - ▶ Permettent parfois de financer des opérations de petite taille hors scope des investisseurs classiques
 - ▶ Participation également à des tours de table de plus grande envergure
- ▶ **Vision des IF en Région**
 - ▶ Bonne couverture sur les segments "amorçage" et "capital risque" : attention à la montée en puissance de la demande et de la fin programmée de certains dispositifs
 - ▶ Capital développement : nouveau FIP créé par une autre société de gestion devrait offrir – à court terme - des possibilités intéressantes pour le territoire. Vérifier néanmoins que les interventions couvriront bien en volume (taille du marché) et cible (petit ticket) le marché laissé vacant

Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

- ▶ **Mobilisation forte sur le fonds de co-investissements (fléchage en particulier des projets du sourcing Nestadio)**
- ▶ **Pour des questions de stratégie propre à l'opérateur, pas de projets de création de nouveaux FIP intégrant Poitou-Charentes**
- ▶ **Des projets susceptibles de présenter des opportunités pour Poitou-Charentes**
 - ▶ FCPR à vocation technologique (investissement France) : cible financement de 2ème et 3ème tours
 - ▶ FCPR Capital Développement (investissement sur le Grand Ouest) : ticket 400 à 1 000 k€
- ▶ ...

Nestadio / Fonds de Co-Investissement

Structures labellisées par le FCOI

Annexes

► Structures labellisées :

- EMERTEC,
- SUDDINOVA,
- NESTADIO CAPITAL,
- SCR MARENGO,
- BOURSE PRIVE-FINANCE UTILE,
- FA DIESE,
- OMNES CAPITAL,
- OCEAN PARTICIPATIONS,
- Perspectives et Participations,
- Backbone Agegator/ OTC Management,
- SAS Angels Santé Creation
- IRUS PARTENAIRES,
- SOFIMAC PARTNERS,
- 50 PARTNERS.

► Réseaux ayant des membres business angels affiliés :

- Synergence & CBA
- AMBA
- DDIF
- MARENGO
- Limousin Business Angels

► Conditions de labellisation / éléments à fournir

- une note synthétique de présentation de la structure : véhicule(s) utilisé(s), répartition du capital de la société de gestion, origine des fonds levés le cas échéant, équipe ;
- KBIS et statuts de la structure de gestion, CNI du représentant légal, trois derniers bilans ;
- les caractéristiques du/des véhicule(s) : forme juridique, montant des actifs sous gestion, Kbis à jour, statuts, carte nationale d'identité ou passeport du représentant légal de la structure ;
- une note de présentation du processus d'investissement : identification des projets, sélection des cibles, réalisation de l'investissement, suivi des participations et désinvestissements ;
- ticket d'investissement (fourchette), secteur, horizon de sortie et choix de position (majoritaire ou minoritaire) ;
- Une description des procédures déontologiques mises en place, et, s'il existe, le document de référence concernant la déontologie

Source : Nestadio

Synergence / SAS financière Marengo Synthèse

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie	Annexes
X			

Présentation générale

- ▶ **Création : 2007**
- ▶ **Implantation : Poitiers (Futuroscope)**
- ▶ **Statut : Synergence → Association de Business Angels (70 membres) / Marengo → Société de Capital Risque, outil financier au service de Synergence**
- ▶ **Dotation du fonds (Marengo) : 400 K€**
- ▶ **Sources de financement : Business Angels membres (100 %)**
- ▶ **Gouvernance : Comité technique et Comité d'engagement, Bureau de l'association**

	Activités en région 2007-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
Fonds Marengo/Synergence	24 dossiers 1,5 M€	2 dossiers 100 k€	15-20 dossiers 1,5-2 M€

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique : 100 % Poitou-Charentes**
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ En moyenne, 50 k€ à 100 k€, investis par les BA de Synergence + 10 K€ investis par MARENGO (tour de table quasiment systématiquement suivi par le Fonds de Co-Investissement)
 - ▶ Actions uniquement
- ▶ **Type d'intervention :**
 - ▶ Post-Amorçage (nécessité de présenter un prototype), éventuellement capital développement
- ▶ **Cible : tous secteurs**
 - ▶ TPE et PME
- ▶ **Dans la pratique : Grande variété des secteurs soutenus, mais peu de projets dans le domaine des Services et du Digital (valorisation plus délicate)**
- ▶ **Deal flow annuel et investissement :**
 - ▶ ≈ 50 Dossiers / an 3 à 4 opérations / an

Equipe

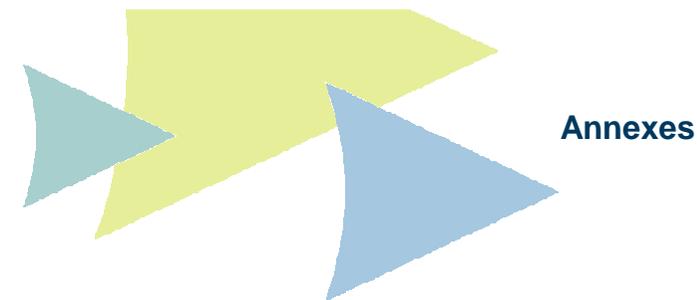
- ▶ **Equipe resserrée (bénévoles) :**
 - ▶ 1 Président du C.A. (dirigeant d'entreprise)
 - ▶ 1 Secrétaire Général
 - ▶ 1 VP régional + 4 VP départementaux
 - ▶ 70 Business Angels membres
- ▶ **Budget de fonctionnement : NC**
- ▶ **Autofinancement à 100% : Cotisations adhérents, produits financiers et plus-values**

Portefeuille

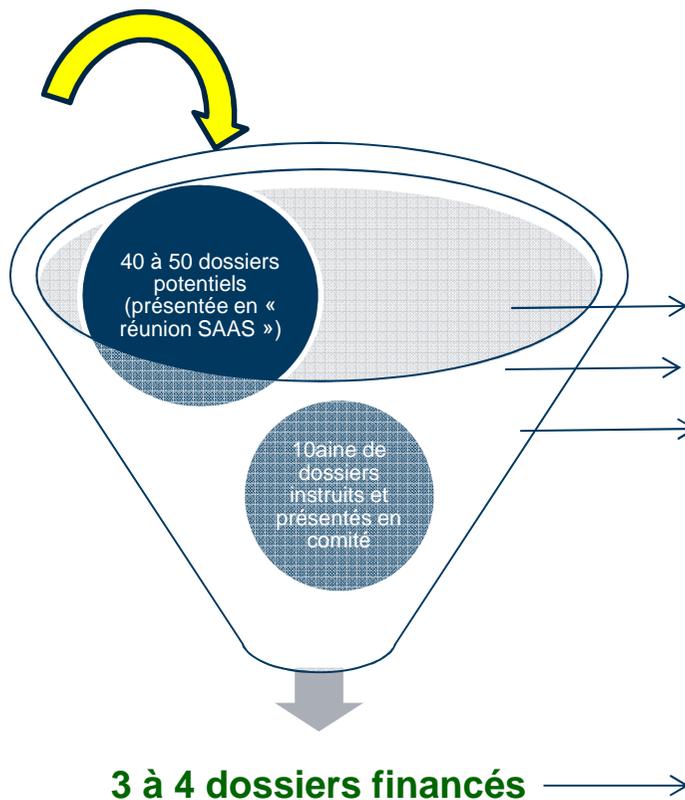
- ▶ **Plus de 25 entreprises accompagnées depuis la création :**
 - ▶ Environ 25 % de sinistres enregistrés
 - ▶ 2 M€ investis
- ▶ **15 à 20 participations actives :**
 - ▶ Pas de sorties depuis 2007 (hormis sinistres)
 - ▶ NB : en principe, sortie au bout de 5-6 ans de participation
- ▶ **Perspectives :**
 - ▶ Rapprochement avec d'autres associations de Business Angels (Aquitaine, Limousin), pour anticiper le passage à la grande Région

Synergence / SAS financière Marengo

Détail du portefeuille et de l'activité du "fonds"



Deal Flow
<ul style="list-style-type: none"> • Agence PME • CCI • Pépinières / Incubateurs territoriaux • ...



Raisons du rejet
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projets encore en phase d'amorçage ✓ Etude du marché cible à approfondir / manque de solidité du Business Plan ✓ Manque de capacités du dirigeant ✓ ...

Montant demandé par l'entrepreneur
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 1/3 financé par Synergence/Marengo ✓ 1/3 financé par le Fonds de Co-investissement ✓ 1/3 financé par autre investisseur (généralement BPI)

	2007-2013 (cumul)	2014	2015	Tendance
Dossiers étudiés	NC	50	50	Hausse
Dossiers réalisés	24	2	4	Hausse
Montants engagés	1,5 M€	100 k€	400 k€	hausse

Défaillances / carence du marché ?
<p>Pour 1 /3 des dossiers financés, Synergence/Marengo n'arrivant pas à boucler son « tour de table » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas assez de BA séduits par le projet • Entrepreneur en désaccord sur les modalités de partage du capital • Entrepreneur préférant ouvrir son capital à un autre investisseur

Synergie / SAS financière Marengo

Perception globale et recommandations générales



► Bilan / appréciation du fonds par le gestionnaire :

► Synergie / Marengo : un positionnement pertinent sur le marché du financement

- Des investisseurs positionnés sur des petits tickets (< 300 k€) sur lesquels les capitaux-risqueurs « classiques » ne s'aventurent pas
- Un travail en collaboration avec Nestadio (Fonds de co-investissement) particulièrement bénéfique pour faire monter en puissance la structure
 - ◆ En revanche, très peu de dossiers suivis en collaboration avec PCI ou d'autres acteurs du financement

► Des axes de progrès envisageables, des perspectives de développement pour Synergie/Marengo

- Une demande perçue comme étant de plus en plus importante, avec une montée en qualité des dossiers présentées par les prescripteurs → Des réponses à apporter : augmentation du nombre de Business Angels adhérents? Augmentation de la dotation du fonds Marengo?
- Le rapprochement avec les Business Angels d'Aquitaine et du Limousin dans le cadre du passage à la grande Région : Mutualisation des moyens? Prises de participations croisées? Modification des statuts de la structure?
- La poursuite de la professionnalisation du fonds : durcissement des règles de sorties pour garantir la viabilité à long terme de l'outil

► Vision des IF en région / carences observées

► La difficulté pour les jeunes entreprises innovantes (< 2-3 ans) de financer leur BFR

- Des banques trop frileuses, ayant durci leurs exigences (ratio Fonds Propres / endettement), ou ne prêtant pas à l'entrepreneur tant qu'il n'a pas dégagé du résultat

► Une prise de risque insuffisante des fonds d'amorçage existants?

- Ex : PCI → se décalant sur la chaîne de financement en se positionnant dans les faits comme un fonds de post-amorçage

► Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées :

► La création en région d'un « fonds de garantie BFR » pour appuyer les jeunes entreprises dans leurs demandes de financement auprès des banques?

- Dimensionnement : 50 K€ / dossiers, pour 3-4 dossiers par an financés par Synergie

FPCI Emergence Innovation 1

Présentation générale et indicateurs clés



Présentation générale

- ▶ **Création** : 2012, à l'initiative de Sofimac Partners
- ▶ **Implantation** : Clermont-Ferrand
- ▶ **Statut** : FPCI
- ▶ **Dotations des fonds** : 33,1 M€
- ▶ **Sources de financement** : FNA BPI France (60 %), Banques, Régions Languedoc, Centre, Poitou-Charentes, Communautés d'Agglomération → 16 souscripteurs
- ▶ **Gouvernance** : Comité technique et Comité d'engagement, C.A

	Activités en région 2012-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
FPCI Emergence Innovation 1	2 dossiers 1,05 M€	0 dossier	2 participations / an

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Centre, Auvergne, Corse, Languedoc-Roussillon, Limousin, Poitou-Charentes, PACA, Rhône Alpes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 0,3 à 3 M€
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions voire OC ou ORA
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Amorçage (cf. critères retenus diapo suivante),
 - ▶ Recherche d'une position de co-leader dans la levée (co-investissement avec d'autres fonds)
- ▶ **Cible** : Tous secteurs (industrie, services, distribution, TIC) → jeunes entreprises innovantes
- ▶ **Deal flow annuel et investissement (toute région confondue)** :
 - ▶ 155 Dossiers / an 4 opérations / an



Indicateurs clés

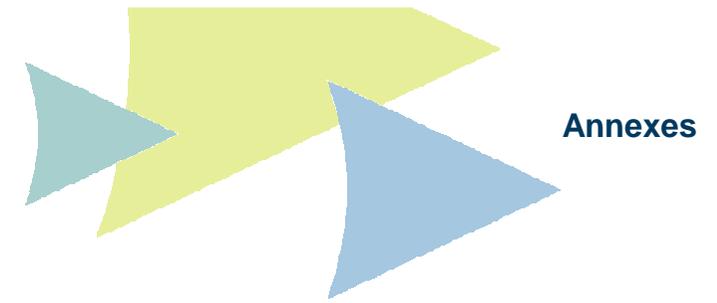
- Nombre de dossiers analysés : 155 en 2015
- Montant investi : 1,8 M€ au 30/06/2015
- Nombre d'investissements : 3 prises de participations en 2015
- Nombre de participations actives au 30/06/2015 : 15
- Nombre de sorties réalisés : 0
- Nombre de sinistres : 0
- Disponibilité du fonds au 30/06/2015 : 8,5 M€

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confié à SOFIMAC Partners.**
- ▶ **Equipe et personnes impliquées** : Philippe Vuagnat + autres membres de l'équipe techno si nécessaire
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC

FPCI Emergence Innovation 1

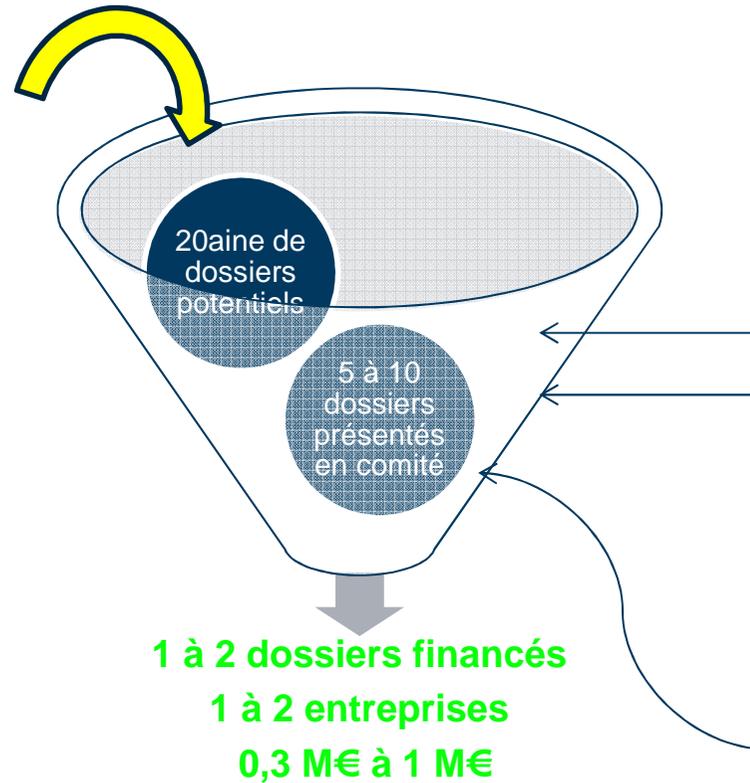
Détail du portefeuille et de l'activité du fonds en région Poitou-Charentes



Deal Flow

- Agence PME
- ARI
- ...

NB : auparavant, rôle majeur de sourcing joué par l'Incubateur Etincel



Critères retenus pour l'amorçage

- Absence de CA
- Existence d'une réelle barrière technologie à l'entrée
- Expertise métier de l'équipe porteuse du projet
- Absence de tour de table fait auprès d'investisseurs dans un délai supérieur à 6 mois

Défaillances / carence du marché ?

- Réel potentiel de projets innovants à financer en PC (écosystème économique propice)
- Néanmoins, un **deal flow insuffisant depuis 2 à 3 ans** pour pouvoir financer, en vitesse de croisière, 1 à 2 entreprises par an

	2012	2013	2014
Dossiers étudiés (toute région)	99	150	167
Dossiers étudiés en PC	10	5	6
Dossiers réalisés en PC	1	1	-
Montants engagés en PC	0,3 M€	0,750 M€	-

Une activité en PC en baisse, contrairement à l'activité du fonds dans les autres régions

Sofimac Partners / FPCI Opportunités Régions 2

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie	Annexes
X			

Présentation générale

- ▶ **Création** : 2015, à l'initiative de SOFIMAC Partners, et suite au succès du FPCI Opportunités Régions 1 (déployé hors Poitou-Charentes)
- ▶ **Implantation** : Clermont-Ferrand (structure de gestion : SOFIMAC Partners)
- ▶ **Statut** : FPCI
- ▶ **Dotation du fonds** : 40 à 50 M€ (Objectif) → levée de fonds en cours
- ▶ **Sources de financement** : Banques, BPI France, Régions Auvergne, Centre, Poitou-Charentes, ...

Indicateurs clés (au 21/09/15)

- **Nombre de dossiers analysés** : 117
- **Dont dossiers analysés en région** : 12
- **Nombre de participations actives** : 0 (5 dossier en cours de négociation à fin 2015)

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Centre, IDF, Limousin, Poitou-Charentes, Quart Sud Est
- ▶ **Ticket** : 1 à 1,5 M€ (1er tour); jusqu'à 4 M€ sur les tours suivants
 - ▶ Participation majoritaire possible
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention** : Capital Retournement (cadre réglementaire)
 - ▶ Impasse de trésorerie de l'entreprise supérieur à 6 mois
 - ▶ Pertes supérieures ou égales à 10 % du CA jusqu'à 2 ans
 - ▶ Procédure en cours (mandat ad hoc...)
 - ▶ Problèmes actionnaires...
- ▶ **Cible** : Tous secteurs (industrie, services, distribution, TIC)
 - ▶ CA > 5-6 M€
 - ▶ Entreprise avec un fonds de commerce et/ou savoir-faire important
- ▶ **Deal Flow** :
 - ▶ Administrateurs judiciaires, Intermédiaires financiers, avocats, conseil d'entreprises
 - ▶ Affaires spéciales des banques
 - ▶ Services du Conseil Régional

Objectifs

- ▶ **Activité du fonds en région en « vitesse de croisière »** :
 - ▶ Une 50aine de dossiers traités / an
 - ▶ 3-5 participations / an (4-6 M€ investis / an) dès que le fonds aura été entièrement levé.

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confié à SOFIMAC Partners.**
- ▶ **Equipe et personnes impliquées** :
 - ▶ JP Bouiller, L Leportz, E Eon + autres membres de l'équipe au cas par cas
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC

Sofimac Partners / FIP Pluri-Atlantique

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X		

Annexes

Présentation générale

- ▶ **Création** : 2015, à l'initiative de SWEN Capital Partners (Arkea)
- ▶ **Statut / forme juridique** : FIP
- ▶ **Dotation du fonds (pour Sofimac)** : 1,9 M€ (1^{er} closing) → 2^e closing en cours portant la dotation à 5 M€ d'ici à fin 2015
- ▶ **Période d'investissement** : 4 ans

Indicateurs clés (au 21/09/15)

- **Nombre de dossiers analysés** : 38
- **Dont dossiers analysés en région** : 24
- **Nombre de participations actives** : 0 (1 dossier en cours de finalisation sur la région PC à fin 2015)

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Poitou-Charentes, Aquitaine
- ▶ **Ticket** : 300 à 400 K€
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions, voire OC ou opération en compte courant
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Développement, Transmission, éventuellement Création (au cas par cas)
- ▶ **Cible** : Entreprises non cotées, dans l'Industrie, les Services, les secteurs technologiques (chimie verte, éolien, aéronautique...)
- ▶ **Deal Flow** :
 - ▶ Agence PME (premier prescripteur)
 - ▶ Autres fonds (PCE, PCI, Fonds de Co-investissement)
 - ▶ Autres véhicules de Sofimac

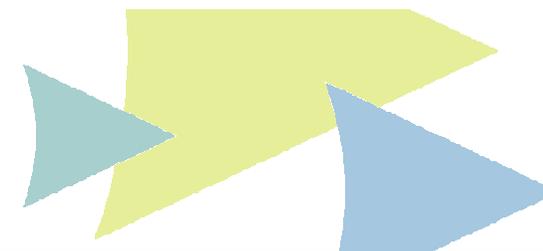
Objectifs

- ▶ **Activité du fonds en région en « vitesse de croisière »** :
 - ▶ Une 20^{aine} de dossiers traités / an
 - ▶ 1 à 2 participations / an (300 à 800 K€ investis / an)

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confiée à SOFIMAC Partners (pour les régions Aquitaine et Poitou-Charentes) et à UI Gestion (pour les régions Pays de la Loire et Bretagne)**
- ▶ **3 personnes impliquées en interne (équipe de Limoges)**
- ▶ **Budget de fonctionnement : NC**

Sources : Entretiens KATALYSE + analyse documentaire



Bilan / appréciation par le gestionnaire des FPCI gérés & Vision des IF en Région

- ▶ **Instruments financiers dédiés à l'amorçage**
 - ▶ Une demande potentielle importante en Poitou-Charentes (écosystème dédiée à l'innovation, soutien de la région à des filières stratégiques...)
 - ▶ Pour autant, une demande qui ne parvient pas à rencontrer son offre faute de liens suffisamment étroits entre prescripteurs et gestionnaires de fonds → problème de Deal Flow
- ▶ **Instruments financiers dédiés au capital-développement**
 - ▶ Pas de perception de carence dans l'offre de financement : de nombreux outils existants, pour différents types de tickets etc.
 - ▶ Une demande encore freinée par le manque de connaissance / une méfiance des chefs d'entreprises envers le capital développement
 - ▶ Un manque d'accompagnement « amont » des porteurs de projets à la levée de fonds, limitant le nombre de dossiers retenues par les Capitaux investisseurs
- ▶ **Instruments financiers dédiés au capital-retournement**
 - ▶ Une « carence de l'offre » à nuancer → des fonds sollicités pour un grand nombre de dossiers, mais très peu de projets entrant dans les critères de sélection de retournement
 - ▶ Néanmoins, une demande potentielle importante, nécessitant de travailler plus en amont avec les prescripteurs pour détecter les bonnes opportunités
 - ▶ Un type d'instrument financier se heurtant à des réticences majeures de la part des chefs d'entreprise, ne souhaitant pas se faire accompagner par un fonds perçu comme très « opportuniste »

Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

- ▶ **La volonté du fonds de renforcer son travail de prospection en amont**
 - ▶ Emergence Innovation 1 → se rapprocher des prescripteurs régionaux, et / ou prospecter « dans le dur » les projets
 - ▶ Opportunités Régions 2 → développer la prospection auprès des banques, avocats, conseils
 - ▶ Pluri-Atlantique → travail « d'évangélisation » des chefs d'entreprises en se faisant connaître auprès de différents réseaux (MEDEF...)
- ▶ **Des interrogations quant au devenir des outils de financement régionaux, dans le cadre du passage à la grande Région**
 - ▶ NB : Pas de création de nouveau fonds prévu d'ici à la fusion des régions
- ▶ **Plusieurs recommandations générales vis-à-vis des carences observées en région**
 - ▶ Clarifier Le positionnement de PCE (acteur du « haut de bilan » proposant par ailleurs une offre de prêt participatif)
 - ▶ Améliorer les liens entre prescripteurs et fonds (notamment pour les fonds dédiés à l'amorçage) afin d'optimiser le deal flow
 - ▶ Mettre en place une cellule d'accompagnement à la levée de fonds en région, afin d'améliorer la qualité des projets en guidant les chefs d'entreprise dans leurs démarches (NB : dispositif existant en Aquitaine, portée par l'ARI)

BPI France en région

Présentation générale

Présentation générale

- ▶ **Equipe : 20 personnes en Poitou-Charentes, de la vente jusqu'au contentieux**
 - ▶ 1 **Directeur Régional** pilotant en direct le volet innovation
 - ▶ 1 **Délégué** financement,
 - ▶ 1 **responsable Crédit**
- ▶ **Vocation : intervention à tous les stades de vie de l'entreprise**
- ▶ **Tout type de produit : fonds propres, quasi-fonds propres, prêts, garantie, avances remboursables, subventions...**
- ▶ **Secteurs cibles : intervention sur tous les secteurs, inflexion de certains IF en fonction des priorités régionales (cf. Fonds Régionaux en page suivante)**

Fonds propres	Quasi FP	Garantie
X	X	X

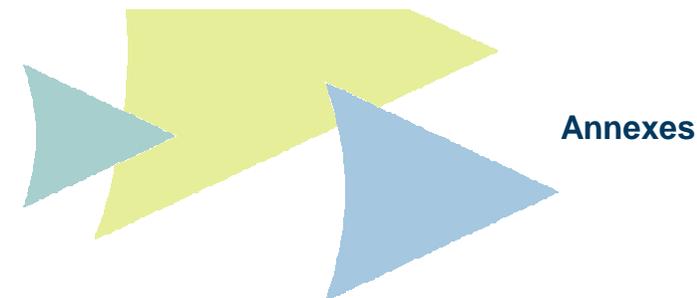
Annexes

Indicateurs 2014

	Activité en région
Garantie	1727 dossiers 72 M€
Financement CT (CICE, Avance +)	623 interventions 151 M€
Financement MLT Prêts développement	384 interventions 88 M€
Financement MLT Prêts développement bonifié	15 projets 8 M€
Export	17 projets 7 M€
Fonds propres	5 investissements 9,3 M€
Innovation	106 projets 15 M€
Subvention	34 projets 1,1 M€
AR, PTZ	38 projets 8 M€
Prêt Innovation	14 projets 3 M€
PPA et PAI	9 projets 1,2 M€

Bpifrance en région

Zoom sur les outils « régionaux »



► Fonds Régional de Garantie (FRG) : 2 M€ de production / an

- ▶ Quotité : 70 % de garantie (35 % fonds nationaux / 35 % Région)
- ▶ Cibles : PME de l'industrie et des services à l'industrie
 - ▶ Tourisme non éligible
 - ▶ Commerce de gros et transport au cas par cas
- ▶ Focalisation sur les projets de création et transmission...
- ▶ ...phase de développement restreinte à des cas très spécifiques
 - ▶ Immobilier rural, projet stratégique structurant pour la Région

► Fonds Régional d'Innovation : 2 M€ de dotation / an

- ▶ Dotation 100 % du Conseil Régional
- ▶ Cibles : entreprises innovantes, start-up et laboratoires de recherche
- ▶ Secteur : croissance verte
- ▶ Intervention sous forme de subvention (20%) et d'avances remboursables (80 %)

	Activité 2014
Création	2 dossiers 0,41 M€
Reprise / transmission	19 dossiers 6,6 M€
Développement	2 dossiers 1 M€

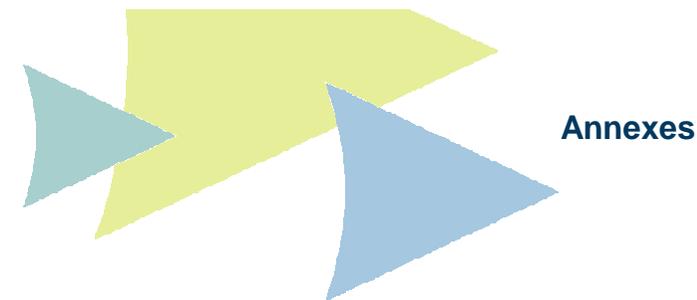
Non significatif, car les fonds n'étaient plus actifs depuis 2 ans



	Activité 2014
AR	xx dossiers Xx M€
Subvention	xx dossiers Xx M€

Bpifrance en région

Vision de l'offre de financement en région



▶ **Fonds propres**

- ▶ Utilité démontrée des produits comme PCI et PCE bien positionnés sur le marché
- ▶ Belles PME à croissance modérée à soutenir dans leur développement via des outils fonds propres adaptés
 - ▶ Investisseur patient, petit ticket, TRI modeste
- ▶ Problématique de financement du retournement, en Poitou-Charentes comme ailleurs. L'existence d'un fonds interrégional

▶ **Quasi fonds propres**

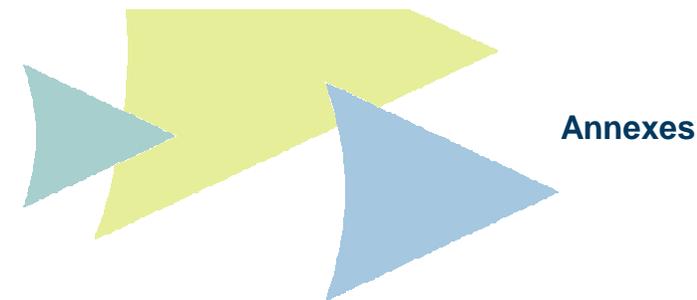
- ▶ Intérêt des prêts participatifs (notamment en appui des opérations haut de bilan)
- ▶ Dispositifs de prêts personnels (Initiative France, Réseau Entreprendre) à conforter probablement
 - ▶ Cf. besoin en fonds propres des TPE
 - ▶ A mettre en perspective avec l'outil "fonds de croissance" en cours de mise en place par le réseau Initiative France

▶ **Garantie**

- ▶ Demande de garantie croissante pour faciliter la mobilisation des crédits bancaires
- ▶ FRG à conforter : intérêt démontré, mais cible d'intervention restreinte aujourd'hui en comparaison avec d'autres territoires ...

▶ **Approche sectorielle et divers**

- ▶ Choix politiques très volontaristes sur le secteur de la croissance verte
- ▶ Carences possibles les autres secteurs d'activités , à tout le moins, un contexte moins favorable
- ▶ Forte progression des prêts MLT consentis par Bpifrance sur les 4 dernières années

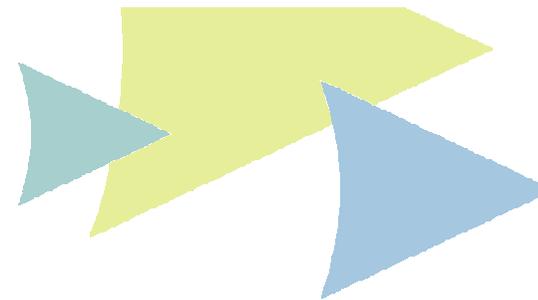


► Carences et défaillances perçues (à confirmer)

- ▶ **Principal enjeu, carence potentielle portant sur le financement du haut de bilan, les apports en fonds propres dans les PME et TPE**
 - ▶ Financement de la PME de croissance / Start-ups : maintien des capacités d'intervention existantes après 2015 : PCE/PCI/ Fonds de co-investissements....
 - ▶ Financement de la PME/ TPE à croissance modérée : inventer de nouveaux dispositifs ?
 - ◆ Hors cible des capitaux investisseurs classiques
 - ▶ Ticket inférieur de 350 à 500 k€ en capital développement (fonds propres) souvent plus délicat à trouver
- ▶ **Autres points de vigilance et d'ajustement possibles**
 - ▶ Intervention en retournement cruciale : vérifier dans la durée l'efficacité et les capacités d'intervention du fonds inter-régional récemment mis en place (montant disponible et enveloppe affectée en définitive sur Poitou-Charentes)
 - ◆ Dimensionnement du fonds à la hauteur des enjeux ?
 - ▶ Elargissement souhaitable des possibilités d'intervention sur le Fonds Régional de Garantie
 - ◆ Soutien possible en dehors du contexte création et reprise/transmission (garantie sur les phases de développement) ?
 - ◆ Ouverture à d'autres secteurs d'activités : tourisme, commerce de gros... ?

► Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

- ▶ **Deux produits pourrait a priori répondre aux carences et défaillances de marché en Poitou-Charentes (à confirmer)**
 - ▶ Prêt Innovation "Fédérizable" permettant de doper les interventions au profit de l'innovation sur le territoire
 - ▶ Fonds de Garantie dans sa nouvelle configuration (garantie gratuite, nouvelles modalités de calcul des engagements possibles en garantie)
- ▶ **Suite de la démarche : validation des possibilités d'intervention de Bpifrance sur les instruments financiers puis calibrage des fonds UE éventuellement à affecter dans l'hypothèse où la carence serait avérée.**



► A.3.4 Projections chiffrées sur les instruments financiers envisagés

Projections financières sur les instruments financiers

=> **Fonds de co-investissement**

Capital risque et amorçage

Nombre 1er tour	4
Montant moyen T1	150 000 €
Nombre 2ème tour	2
Montant moyen T2	150 000 €
Nombre 3ème tour	0
Montant moyen T3	200 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	30%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5

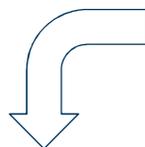
Annexes

Cap. Dev / LBO "petit dossier"

Nombre dossier Cap Dev	4
Montant moyen T1	150 000 €
Nombre 2ème tour	1
Montant moyen T2	150 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	20%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5

Cap. Transmission "petit dossier"

Nombre	2
Montant moyen	300 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	15%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5



Poitou-Charentes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'investissement Amorçage et capital risque	6	6	6	6	6	6	6	6
Nombre d'investissement capital développement	5	5	5	5	5	5	5	5
Nombre d'investissement capital transmission	2	2	2	2	2	2	2	2
Montants investis Amorçage et capital risque	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €
Montants investis capital développement	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €
Montants investis capital transmission	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €
Cessions de participations Amorçage et capital risque	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	945 000 €	945 000 €
Cessions de participations capital développement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	900 000 €	900 000 €
Cessions de participations capital transmission	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	765 000 €	765 000 €
Fonds investis / an	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €
Cessions de participation / an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 610 000 €	2 610 000 €
Cumul fonds investis	2 250 000 €	4 500 000 €	6 750 000 €	9 000 000 €	11 250 000 €	13 500 000 €	15 750 000 €	18 000 000 €
Solde fonds investis-désinvestis	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	-360 000 €	-360 000 €
Solde trésorerie	-2 250 000 €	-4 500 000 €	-6 750 000 €	-9 000 000 €	-11 250 000 €	-13 500 000 €	-13 140 000 €	-12 780 000 €

Projections financières sur les instruments financiers

=> Dispositif de prêts d'honneurs

Annexes

► Paramètres

Variables et paramètres	Standard	PC
PH classique montant	12 000 €	12 000 €
PH classique Taux de défaillance	10%	10%
PH classique Remboursement (en années)	5	5
PH Croissance montant	20 000 €	20 000 €
PH Croissance Taux de défaillance	10%	10%
PH Croissance Remboursement (en années)	5	5
PH amorçage montant	40 000 €	40 000 €
PH amorçage Taux de défaillance	10%	10%
PH amorçage Remboursement (en années)	5	5

► Simulation « macro »

Poitou-Charentes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nb Prêt d'honneur classique	25	25	25	25	25	25	25	25
Montant Prêt d'honneur classique	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
Montant cumulé engagements PH classique	300 000 €	600 000 €	900 000 €	1 200 000 €	1 500 000 €	1 800 000 €	2 100 000 €	2 400 000 €
Remboursement de prêts PH classique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	270 000 €	270 000 €	270 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	270 000 €	540 000 €	810 000 €
Nb Prêt d'honneur croissance	30	40	40	40	40	40	40	40
Montant Prêt d'honneur croissance	600 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €
Montant cumulé engagements PH croissance	600 000 €	1 400 000 €	2 200 000 €	3 000 000 €	3 800 000 €	4 600 000 €	5 400 000 €	6 200 000 €
Remboursement de prêts PH croissance	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	540 000 €	720 000 €	720 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	540 000 €	1 260 000 €	1 980 000 €
Nb Prêt d'honneur amorçage	5	8	10	10	10	10	10	10
Montant Prêt d'honneur amorçage	200 000 €	320 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
Montant cumulé engagements PH amorçage	200 000 €	520 000 €	920 000 €	1 320 000 €	1 720 000 €	2 120 000 €	2 520 000 €	2 920 000 €
Remboursement de prêts PH amorçage	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	180 000 €	288 000 €	360 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	180 000 €	468 000 €	828 000 €
Cumul Engagement PH type 1	1 100 000 €	2 520 000 €	4 020 000 €	5 520 000 €	7 020 000 €	8 520 000 €	10 020 000 €	11 520 000 €
Remboursement PH type 1	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	990 000 €	2 268 000 €	3 618 000 €
Frais de gestion annuel PH type 1	110 000 €	142 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
Solde	-1 210 000 €	-2 662 000 €	-4 170 000 €	-5 670 000 €	-7 170 000 €	-7 680 000 €	-7 902 000 €	-8 052 000 €

Hypothèse
remboursement des
prêts en cours : 5 M€